

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



JUSTICE
JEGOU-AURADOU : QUESTIONS
SUR L'AFFAIRE QUI TERNIT
L'IMAGE DU RUGBY FRANÇAIS **PAGE 18**

LE FIGARO LITTÉRAIRE
LA FIGURE PATERNELLE À L'HONNEUR
EN CETTE RENTRÉE ROMANESQUE
NOTRE SUPPLÉMENT



DÉFENSE

Général Schill :
« Il faut durcir
l'entraînement
de nos troupes »
PAGE 6

CONSEIL D'ÉTAT

Didier-Roland
Tabuteau : « La
justice européenne
devrait reconnaître
une marge
d'appréciation
supplémentaire
aux États » **PAGE 10**

SANTÉ

Ces parents
qui contournent
l'obligation
vaccinale **PAGE 13**

EUROPE

La BCE a-t-elle
vraiment vaincu
l'inflation? **PAGE 24**

ÉCONOMIE

Bruno Le Maire
quitte Bercy à l'orée
d'une tempête
budgétaire **PAGE 25**

MUSIQUE

Opéras, concerts :
le programme
de la rentrée
PAGE 35

**CHAMPS
LIBRES**

- Les chroniques
d'Eugénie Bastié,
de Charles Jaigu
et de Luc Ferry
- Les tribunes de
Jean-Éric Schoettl
et de Benoît Perrin
- L'analyse de
Jean-Pierre Robin
PAGES 19 À 21

**FIGARO OUI
FIGARO NON**

**Réponses à la question
de mercredi :**
Pensez-vous que
le gouvernement Barnier
parviendra à améliorer
la situation budgétaire
de la France ?

OUI 60% NON 40%
VOTANTS : 144831

**Votez aujourd'hui
sur lefigaro.fr**
Bruno Le Maire
a-t-il été un bon ministre
de l'Économie
et des Finances ?

RAMIRO GOMEZ/REUTERS

Donald Trump et Kamala Harris, une bataille au coude-à-coude

Tout en ayant poussé le républicain sur la défensive lors de leur débat mardi soir, la démocrate n'a pas encore réussi à creuser l'écart dans les États cruciaux pour conquérir la Maison-Blanche.

Lors de leur premier - et peut-être unique - débat télévisé, mardi soir, Donald Trump et Kamala Harris, qui se rencontraient pour la première fois, se sont livrés à des échanges hostiles sur quasiment tous les sujets majeurs de la campagne présidentielle, de l'immigration à l'avortement, de l'inflation à la guerre en Ukraine. Les attaques de Trump n'ont pas réussi à déstabiliser Harris, mais celles de Harris ont souvent porté sur un Trump au visage fermé, semblant contenir sa colère. Aussitôt après le débat, Taylor Swift, pop star planétaire aux millions de followers, a déclaré soutenir la démocrate. La vice-présidente reste cependant à la portée de l'ancien président. A huit semaines du scrutin, les sondages placent les deux rivaux à peu près à égalité dans les sept États les plus décisifs - Arizona, Géorgie, Michigan, Nevada, Caroline du Nord, Pennsylvanie, Wisconsin.

→ QUEL QUE SOIT LE NOM DU VAINQUEUR, LES EUROPÉENS NE SONT PAS RASSURÉS → GUILLAUME DEBRÉ : « RÉPUBLICAINS ET DÉMOCRATES SE SONT RADICALISÉS, LE CENTRE POLITIQUE N'EXISTE PLUS AUX ÉTATS-UNIS » → HARRIS TIENT TÊTE À TRUMP DANS UN DÉBAT MARQUÉ PAR DES ATTAQUES CINGLANTES **PAGES 2 À 4 ET L'ÉDITORIAL**



**Édouard
Philippe joue
la carte du
soutien total
à Michel
Barnier**

Une semaine après sa déclaration de candidature à la présidentielle, le patron d'Horizons, qui compte peser sur le gouvernement, a mis en scène, mercredi, sa bonne relation avec le premier ministre. **PAGES 8, 9, 20 ET 21**

Le prix de l'électricité va baisser d'au moins 10 % en février

Dans un entretien au *Figaro*, Emmanuelle Wargon, présidente de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), prévoit une baisse d'au moins 10 % des tarifs régulés de l'électricité au 1^{er} février 2025. Cette réduction va concerner 57 % des clients résidentiels et des petites entreprises. « Nous entrons dans le monde post-crise de l'énergie de 2022, avec des prix stabilisés au-dessus de ceux d'avant-crise », affirme Emmanuelle Wargon, qui travaille avec les fournisseurs sur la mise en place de « règles de bonne pratique, visant notamment à clarifier les offres commerciales ». **PAGE 27**

ÉDITORIAL par Philippe Gélie

Le plus dur reste à faire

Il n'est pas facile d'affronter le Cavalier de l'Apocalypse, qui annonce la guerre nucléaire et la disparition de l'Amérique si on ne lui donne pas les pleins pouvoirs. Kamala Harris a pourtant survécu à l'épreuve, mardi soir, face à un Donald Trump plus sombre que jamais. Dans l'univers du républicain, les immigrants mangent les animaux de compagnie et les démocrates tuent les bébés après la naissance - simple échantillon des calamités qui frappent le pays depuis quatre ans. Accusée des dix plaies d'Égypte, sa rivale s'est néanmoins attachée à parler aux Américains d'eux-mêmes, un contraste saisissant avec l'égotiste en chef. Elle s'est aussi présentée comme la candidate du changement, avec un slogan habilement recyclé de la lutte pour les droits civiques : « Pas question de rebrousser chemin. » Ce débat musclé suffira-t-il à bouleverser la campagne, comme le fit la déroute de Joe Biden en juin dernier ? On peut en douter. Tirant leurs flèches depuis des réalités alternatives, aucun des deux candidats n'a terrassé l'autre. Du moins Kamala Harris a-t-elle prêché au-delà de son camp, en quête du vote des modérés et des indécis. S'il faut une mesure de son succès relatif, deux indices en

disent plus long que la politique : le soutien de Taylor Swift, la pop star aux 283 millions (!) de fidèles sur le réseau social Instagram, approuvé par 2,5 millions de personnes en moins de 30 minutes ; et l'effondrement en Bourse du groupe Trump Media & Technology, dont l'action avait perdu 17 % avant même l'ouverture de Wall Street. Mais le plus dur reste à faire. Poussée par une vague d'enthousiasme - et de soutien médiatique - après son prestige remplacement du vieux président sortant, Kamala Harris plafonne désormais dans les sondages et peine à faire la différence dans les sept États clés de cette présidentielle. Le collège électoral favorisant les États ruraux, plus nombreux, moins peuplés et plus conservateurs, les démocrates doivent remporter le vote populaire avec une avance d'au moins 4 % pour avoir une chance de conquérir la Maison-Blanche. On n'y est pas. Même si elle a troqué le marathon électoral contre un sprint, les derniers mètres s'annoncent comme les plus difficiles pour la championne des démocrates. ■

Famille de
Lorgeril
1620

L'Élégance en Languedoc

www.lorgeril.wine

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

À huit semaines du vote, Trump et Harris au coude-

Adrien Jaulmes Correspondant à Washington

La candidate démocrate misait sur le débat pour relancer sa campagne et prendre l'avantage sur un concurrent républicain favorisé

Kamala Harris ne s'est pas effondrée au cours du débat et Donald Trump a tenu bon. À cinquante-cinq jours du scrutin du 5 novembre, aucun des deux candidats n'a pris d'avance décisive sur son adversaire. Dans un pays divisé presque par le milieu entre les deux grands partis, les deux adversaires sont au coude-à-coude et l'élection présidentielle présente un suspense presque parfait.

Après avoir rattrapé le retard de Joe Biden, Harris ne progresse plus. L'engouement populaire et médiatique qui avait accompagné sa candidature surprise est terminé. Après sept semaines d'euphorie, qui ont culminé avec la nomination de la candidate lors de la convention de Chicago le mois dernier, le Parti démocrate a renoué avec l'anxiété. Un sondage paru dimanche dans le *New York Times* donne une légère avance à l'échelle nationale à Donald Trump, avec 48 % contre 47 % pour Harris. Ce chiffre est d'autant plus inquiétant pour les démocrates que leur parti est désavantagé par le collège électoral. En découpant l'élection entre les cinquante États de l'Union, le système favorise les républicains qui dominent les États ruraux, plus nombreux. Les démocrates doivent traditionnellement avoir une nette avance nationale, d'au moins 3 à 5 points pour espérer l'emporter.

Les résultats sont tout aussi préoccupants dans les États pivots, les fameux *swing states*, que quelques dizaines de milliers de voix, parfois quelques milliers seulement, peuvent faire basculer dans un camp ou dans l'autre, et avec eux, leurs grands électeurs.

Or, rien n'est décidé dans les sept États disputés de cette campagne, où tout va se jouer et où les deux candidats ne sont qu'à quelques points d'écart : dans deux États du Nord, le Michigan et le Wisconsin, deux États du Sud, la Géorgie et la Caroline du Nord, deux États de l'Ouest, l'Arizona et le Nevada, et en Pennsylvanie, l'État clé de la victoire, aucun candidat ne possède une avance suffisante pour être certain de l'emporter. Le résultat se joue parfois dans une seule circonscription, comme le comté de Maricopa dans l'Arizona ou celui de Clark dans le Nevada. Les spécialistes des deux camps tentent d'identifier les stratégies gagnantes : faut-il investir son temps et son énergie, et surtout, son argent, dans les États du Nord ou ceux de l'Ouest ? Les deux campagnes ont déjà fait de la Pennsylvanie leur objectif principal.

Dans ces États, Kamala Harris ne possède qu'une très courte avance sur Trump, et parfois se trouve même derrière lui. Le vaste soutien médiatique et le rassemblement des démocrates, dont a bénéficié la candidate démocrate, mal connue du grand public, n'ont pas rallié tous les hésitants. Harris pâtit sans doute encore de son image de démocrate californienne, État de la côte Pacifique souvent présenté comme un laboratoire progressiste un peu coupé du reste de l'Amérique. Si elle a débarrassé le discours démocrate des excès woke, elle n'a pas jusqu'à présent réussi à présenter très clairement son projet politique. L'opposition à Trump qui l'a portée jusqu'à présent ne suffit plus. Sa relativement bonne prestation lors du débat aura peut-être pour effet de lui rallier quelques électeurs hésitants. Mardi soir, la chanteuse Taylor Swift a fait savoir qu'elle apportera son soutien à Kamala Harris, en qui elle dit voir « une dirigeante douée et solide ». Pour tenter de rallier les électeurs centristes, la candidate démocrate a multiplié les déplacements, aidée par son colistier, Tim Walz, gouverneur du Minnesota, à l'allure débonnaire, mais politique aiguisé ayant le sens de la formule.

Les républicains sont aussi nerveux. Après avoir cru que l'élection était quasiment gagnée lors de leur convention de Milwaukee en juillet, face à un Joe Biden impopulaire et diminué par l'âge, ils se retrouvent face à une candidate au profil nouveau, plus difficile à attaquer que le vieux président démocrate.

Trump est un formidable candidat, porté par son énergie, son culot et sa chance. Il bénéficie d'une solide base électorale. Ses partisans, qui lui passent

tout, l'ont élevé au rang de héros. Il a survécu politiquement à des scandales qui auraient depuis longtemps mis fin à d'autres carrières que la sienne. Il a survécu à des procès multiples qui sont tous au point mort ou abandonnés. Il a même survécu à la balle d'un assassin. L'esprit de parti joue aussi en sa faveur dans une Amérique profondément divisée, où la politique obéit à des réflexes tribaux, et est devenue un jeu à somme nulle. Même les républicains les moins enthousiastes sur sa personnalité se sont ralliés à lui.

Mais les forces de Trump sont aussi ses faiblesses. S'il rassemble son propre camp, il suscite aussi un tel rejet qu'il mobilise comme personne ses adversaires. Même des personnalités historiques du Parti républicain ont appelé à voter contre lui. Liz Cheney et son père, l'ancien vice-président de George W. Bush, ont annoncé vendredi dernier leur intention de voter pour Kamala Harris, tout en assurant n'avoir aucune affinité politique avec elle, dans le seul but d'empêcher le retour de Trump au pouvoir.

Les médias américains présentent l'élection de 2024 comme cruciale. Même s'ils l'avaient déjà fait avec celles de 2020 et de 2016, ils n'ont peut-être pas tout à fait tort. À l'incertitude créée par la division profonde de l'Amérique entre deux camps presque

égaux, viennent s'ajouter des facteurs supplémentaires.

Trump joue plus que son retour au pouvoir : sa réélection est pour lui un enjeu existentiel, non seulement pour son avenir politique, mais aussi pour sa liberté personnelle. Déjà reconnu coupable d'un crime, dont la sentence doit être rendue après l'élection, il peut voir s'ouvrir d'autres procès pour l'instant en attente.

X, l'ancien Twitter d'Elon Musk rallié à Trump, est devenu une plateforme de diffusion de théories échevelées. Les ingérences étrangères hostiles ont déjà commencé

Il a déjà laissé clairement entendre qu'il n'avait pas l'intention d'accepter sa défaite. Après avoir tenté de renverser le résultat de 2020 face à Joe Biden, ce qui lui a valu deux inculpations, Trump refuse de nouveau de s'engager à accepter les résultats du scrutin de 2024. À moins qu'il ne gagne, évidemment.

Dans ses récents discours, il a déjà accusé les démocrates d'avoir « triché » en remplaçant leur candidat alors que

les primaires étaient terminées. Soudain très soucieux du respect des règles et des usages, il a accusé les démocrates d'avoir réalisé un « coup d'État » en remplaçant Biden par Kamala Harris.

Il continue d'accuser l'Administration démocrate d'interférence électorale par les poursuites judiciaires, même si la plupart sont au point mort et si la Cour suprême lui a conféré une vaste immunité. Et surtout, il se prépare avec l'aide du courant Maga au sein du Parti républicain, à contester le résultat de l'élection dans les États pivots. Ses partisans ont déjà intenté plus d'une centaine d'actions en justice contre diverses procédures électorales au nom de la défense de l'intégrité électorale.

Sa campagne et le Parti républicain ont mis en place un réseau d'environ 175 000 observateurs et agents électoraux bénévoles. Les démocrates ont constitué leur propre équipe juridique et leur programme de protection des électeurs afin de se préparer à des contestations électorales.

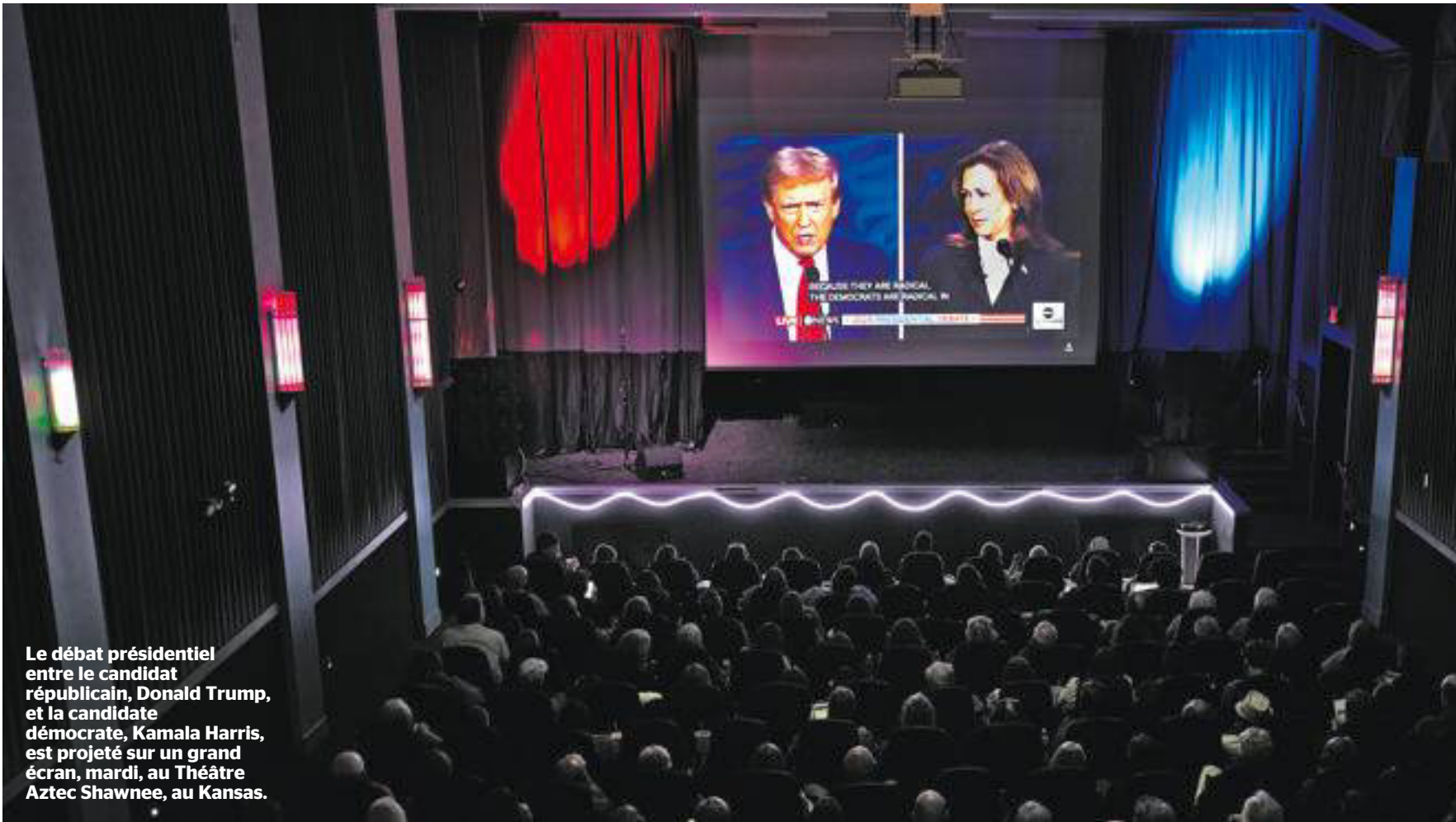
Trump a déjà promis des « peines de prison de longue durée » pour toute personne impliquée dans des opérations de fraude électorale en 2024 ; c'est-à-dire si les résultats ne sont pas en sa faveur. Il accuse déjà les démocrates de préparer la fraude en « important » délibérément des millions d'immigrés clandestins pour qu'ils votent illégalement lors des élections.

La confiance dans le processus électoral a aussi été considérablement érodée par les allégations de Trump. Depuis 2020, la méfiance n'a fait que croître au sein de l'électorat républicain. Selon une enquête récente d'Associated Press, environ deux tiers des républicains font plus confiance à Trump pour fournir des informations exactes sur les résultats de l'élection de 2024 que dans les autorités.

Les médias devraient se montrer prudents pour relayer les accusations de fraude électorale, après que Fox a dû payer une lourde amende pour avoir diffamé en 2020 la société fabriquant les machines électorales. Mais les réseaux sociaux n'ont pas les mêmes contraintes.

X, l'ancien Twitter d'Elon Musk rallié à Trump, est devenu une plateforme de diffusion de théories échevelées. Les ingérences étrangères hostiles ont déjà commencé. Les autorités américaines ont identifié un axe de désinformation dirigé par la Russie, la Chine et l'Iran, dont les menées sont devenues plus sophistiquées qu'au cours des derniers scrutins.

Un climat tendu pèse aussi sur le déroulement de l'élection. L'assaut contre le Capitole des partisans trumpistes le 6 janvier 2021 pour tenter d'empêcher



Le débat présidentiel entre le candidat républicain, Donald Trump, et la candidate démocrate, Kamala Harris, est projeté sur un grand écran, mardi, au Théâtre Aztec Shawnee, au Kansas.

Quel que soit le nom du vainqueur, les Européens ne sont pas

Isabelle Lasserre

Donald Trump ou Kamala Harris ? « C'est kif-kif bourricot » pour l'Europe et pour l'Ukraine, entend-on parfois dire à Kiev, à Tbilissi et même Washington. « Quel que soit le gagnant, il y a de quoi s'inquiéter pour la politique étrangère », résume Randy Scheunemann, ancien conseiller de politique internationale de John McCain, l'ex-candidat républicain à la présidentielle de 2008, à l'occasion de la 8^e conférence internationale de Tbilissi. Même son de cloche chez les membres de l'opposition géorgienne. « Pour toute la région, cette élection offre deux mauvaises solutions », affirme Giga Bokeria, ancien vice-ministre des Affaires étrangères, qui milite pour une Géorgie européenne. L'enjeu est pourtant énorme. Car la « victoire » de l'Ukraine sur la Russie « dépend des États-Unis », prévient Volodymyr Zelensky.

A priori, les intérêts européens devraient être davantage préservés si Kamala Harris accède à la présidence. Pendant le débat qui l'a opposée à Trump, elle a réitéré son soutien à l'Ukraine. La plupart des experts s'attendent à ce

qu'elle poursuive la politique de Joe Biden sur les grandes crises internationales : réengagement avec les alliés des États-Unis, promotion du multilatéralisme et de la démocratie, soutien à l'Otan. Elle a promis, pendant le débat, qu'elle ne soutiendrait ni « les tyrans » ni les « dictateurs ».

A contrario, un second mandat de Donald Trump pourrait être encore plus imprévisible et disruptif que le premier. L'ancien président américain a une revanche à prendre. Il a laissé entendre qu'il ne nommerait pas, cette fois-ci, de républicains traditionnels à des postes clés, de peur qu'ils n'entravent, comme la première fois, certaines de ses décisions de politique étrangère. Donald Trump a souvent dit tout le mal qu'il pensait de l'Otan. Il pourrait à nouveau saper l'autorité de l'Alliance et fermer la porte à l'Ukraine. Il a promis de mettre fin à la guerre en vingt-quatre heures et pense toujours qu'il est possible de négocier avec Vladimir Poutine.

Il a nommé un vice-président, J.D. Vance, qui veut stopper l'aide à l'Ukraine, diminuer l'implication des États-Unis en Europe et accentuer le pivot asiatique. Son mépris des institutions multilatérales est toujours aussi grand.

« Sur la scène internationale, Donald Trump fera comme la première fois : une diplomatie transactionnelle et non conventionnelle, organisée autour de lui », prédit Pedro Botta, chercheur à l'université internationale de Floride, à la conférence de Tbilissi.

« Kamala Harris n'a pas eu le temps de préparer un programme de politique étrangère »

Tom Malinowski Ancien membre démocrate du Congrès américain

Le flou entoure les programmes des deux candidats. Côté démocrate, « vu les circonstances, Kamala Harris n'a pas eu le temps de préparer un programme de politique étrangère. Quand il a été élu, Barack Obama avait planché dessus pendant un an et demi avant l'élection » relève, à Tbilissi, Tom Malinowski, ancien membre démocrate du Congrès américain. L'imprécision des intentions de la candidate démocrate a été confirmée pendant le débat télévisé. Elle n'a pas dévoilé son plan pour faire revenir la paix au Proche-Orient, pourtant considérée comme l'une de ses priorités.

Certains lui prêtent l'intention de faire davantage pencher la politique étrangère du côté des partisans de Barack Obama, l'homme du « reset » - raté - avec la Russie. « Par rapport à Biden, ce serait le statu quo, mais en pire », prévient un diplomate ukrainien. Aux États-Unis, Joe Biden, à qui l'Ukraine et ses alliés reprochent souvent les limites imposées à l'aide militaire, est considéré comme le dernier président « atlantiste » des États-Unis, héritier d'une vision classique de la politique étrangère du Parti démocrate, basée sur les institutions internationales et des alliances militaires solides. Kamala Harris incarne une nouvelle génération, celle d'un désengagement plus affirmé des États-Unis sur la scène internationale. Elle est plus sensible aux luttes progressistes qui secouent l'Amérique. Elle a montré plus d'empathie que Joe Biden vis-à-vis des souffrances des Palestiniens.

À l'inverse, l'imprévisibilité de Donald Trump peut avoir plusieurs déclinaisons en politique étrangère. « Lui-même ne sait sans doute pas ce qu'il veut faire. Mais ce qui compte pour lui, c'est de ne pas donner l'image d'une Amérique faible. Or, un abandon de l'Ukraine, qui se traduirait

à-coude

par le collège électoral.

le Congrès de certifier les résultats du collège électoral est minimisé par les électeurs républicains. La réforme de la loi sur le décompte électoral adoptée par le Congrès rendra plus difficile de contester les résultats lors de leur certification le 6 janvier 2025. Mais d'autres possibilités existent, surtout si les résultats sont serrés. Le président de la Chambre des représentants, Mike Johnson, qui avait été l'un des artisans des contestations en 2020, est à présent à un poste clé pour porter de nouvelles procédures. La Cour suprême, dominée par six juges conservateurs, a déjà fait preuve de créativité dans ses interprétations juridiques en faveur de Trump.

Le pire scénario pour les démocrates serait une égalité de 269 contre 269 voix au sein du collège électoral : l'élection serait alors décidée par un vote de la Chambre des représentants, où chaque État possède une voix, et où Trump aurait toutes les chances de l'emporter.

La menace de violence n'émane pas seulement du camp républicain. Même si la tentative d'assassinat contre Trump en juillet dernier en Pennsylvanie n'était pas liée à une position politique, l'épisode est symptomatique d'un climat particulièrement tendu. Dans un sondage Reuters réalisé en mai dernier, plus de deux tiers des Américains se sont dits préoccupés par des violences post-électorales. ■



rassurés

par une victoire de la Russie, mènerait à ce résultat... Il ne faut pas non plus oublier que c'est Donald Trump qui a, le premier, livré des missiles Javelin à l'Ukraine», nuance un responsable politique géorgien. La même réflexion peut être appliquée à l'Otan, qui reste, même dans les mains de Trump, un instrument de puissance pour les États-Unis.

Quant à son souhait que les Européens «partagent le fardeau», c'est aussi celui de Kamala Harris, comme c'était ceux de Joe Biden et de Barack Obama. De la même manière, ses vellétés de forcer un accord en Ukraine pourraient se heurter à l'intransigeance de Vladimir Poutine et faire long feu, comme sa tentative d'amadouer le président nord-coréen Kim Jong-un avait à l'époque échoué. «Je ne vois aucun deal où Poutine gagne, et Donald Trump aussi», commente un haut diplomate français. Il ajoute : «La réalité peut lui résister à lui aussi.»

Mais à la fin, ce sont aussi les soubresauts du monde qui détermineront la politique étrangère du futur président. Et comme Trump, ils sont imprévisibles. Le 11 septembre 2001, les attentats contre le World Trade Center avaient provoqué un brusque changement de la politique étrangère de George W. Bush. ■

Guillaume Debré : « Républicains et démocrates se sont radicalisés, le centre politique n'existe plus aux États-Unis »

Propos recueillis par
Philippe Gélie

Directeur général de LCI, la chaîne d'info du groupe TF1, ancien correspondant aux États-Unis, Guillaume Debré publie *La Nouvelle Guerre de sécession* (Éditions Fayard). Évoquant les fractures au sein de sa belle-famille américaine, il mène une enquête sociologique et politique à travers les cinquante États, brossant un tableau alarmant, mais offrant une lecture vivante qui fourmille d'exemples.

LE FIGARO. – Est-ce une figure de style ou les États-Unis sont-ils réellement au bord de la sécession ?
GUILLAUME DEBRÉ. – Je parle de sécession civique. Nous sommes aujourd'hui dans une situation où les Américains se renferment, se protègent, se replient dans des environnements où ils ne sont plus exposés aux opinions adverses. Les républicains vivent entre eux, les démocrates aussi. C'est géographique, c'est politique, et il n'y a plus d'envie de faire fonctionner le système. C'est la crise du fédéralisme américain. Dans des États comme l'Idaho, l'opposition n'existe plus, les démocrates admettent qu'ils n'auront plus aucun impact politique.

Après son débat mardi face à Donald Trump, Kamala Harris vous paraît-elle capable de surmonter les divisions pour être élue – et ensuite ?
Je ne suis pas sûr qu'elle le puisse, ni même qu'elle ait la volonté de le faire. Les deux camps sont tellement éloignés sur tous les sujets que je ne les vois pas arriver à des compromis. Kamala Harris le sait si bien qu'elle reste assez vague sur son programme. À deux mois de l'élection, je ne mettrais pas encore une croix sur Trump.

Vous notez qu'une ségrégation géographique se superpose aux divisions idéologiques ?
Les démocrates quittent les territoires républicains pour être remplacés par des républicains qui ont fui les terres démocrates. Des études montrent que 98 % de la population vit désormais dans des quartiers politiquement ségrégués. Ce «grand regroupement» peut être funeste pour l'Amérique.

Les Américains vivent donc réellement dans deux Amérique ?
Les lignes de fragmentation divisent les familles, les communautés, les comtés, les États... Urbains contre ruraux, progressistes contre conservateurs, wokistes contre créationnistes... L'identité politique est devenue l'identité sociale, assumée et revendiquée. Les institutions ne fonctionnent plus, les Américains en sont à ne plus vouloir faire fonctionner le système fédéral, leurs votes se radicalisent, le Congrès ne passe plus de lois, faute d'être capable de former des coalitions entre modérés. Depuis Obama et Trump, le système est enkysté.

Vous évoquez dans votre livre les divisions de votre belle-famille, les parents de votre épouse américaine qui ont déménagé de Californie en Floride pour vivre dans un environnement trumpiste, comme eux. Cela les a-t-il changés ?
Oui. Ils se sont apaisés et hystérisés à la fois. Apaisés parce qu'ils sont confortablement installés dans leur environnement social, politique, idéologique. Mais ils se sont hystérisés parce que l'adversaire politique est devenu l'ennemi, les démocrates sont devenus une menace pour le pays – ma belle-mère parle de Biden comme du diable. Lorsque je les ai connus en 2003, la politique n'était pas un sujet ; aujourd'hui, c'est devenu leur identité. Dès qu'on aborde le sujet, la tension monte de mille volts.

Les deux camps ne consomment plus les mêmes produits, les mêmes marques, les mêmes divertissements, bien sûr les mêmes médias : cela en dit long dans le temple du consumérisme ?
Au départ, le consumérisme américain était une promesse, c'était du lien social – tout le monde s'enrichissait pour consommer, c'était le modèle américain. Aujourd'hui, les Américains ne sont même plus d'accord pour acheter les mêmes voitures. L'identité politique a contaminé toutes les strates de la vie sociale. Mes beaux-parents ne veulent plus

faire leurs courses chez Target parce que l'enseigne a mis en rayon une ligne LGB-TQ pour enfants et qu'ils trouvent cela absolument amoral. Ces phénomènes-là sont nouveaux.

Républicains et démocrates se déchirent même sur le drapeau ?
Il y a une crispation sur le drapeau américain, alors qu'il a toujours été la chose la mieux partagée aux États-Unis. Trump et les républicains le récupèrent comme un symbole de nationalisme, tandis que la gauche radicale a un rapport complexe et inconfortable au dra-



CHRISTOPHE CHEVALIN/TF1

L'identité politique des Américains est devenue l'identité sociale, assumée et revendiquée

peau. Elle n'ose plus le brandir. Le hisser devant sa maison, c'est s'afficher aux yeux des voisins comme un électeur de Trump, voire un nationaliste blanc.

Vous parlez de radicalisation et de tribalisation : le wokisme n'est-il pas du pain bénit pour Trump ?
Le wokisme, c'est le pendant de Trump ; c'est en quelque sorte l'effet miroir démocrate du trumpisme, la radicalisation du discours politique à gauche. Les deux mouvements me paraissent concomitants et corrélés. Il y a un besoin d'identification politique à une radicalité dans les deux camps, la tiédeur idéologique ne satisfait plus les Américains.

Vous évoquez des projets séparatistes, au Texas par exemple. Une nouvelle sécession pourrait-elle être pacifique ?
Je ne crois pas que la Californie soit sur le point de prendre son indépendance ou le Texas de claquer la porte. Mais il y a des tas de façon de divorcer. Les vellétés de l'État californien de sortir du système fédéral de financement de la santé publique portent en germe la paralysie du gouvernement, qui ne pourrait plus financer Medicare et Medicaid, puisque la Californie en est le premier contributeur. Ce serait le début de la fin de l'État fédéral. Donc, on n'est pas obligé d'imaginer une guerre civile. On peut envisager un État fédéral qui se ra-

bougrit et des États qui reprennent beaucoup plus d'indépendance.

Avez-vous reconnu ces deux Amérique lors des conventions républicaine et démocrate de l'été ?
Bien sûr. La radicalité de la gauche américaine, que souvent les Français ne veulent pas voir, s'est manifestée à travers les intervenants à la convention de Chicago. Alexandria Ocasio-Cortez était persona non grata du temps de Hillary Clinton, c'était l'extrême gauche, aujourd'hui elle est «mainstream». L'aile progressiste du Parti démocrate représente la moitié des représentants à la Chambre, les modérés ont été laminés aux élections de 2020. Et le pendant côté républicain, c'est le parti entre les mains des trumpistes. On est dans la grande radicalité : ce qui est nouveau pour moi, c'est que le centre politique n'existe plus aux États-Unis.

Est-ce une crise morale autant que politique que traversent les États-Unis ?
C'est une crise identitaire. Les Américains peuvent la régler s'ils parviennent à renouer un contrat social, à changer leur Constitution, à réformer la démocratie fédérale afin d'en finir avec les présidents minoritaires... Mais cela exige une réforme des institutions extrêmement difficile à faire. ■

Pour répondre au coût de la vie étudiante, nous proposons le
Prêt étudiant 0% TAEG fixe^[1]. C'est ça être une entreprise à mission.

Retrouvez tous nos engagements sur cic.fr/engagements

Un crédit vous engage et doit être remboursé. Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager.

Exemple : Crédit amortissable de 15 000 € sur 10 ans, 120 mensualités de **125 €**. **TAEG FIXE de 0%** (taux débiteur fixe : 0%). **Montant total dû : 15 000 €**. Sans frais de dossier. Hors assurance facultative (Décès, Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, Invalidité et Incapacité de Travail) calculée sur le capital restant dû, avec un montant de 1^{ère} cotisation mensuelle de 9,83 €, montant total 602,13 €, TAEA de 0,79%. Conditions au 20/07/2024. Intérêts pris en charge par la Banque.



Construisons pour que le monde bouge.

[1] OFFRE DE CRÉDIT SOUMISE À CONDITIONS. jusqu'à 50 000 euros et valable jusqu'au 31/12/2024, réservé au 1er prêt destiné à financer les études, pour les 18-27 ans détenteurs d'une offre groupée de services CIC, inscrits dans un cycle d'enseignement supérieur français, et selon quotient familial. Après étude et sous réserve d'acceptation de votre dossier par l'Agence CIC. Délai légal de rétractation de 14 jours. Voir conditions détaillées en Agence CIC et sur www.cic.fr
CIC Crédit Industriel et Commercial - Société anonyme au capital de 611 858 064 euros - 6 avenue de Provence 75009 Paris - RCS Paris 542 016 381 - N° ORIAS : 07 025 72.

Adrien Jaulmes

Face à un candidat républicain semblant moins à l'aise que d'habitude, la vice-présidente ne s'est pas laissée déstabiliser, le plaçant sur la défensive.

« Je ne suis pas Joe Biden ! », a lancé Kamala Harris à Donald Trump. Elle l'a montré tout au long de leur débat mardi soir à Philadelphie. Pendant 90 minutes tendues, la candidate démocrate a non seulement tenu tête à son adversaire, mais elle est parvenue à le placer souvent sur la défensive.

De l'immigration à l'avortement, de l'inflation à la guerre en Ukraine, les sujets majeurs de la campagne ont été presque tous abordés. Et presque tous ont donné lieu à des échanges hostiles entre les deux candidats, qui se rencontraient pour la première fois.

Les attaques ont été cinglantes. Celles de Trump n'ont pas réussi à déstabiliser Harris. Celles de Harris ont souvent porté. Sur la forme, la candidate a réussi à apparaître sûre d'elle, ferme, souriante et regardant franchement la caméra. Trump semblait moins à l'aise que d'habitude, le visage fermé, l'air de contenir sa colère, même s'il a réussi à arborer par moments son air goguenard, le sourcil levé et le sourire carnassier.

Sur le fond, les deux adversaires ont tous les deux essayé de se présenter comme le candidat du changement, sans toujours y parvenir. Trump a tenté d'associer Kamala Harris à Joe Biden et à ses politiques les plus impopulaires en présentant leur tandem comme « le pire président et la pire vice-présidente de l'histoire de notre pays ». Kamala Harris a invoqué le « chaos et la division » que sème Donald Trump, expliquant que « le peuple américain est épuisé par le même vieux jeu », et que le moment est venu de « tourner la page ».

Moins connue du public, Kamala Harris avait le plus à perdre dans ce débat. Sa rencontre avec Mike Pence en 2020 avait été peu convaincante. Elle a été cette fois à la hauteur.

L'ancienne procureur générale de Californie a montré qu'elle connaissait ses dossiers et savait se passer d'un prompteur pour répondre du tac au tac. Elle a non seulement paré les accusations lancées par Trump, mais a aussi réussi à placer des attaques destinées à lui faire perdre son sang-froid. Trump est apparu plusieurs fois un peu pris de court par des questions difficiles. Il a changé régulièrement de sujet pour revenir comme par défaut sur son thème favori de l'immigration clandestine. Reprenant la thématique qui a lancé sa carrière politique, en 2016, il a décrit une invasion qui menace « le tissu de notre société », accusant même de façon un peu surprenante les migrants haïtiens de manger les chats et les chiens des Américains.

À la fois par tactique, mais aussi comme s'il n'avait toujours pas digéré que les démocrates l'aient privé de sa revanche contre Joe Biden en changeant de candidat en pleine campagne, Trump a régulièrement accusé Harris d'être responsable des résultats les plus impopulaires de l'Administration sortante : outre l'immigration clandestine, il a insisté sur l'inflation qui a marqué les trois années de la présidence démocrate et sur les crises internationales qui se sont multipliées, de l'Ukraine au Proche-Orient. « Nous n'avons aucune idée de ce qui se passe : nous avons des guerres au Moyen-Orient, nous avons une guerre entre la Russie et l'Ukraine et nous allons nous retrouver dans une troisième guerre mondiale. Et ce sera une guerre sans précédent en raison des armes nucléaires et de la puissance de l'armement... Ce que ces gens ont fait à notre pays, et peut-être



Donald Trump et Kamala Harris, lors du débat présidentiel américain, sur le plateau d'ABC, mardi soir à Philadelphie. BLOOMBERG VIA GETTY IMAGES, BRIAN SNYDER/REUTERS

Harris tient tête à Trump dans un débat marqué par des attaques cinglantes

le pire de tout, c'est d'avoir permis à des millions de personnes d'entrer illégalement dans notre pays, dont beaucoup sont des criminels, et de détruire notre pays. Le pire président et le pire vice-président de l'histoire de notre pays. »

Trump a aussi accusé Harris d'éviter ses responsabilités. « Elle essaie de s'éloigner de Biden, "je ne connais pas ce monsieur", dit-elle, mais elle est Biden ! », a lancé Trump. Harris a tenu à faire la distinction entre elle et le président démocrate : « Je ne suis pas Joe Biden, a-t-elle lancé, et je ne suis certainement pas Donald Trump. »

À d'autres moments, Trump a insinué qu'elle avait trahi Biden. « Il a obtenu 14 millions de voix » aux primaires « et ils l'ont chassé du pouvoir », a dit Trump, « et vous savez quoi ? Je vais vous révéler un petit secret : Biden la déteste. Il ne la supporte pas. »

L'un de leurs échanges les plus vindicatifs a été celui sur la question de l'avortement. Mal à l'aise sur un sujet qui divise les électeurs républicains, Trump est resté évasif sur sa position. Il a expliqué qu'il n'avait fait que rendre la décision aux électeurs dans les États, auxquels il revient de légiférer sur ce sujet depuis la fin en 2022 de la garantie

constitutionnelle de Roe vs Wade. « Tous les juristes voulaient que cette question soit renvoyée aux États pour que les citoyens puissent voter, et c'est ce qui s'est passé », a dit Trump, qui a accusé les démocrates de prôner la pratique « jusqu'au neuvième mois de grossesse et même au-delà ».

« Ce que ces gens (les démocrates, NDLR) ont fait à notre pays, et peut-être le pire de tout, c'est d'avoir permis à des millions de personnes d'entrer illégalement dans notre pays, dont beaucoup sont des criminels, et de détruire notre pays »

Donald Trump

« Aujourd'hui, dans plus de 20 États, l'avortement est interdit, ce qui rend criminel le fait pour un médecin ou une infirmière de fournir des soins de santé », a rétorqué Harris. « Si Donald Trump est réélu, il instaurera une interdiction nationale de l'avortement, a-t-elle mis en garde. Il n'est pas nécessaire d'abandonner sa foi ou ses convictions profondes pour convenir que le gouvernement, et Donald Trump en particulier, ne devrait pas dire à une femme ce qu'elle doit faire de son corps. »

Sur le sujet de l'immigration clandestine, ressassé par Trump comme un mantra, Kamala Harris était la plus vulnérable, compte tenu des chiffres records enregistrés pendant la présidence de Biden. Elle a réussi à esquiver l'attaque, en rappelant son passé de procureur de Californie : « Je suis la seule per-

sonne sur cette scène à avoir poursuivi des organisations criminelles transnationales pour trafic d'armes, de drogues et d'êtres humains. » Et à lancer une pique à Trump, en rappelant comment il a fait capoter voici quelques mois un projet de loi bipartisan sur cette question, « parce qu'il préfère profiter des problèmes plutôt que de les résoudre ».

Sur un autre sujet favori d'attaque de Trump, celui du retrait catastrophique d'Afghanistan ordonné par Biden à l'été 2021, Harris a réussi la même manœuvre. Elle a soutenu la décision de Biden, évitant de s'étendre sur son exécution, et saluant juste le fait que plus aucun soldat américain n'est déployé « dans cette guerre interminable ». Et elle a rappelé en revanche que ce retrait avait été négocié par Trump. « Il a tourné le gouvernement afghan et négocié directement avec les talibans, qui ont obtenu la libération de 5 000 terroristes... et il les a invités à Camp David. »

Trump a aussi tenté de la dépeindre comme une ennemie d'Israël, mais aussi « des Arabes ». Harris a aussi paré le coup avant de riposter. « Ce n'est absolument pas vrai. Pendant toute ma carrière et ma vie, j'ai soutenu Israël et le peuple israélien. Il le sait. Il essaie à nouveau de diviser et de détourner l'attention de la réalité : à savoir qu'il est de notoriété publique que Donald Trump est faible et est mauvais en matière de sécurité nationale et de politique étrangère. Il est notoire qu'il admire les dictateurs, qu'il veut être un dictateur dès le premier jour, selon ses propres dires, et comme il est notoire que ces dictateurs et ces autocrates rêvent de le voir redevenir président parce qu'ils peuvent le manipuler en le flattant et en lui accordant des faveurs. »

Harris ne s'est pas contentée de se défendre. La candidate a aussi lancé contre

Trump toutes les attaques que Joe Biden avait omises lors de sa calamiteuse prestation en juin dernier. Elle a décrit Donald Trump comme la risée internationale : « Les dirigeants du monde entier se moquent de Donald Trump. J'ai parlé avec des responsables militaires, dont certains ont travaillé avec vous. Et ils disent que vous êtes une honte », lui a-t-elle lancé. « Si on veut vraiment savoir qui est l'ancien président, il suffit de demander à ceux qui ont travaillé avec lui : son ancien chef de cabinet, un général quatre étoiles, a déclaré qu'il méprisait la Constitution des États-Unis. Son ancien conseiller à la sécurité nationale a déclaré qu'il était dangereux et inapte. Son ancien secrétaire à la Défense a déclaré que la nation ne survivrait pas à un autre mandat de Trump. Et lorsque nous écoutons ce genre de discours, lorsque les problèmes qui affectent le peuple américain ne sont pas abordés, je pense que le choix est clair dans cette élection. » Trump a accusé en retour Harris d'avoir été, aux côtés de Joe Biden, responsable du chaos international.

« Il est notoire que Donald Trump admire les dictateurs, qu'il veut être un dictateur dès le premier jour, selon ses propres dires, et comme il est notoire que ces dictateurs et ces autocrates rêvent de le voir redevenir président parce qu'ils peuvent le manipuler en le flattant et en lui accordant des faveurs »

Kamala Harris

Harris a aussi accusé Trump de bafouer les règles démocratiques et de ne pas accepter le résultat des élections quand il lui était défavorable. « Donald Trump a été viré par 81 millions de personnes, soyons clairs, a insisté Kamala Harris, et il est clair qu'il a beaucoup de mal à l'accepter. Mais nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir un président des États-Unis qui tente, comme il l'a fait par le passé, de renverser la volonté des électeurs dans le cadre d'une élection libre et équitable... Et le fait que vous en reparlez, a-t-elle dit à Trump, est profondément troublant, et le peuple américain mérite mieux. »

Trump n'était pas très convaincant en tentant d'esquiver ses responsabilités dans l'émeute du 6 janvier 2021, quand il avait lancé ses partisans contre le Capitole pour interrompre la certification de l'élection de Joe Biden. Il a expliqué qu'il avait appelé à une manifestation pacifique, a dit qu'il n'y avait pas eu de morts « dans le camp d'en face » et que la sécurité du Capitole avait été mal assurée par Nancy Pelosi, et enfin a demandé pourquoi on ne poursuivait pas plutôt les émeutiers qui avaient dévasté Minneapolis l'été précédent.

« À tous ceux qui se souviennent du 6 janvier, je dis qu'il est temps de tourner la page, lui a répondu Harris, pour mettre fin au chaos, et à ces pratiques qui consistent à s'attaquer aux fondements de notre démocratie quand on n'aime pas le résultat. Soyons clairs sur ce point : Donald Trump a déclaré que cette élection donnerait lieu à un bain de sang, si le résultat ne lui plaisait pas. Nous ne voulons plus de ça. »

L'ancienne procureur en a profité pour insister sur l'importance du respect de l'État de droit et des forces de l'ordre. Elle a rappelé que Trump était poursuivi par les tribunaux « pour des crimes contre la sécurité nationale, des crimes économiques et des interférences électorales et avait été jugé coupable d'agression sexuelle ».

« Mais parlons plutôt de ce qui est important dans cette course : que nous allions de l'avant, que nous tournions la page sur cette vieille rhétorique fatiguée pour répondre aux besoins du peuple américain... remédier à la pénurie de logements, soutenir les petites entreprises et aborder la question de la baisse du prix des produits alimentaires. »

La vice-présidente démocrate était en revanche moins inspirée quant aux détails de son programme, notamment économique.

Trump lui a porté le coup de Jarnac à la fin du débat, en rappelant à Harris qu'elle faisait partie de l'Administration en place. « Elle dit qu'elle va faire toutes ces choses merveilleuses. Pourquoi ne l'a-t-elle pas fait depuis trois ans et demi ? », a lancé Trump. Vous ne l'avez pas fait, et vous ne le ferez pas, parce que vous croyez en des choses auxquelles le peuple américain ne croit pas ! » ■

Europe 1

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro

L'Ukraine peine à contrer la menace balistique russe

Stanislas Poyet Kiev

Malgré les livraisons de systèmes antimissiles, le pays reste exposé et exige de pouvoir mener des frappes en Russie.

Depuis quelques semaines, l'Ukraine fait face à des bombardements massifs qui n'épargnent aucun territoire ukrainien. À Kharkiv, les frappes aériennes maintiennent leur rythme soutenu ; à Poltava dans le centre de l'Ukraine, 55 civils ont perdu la vie, 300 autres ont été blessés le 3 septembre ; plus tôt dans l'été, le 8 juillet, la Russie bombardait un hôpital pour enfants. À chaque fois, le système de défense antiaérien permet d'intercepter la majorité des missiles. À chaque fois, le système aérien a échoué à prévenir la catastrophe.

« La Russie continue de mener une guerre lâche contre les civils, ce qui constitue des crimes de guerre », écrivait le président Volodymyr Zelensky sur X au lendemain de la plus grande campagne de bombardement russe, le 26 août dernier, mobilisant un total de 236 missiles et drones. Jeudi, à l'occasion de la quatrième plateforme de Crimée, en présence du secrétaire d'État américain, Anthony Blinken, Volody-

myr Zelensky a réitéré son exigence : l'autorisation d'utiliser les armes occidentales pour frapper des bases russes et prévenir les bombardements en Ukraine. Mardi, le président américain, Joe Biden, a annoncé que de telles frappes n'étaient « pas exclues ».

« Intercepter les flèches est une chose, mais il faut tuer les archers, martèle le député de l'opposition Andreii Osadchuk. La seule solution pour protéger durablement les Ukrainiens, c'est d'attaquer les bases aériennes et de détruire les lanceurs de missiles sur le territoire russe », ajoute-t-il.

Pour l'heure, la défense de l'Ukraine face aux campagnes de bombardement russe dépend essentiellement des systèmes antimissiles dont elle dispose. Outre ses équipements rustiques mais nombreux, le pays dispose de systèmes Patriot américains, et de système Iris-T allemand. L'Ukraine possède au moins deux systèmes de défense antimissile Patriot, l'un offert par les États-Unis, l'autre fourni conjointement par l'Allemagne et les Pays-Bas, auxquels doit s'ajouter un autre système, promis par



GLEB GARANICH/REUTERS

Une boule de feu illumine le ciel de Kiev, la capitale ukrainienne, après des tirs de missiles russes, le 2 septembre.

Washington au mois de juin. Quant au système Iris-T, l'Allemagne a annoncé le 4 septembre la livraison de 17 nouveaux systèmes. Selon le chancelier allemand, Olaf Scholz, l'Ukraine en possède déjà sept qui ont servi à abattre plus de 250 missiles et drones russes, depuis leur installation.

Des attaques massives

Mais selon les experts, ces Iris-T ne seront pas en mesure de protéger le pays contre tous types de missiles, et notamment les nouveaux missiles balistiques iraniens, livrés à la Russie cette semaine. « Ce système n'est pas destiné à intercepter les missiles balistiques, mais plutôt des missiles de basse altitude ou les drones de longue portée, confirme Fabian Hoffmann,

doctorant allemand à l'université d'Oslo. L'Ukraine reste donc très largement dépendante de ses quelques systèmes Patriot », ajoute-t-il.

« Pour protéger convenablement le pays, il faudrait au moins 10 systèmes Patriot, souligne cependant le major ukrainien Alexey Hetman, à la retraite depuis 2023 et aujourd'hui expert militaire. Par conséquent, on ne peut pas protéger tout le pays. Nous devons prioriser ». Les systèmes Patriot sont conçus pour intercepter de façon fiable des missiles très performants mais peu nombreux. Seulement, depuis le début de la guerre, la Russie, forte de son arsenal colossal, s'emploie à saturer les défenses ukrainiennes par des attaques massives, cumulant fréquemment 100 ou 150 engins volants.

Selon le chercheur Jack Watling, dans son livre *Dans la guerre aérienne en Ukraine*, le premier jour d'utilisation du système Iris-T, l'Ukraine a abattu 83 % des cibles engagées, mais en utilisant 55 % de ses munitions en 24 heures. « Cette façon de faire invalide en partie les orientations de la stratégie occidentale, note Yohann Michel, chercheur à l'IESD. Mais l'Ukraine s'en sort grâce à ses systèmes antiaériens anciens, plus rustiques mais nombreux, qui permettent de viser les drones ou les missiles les moins performants ». Rien qu'au mois d'août, les forces ukrainiennes ont abattu cinq avions, deux hélicoptères, 1 539 drones et 150 missiles, selon Oleksandr Pavliuk, le commandant des forces terrestres ukrainiennes. ■

Après la Corée du Nord, l'Iran aussi livre des missiles à la Russie

Nicolas Barotte

Le déluge de feu qui s'abat sur l'Ukraine depuis le début de la guerre ne faiblira pas. Depuis deux ans et demi, le pays a subi quelque 8 000 frappes de missiles, selon un porte-parole de l'armée cité par Reuters en juin. Les stocks de la Russie ont été largement consommés mais le pays a augmenté sa production, malgré les sanctions. « Les Russes tirent tout ce qu'ils produisent », assurait-il y a quelques semaines un haut gradé français. Leur arsenal est composé de missiles de croisière de plus ou moins 2 000 km de portée, comme les Kalibr tirés depuis la mer, les Kh 101 / Kh 102 tirés depuis les airs mais aussi de missiles balistiques de courte portée (500 km) Iskander tirés depuis le sol. Ces missiles suivent une trajectoire en cloche pour toucher leur cible à pleine vitesse. C'est ce type de projectiles que l'Iran est soupçonnée de livrer à la Russie, comme l'avait fait la Corée du Nord il y a un an.

Mardi, le Pentagone a accusé Téhéran d'être en train de fournir environ 200 missiles Fath 360. Ils auraient été acheminés via la mer Caspienne et seraient disponibles dans les prochaines semaines sur le terrain. « Cela permettra à la Russie d'utiliser ces armes tout en préservant ses capacités de plus longue portée sur l'ensemble du champ de bataille », a indiqué le général Pat Ryder. « Nous avons averti l'Iran en privé que cette mesure constituerait une escalade spectaculaire », a prévenu le secrétaire d'État Antony Blinken. Mercredi Téhéran et Moscou ont démenti et rejeté des accusations, selon eux, « sans fondement ». « Je ne peux pas confirmer l'utilisation (par la Russie, NDLR) de missiles (iraniens) », a prudemment commenté le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, mercredi. « Je pourrai le faire quand j'aurai des preuves, comme cela a été le cas avec la Corée du Nord », a-t-il ajouté.

Le soutien de l'Iran à la Russie est pourtant déjà avéré. Téhéran a fourni des drones Shahed à la Russie dès la fin 2022. À cette époque, Téhéran avait déjà dé-

menti livrer des armes. Deux ans plus tard, un nouveau seuil a été franchi. Mardi, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont dénoncé une « menace directe pour la sécurité européenne » et annoncé de nouvelles sanctions contre des citoyens et des entités russes et iraniens. Jeudi, Antony Blinken et son ho-

L'Ukraine manque de missiles intercepteurs et de batteries de tir. Les systèmes Iris-T, dont 17 exemplaires vont être livrés par l'Allemagne, sont adaptés à la menace des missiles de croisière

mologue britannique, David Lammy, sont arrivés à Kiev. Ils ont confirmé discuter la levée des restrictions qui pèsent sur l'emploi par l'Ukraine de missiles de longue portée occidentaux.

Les missiles iraniens ne changeront pas la physionomie du conflit. « Les mis-

siles balistiques Fath 360 correspondent à une version évoluée du missile Scud », explique Héroïse Fayet, spécialiste des questions de défense à l'Institut français des relations internationales. « Il ne s'agit pas d'une inflexion stratégique », dit-elle : la Russie ne disposera pas d'une capacité nouvelle. « Mais cela va lui donner une masse supplémentaire », ajoute-t-elle.

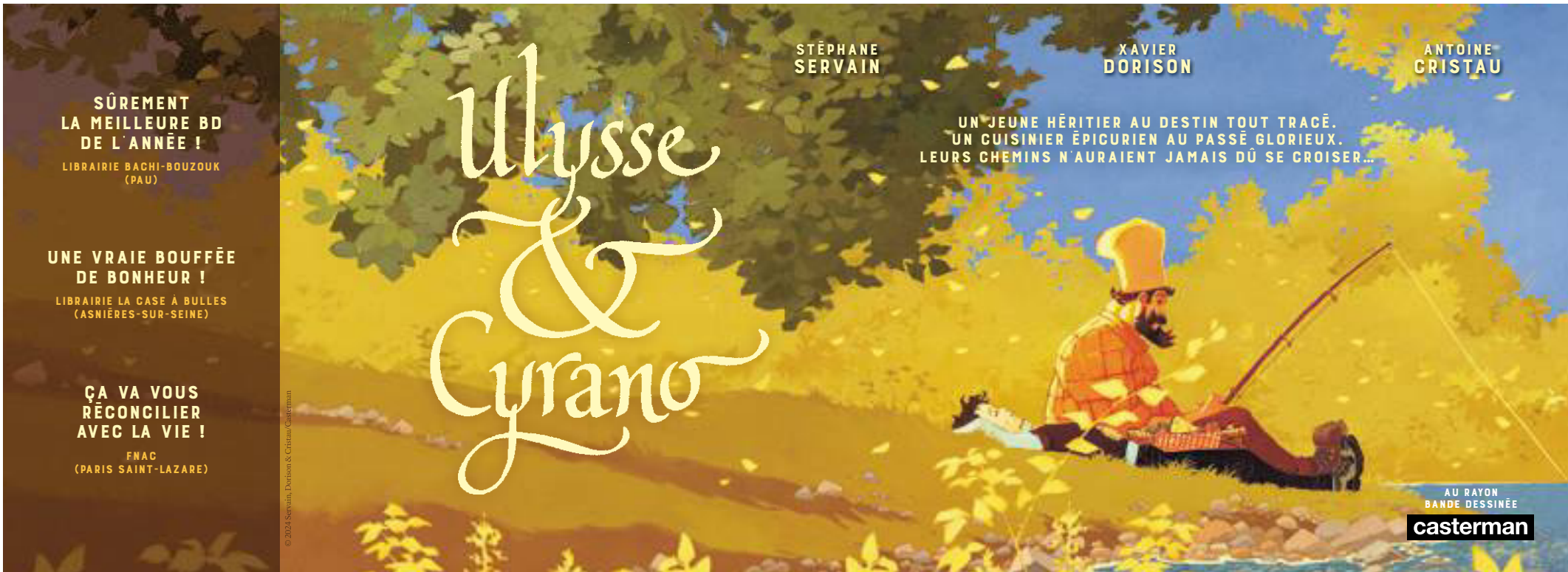
D'une portée de 120 km, les Fath 360 pourront être utilisés pour frapper les lignes arrières ukrainiennes, qu'il s'agisse de logistique militaire ou d'infrastructures énergétiques. Les précédentes frappes ont aussi montré que les Russes n'hésitaient pas à choisir des cibles civiles. Guidés par GPS, ils risquent de subir les conséquences du brouillage massif sur la ligne de front. Leur précision, avec un « écart circulaire probable » de 30 mètres, est plutôt médiocre : la moitié des tirs tomberaient au-delà de cette distance.

La Corée du Nord, de son côté, avait livré quelques dizaines de Hwasong-11A l'année dernière. Ces livraisons d'armes sont révélatrices de la pression qui pèse sur l'arsenal russe comme de la constitu-

tion d'une alliance des régimes autoritaires. Qu'ont gagné Pyongyang et Téhéran dans ces coopérations ? Les états-majors occidentaux échafaudent des hypothèses. Mais l'un comme l'autre peuvent bénéficier de transferts technologiques.

« Le problème des Ukrainiens, c'est l'interception », décrypte un spécialiste de l'arme aérienne. Les missiles balistiques nécessitent des capacités spécifiques pour être interceptés : des systèmes Patriot ou Sampt, capables de traiter des menaces de haute altitude. L'Ukraine manque de missiles intercepteurs et de batteries de tir. Les systèmes Iris-T, dont 17 exemplaires vont être livrés par l'Allemagne, sont adaptés à la menace des missiles de croisière. Les attaques russes se combinent avec des salves de drones, afin de saturer les radars.

Face à la diversification de l'arsenal russe, l'Ukraine cherche aussi à se renforcer. À la fin de l'été, Volodymyr Zelensky a annoncé le premier test réussi d'un tir de missile balistique ukrainien. Il n'a rien révélé cependant sur sa production et son horizon opérationnel. ■



Général Schill : « Il faut durcir l'entraînement »

Propos recueillis par **Nicolas Barotte**

Le chef d'état-major de l'armée de terre constate « un monde plus dangereux », où « la menace drone sera omniprésente ».

LE FIGARO. - L'armée de terre lance une nouvelle campagne de recrutement. L'année dernière, vous n'aviez pas atteint tous vos objectifs. Vos besoins pour 2024 seront-ils satisfaits ?

GÉNÉRAL PIERRE SCHILL. - L'armée de terre doit recruter entre 15 000 et 16 000 soldats chaque année. Jusqu'en 2022, nous n'avions pas rencontré de difficultés. L'année dernière, en milieu d'année, nous avons connu une alerte : moins de jeunes s'étaient présentés. Nous avons pris des mesures et nous avons ensuite atteint nos objectifs, même si nous n'avons pas rattrapé tout notre retard. Ce trou d'air était la combinaison de facteurs structurels : diminution des classes d'âge, chômage en baisse, écart sans doute croissant entre le style de vie de notre société et les impératifs des armées. Mais je suis aussi persuadé qu'un facteur conjoncturel, lié à la génération qui avait entre 16 et 18 ans pendant le confinement, a joué. En 2024, la tendance est satisfaisante. Nous retrouvons nos chiffres de recrutement et la fidélisation s'améliore, grâce à des mesures spécifiques. Nous aurons finalement rattrapé notre retard. Notre campagne de recrutement s'adresse aussi aux jeunes femmes, dont nous avons besoin. Nous adaptons aussi la nature de nos contrats, avec un prolongement de l'expérimentation du contrat « volontaires découverte de l'armée de terre » (VDAT), qui permet de proposer un engagement de quelques mois. Enfin, je rappelle que cette campagne s'adresse également aux jeunes Français qui souhaitent rejoindre la réserve, dont nous doublerons les effectifs d'ici 2035.

Que modifie la perspective d'un engagement majeur, qui n'est plus à exclure ?

L'environnement géopolitique a un effet tant sur la société que sur nos militaires. Les jeunes se sentent davantage concernés. Au moment de l'invasion de l'Ukraine, nos centres de recrutement ont connu un surcroît d'intérêt. Il faut aider ceux qui hésitent à franchir le pas, à prendre confiance. Je leur dis, « oui tu peux le faire ». Certes le monde est plus dangereux et va requérir un durcissement de l'entraînement. Nous sommes une armée d'emploi. Ces jeunes seront formés au combat, c'est le socle. Mais nous recherchons aussi des profils diversifiés dans le numérique, le cyber, les drones, le renseignement, l'entretien mécanique... Nous augmentons de 300 places nos besoins en cyber et numérique, d'une centaine en matière de renseignement et d'une cinquantaine en ce qui concerne les drones. Nous avons besoin de jeunes à

l'aise avec les nouvelles technologies pour être performants sur le champ de bataille 2.0.

Vous souhaitez introduire un mode de commandement « par l'intention », avec plus de subsidiarité et de responsabilisation. Comment cela s'applique-t-il ?

Dans les opérations contemporaines, dans ce que nous observons en Ukraine ou au Proche et Moyen-Orient, tout nous dit qu'une des clés de l'efficacité du combat moderne réside dans la capacité d'initiative jusqu'au plus bas échelon. C'est ce qu'il faut cultiver dans l'entraînement. Mais il faut aller au-delà. Ce mode de commandement doit aussi s'appliquer à la vie quotidienne de l'armée. La centralisation n'est pas la règle. Le commandement par l'intention, c'est d'abord un style. C'est le pari sur l'intelligence du subordonné. C'est aussi une méthode : la finalité plutôt que la modalité. C'est une discipline, parce que seule la victoire ou le résultat compte. Concrètement, cela se traduit par l'application du principe de décentralisation. Les commandants de brigade et les chefs de corps disposent désormais de prérogatives plus importantes dans les domaines du contrôle, de l'évaluation opérationnelle, des RH et du budget pour préparer leur outil de combat. Ainsi, ils disposent par exemple d'enveloppes dites de subsidiarité, de l'ordre de

150 000 euros, pour conduire plus rapidement leurs projets.

L'environnement numérique des soldats a changé. Devront-ils être formés à faire de l'influence avec leur smartphone ?

C'est certain même si certaines entités demeureront plus spécifiquement chargées du segment cyber. Le smartphone est un outil de combat du soldat moderne, comme son fusil. On se bat, on tue s'il le faut. Mais on doit pouvoir aussi l'expliquer, le montrer, contribuer à la victoire du récit qui accompagne le combat. Le smartphone peut être un outil extrêmement puissant au service de nos opérations, mais aussi offrir des failles à nos adversaires. Il y a donc une éducation à mener, comme dans le domaine du tir. Il faut imposer des règles d'usage, il y va de la survie de nos soldats. Nous l'observons à la fois en Ukraine et au Proche-Orient, où des armées ont des capacités de guerre électronique, d'intrusion et d'exploitation des failles de sécurité qui peuvent être mortelles. Sur le front russo-ukrainien, des généraux, comme des soldats, sont morts à cause d'erreurs d'utilisation de leur smartphone.

En Ukraine, les drones sont utilisés sur toute la ligne de front pour des missions de reconnaissance, ciblage, attaque... Quelles conséquences en tirez-vous ?

La menace drone sera désormais omniprésente. Il s'agit d'un des principaux enseignements du front ukrainien. Aujourd'hui

la balance penche en faveur de l'attaque plutôt que de la défense. Il n'y a pas de parade absolument efficace contre cette menace. Nous devons donc trouver une combinaison de moyens de protection. En Ukraine, les trois quarts des drones sont neutralisés grâce à des moyens de guerre électronique. Mais il y a d'autres capacités sur lesquelles nous travaillons. Cependant le théâtre d'opérations ukrainien montre aussi l'évolutivité des équipements et des tactiques d'emploi. Pour nous, l'enjeu n'est probablement pas d'acquérir un stock de drones mais d'être en permanence à la pointe des innovations, d'être en contact avec les industriels, pour être en mesure de produire en quantité suffisante le jour où nous en aurons besoin. Si nous achetions aujourd'hui un stock de drones à l'état de l'art, il serait périmé dans six mois. Ce qui est vrai pour les drones l'est aussi pour d'autres équipements. Nous devons changer nos modes d'acquisition. C'est aussi pourquoi nous avons créé un commandement pour le combat futur, pour suivre les évolutions tactiques et technologiques. Est-ce que cela concerne tous nos équipements ? Non. Nous continuerons à avoir des matériels développés dans une vision de long terme. C'est le cas de nos véhicules Scorpion qui sont en train d'arriver dans nos unités. Mais ils pourront être mis à jour de façon continue. Par exemple les tourelles (les tourelles du système d'arme, NDLR) seront adaptés à la lutte antidrones, avec des caméras et des systèmes de détec-

tion dotés d'une couche d'intelligence artificielle. Ils pourront détecter plus vite des menaces et avec moins de données.

L'armée ukrainienne est en situation difficile dans le Donbass. Mais elle a cet été lancé une offensive audacieuse en Russie dans la région de Koursk. Comment analysez-vous cette opération ?

Difficile de juger. Aujourd'hui, l'Ukraine et la Russie sont comme deux combattants qui se tiennent à la gorge. Qui fléchira le genou le premier ? Les Russes grignotent le terrain dans le Donbass. Les Ukrainiens ont été capables de réaliser une percée inattendue dans la région de Koursk. Ils considèrent par ailleurs que le pouvoir russe présente des fragilités et qu'il pourrait connaître un choc interne. Ce n'est pas à exclure mais cela est impossible à mesurer. Pour l'armée de terre, il est primordial d'analyser et de distinguer les facteurs structurels des facteurs conjoncturels de ce conflit, ne serait-ce que pour ajuster en permanence les formations que nous dispensons aux soldats ukrainiens. Un élément structurel, c'est le durcissement des combats. On assiste à cette violence quasiment en direct avec les caméras GoPro dont sont équipés les soldats. L'autre facteur marquant, c'est l'imprévisibilité. Les affrontements prennent des chemins de traverse, les capacités de contournement sont nombreuses. Pour nos soldats, cela se traduit par un double impératif pour préparer l'avenir : être dur et inventif. ■



Le général Pierre Schill, le 4 septembre, à Paris.

SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

Le président sénégalais s'installe et dissout l'Assemblée

Tanguy Berthemet

Bassirou Diomaye Faye et son premier ministre, Ousmane Sonko, devraient appeler à des législatives pour enfin disposer d'une majorité au Parlement.

Les Sénégalais devraient vite revenir aux urnes. Sauf une étonnante surprise, le président Bassirou Diomaye Faye devrait dissoudre l'Assemblée dès le 12 septembre et convoquer rapidement des législatives. « Ce serait dans l'ordre des choses que le chef de l'État et son parti le Pastef (Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité) attendent », affirme Babacar Ndiaye, analyste pour Wathi, un centre de recherche.

La Constitution interdisait au président, élu le 24 mars dernier, de renvoyer les députés avant cette date. Or, le Pastef, qui défend un programme de rupture, ne disposait dans l'hémicycle que de 23 députés sur 165. Pire, pour le nouveau pouvoir, la coalition Benno Bokk Yakaar (BBY), fidèle à l'ancien président Macky Sall, jouissait, elle, de la majorité absolue, et donc de la capacité à geler toutes les initiatives du Pastef dans un contexte politique très tendu. Les mois précédant la présidentielle ont été marqués par des violences

inédites au Sénégal à l'encontre des partisans du Pastef, engendrant 70 morts, selon des associations locales. Le chef charismatique et fondateur du parti, le très clivant Ousmane Sonko, avait été incarcéré et frappé d'inéligibilité, une décision largement perçue comme une tentative de BBY d'accaparer les rênes du pays. Désigné candidat, Bassirou Diomaye Faye, homme peu connu, a finalement remporté l'élection avant de nommer dans la foulée Ousmane Sonko au poste de premier ministre.

Dans ce contexte, le travail parlementaire est impossible. Ousmane Sonko a refusé de prononcer sa déclaration de politique générale, pourtant imposée par la Constitution, devant une Assemblée selon lui caduque. Les députés, de leur côté, ont bloqué le vote du budget ou la dissolution du Conseil économique et environnemental (Cese) et du Haut Conseil des collectivités territoriales (HCCT), deux institutions que les Patriotes estiment coûteuses et inutiles. « Le premier mi-

nistre et l'opposition ne parviennent pas à s'entendre. Il est donc logique de dissoudre le plus tôt possible », rappelle Maurice Paulin Toupane, chercheur pour l'Institut d'études et de sécurité (ISS) de Dakar.

« Même si l'opposition a eu le temps de se réorganiser, le camp présidentiel devrait avoir une majorité confortable »

Maurice Paulin Toupane
Chercheur pour l'ISS de Dakar

Le premier ministre n'a jamais caché ses intentions. « Le 12, s'il plaît à Dieu, ces gens auront d'autres choses à faire que d'être députés », a-t-il glissé il y a quelques jours. D'autant que le risque politique semble nul pour le Pastef. Le triomphe du discret Bassirou Diomaye Faye, le « président par hasard », élu dès le premier tour, un cas unique au Sénégal, a fait montre de la popularité des

Patriotes. « Même si l'opposition a eu le temps de se réorganiser, le camp présidentiel devrait avoir une majorité confortable, comme c'était le cas pour Abdoulaye Wade en 2000 ou Macky Sall en 2012 », remarque encore le chercheur.

Le scrutin ne devrait pas pour autant apaiser les tensions, quand Ousmane Sonko ne cache pas son amitié avec Jean-Luc Mélenchon et a fait sienne la théorie du « bruit et de la fureur ». Le programme du Pastef est celui d'une rupture nette. Pour l'heure, faute de majorité, seuls quelques audits financiers, visant des caciques déchus, l'amorce d'une réforme de justice ou une révision des grands contrats d'État ont pu être lancés. À l'issue des législatives, les choses devraient s'accélérer. « Mais des priorités vont s'imposer, car la situation économique est mauvaise », explique Babacar Ndiaye, citant le pouvoir d'achat et, surtout, l'emploi des jeunes. Ce dernier dossier est brûlant alors que le nombre de départs périlleux de migrants vers l'Europe explose. Lundi, les autorités ont ainsi

intercepté un bateau contenant 421 personnes, au lendemain d'un naufrage ayant fait au moins 9 morts. Ces urgences devraient reléguer le sort de la base française du Sénégal ou du Franc CFA, des thèmes pourtant très porteurs parmi les militants patriotes, au second plan.

L'étrange duo formé entre le bouillant Sonko et le très calme Bassirou Diomaye Faye semble en revanche tenir. « Ce sont deux amis qui se connaissent très bien », souligne Maurice Paulin Toupane. Le chef de l'État s'est fait remarquer en multipliant les voyages à l'extérieur, notamment pour apaiser les tensions au sein de la Cédéao, l'organisation régionale, ou rassurer l'Union européenne. « Dans ce domaine, on ne voit pas de rupture, mais plutôt une forme de continuité. Nous avons le sentiment qu'une sorte de répartition des rôles se fait entre Bassirou Diomaye Faye et Ousmane Sonko. Au président, le régalien et la diplomatie, tandis que le premier ministre s'attelle au travail intérieur », pense Babacar Ndiaye. ■

Photo: Francis Demange - BABEL

en librairie
le 19 septembre

« Dans le monde de la voile, les Ulysse sont nombreux. Malins, roués, sachant courber l'échine dans la tempête et ruser avec les éléments techniques et humains pour revenir à bon port. Mais Alain Thébault est le seul Icare existant parmi les capitaines océaniques. Il en possède la fièvre inventive, le mépris du danger et le besoin de se brûler à tous les soleils. »

Luc le Vaillant
Libération



Édouard Philippe, un candidat pressé qui devra exister entre Barnier et Attal

Loris Boichot

Déclaré tôt pour 2027, le chef d'Horizons veut «aider» Michel Barnier tout en marquant une ligne à droite face à son rival Gabriel Attal.

Entre Édouard Philippe et Michel Barnier, la poignée de main est franche, devant les caméras. Pour sa première sortie politique depuis sa déclaration de candidature à l'élection présidentielle, mardi 3 septembre dans *Le Point*, l'ancien premier ministre a mis en scène mercredi sa bonne relation avec son lointain successeur. «*Nous allons t'aider*», lui a assuré Édouard Philippe en aparté à l'hôtel Best Western de Reims (Marne), là où il a organisé la rentrée de la cinquantaine de parlementaires de son parti, Horizons.

Les deux hommes en sont ressortis plus de deux heures plus tard, après avoir partagé un suprême de volaille lors du déjeuner, dans la même effusion de sourires. «*J'ai été très touché par l'accueil*», a déclaré Michel Barnier, parti avec une promesse : son gouvernement, attendu «*la semaine prochaine*», inclura «*bien sûr*» des représentants d'Horizons. Jeudi, c'est avec Emmanuel Macron qu'Édouard Philippe doit s'afficher, au Havre (Seine-Maritime), où ils commémoreront les 80 ans de la libération de la ville.

Désormais engagé à visage découvert dans la conquête de l'Élysée, soulagé d'avoir pu sauver une trentaine de députés à l'issue des élections législatives, Édouard Philippe entend continuer à peser dans la future alliance avec LR. Distants avec Gabriel Attal, ses rapports sont plus nourris avec Michel Barnier. Tous deux se connaissent «*depuis 25 ans*», ne cesse de rappeler Édouard Philippe depuis la nomination du Savoyard.

Un écho à leur passé commun au sein des Républicains (LR), où ils ont représenté une ligne politique modérée et proeuropéenne, attachée au redressement des comptes publics et encourageant le dialogue avec le centre. Édouard Philippe avait reçu à Matignon son aîné de vingt ans, en pleines négociations autour du Brexit. Favorable à une coalition avec LR dès la perte de la majorité absolue à l'Assemblée en juin 2022, il loue aujourd'hui le «*très bon choix*» d'«*un homme expérimenté, méthodique, droit*», «*le mieux placé pour faire avancer le pays*». Même s'«*il est peut-être plus conservateur que moi*», a-t-il nuancé sur BFMTV mercredi soir.

Mais ce nouveau premier ministre lui complice aussi la tâche, tant il lui ressemble. Une donne inédite pour Édouard Philippe, qui s'est forgé une spécialité

dans la multiplication des signes d'indépendance vis-à-vis d'Emmanuel Macron, sur l'immigration, la justice ou encore le dérapage des déficits publics. Avec l'espoir d'incarner l'«*émancipation*» théorisée par ses proches.

Avec Michel Barnier à Matignon et le scénario d'un retour imprévu de ministres LR au gouvernement, son espace politique risque de se réduire. Sa visibilité aussi, lui qui a préféré rester maire du Havre plutôt que de briguer un siège de député. «*Quand on est candidat à la présidentielle, il y a plein de risques*», minimise l'eurodéputé Horizons Gilles Boyer. Lequel voit plutôt le parti d'Édouard Philippe «*au centre de la majorité, car on n'est ni les plus à gauche, ni les plus à droite*».

« Quand on veut commencer à travailler avec d'autres (...), on peut s'envoyer à la figure des lignes rouges, on peut aussi dire : "On est prêt à discuter" »

Édouard Philippe
Mercredi soir, sur BFMTV

Des noms de potentiels ministres circulent déjà en interne, comme ceux du patron des députés philippistes, Laurent Marcangeli, du sénateur Claude Malhuret et de la vice-présidente de l'Assemblée nationale, Naïma Moutchou. Une fois au gouvernement, «*on ne s'interdit pas de marquer nos différences*», précise toutefois Gilles Boyer.

Pour l'heure, c'est surtout de Gabriel Attal qu'il se distingue. Le nouveau chef des députés de Renaissance, sous la pression de son aile gauche, a affirmé mardi que son soutien à Michel Barnier n'est pas «*tenu pour acquis*». Il l'a rencontré avec ses troupes, loin des caméras, à Rosny-sur-Seine (Yvelines). Édouard Philippe, lui, s'est présenté mercredi à ses côtés devant la presse et n'a fixé aucune condition à son appui. «*Quand on veut commencer à travailler avec d'autres (...), on peut s'envoyer à la figure des lignes rouges, on peut aussi dire : "on est prêt à discuter"*», a fait valoir Édouard Philippe sur BFMTV.

En prenant date pour l'Élysée, Édouard Philippe avait déjà voulu marquer sa différence avec Gabriel Attal, l'un de ses ri-



Édouard Philippe, président d'Horizons, mercredi, à Reims.

vaux pour 2027 dans le camp présidentiel. «*Dans ce temps de confusion, il met de la clarté*, insiste son ami Christophe Béchu, ministre démissionnaire de la Transition écologique. *Plutôt que d'attendre une kermesse militante avec des flonflons, où chacun attend une déclaration de candidature pour se dire "il l'a dit", il prend les Français au sérieux*».

S'agissant d'Emmanuel Macron, c'est autre chose. Édouard Philippe, qui a échangé longuement avec le chef de l'État sur la situation politique, lundi 2 septembre, ne l'a pas prévenu de sa déclaration de candidature à paraître le lendemain. Tout comme il n'en a pas informé nombre des cadres d'Horizons, jusqu'alors habitués à des déclarations plus équivoques sur 2027. Seuls ses plus proches ont entendu, ces derniers mois, son intention d'«*appeler un chat un chat*», selon son expression.

C'est peu dire que sa sortie surprise a été mal accueillie dans la garde rapprochée du chef de l'État, étonnée qu'il s'élance sans attendre la moitié de son second quinquennat. La ministre démissionnaire de la Culture, Rachida Dati, l'a exhorté publiquement, sur le réseau social X, à faire preuve de «*plus de respect de l'institution présidentielle*». «*Sa déclaration de candidature, c'était un coup de poing dans la gueule, éructe un grognard macroniste. Je n'ai pas du tout apprécié le côté "ne vous inquiétez pas, si le président dégage, je suis là"*». Une référence à la dernière réponse

d'Édouard Philippe à son entretien au *Point*, où il «*confirme*» être prêt en cas de démission d'Emmanuel Macron.

À l'Élysée, on a ricané sous cape en le voyant devoir préciser ses propos quelques jours plus tard. Le Havrais a réfuté mener une «*entreprise de déstabilisation du président de la République*», dans un entretien à *Paris-Normandie*. «*Joli rétropédalage*», a gloussé un conseiller du palais présidentiel. «*Ses sympathisants sont des gens très respectueux des institutions. C'est curieux de leur laisser entendre qu'il peut y avoir une présidentielle anticipée*», observe le même. Autour d'Édouard Philippe, Gilles Boyer estime que «*ce serait une faute de ne pas être prêt à toutes les hypothèses, ce qui ne veut pas dire que nous souhaitons qu'elles surviennent*». «*Je ne suis pas impatient, mais je suis déterminé*», a résumé l'expresident ministre sur BFMTV.

Cela n'empêche pas certains philippistes d'assumer la comparaison avec Georges Pompidou. En voyage à Rome, en janvier 1969, l'ex-premier ministre s'était déclaré «*candidat à une élection présidentielle lorsqu'il y en aura une*», quelques mois avant la démission du général de Gaulle. Avec cette initiative, «*Pompidou met dans la tête des gens qu'une relève est possible et qu'il est prêt, avance Pierre-Yves Bournazel, chargé des élections à Horizons. Le propre d'un homme d'État, c'est de dire qu'il ne va pas se dérober à ses responsabilités. Ce n'est pas "peut-être", "néanmoins", "on ver-*

ra", mais "je suis prêt", "je l'ai dit" et "je ne cache rien de mes intentions". »

Dans le camp présidentiel, l'offensive d'Édouard Philippe dessine une vive bataille pour l'après-Macron. Elle oppose les tenants d'une ligne marquée à droite, comme lui, et ceux qui entendent prolonger le dépassement droite-gauche cher au chef de l'État, à l'image de Gabriel Attal. Hors micro, l'ex-premier ministre de 35 ans se montre souvent critique des choix de communication d'Édouard Philippe, qu'il juge mal calibrés, à contre-

« Le propre d'un homme d'État, c'est de dire qu'il ne va pas se dérober à ses responsabilités »

Pierre-Yves Bournazel
Responsable des élections à Horizons

temps et pas toujours intelligibles pour le grand public. «*Il ne parle que de "bloc central"...* Ça ne parle à personne», pointait-il en privé, pendant la campagne législative.

Les crispations entre le parti présidentiel et Horizons se sont accentuées ces derniers jours, à la faveur du départ vers le mouvement philippiste de deux députés Renaissance, Charlotte Parmentier-Leccocq et Xavier Roseren. Avec ces ralliements, Édouard Philippe entend consolider son entreprise politique. Il a chargé son ami Gilles Boyer de densifier son parti aux plus de 30 000 adhérents revendi-

Entre hypothèse de démission et blocage politique, la présidentielle déjà dans

Célestine Gentilhomme et John Timsit

Le temps semblait presque long dans la salle d'attente des candidats. Encore trois ans à patienter jusqu'à la prochaine élection présidentielle. Mais voilà que la rumeur d'un scrutin anticipé a réveillé les appétits des plus ambitieux. Pris de court par la dissolution surprise de juin, les responsables politiques ont retenu une leçon de ces mois plongés dans le brouillard : il leur faut désormais se préparer à tous les scénarios, y compris ceux que l'on jugeait impensables. «*On ne connaît ni la date des prochaines législatives ni peut-être de la prochaine présidentielle. On doit avancer avec un calendrier incertain*», reconnaît Benjamin Lucas, député Génération.s des Yvelines.

Autant d'inconnues qui ont probablement poussé Édouard Philippe à

accélérer son agenda en vue de 2027. Alors que l'ancien premier ministre ne faisait guère mystère de ses ambitions élyséennes, sa déclaration de candidature, en pleine impasse politique, en a surpris plus d'un. De quoi fracturer un peu plus le bloc central, déjà affaibli par la perte de la majorité relative aux législatives. «*Ce qui me surprend, c'est que ça surprend, ça ne faisait plus beaucoup de doutes, tente de déminer Agnès Firmin Le Bodo, porte-parole d'Horizons. Les mêmes qui reprochaient à Édouard Philippe de ne pas être candidat lui reprochent maintenant d'être clair*».

Certes, l'ancien bras droit d'Alain Juppé a rappelé qu'il n'était pas dans une «*opération de déstabilisation*» du président de la République. Mais son coup va sans aucun doute pousser les autres prétendants à sortir du bois plus vite que prévu. Gabriel Attal n'a-t-il pas prévenu lors de son départ de Ma-

ignon que la «*liberté d'animer(ait)*» dans les prochains mois? Façon d'acter la rupture avec le chef de l'État, et de lancer les hostilités face à son rival, Gérard Darmanin, qui organisera sa rentrée politique fin septembre à Tourcoing (Nord). «*On va passer du camp présidentiel au camp de la présidentielle*», plaisante un macroniste de poids.

« Bataille des ego »

À gauche, les Insoumis tentent déjà de tourner la page Macron, alimentant l'hypothèse d'un départ forcé du chef de l'État - ce que l'intéressé a très vite écarté. «*Il a grillé toutes ses cartouches. C'est maintenant sur sa personne que la colère va se concentrer*», avance Alexis Corbière, dissident LFI qui siège désormais sur les bancs écologistes. La procédure de destitution, signée par moins de la moitié des députés du Nouveau Front populaire (NFP), n'a pourtant presque aucune chance d'aboutir.

Reste que la manœuvre éveille les soupçons au sein de l'alliance, où l'on y voit surtout un moyen de mettre la candidature de Jean-Luc Mélenchon en orbite. «*Ils ont pensé cette procédure seulement pour servir ses ambitions présidentielles*», grince un écologiste. Les socialistes, qui ont retrouvé des couleurs depuis la dissolution, n'ont pas non plus l'intention de laisser la main à leurs partenaires. Quitte à menacer publiquement de partir seuls dans la course à l'Élysée si «*la bataille des ego est de retour*», comme l'a laissé entendre fin août Olivier Faure à Blois (Loir-et-Cher). «*Si le chemin existe, alors nous serons au rendez-vous de l'unité*», a tempéré le patron du parti de la rose, qui dit toujours rêver d'une candidature unique.

Signe que cette question hautement sensible trotte déjà dans toutes les têtes, après avoir longtemps été mise sous le tapis par peur des divisions. «*L'un des prochains rendez-vous sera d'étudier quel*

mode et quelles modalités pour désigner le candidat commun», estime le socialiste Jérôme Guedj, qui plaide pour une grande primaire de la gauche d'ici la fin de l'année 2025. Une manière de tuer dans l'œuf les ambitions personnelles que l'incertitude politique risque encore d'aiguiser dans les prochains mois. «*Chacun va vouloir se poser en sauveur*», peste un élu de gauche. Quand un poids lourd socialiste met en garde : «*Mélenchon veut une élection présidentielle rapidement. C'est ce qu'il disait à un journal italien : "Eux et nous." Il veut être face à Le Pen*».

Garde rapprochée

Au Rassemblement national, certains aiment aussi à rappeler qu'il reste un dernier levier dans la Constitution pour dénouer le blocage : la démission du président. «*Cela fait partie des choses qu'on ne considère pas du tout comme inenvisageables*», a reconnu Marine Le Pen ce week-end à *La Tribune*



AURÉLIEN LAUDY/PHOTOPOR/L'UNION DE REIMS/MAXPPP

Emmanuel Macron, la tentative du surplomb

Louis Hausalter

Mardi, une inauguration. Mercredi, une institution. Jeudi, une commémoration. L'agenda d'Emmanuel Macron ressemblera-t-il désormais à celui d'un président de la IV^e République ? Après avoir coupé le ruban lors de l'ouverture d'une usine du laboratoire Sanofi, mardi à Neuville-sur-Saône, près de Lyon, le locataire de l'Élysée a présidé la rentrée du Conseil d'État, mercredi à Paris. Et ce jeudi soir, il est attendu au Havre pour participer aux cérémonies des 80 ans de la libération du port de Seine-Maritime, renouant avec son abondant cycle mémoriel sur la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Après un été à chercher laborieusement un premier ministre, Emmanuel Macron reprend donc ses visites de terrain, à la recherche d'un nouveau ton. Il y a une semaine, quand il se décidait enfin en jetant son dévolu sur Michel Barnier, le chef de l'État a immédiatement fait savoir en parallèle qu'une nouvelle période s'ouvrirait. Une «*coopération exigeante*» qui suppose sa mise en retrait, à distance de la machine de décisions politiques et administratives désormais appelée à s'ancrer à Matignon.

Des bonnes intentions encouragées dans son propre camp, où l'on considère qu'Emmanuel Macron a tout intérêt à s'éloigner de la vie politique quotidienne, pour cultiver une stature internationale et surtout retisser un lien très abîmé avec une opinion publique secouée par la dissolution, puis

le résultat des élections législatives. Officiellement, il n'entend donc pas cultiver avec son premier ministre une relation de subordination. «*On a quelque chose à inventer*», entend-on à l'Élysée, où l'on veut «*aller vers une gouvernance plus apaisée*». À Matignon, on considère pour l'instant que le président joue le jeu et ne s'ingère pas dans les tâches du premier ministre. «*J'ai les coudees franches*», a encore assuré mercredi à un interlocuteur Michel Barnier, affairé à la composition complexe d'un gouvernement qui respecte les équilibres des forces politiques prêtes à le soutenir.

« Il va aller du côté des Français. Peut-être aussi s'en faire le porte-voix, mais on n'en est pas là... »

Un proche du président

Délié de ces compositions de casting, qui lui prenaient en général un temps infini, Emmanuel Macron a le loisir de sortir de l'Élysée et de cultiver cette nouvelle posture. Mardi, c'est sans aucune délégation de ministres qu'il s'est rendu à la nouvelle usine Sanofi du Rhône, avant d'intervenir à la cérémonie d'ouverture d'une compétition de métiers à Lyon. Mercredi, il a évoqué un «*moment si singulier de la vie de la nation*» dans son discours au Conseil d'État, en soulignant son «*obsession pour l'effectivité de l'action publique*». Une façon de dire que, s'il ne sera plus à l'initiative des textes de loi, il compte bien veiller à la bonne application des

réformes passées, afin de «*faire que la vie des gens soit ainsi changée*».

Toujours pas d'explication, en revanche, sur son choix pour Matignon. Alors que la presse a été plus que jamais tenue à distance, Emmanuel Macron n'a répondu à aucune question, lui qui ne s'est pas exprimé publiquement depuis sa décision de nommer Michel Barnier. Le temps des déclarations viendra plus tard. «*Il va aller du côté des Français*, dit un proche. *Peut-être aussi s'en faire le porte-voix, mais on n'en est pas là...*» Dans son camp, certains anticipent déjà le moment où Emmanuel Macron distillera des critiques sur le gouvernement, avec l'air détaché de celui qui n'a plus les manettes. Prêt à un «*partage du pouvoir*», le président compte garder ses prérogatives et «*une capacité d'influence*», entend-on dans son sillage.

Y compris sur sa succession ? Jeudi, Emmanuel Macron retrouvera, au Havre, le maire de la ville, Édouard Philippe, avec qui les relations sont glaciales. Le président a peu apprécié que son ancien premier ministre confirme sa candidature à la présidentielle la semaine dernière, en plein suspense autour de la question du nouveau gouvernement. Lors de la cérémonie, Édouard Philippe prononcera un discours avant celui du président. À l'Élysée, on serine, l'air de rien, que «*ceux qui seront amenés à s'exprimer*» devront «*être à la hauteur*» du moment, car «*les morts nous regardent*». Une manière de donner des leçons de stature présidentielle, à l'aube d'une ère où Emmanuel Macron devrait passer une bonne partie de son temps à travailler la sienne. ■

Gouverner ou se préserver pour 2027, le dilemme de Laurent Wauquiez

Emmanuel Galiero

La présentation du gouvernement Barnier serait une question de jours et Laurent Wauquiez navigue à vue en attendant des garanties. Les uns lui prêtent d'importantes ambitions ministérielles, jusqu'au portefeuille de l'Intérieur, les autres soutiennent qu'il n'aborde pas le sujet avec le premier ministre tant qu'il n'aura pas la certitude que celui-ci pourra conduire une «*vraie politique de droite*». Et pendant ce temps-là, la droite parlementaire, visiblement ravie d'avoir décroché Matignon, se réunit en Haute-Savoie en espérant que la nouvelle page qui vient de s'ouvrir ne se refermera pas de sitôt et permettra de rompre avec douze années loin du pouvoir.

Du côté de Laurent Wauquiez, on dément formellement les bruits de couloir en un sourire et l'on assure, surtout, que le président du groupe la Droite républicaine n'est pas en train de négocier un poste : «*Avec Michel Barnier, il n'en est pas là du tout*». Alors que le premier ministre devrait entamer les tête-à-tête dès ce week-end, les questions de personnes seraient «*secondaires*». On rappelle aussi l'histoire des discussions avec le premier ministre depuis vendredi, quand Laurent Wauquiez, Bruno Retailleau et Gérard Larcher étaient reçus à Matignon. Une réunion d'étape s'est tenue mardi soir avec le cabinet du premier ministre, mais les quatre hommes ont prévu de se retrouver à l'issue des grandes consultations.

Mercredi à Aix-les-Bains (Haute-Savoie), où les députés LR se retrouvaient pour leurs journées parlementaires, certains ne comprenaient pas pourquoi leur groupe tardait à inviter Michel Barnier, comme le faisait Horizons à Reims le jour même. «*On a déjà acté notre soutien à Barnier, mais Wauquiez essaye de créer un rapport de force. C'est un petit jeu ridicule et grotesque*», s'emporte un parlementaire. En fin de journée, le patron des sénateurs LR, Bruno Retailleau, a finalement clarifié la situation en annonçant la présence du premier ministre, ce jeudi, à Annecy.

Un député tente d'expliquer les hésitations du président du groupe : «*Laurent Wauquiez, le plus intelligent d'entre nous, a toujours un coup de retard. Il a été pris à contre-pied. On l'avait pour-*



Laurent Wauquiez, président du groupe La Droite républicaine, à l'Assemblée nationale, le 5 septembre, à Lyon. J. REYNAUD/APS-MEDIAS/ABACA

tant prévenu sur la possibilité des trois B (Borloo, Bertrand, Barnier), mais il voulait s'installer confortablement dans son opposition, n'a pas voulu y croire et s'est enfermé dans une opposition radicale. Désormais en panique, il constate que d'autres, à droite, risquent de prendre toute la lumière.» Le site Politico va plus loin en écrivant que le député de Haute-Loire, dont les ambitions présidentielles ne sont pas cachées, craint de voir des LR prendre trop d'envergure en devenant ministres. Il aurait alors changé d'approche et se démenait pour décrocher un portefeuille important, en contrant David Lisnard, concurrent potentiel pour 2027.

Urgence politique

«*Microcosme politique!*», réplique-t-on chez Wauquiez. Pierre Cordier, député des Ardennes, juge «*normal*» que le groupe DR obtienne des «*garanties*» de la part du premier ministre. «*Ce qui compte, c'est le fond et répondre aux préoccupations des citoyens sur des sujets comme les salaires, l'immigration, la sécurité, les déserts médicaux, etc. Ça tombe bien, nos solutions conviennent aux Français, donc appliquons-les!*» À titre personnel, l'élu souhaite que Laurent Wauquiez reste président de groupe. «*Il a fait du bon boulot.*»

La première urgence pour Wauquiez serait de savoir quelle politique pourra mener Michel Barnier. «*Ensuite, évidemment, il y aura une logique d'architecture gouvernementale, mais celle-ci n'est pas liée à la personnalité de Laurent Wauquiez. Entrer au gouvernement*

n'est pas le but de sa vie. Il a déjà été ministre durant cinq ans, on ne peut le comparer aux personnes qui rêvent d'un portefeuille depuis des années», explique son entourage. Entre 2007 et 2012, Laurent Wauquiez fut porte-parole du gouvernement, secrétaire d'État chargé de l'Emploi puis deux fois ministre, aux Affaires européennes et à l'Enseignement supérieur.

L'autre question à laquelle le chef des DR sera attentif, sera la composition de gouvernement. Il attend qu'elle corresponde aux orientations des Républicains. Son entourage assure que sa seule boussole, à cette heure, est «*l'avenir de la droite*». «*Cet avenir peut s'écrire au gouvernement. Nous sommes ouverts à Michel Barnier, mais nous voulons ces garanties, car y entrer pour conduire une autre politique serait prendre le risque d'être perçus comme la continuation du macronisme. Nous ne voulons pas être comptables de cela*», insiste un proche du député.

Pour autant, compte tenu de l'urgence politique, il n'est pas interdit d'anticiper divers scénarios. Notamment le plus optimiste pour LR, qui consisterait à recevoir les garanties attendues. Mais dans ce cas, que ferait Laurent Wauquiez ? «*Dans son esprit, poursuit un conseiller, cette question ne peut pas être tranchée sans les préalables attendus. Il n'est candidat à rien, son ambition n'est pas d'entrer au gouvernement. Mais si la garantie d'une vraie politique de droite était donnée, il n'exclut pas de la mener par lui-même.*» ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

Ne rien précipiter, mais ne rien exclure

Alliance avec Michel Barnier, rupture avec Emmanuel Macron ? L'entente affichée ce mercredi entre les députés Horizons et le nouveau premier ministre contraste avec la distance qui se confirme entre Édouard Philippe et le chef de l'État. Le maire du Havre veut aider à la réussite d'un successeur (à Matignon) en qui il voit un allié, mais ne se sent plus lié à celui dont il aimerait être le successeur (à l'Élysée).

L'entretien au *Point* a laissé des traces. Non pas parce que Philippe y officialisait sa candidature à la prochaine présidentielle – qui en doutait ? Mais parce qu'il acceptait de s'inscrire dans l'hypothèse d'une élection anticipée. Sa réponse a été interprétée par des macronistes comme une provocation à l'égard du chef de l'État au moment où celui-ci était dans une phase difficile et semblait incapable de trouver un premier ministre. Devant des proches, Emmanuel Macron a ironisé sur une annonce qui n'en est pas une à ses yeux et fait remarquer que les prétendants ne manquaient pas. «*Et la présidentielle aura bien lieu en 2027*», leur a-t-il confié, afin de faire comprendre que lui seul était maître de ce calendrier et qu'il ne ferait à personne le cadeau d'une anticipation des échéances. Il sait qu'il ne pourra pas se représenter, il sait que la réalité du pouvoir exécutif passe de l'Élysée à Matignon, le président veut d'autant moins être déjà considéré hors-jeu.

La petite phrase d'Édouard Philippe a-t-elle été surinterprétée ? Quelques jours plus tard, le maire du Havre a tenu à s'expliquer dans *Paris-Normandie* en assurant que non seulement il réfutait toute «*entreprise de déstabilisation du président de la République*», mais qu'il souhaitait qu'Emmanuel Macron aille «*au bout de son mandat*». Une clarification nécessaire pour que l'affichage de sa détermination ne soit pas occulté par une polémique sur sa relation avec Macron.

Fin d'un malentendu ? Pas tout à fait. Juste une inflexion. Car lorsqu'il reprend délibérément les mots de Georges Pompidou en 1969, Édouard Philippe connaît son histoire politique. Il sait pertinemment que de Gaulle a pris la déclaration de candidature anticipée de son ancien premier ministre comme une provocation et comme un moyen de hâter le départ de celui qui l'avait nommé. Le président d'Horizons a donc intégré ce parallèle. Mais un message subliminal lui suffisait. Apparaître trop impatient et trop insolent risquait de se retourner contre lui. D'où cette clarification, qu'il a renouvelée ce mercredi soir sur BFM.

Mais sur le fond, Philippe n'en démord pas. Non, il ne souhaite pas un départ immédiat de Macron, mais oui, il estime de son devoir de se préparer à toutes les hypothèses, y compris celle d'une présidentielle anticipée. S'il fallait corriger le tir, ce n'était pas pour se remettre dans la roue du président de la République, mais pour privilégier une lecture institutionnelle à une interprétation personnelle de la situation. Avec la donne à l'Assemblée résultant de la dissolution, rien ne peut être exclu. À commencer par le moment où la gauche et le Rassemblement national décideraient conjointement de renverser le gouvernement Barnier.

L'essentiel aujourd'hui, pour le candidat déclaré à l'Élysée, n'est donc pas de préserver le chef de l'État en place, mais de faire réussir les efforts de Michel Barnier pour constituer une coalition du centre et de la droite que lui, Édouard Philippe, défend depuis longtemps et érige en condition d'une victoire sur Marine Le Pen en 2027. C'est aussi ce qui explique que l'accueil du nouveau premier ministre a été bien meilleur ce mercredi à Horizon que la veille à Ensemble pour la République. ■

Écoutez
Guillaume Tabard
à 8h10
dans la Matinale
de David Abiker
avec **LE FIGARO**



toutes les têtes

Dimanche. D'ici-là, la double finaliste de la présidentielle continue de renforcer sa garde rapprochée avec l'arrivée d'un nouveau directeur de cabinet. Manière de faire oublier le fiasco du plan Matignon, qui devait permettre à Jordan Bardella d'accéder au pouvoir. Surtout, le parti à la flamme veut désormais se montrer prêt à tout, y compris à un scrutin anticipé. «*On a une candidate, un programme, des fédérations, un parti en forme*», assure Jean-Philippe Tanguy, député nationaliste de la Somme. Mais une nouvelle haie leur reste à franchir : le procès des assistants parlementaires européens, qui s'ouvrira fin septembre. «*Pour le RN, la stratégie n'est pas forcément d'accélérer le calendrier électoral, analyse Olivier Rouquan, politologue et chercheur associé au Cersa. Le parti est confronté à des ennuis judiciaires, et il lui faudra aussi régler des problèmes en interne.*» ■

Paule Gonzalès

Alors que le Conseil d'État publie son étude annuelle sur la souveraineté de la France, son vice-président, Didier-Roland Tabuteau, livre en exclusivité sa vision d'une notion âprement discutée.

LE FIGARO. – Vous consacrez votre étude annuelle à la question de la souveraineté. Est-ce un plaidoyer, alors que le Conseil d'État est souvent sous le feu des critiques ? Notamment après ses décisions infirmant l'expulsion d'un radical ouzbek, ou après l'arrêt du 2 février 2024 sur la limitation des contrôles aux frontières...
DIDIER-ROLAND TABUTEAU. – Notre étude est la démonstration que la France est souveraine, et un plaidoyer pour renforcer et faire vivre cette souveraineté. À côté de notre fonction contentieuse et de notre rôle de conseil du gouvernement et du Parlement, nous avons une mission de réflexion et de prospective sur les grands enjeux pour l'État et la société. Le thème de la souveraineté a émergé indépendamment et bien avant les décisions que vous évoquez. C'est une question fondamentale pour notre pays, qui relève autant de la vie quotidienne que de la géopolitique. Elle se pose de manière tout aussi intense aux autres pays de l'Union européenne depuis la crise sanitaire et le retour de la guerre en Europe, car la souveraineté, c'est fondamentalement la liberté pour un peuple de choisir son destin. Depuis quelques années, il est frappant de voir revenir ce mot complété d'un adjectif : numérique, sanitaire, énergétique ou alimentaire. Nous nous sommes intéressés à la manière dont notre pays doit s'organiser pour relever ces défis. Nous l'appréhendons aussi du point de vue de la citoyenneté active, et bien entendu dans son articulation entre droits national et européen.

Il semble y avoir un décalage entre votre analyse juridique d'une souveraineté que vous affirmez entière et la perception de l'opinion publique, qui exprime souvent un sentiment de dépossession. Que lui répondez-vous ?
Je viens de dire l'importance de renforcer et de faire vivre la souveraineté. C'est parce que le système mondial est de plus en plus complexe, et donc difficile à comprendre, que nous avons souhaité analyser et présenter ce qu'est la souveraineté, d'où elle vient, ce que sont ses composantes et comment elle s'articule avec la vie des citoyens. Quand on revient à sa définition initiale, c'est-à-dire « avoir le dernier mot », il apparaît que juridiquement c'est bien toujours le peuple qui l'exerce ; c'est toujours lui qui peut modifier la Constitution, directement ou par ses représentants. C'était à nos yeux essentiel de réaffirmer cela, car trop souvent on entend dire que le peuple aurait été dépossédé de cette prérogative fondamentale. Enfin, le principe intangible, que le Conseil d'État a bien rappelé, est que la Constitution l'emporte sur l'ensemble de toutes les autres normes, y compris européennes.

La souveraineté est d'une actualité brûlante, puisque le nouveau premier ministre a plaidé en 2021 en faveur d'un bouclier institutionnel, a regretté le millefeuille jurisprudentiel européen et national, ainsi que l'endiguement par le droit européen des décisions politiques. En tant que conseil du gouvernement, que lui recommandez-vous aujourd'hui ?
Il ne m'appartient pas de prendre parti sur un programme politique. Mais je le redis : notre Constitution l'emporte toujours, et nous la ferons toujours prévaloir lorsque ses principes ne sont pas garantis de façon satisfaisante par le droit européen. Nous l'avons affirmé sans ambiguïté dans l'arrêt « French Data Network » du 21 avril 2021 et dans celui du 17 décembre 2021 concernant le temps de travail des militaires. Il nous est parfois reproché d'aller moins loin que le juge constitutionnel allemand qui se réserve la possibilité d'écarter le droit européen s'il est en contradiction avec la loi fondamentale allemande. C'est inexact. Si le chemin est différent, le résultat est le même, puisque, dans les deux cas, en cas de contradiction entre le



« Le rôle du juge est d'appliquer la loi, pas de la faire », souligne Didier-Roland Tabuteau, vice-président du Conseil d'État. SÉBASTIEN SORIANO / LE FIGARO

« La justice européenne devrait reconnaître plus de marge d'appréciation aux États membres »

droit européen et la Constitution nationale, c'est bien cette dernière qui prévaut. La démarche que nous avons définie dans les deux décisions que j'ai mentionnées consiste d'abord à rechercher la conciliation du droit européen avec la norme constitutionnelle. Mais si cette conciliation s'avère impossible, nous ferons prévaloir la Constitution et ses exigences. Parce qu'en France la Constitution est la norme suprême.

Dans vos recommandations, vous insistez sur l'importance pour le politique de définir en amont sa propre doctrine, de codifier le droit européen et de fixer des clauses boucliers dès le début des projets. Tout serait donc de sa responsabilité en matière de souveraineté ?
Le rôle du juge est d'appliquer la loi, pas de la faire. Et donc celui qui fabrique la loi, qu'elle soit nationale ou européenne, doit penser à son application future. D'où la proposition de clauses boucliers. Lorsque le texte n'est pas clair, ou incomplet, nous sommes quand même tenus de trancher le litige qui nous est soumis – sinon il y aurait déni de justice – en interprétant les manques ou les silences des textes. Et c'est là que se niche l'accusation de « gouvernement des juges ». Je le redis : cette tentation qui nous est parfois prêtée, nous la récusons fermement. Parce que les pouvoirs publics portent l'intérêt gé-

« Le principe intangible, que le Conseil d'État a bien rappelé, est que la Constitution l'emporte sur l'ensemble de toutes les autres normes, y compris européennes »

néral, nous leur recommandons donc d'armer, dès leur élaboration, les directives et les règlements européens de clauses boucliers qui préservent le rôle des États en matière d'ordre public, de sécurité nationale et d'intégrité du territoire. Contrairement aux débuts de la construction européenne, c'est désormais sans doute plus acceptable pour les États membres. Mais cela suppose une acculturation de notre administration, parfois trop peu tournée vers l'Europe et son droit. Dans le cas du temps de travail des militaires, il aurait été logique de prévoir des exceptions s'appliquant à ces derniers, alors qu'une telle exception est pré-

vue dans la directive pour les travailleurs à bord des navires de pêche en mer...

Vous évoquez aussi la nécessité pour la Cour européenne d'accorder aux États membres une marge d'appréciation plus grande. Implicitement, cela veut-il dire que la Cour empiète trop souvent sur la souveraineté des États et que vous le déplorez ?
Le dialogue des juges permet toujours de faire avancer le débat. Certes, il appartient à la Cour de justice de l'Union européenne de prendre ses décisions de façon indépendante et d'assurer la bonne interprétation de la norme européenne. Mais, comme la Cour européenne des droits de l'homme, qui s'est déjà engagée dans cette démarche, elle devrait reconnaître une marge d'appréciation supplémentaire aux États membres. C'est d'ailleurs la simple application du principe de subsidiarité. Je rappelle à cet égard que le juge de droit commun du droit européen, et donc le juge dans l'écrasante majorité des cas, c'est le juge national. Ce n'est qu'en cas de difficulté de compréhension du droit européen que la Cour de justice doit être saisie.

Pourriez-vous revenir sur l'arrêt Nicolò, cette décision du Conseil d'État datant de 1989 qui reconnaissait pleinement la supériorité du droit international sur le droit national ?
Un arrêt vivement critiqué...
L'arrêt Nicolò n'est rien d'autre que la mise en œuvre de l'article 55 de la Constitution, qui consacre la supériorité des traités sur la loi nationale, même postérieure. Nous ne faisons donc qu'appliquer le droit national. Et il nous a longtemps été reproché de ne pas l'avoir fait assez tôt alors que la Cour de cassation l'avait fait dès 1975 pour se conformer à la décision du Conseil constitutionnel de la même année. Encore une fois, nous ne faisons qu'appliquer la Constitution qui est au sommet de notre ordonnancement juridique. Toutes les juridictions nationales en Europe ont une approche équivalente. Revenir sur l'arrêt Nicolò ne serait possible que si le constituant modifiait l'article 55.

Quelle marge de manœuvre vous reste-t-il par rapport au droit de l'Union ? Êtes-vous encore une Cour suprême alors qu'un justiciable mécontent de vos décisions va en appeler aux juridictions européennes ?

Nous sommes et restons une Cour suprême, car nos décisions ne peuvent être mises en cause. Par ailleurs, je l'ai dit, comme nos collègues partout en Europe, nous sommes les juges de droit commun du droit européen que nous appliquons quotidiennement. Quand la Cour de justice de l'Union européenne répond à des questions d'interprétation du droit européen que lui pose le juge national, elle ne tranche pas le litige lui-même, mais donne son interprétation du droit européen : ce sont les juridictions nationales qui demeurent seules compétentes pour juger l'affaire. Ce n'est pas un quatrième degré de juridiction.

Vous évoquez d'autres formes de souveraineté, notamment celle du peuple et vous préconisez une évolution sur la question du cumul des mandats. Quel est votre constat ?
La fonction locale et territoriale du parlementaire mérite d'être évoquée, d'abord parce que nous nous intéressons à la manière dont la démocratie s'organise et à la manière dont la citoyenneté s'exprime. Or beaucoup d'acteurs posent cette question. Nous nous en faisons l'écho, sans avancer de propositions en tant que telles.

Aujourd'hui, que ce soit en Corse ou dans les DOM TOM, il y a une contestation de la souveraineté nationale. Comment l'analysez-vous ?
Notre étude délivre deux messages. Tout d'abord, la Constitution et les lois ont créé des statuts particuliers pour certaines collectivités en les adaptant aux spécificités et aux nécessités de ces territoires dans le cadre de l'État unitaire. Pour certains territoires, il existe des revendications de davantage d'autonomie ou même d'indépendance. Si l'État a été capable de s'adapter à des situations particulières, il y a des processus lourds et conflictuels dont la résolution ne dépend que de choix politiques. Comme nous avons choisi de raisonner à Constitution constante, nous n'avons pas fait de nouvelles propositions.

Par ailleurs, vous regrettez l'abandon des planifications à long terme, garantes selon vous d'une souveraineté multiple. Pourquoi sont-elles tombées en désuétude et, en un temps où tout s'accélère, ont-elles encore du sens ?
C'est une question fondamentale, car elle touche à l'une des fonctions essentielles de l'État, puisque « gouverner,

c'est prévoir » et que nous sommes là dans quelque chose de consubstantiel à la mission d'organiser la vie d'une collectivité nationale. Face à cette exigence incessible et irréductible, nous avons connu des temps différents : celui de planifications qui ont permis de grands chantiers pour reconstruire la France dans l'après-guerre et développer des secteurs d'excellence. Puis celui d'un temps moins planiste, sans doute du fait de la paix. La pandémie et le retour de la

« Le Conseil d'État estime qu'il est temps de cartographier les secteurs fondamentaux - alimentaire, sanitaire, énergétique -, d'établir une nouvelle "doctrine de la souveraineté" »

guerre en Europe sont des éléments de menace intense qui mettent à nu nos faiblesses sectorielles et nous imposent une réponse. Beaucoup d'autres pays font la même analyse. Aujourd'hui, le Conseil d'État estime donc qu'il est temps de cartographier les secteurs fondamentaux - alimentaire, sanitaire, énergétique -, d'établir une nouvelle « doctrine de la souveraineté ». Cette dernière dépend fondamentalement du pays, et ne se développe pas de la même manière selon que l'on est un grand ou un petit pays, un pays industriel ou agricole. Il nous paraît important de pouvoir garantir un effort au long cours sur plusieurs années, voire plusieurs décennies. Il y a la nécessité d'une programmation, de la mise en œuvre de moyens adaptés et de la nomination de pilotes. Nous en estimons les enjeux si importants que notre prochaine étude portera sur l'État stratégique.

Vous avez choisi de faire vos propositions à Constitution et à traités constants. Cela ne vous a-t-il pas conduit à manquer d'envergure et d'ambition dans vos propositions ?
Il était important de se projeter dans un cadre contraint – celui qui existe actuellement – pour offrir une réflexion opérationnelle sur cette question fondamentale de la souveraineté. Faire des propositions qui peuvent être mises en œuvre immédiatement montre la capacité du Conseil d'État à être dans la vie de tous les jours de la collectivité nationale et dans ses réalités. ■

ICI NAÏSSENT LES LÉGENDES

PAPREC FÊTE CETTE ANNÉE SES TRENTE ANS.

Parti de loin il y a trente ans, Paprec est désormais un champion européen du recyclage et de la production d'énergies vertes. Il compte 16 000 personnes sur 350 sites dans dix pays.

Le partenaire titre de La Solitaire du Figaro partage les valeurs d'excellence et de dépassement de soi de la course au large. Le groupe soutient les meilleurs marins du circuit depuis deux décennies et ses équipes sont fières de donner leur nom à une course mythique qui a vu émerger les légendes de la voile.



Terrorisme : ce que révèlent les trois attentats déjoués juste avant les Jeux olympiques

Christophe Cornevin

Les services de renseignements ont intercepté des individus radicalisés qui voulaient cibler un stade de football, le relais de la flamme en Gironde et le site de la Défense. « Tous sont aujourd'hui incarcérés », a souligné le procureur antiterroriste.

Si les Jeux olympiques ont été vécus comme une « parenthèse enchantée », c'est aussi parce que les services de renseignements ont évité le pire en déminant le champ de la menace terroriste avant le début de la compétition. Saluant ce mercredi le « défi relevé », le procureur antiterroriste Olivier Christen a rappelé qu'il y a eu « trois attentats déjoués », dont l'un met en scène « un groupe qui avait planifié des attaques contre des institutions et des représentants d'Israël à Paris ». Dès le 23 avril, soit trois mois avant la cérémonie d'ouverture, la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) interpellait un adolescent de 16 ans à Marignier.

Inconnu des services de renseignements, le Russe interpellé à Saint-Étienne s'était radicalisé sans éveiller les soupçons et pensait passer à l'action en employant des « moyens rudimentaires »

Ce djihadiste en puissance voulait fomenter un attentat à la Défense pendant les Jeux et « mourir en martyr au nom du Califat islamique ». Imprudent, il avait fait part de ses intentions sur les réseaux sociaux, sur lesquels il consultait de la propagande djihadiste. Déterminé, ce candidat au djihad s'était même renseigné sur la messagerie cryptée Telegram en vue de se procurer du matériel pour confectionner une ceinture explosive. Faisant déjà l'objet d'un suivi au titre de la radicalisation, l'adolescent envisageait aussi de faire couler le sang à l'aide d'un fusil. Chez ses parents, où l'individu a été interpellé, les enquêteurs ont découvert des documents manuscrits, dont un serment d'allégeance à l'État islamique.

Un mois plus tard, la DGSI a déjoué un autre attentat d'« inspiration islamiste » en interpellant à Saint-Étienne un jeune homme de 18 ans, ressortissant russe d'origine tchétchène. Placé en détention provisoire le 26 mai pour des chefs d'« association de malfaiteurs terroriste en vue de préparer des crimes d'atteinte aux personnes », ce



Match de football Maroc-Ukraine lors des Jeux olympiques, le 27 juillet à Saint-Étienne. Un jeune homme de 18 ans a été placé en détention provisoire, fin mai, pour avoir projeté une attaque contre le stade Geoffroy-Guichard ou contre des spectateurs dans un bar aux alentours de l'enceinte sportive.

djihadiste en puissance préparait « de manière active » une attaque contre le stade Geoffroy-Guichard, retenu pour les épreuves de football. Des photos et des vidéos prises aux abords de l'enceinte sportive ont été retrouvées dans son téléphone. Après des repérages, l'apprenti terroriste avait changé de cible. « Ayant vu que le stade était trop sécurisé », il « voulait s'en prendre à des spectateurs en dehors, près des buvettes, près des cafés », avait confié Gérard Darmanin, ministre de l'Intérieur pas encore démissionnaire à ce moment-là. Inconnu des services de ren-

seignements, ce Russe s'était radicalisé sans éveiller les soupçons et pensait passer à l'action en employant des « moyens rudimentaires ». « Il s'agissait d'un acteur isolé mais qui était très déterminé, avec des motivations très claires », précise Jean-Charles Brisard, président du Centre d'analyse du terrorisme (CAT).

À la faveur de leur surveillance, les policiers ont enfin intercepté, le 21 mai dernier, à Eysines, un illuminé qui voulait s'en prendre au relais de la flamme lors du passage en Gironde, le jour même. Si le mode opératoire res-

taient confus, un revolver de type Gomm-Cogne, plusieurs téléphones portables et un ordinateur avaient été saisis en perquisition. Âgé de 26 ans, le suspect a été présenté, de source policière, comme un « sympathisant du mouvement Incel, un groupe de jeunes violents et misogynes connu pour la terrible tuerie d'Isla Vista, perpétrée par l'un de ses membres, Elliot Rodger, au printemps 2014 en Californie ».

« Tous ceux qui ont projeté ces attentats ont été interpellés, ça a conduit à cinq mises en examen », a révélé ce mercredi Olivier Christen, avant de

préciser que « tous sont aujourd'hui incarcérés ». Face aux menaces qui pesaient sur la compétition, Gérard Darmanin avait envoyé, dès le 5 mai, un message musclé à tous les préfets, aux patrons de la police, de la gendarmerie et des services de renseignements, pour resserrer encore la détection et l'entraide de tous les islamistes et les djihadistes inscrits au fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT). Soit plus de 5100 individus radicaux à surveiller qui, aujourd'hui encore, restent dans les radars des services. ■

Dernière ligne droite pour les candidats à la direction de Sciences Po

Caroline Beyer

Le 20 septembre, le nom du futur directeur sera connu. Trois profils sont en lice : une juriste, un énarque, un directeur d'IEP de région.

Le nom du futur directeur de Sciences Po dira si « l'école des élites » a appris de ses erreurs. « La culture des élèves a radicalement changé, mais le haut management politico-administratif semble l'ignorer. Pour le dire plus simplement, les étudiants sont de plus en plus « woke » tandis que sa gouvernance reste très « française », très « hauts fonctionnaires », critique un connaisseur de l'école. Il souligne une « dissonance cognitive », responsable selon lui de la profonde crise que traverse l'institution. « Les récentes manifestations étudiantes palestiniennes ne sont qu'un révélateur du malaise », ajoute-t-il.

Luis Vassy, 44 ans, diplomate et ancien camarade de promotion d'Emmanuel Macron à l'ENA ? Rostane Mehdi, 58 ans, actuel directeur de l'IEP d'Aix-en-Provence, universitaire et juriste ? Arancha Gonzalez, 55 ans, femme de la maison, doyenne depuis deux ans de l'école des affaires internationales de Sciences Po ? Ces trois noms ont été retenus par la commission de sélection de Sciences Po après qu'elle avait auditionné, le 6 septembre, six candidats. Les 19 et 20 septembre, le conseil de

l'IEP, puis celui de la FNSP - cette fondation de droit privé qui gère l'institut de formation et fixe les orientations stratégiques - voteront.

Sauf coup de théâtre, dans moins de dix jours, l'école parisienne, pilotée depuis maintenant six mois par un administrateur provisoire, aura donc un nouveau directeur. Et l'espoir de sortir de la crise qui l'agite par soubresauts depuis tant d'années. Théâtre de mobilisations étudiantes palestiniennes au printemps, Sciences Po a vécu une déflagration politico-médiatique, au cours de laquelle elle a perdu plusieurs de ses mécènes. En 12 ans, elle a connu trois grandes crises de gouvernance : en 2012 d'abord, après la mort de l'émblématique Richard Descoings, qui a fait de Sciences Po ce qu'elle est aujourd'hui ; en 2021, après la démission de Frédéric Mion, éclaboussé dans l'affaire Olivier Duhamel - accusé d'inceste -, et plus récemment, en mars, après le départ précipité de Mathias Vicherat, renvoyé devant la justice dans un dossier de violences conjugales.

Qui des trois personnes de la « short list » l'emportera ? « L'entre-soi », si souvent dénoncé, va-t-il une nouvelle

fois fixer les règles du jeu ? « J'ai eu l'impression d'être un chanteur de rock briguant la présidence d'un opéra », lâche Pierre Mathiot, ancien directeur de l'IEP de Lille. Cet artisan de la réforme du bac Blanquer, qui s'était porté candidat, a été recalé le 6 septembre, jugé « trop clivant ».

Dans la course, Rostane Mehdi, qui dirige l'IEP d'Aix-en-Provence depuis neuf ans, fait figure d'outsider. « Il ne

« Il n'y aurait rien de pire que de voir les médias titrer : "Un proche de la macronie à la tête de Sciences Po" »

Un syndicaliste étudiant

vient pas du sérail. Il sert de prétexte, histoire de dire : "Vous voyez, on a retenu un universitaire chevromé", regrette un professeur. Spécialiste de droit international et européen, Rostane Mehdi est pourtant connu pour avoir sorti l'IEP d'Aix d'un scandale de faux diplômes. Unique candidat à s'être exprimé publiquement, en mai, sur sa candidature, il

se dit sensible, s'agissant de l'accès à la première année aux « mérites d'épreuves écrites et anonymes ». Concernant les récentes mobilisations palestiniennes, il fait valoir « le devoir de neutralité de l'IEP, en tant qu'établissement public ». Il est aussi le seul, dans son projet, à mentionner la laïcité.

Arancha Gonzalez, en tant que femme et candidate « maison », semble avoir toutes ses chances. D'autant qu'elle a mené une campagne en interne. Juriste, ancienne ministre des Affaires étrangères espagnole entre 2020 et 2021, elle est la doyenne de l'école des affaires internationales de Sciences Po depuis deux ans. Dans son projet, elle prône un nouveau départ, après « les crises internes à répétition depuis dix ans ».

Le troisième candidat, Luis Vassy, est normalien et énarque, de la fameuse promotion Léopold Sédar Senghor. Ce diplomate, qui dirige le cabinet de Stéphane Séjourné, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères démissionnaire, n'a pas d'expérience du monde académique et universitaire. Un obstacle ? Ses prédécesseurs, Frédéric Mion et Mathias Vicherat n'en avaient pas non plus. Ils avaient en commun de sortir de l'ENA.

Et d'avoir été parachutés à la tête de Sciences Po sans avoir préalablement fait parler d'eux dans l'institution. La nomination du directeur de l'école, qui fait l'objet d'un décret du président de la République, se décide en haut lieu.

« Il n'y aurait rien de pire que de voir les médias titrer : "Un proche de la macronie à la tête de Sciences Po" », s'inquiète déjà un syndicaliste étudiant, qui espère voir arriver « un profil pas trop exposé ». Si la rentrée il y a trois semaines, le Comité Palestine organise déjà, chaque jeudi, une mobilisation dans le hall de la rue Saint-Guillaume, au rythme du slogan « From the river to the sea, Palestine will be free », auquel s'est ajouté « Tout le monde déteste Jean Bassères », pour dénoncer la décision de l'administrateur provisoire de faire intervenir la police sur le campus, en avril. ■

Jean Kedroff

Malgré une progression de l'adhésion vaccinale en France, le taux de défiance reste parmi les plus élevés en Europe. Pour les plus sceptiques, la rentrée des classes est source de crispation.

« **S**e méfier de tout ? C'est très français. » Pour Françoise Salvadori, médecin et auteur d'*Antivax - Histoire de la résistance aux vaccins du XVIII^e siècle à nos jours*, le taux de défiance que le pays de Pasteur continue d'afficher envers certains vaccins est un « paradoxe » qui ne date pas d'hier. Bien que ce scepticisme tende à reculer, il subsiste, notamment chez les jeunes parents, confrontés à une désinformation croissante sur les réseaux sociaux. À l'heure de la rentrée des classes, les doses obligatoires pour la scolarisation des enfants continuent de cristalliser les doutes. Certains, abreuvés d'arguments pseudoscientifiques, cherchent des moyens illégaux pour y échapper.

« Quand il a fallu envoyer mon premier fils à l'école, j'ai commencé à creuser le sujet », explique Christiane*, 49 ans, qui a trois enfants. Aucun d'entre eux n'est vacciné. La mère au foyer, qui assure avoir lu « une littérature abondante » sur internet, en est convaincue : on ne nous dit pas tout. « Pourquoi cherche-t-on à nous imposer ces vaccins ? Pourquoi cache-t-on les effets secondaires ? Quels sont les intérêts financiers derrière ? Et puis l'efficacité des vaccins n'a jamais été prouvée », énumère-t-elle.

Pour scolariser ses enfants, Christiane avoue à demi-mot avoir obtenu des certificats de complaisance auprès d'un médecin « compréhensif ». « On a acheté les doses à la pharmacie, et il a noté les références dans le carnet sans les injecter ». Une infraction grave pour l'auteur des faits, passible d'une radiation de l'Ordre des médecins.

« La médecine scolaire a presque disparu en France, alors qu'elle jouait un rôle essentiel dans l'éducation à la vaccination »

Alain Fischer Pédiatre généticien et professeur au Collège de France

Injectons d'aluminium, adjuvants toxiques, maladies chroniques, stérilité... Les sites et chaînes de la galaxie « antivax » regorgent de contenus et de témoignages censés prouver les dangers de la vaccination. « Depuis le Covid, on observe une explosion de l'activité antivax en ligne », note Anne, membre du collectif Les Vaxxieuses, qui lutte contre la désinformation médicale depuis 2017. « Ce sont des groupes Facebook ou Telegram, souvent privés, qui partagent toute une littérature prétendument scientifique ». Une constante : tout ou presque y est manipulé. « Cela va de l'article tronqué à la pure fake news. On voit actuellement circuler une liste de 150 études démontrant soi-disant le lien entre la vaccination et l'autisme, poursuit Anne. Si on regarde de plus près, aucune de ces études n'établit de causalité entre les deux. Qu'importe : les gens gobent ! »

Même constat chez Vaccination Lien social (VLS), un think-tank de professionnels de santé, citoyens et entreprises engagés dans la vulgarisation médicale en ligne. « Les antivax utilisent un levier très efficace : la peur, analyse Pascale, responsables des réseaux sociaux chez VLS. La semaine dernière par exemple, on a vu circuler une vidéo d'un footballeur pris d'un malaise sur le terrain. Les posts étaient catégoriques : la faute au vaccin contre le Covid. Quant au fait que la vidéo date des années 1980, ça n'a visiblement interpellé personne. Pour ceux qui s'informent sur la toile, c'est très anxiogène. »

Si les autorités médicales sont formelles sur l'importance de la vaccination, les réseaux sociaux agissent largement comme un « miroir déformant », explique Laurent Cordonier, sociologue et directeur de la recherche de la Fon-



Manifestation d'opposants au passe vaccinal et à la vaccination des enfants, à Paris en août 2021.

JAN SCHMIDT-WHITELEY / PICTORIUM / LE PICTORIUM/MAXPPP

« Antivax » ou « hésitants », ces parents qui contournent l'obligation vaccinale

dation Descartes. « Les algorithmes de Facebook, X ou YouTube surreprésentent toujours les propos critiques et polémiques », observe-t-il. Bien loin, donc, de refléter l'opinion générale, sachant que seuls 2 % des Français sont catégoriquement opposés à la vaccination.

Cependant, cette surreprésentation suffit à semer le trouble chez les jeunes parents : « Notre dernière étude montre une forte corrélation entre l'hésitation vaccinale et le fait de s'informer sur les réseaux sociaux. » La part de ces « hésitants », enclins à se montrer sceptiques envers certains vaccins, oscillerait aujourd'hui entre 30 et 40 % de la population française. « Ce taux est en baisse depuis 2010, mais il reste l'un des plus élevés d'Europe, aux côtés de la Bulgarie et de la Lettonie », analyse le sociologue.

Quant aux profils des « antivax » et des « hésitants », ils diffèrent nettement. Selon la Fondation Descartes, les premiers sont majoritairement des hommes avec un faible niveau d'éducation et une forte sensibilité aux théories du complot. Les seconds, en revanche, sont souvent de jeunes mères, méfiantes envers la communauté médicale et

intéressées par les thérapies alternatives. « Ces femmes s'inscrivent souvent dans une tendance new age de retour à la nature, elles se tournent volontiers vers l'homéopathie ou la naturopathie », abonde Françoise Salvadori.

C'est le cas de Juliette*, 36 ans, consultante en transition écologique. Depuis quatre ans, elle a quitté l'Île-de-France avec son mari et ses trois enfants pour s'installer en Bourgogne. « Le confinement lié au Covid et l'apparition d'allergies chez notre premier enfant ont marqué une rupture, explique la trentenaire. Soumettre un jeune organisme à autant de pathologies me paraît contre-intuitif, alors je préfère limiter les risques. » Si les deux cadets de la famille recevront bien leurs doses obligatoires, ils auront aussi un « traitement homéopathique complémentaire pour éliminer les métaux neurotoxiques », assure la mère de famille, en référence à l'adjuvant aluminique, pourtant reconnu comme sûr et largement utilisé dans les vaccins combinés.

« Savoir communiquer, rassurer ceux qui s'interrogent, c'est clairement une de nos lacunes en France », estime Odile Launay, directrice du Centre d'investi-

gation clinique Cochin-Pasteur. « Les sels d'aluminium sont utilisés depuis 90 ans pour renforcer la réponse immunitaire, sans aucun risque pour la santé, explique l'infectiologue, mais beaucoup de généralistes ne sont pas formés pour répondre aux doutes de leurs patients sur le mécanisme vaccinal. » C'est pourtant là que tout se joue, souligne Alain Fischer, pédiatre généticien et professeur au Collège de France : « La communication des autorités publiques ne pourra jamais se substituer au rapport de confiance qui existe entre les médecins et leurs patients. »

Autre lacune : l'école. « La médecine scolaire a presque disparu en France, alors qu'elle jouait un rôle essentiel dans l'éducation à la vaccination », regrette Alain Fischer. En témoigne la campagne réussie de vaccination contre les papillomavirus (HPV), qui avait été lancée à l'automne 2023 dans les collèges. « On a gagné en moyenne 16 points de couverture vaccinale chez les adolescents pour un vaccin non obligatoire, se félicite Alain Fischer, cela montre l'importance de la sensibilisation à l'école. » C'est aussi la preuve que les parents, dont le consentement était requis pour ce

vaccin, sont à l'écoute des professionnels de santé », abonde Claire Siret, présidente de la section Santé Publique du CNOM.

Si ce lien de confiance persiste, c'est aussi parce que les Français ont, dans leur immense majorité, le réflexe de consulter des sources d'information fiables, explique Laurent Cordonier : « Si on étudie la façon dont les Français s'informent sur leur santé, on observe que le recours aux sources officielles – que ce soient les instituts publics ou les médias dits traditionnels – contrebalance largement leur exposition aux réseaux sociaux. »

Cette attitude explique aussi la progression lente mais constante de la couverture vaccinale, pour les vaccinations obligatoires mais aussi pour celles qui sont seulement recommandées. « Que ce soit le méningocoque B et C, la rougeole ou le papillomavirus, les taux sont en augmentation. Et les chiffres parlent plus que les opinions diffusées sur les réseaux sociaux », rappelle Alain Fischer. Une dynamique en écho avec les données du baromètre 2023 de Santé publique France, qui évalue à 83,7 % le taux d'adhésion vaccinale dans l'Hexagone. ■

Une nouvelle campagne auprès des élèves de cinquième pour lutter contre les papillomavirus

Bénédicte Lutaud

La première campagne de vaccination contre les HPV (papillomavirus humains), l'an dernier, avait connu des débuts poussifs, avant de prendre un coup d'accélérateur au printemps dernier. La vaccination est donc de nouveau proposée gratuitement en cette rentrée scolaire à tous les nouveaux élèves de cinquième.

Les autorités régionales de santé (ARS) et rectorats seront chargés d'organiser la campagne. Le schéma vaccinal se compose de deux doses, espacées au minimum de cinq mois. La vaccination complète pourra être réalisée sur une seule année scolaire, ou sur deux. « L'objectif de cette campagne 2024-2025 est de poursuivre progressivement l'amélioration de la couverture vaccinale des adolescents, pour arriver à l'objectif de 80 % d'enfants vaccinés contre les HPV en 2030, tel que fixé par la stratégie décennale de lutte contre les cancers », précise le ministère de la Santé.

Les infections à HPV, responsables chaque année de près de 6 300 cancers (col de l'utérus, vulve, vagin, ORL, anus...), se contractent par contact des muqueuses ou de la peau, le plus souvent lors des rapports sexuels, avec ou sans pénétration.

À l'automne 2023, le ministère s'était fixé l'objectif de vacciner au moins 30 % des élèves de cinquième. Or des chiffres officiels provisoires, révélés début février, montraient que seuls 10 % des élèves avaient reçu une première dose. En octobre, le décès d'un adolescent, dû à un traumatisme crânien après une chute survenue lors d'un malaise post-vaccinal, avait conduit à une suspension temporaire de la campagne en Loire-Atlantique. Une enquête administrative de l'ARS n'avait toutefois pas relevé de « dysfonctionnement sur l'organisation de la campagne de vaccination ».

En tenant compte des vaccinations en cabinet libéral, au 31 décembre 2023, la couverture vaccinale a finalement progressé de 17 points chez les filles et de 15 points chez les garçons de 12 ans, entre le début et la fin de la pre-

mière phase ciblant les élèves de cinquième, selon Santé publique France. Ainsi, près de 420 000 adolescents de 12 ans, soit 48 % (55 % des filles et 41 % des garçons) avaient ainsi reçu une première dose de vaccin fin 2023. Des résultats « encourageants » qui justifient la reconduite de la campagne cette année, indique le ministère de la Santé.

Autorisations parentales

L'écart de couverture vaccinale selon les sexes s'explique en partie par le fait que la vaccination contre les HPV « est recommandée aux filles depuis 2007, quand les garçons ne sont concernés que depuis janvier 2021 », indique Laure Fonteneau, épidémiologiste à Santé publique France. Vacciner les garçons reste toutefois important pour endiguer la circulation du virus. En outre, les HPV peuvent « être responsables des cancers ORL ou anaux chez les garçons ».

Le début poussif de la première phase de vaccination a pu être imputé à un manque de communication auprès du public sur les papillomavirus et l'intérêt de la vaccination. Des parents sont encore réticents à administrer à leurs

préadolescents un vaccin lié à la sexualité. « Ils pensent que si on fait cela, on va précipiter l'entrée de leurs enfants dans la sexualité », soupire le Dr Gilles Piau, infectiologue et vice-président de la Société française de lutte contre le sida. Or, « on recommande la vaccination entre 11 et 14 ans car il est important de se faire vacciner avant le début de la vie sexuelle », insiste Laure Fonteneau.

La vaccination des élèves nécessite l'accord écrit des deux titulaires de l'autorité parentale. Afin de sensibiliser les parents, des courriers leur ont été adressés dès la fin de l'année scolaire écoulée. Un second courrier doit leur être diffusé courant septembre. « Des réunions d'information pourront également être proposées aux parents et aux élèves à la rentrée », indique le ministère. En outre, l'Institut national du cancer mènera, du 16 septembre au 13 octobre, une campagne nationale de sensibilisation à cette vaccination.

Enfin, une étude a été lancée dans les collèges pour analyser les freins à cette vaccination, au premier trimestre 2024, précise SPF. Ses résultats devraient être diffusés prochainement. ■

Romain Schneider

En 2024, seulement deux vainqueurs en Grand Chelem et pas de sacre de Djokovic et Nadal. Du jamais vu depuis 2005.

Jannik Sinner et Carlos Alcaraz ont trûsté les honneurs et les titres en 2024 en Grand Chelem. Les vétérans Novak Djokovic et Rafael Nadal ont fait chou blanc et les Français sont encore loin du compte, malgré de légers progrès.

■ Un changement d'ère

2024 restera d'ores et déjà comme une saison historique. Il faut ainsi remonter à 2002 pour trouver une année sans un titre du Big Three. Depuis le premier sacre de Roger Federer à Wimbledon en 2003, les trois monstres avaient remporté au moins un Majeur par saison. En 2024, Jannik Sinner a triomphé à l'Open d'Australie et à l'US Open ; Carlos Alcaraz s'est offert un doublé Roland-Garros-Wimbledon. Une nouvelle ère et un péril jeune. Alcaraz a 21 ans, Sinner 23. Deux lauréats de Grand Chelem aussi jeunes : du jamais vu depuis 1993, lorsque Jim Courier (Australie, 22 ans), Sergi Bruguera (Roland-Garros, 22 ans) et Pete Sampras (Wimbledon et US Open, 22 ans) s'étaient adjugé les quatre Grands Chelems. Encore 7^e mondial il y a un an, Sinner a pris place sur le trône au cours d'une saison marquée également par une affaire de dopage (où il a été blanchi) et une blessure à la hanche droite qui a perturbé son printemps et une partie de son été. Costaud dans sa tête, il a su faire abstraction, pour reléguer loin (4 000 points) au classement ATP Alexander Zverev, son premier poursuivant, avec le culte de la gagne comme son rival espagnol. Les deux prodiges n'ont encore jamais perdu une seule



En 2024, Jannik Sinner (à gauche) a triomphé à l'Open d'Australie et à l'US Open, tandis que Carlos Alcaraz s'est offert un doublé Roland-Garros-Wimbledon.

Le duo Sinner-Alcaraz a pris le pouvoir à la tête du tennis mondial

finale en Grand Chelem, avec quatre succès pour Alcaraz et deux pour Sinner. Ils ont déjà ringardisé la génération des Daniil Medvedev et Alexander Zverev. Le Russe de 26 ans a été dominé deux fois par Sinner (notamment en finale de l'Open d'Australie) et une autre par Alcaraz cette année. Zverev, nouveau dauphin de Sinner, régulier sur le circuit et finaliste à Roland-Garros

(battu par Alcaraz), se casse toujours les dents dans les Majeurs. Les Américains Fritz et Tiafoe, qui ont brillé à domicile à New York (finaliste et demi-finaliste), sont encore loin des nouveaux leaders. Andrey Rublev a régressé. Casper Ruud ou Stefanos Tsitsipas, aussi, Holger Rune n'avance plus. Le nouveau duo infernal va être difficile à déloger.

■ Djokovic, le début du déclin

Alors que l'étoile Rafael Nadal s'apprête à s'éclipser, Novak Djokovic joue encore les tout premiers rôles. Mais plus tout en haut de l'affiche. S'il ne faut jamais enterrer la légende vivante serbe, force est de constater que son année 2024 pose question. Après son nouveau Petit Chelem en 2023 (remporter trois Grands Chelems la même année), alors qu'il n'avait été qu'à un match de réussir en 2021 l'exploit d'un Grand Chelem calendaire, le Serbe a été surclassé par Sinner en demi-finales de l'Open d'Australie, «chez lui» dans un tournoi qu'il a remporté à dix reprises. Lâché par son corps

à Roland-Garros, il a été contraint au forfait avant les quarts, blessé au genou droit. À Wimbledon, son autre terrain de jeu préféré, pas encore à 100 %, il a été surclassé par Alcaraz en finale. Et il a chuté dès le troisième tour à New York. Une défaite pas si surprenante, quelques semaines après avoir atteint son Graal personnel. À 37 ans, il s'est paré d'or à Paris, le seul grand titre qui manquait à son fabuleux palmarès. Preuve qu'il faut encore compter sur l'insatiable quand il est à 100 % physiquement et mentalement. À part les Jeux, sa saison 2024 est bien l'une des pires de sa carrière, lui qui est toujours à la recherche d'un premier titre sur le circuit ATP. Lauréat à sept reprises du Masters, le Serbe n'est d'ailleurs pas assuré de se qualifier pour le grand huit de fin d'année. Djokovic, qui codétient le record absolu de 24 titres du Grand Chelem depuis 2023 avec Margaret Court, semble encore avoir les jambes, malgré ses 37 ans, pour rivaliser en 2025 avec le duo Sinner-Alcaraz. Reste à savoir si sa soif de vaincre sera la même.

■ Du mieux pour les Bleus, mais...

Après avoir touché le fond en 2023, le tennis français masculin a quelque peu relevé la tête cette année. Les Bleus avaient signé un zéro pointé en deuxième semaine de Grand Chelem la saison passée. Pareille «performance» n'était arrivée qu'à trois reprises dans l'ère Open, en 1969, 1978 et 2021. Arthur Cazaux et Adrian Mannarino à l'Open d'Australie, Corentin Moutet à Roland-Garros, Giovanni Mpetshi Perricard, Arthur Fils et Ugo Humbert à Wimbledon, ont atteint les huitièmes de finale et offert une petite éclaircie bleue, mais le fiasco de l'US Open (14 Bleus au départ, aucun au 3^e tour, une triste première depuis 1995) a rappelé que le ciel tricolore était encore plombé. Ugo Humbert, 26 ans et 18^e mondial, Arthur Fils, 20 ans et 25^e mondial, Giovanni Mpetshi Perricard, 21 ans et 51^e mondial, ont progressé cette année. Suffisamment pour jouer les premiers rôles dans les quatre plus grands rendez-vous de la saison dès 2025 ? ■

Coupe Davis : battue par l'Australie, la France doit réagir face à l'Espagne d'Alcaraz

La phase de groupes de la compétition centenaire, qui se déroule dans quatre pays différents, en intérieur et sur dur, a débuté depuis mardi. La France, qui évolue à Valence, a été placée dans un groupe relevé comptant l'Australie, la République tchèque et l'Espagne. Objectif : se qualifier pour la phase finale. Ce qui serait une première

depuis 2019. C'est mal parti. Les hommes du nouveau capitaine Paul-Henri Mathieu se sont inclinés deux matchs à un face à l'Australie. Réaction attendue vendredi contre l'Espagne de Carlos Alcaraz, avant d'affronter samedi la République tchèque. Les deux premiers du groupe sont qualifiés pour la phase finale, à Malaga du 19 au 24 novembre. R. S.

Solitaire du Figaro Paprec : le suspense jusqu'au bout

Serge Messenger À bord du bateau «Express»

Le dénouement de la 55^e édition devait se jouer dans la nuit de mercredi à jeudi.

Tom Dolan (*Smurfit Kappa-Kingspan*) le savait au départ de Royan. Son avance au classement général après deux étapes n'était pas un blanc-seing où il allait pouvoir inscrire son nom sur les tablettes de la renommée. Pour le vainqueur du deuxième tronçon, restait un ultime périple à engloutir, et non des moindres. 710 milles en direction de La Turballe, via deux marques de parcours sur les côtes anglaises. Ses 57 minutes et 52 secondes sur son plus proche adversaire, Gaston Morvan (*Région Bretagne-CMB Performance*), certes importantes, ne le mettaient pas à l'abri d'une déconvenue. D'autant que les autres prétendants au podium se tenaient à l'affût en une poignée de minutes derrière ce dernier. Charlotte Yven (*Skipper Macif 2023*), Hugo Dhallenne (*YCSL-Primatice-SLB Pharma*) et Martin Le Pape (*De-main*), constants depuis le début, pouvaient encore prétendre faire des éclats et monter sur le podium final.

Le directeur de course, Yann Chateau, voulait une étape sportive avant

tout. Au-delà du record de milles d'un tronçon depuis la création de l'épreuve en 1970, les conditions annoncées au départ de la Charente-Maritime lui permettaient de lancer un tel challenge. Du vent fort au portant majoritairement. De quoi bouffer du mille à qui mieux mieux pour une étape de quatre jours. La première partie d'épreuve, car cela en fut une, au près, permettait à tous de charger les batteries pour affronter le gros temps.

Une mer mal rangée

Malheureusement, cinq concurrents annonçaient leur abandon pour des raisons diverses avant le passage de l'Occidentale de Sein. Débutait alors la longue cavalcade d'une première traversée de la Manche. Gaston Morvan, Basile Bourgnon (*Edenred*) et Loïs Berrehar (*Skipper Macif 2022*), dans cet ordre, prenaient la mesure du temps et la poudre d'escampette. Dans des conditions plus que musclées, à la limite du raisonnable, ils pointaient leurs étraves après plusieurs changements de voile et prise

de ris vers la marque anglaise South Portland Bill. Première virgule avant de rejoindre Skerries Bank, porte de leur deuxième transmanche.

De nuit, sur ce bord de près incroyable, les rafales dépassaient force 6 allègrement lors d'une bourrasque pluvieuse aplanissant la mer. Restaient 250 milles à couvrir. À ce moment-là, Tom Dolan pointait à 1 heure du leader. Son avance venait de perdre de sa superbe. Pour la descente vers la pointe bretonne, avec un vent d'ouest-nord-ouest de 20 à 25 nœuds, la foulée était toujours aussi engagée au reaching dans une mer encore mal rangée. Le triumvirat, alors emmené par Loïs Berrehar, creusait un peu plus les écarts. Dolan se trouvant rejeté à plus de 10 milles. À l'entrée du chenal du Four, en mer d'Iroise, le vent perdait ses forces. L'onde s'aplanissait. Les meneurs du bal voyaient dans leur rétroviseur les poursuivants revenir, mais conservaient leur petit matelas en saluant la Plate et la Vieille du raz de Sein, peu après 16 heures Avec encore le courant



Tom Dolan (*Smurfit Kappa-Kingspan*), mardi, lors de la troisième étape de la Solitaire du Figaro Paprec 2024 entre Royan et La Turballe.

ALEXIS COURCOUX

EN BREF

Paris 2024 : la grande parade confirmée

Les autorités et le Comité d'organisation de Paris 2024 ont confirmé ce mercredi la tenue d'une «parade des champions» samedi à Paris pour honorer les athlètes des Jeux olympiques et paralympiques ainsi que différents intervenants ayant participé à la réussite des JO. Le défilé remontera les Champs-Élysées de George-V à la place de l'Étoile de 16 heures à 18 heures, la séquence protocolaire avec la cérémonie de remise des décorations se déroulera de 18 h 30 à 20 heures avant qu'un concert clôture la fête à partir de 21 heures.



La Macif,
c'est vous.

Publicité

Charlotte, Loïs : quelle émotion, quelle fierté pour la Macif !

Et tous unis derrière Charlie pour le Vendée Globe !

Deux skippers engagés sur la Solitaire du Figaro Paprec parmi 37 concurrents. Deux skippers engagés pour la Macif, ses 5,8 millions de sociétaires, ses 11000 collaborateurs et ses 1200 délégués.

Charlotte Yven et Loïs Berrehar : deux skippers sur les traces des plus grands. Et c'est à Charlie Dalin, qui partira à la conquête du Vendée Globe en novembre prochain, que nous pensons, nous, à la Macif. Mais aussi à Gerald Vénier (2008), à Éric Péron (2009), à François Gabart (2010), Paul Meilhat (2011), Fabien Delahaye (2012), Yoann Richomme (2013), Martin Le Pape (2017), Pierre Quiroga (2019), ou encore à Erwan Le Draoulec (2020) – des skippers qui ont laissé leurs marques sur les plus grandes courses du monde. Des skippers qui, avec Charlotte et Loïs, ont été sur le même bateau. À chaque fois en solitaire, seuls face au vent (parfois aussi avec le vent dans le dos) !



Charlotte Yven, Skipper Macif 2023



Loïs Berrehar, Skipper Macif 2022

Un petit bateau, monotype, le même pour tous les concurrents engagés dans cette course mythique, qui forge les plus grands marins. **Sur ce petit bateau, école des grands champions, c'est la Femme, l'Homme, les marins qui font la vraie différence : celle de la performance.** Tous égaux sur le même bateau ! Ce n'est pas seulement la force du vent qui les porte, mais leurs talents, leurs intuitions, leurs convictions qui les poussent à aller toujours plus vite. Avec respect, ambition. **Un petit bateau certes, mais avec un grand nom inscrit sur la voile qui, comme une évidence, donne des ailes.**

Skipper Macif une filière au service de la performance

La solitaire du Figaro Paprec est une école. Avec son programme Skipper Macif (et ses 19 victoires sur le circuit Figaro depuis 2008), la Macif aussi... Et parce que cette filière d'excellence permet de former les plus grandes et les plus grands, demain, Charlotte et Loïs seront un Charlie, un François, un Paul, un Yoann... Ces six skippers, tout comme les autres skippers de ce programme, sont assurément des enfants de la mer, des enfants de la Macif.

Et si le vent souffle (si bien) sur eux, c'est peut-être parce que la nature a compris non seulement que ces skippers sont des marins d'exception, mais aussi, plus largement, que le cœur de la Macif bat pour les Océans.

La Mer et la Macif, c'est une longue histoire : une histoire qui débute, il y a 50 ans, avec son métier d'assureur. La Macif est alors le premier assureur mutualiste à proposer des assurances pour les embarcations de plaisance et elle demeure, aujourd'hui encore, l'un des premiers assureurs des plaisanciers en France.

La Macif veille sur ses sociétaires, sur terre comme en mer – engagement dont témoigne Macif Centre de Voile, qui forme des générations de navigateurs à une navigation sûre.

Mais la Macif, ce n'est pas que de la voile et du vent. La Macif, c'est aussi – et fondamentalement – un acteur engagé pour les Océans. Un acteur qui agit concrètement et sincèrement, en fédérant tout un collectif de partenaires et d'engagements – à l'image des nombreux partenariats qu'elle a noués notamment, avec la **SNSM*** pour apprendre les gestes qui sauvent dès le plus jeune âge grâce à l'opération Mini Sauveteurs, avec **Handisurf** pour permettre une pratique inclusive du surf, avec **Surfrider Foundation** pour lutter contre la pollution des mers et des Océans, avec **Polar Pod**, l'expédition de Jean-Louis Étienne, pour approfondir nos connaissances de l'océan ou encore via **Swen Capital Partners** en investissant dans le **fonds Blue Ocean** pour soutenir des solutions innovantes face à la surpêche, à la pollution et au changement climatique.

Des skippers ambassadeurs des engagements de la Macif pour l'Océan

Voilà pourquoi la Macif est la Marque qui fait grandir les champions, la Marque qui fait grandir les Femmes et les Hommes, la Marque qui fait grandir notre conscience de l'Océan.

Voilà l'impact de la Macif sur les Océans !



Charlie Dalin, Skipper de l'Imoca MACIF Santé Prévoyance

* Société Nationale des Sauveteurs en Mer

Crédits photos : ©Ronan Gladu / disobey / Macif- ©Pierre Bouras / disobey / Macif- ©Gauthier Lebec / disobey / Macif

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier - 79000 Niort.

Des souris rendues transparentes grâce à un simple colorant alimentaire

Soline Roy

Des chercheurs ont réussi à observer directement leurs organes internes, sans toxicité et de façon réversible.

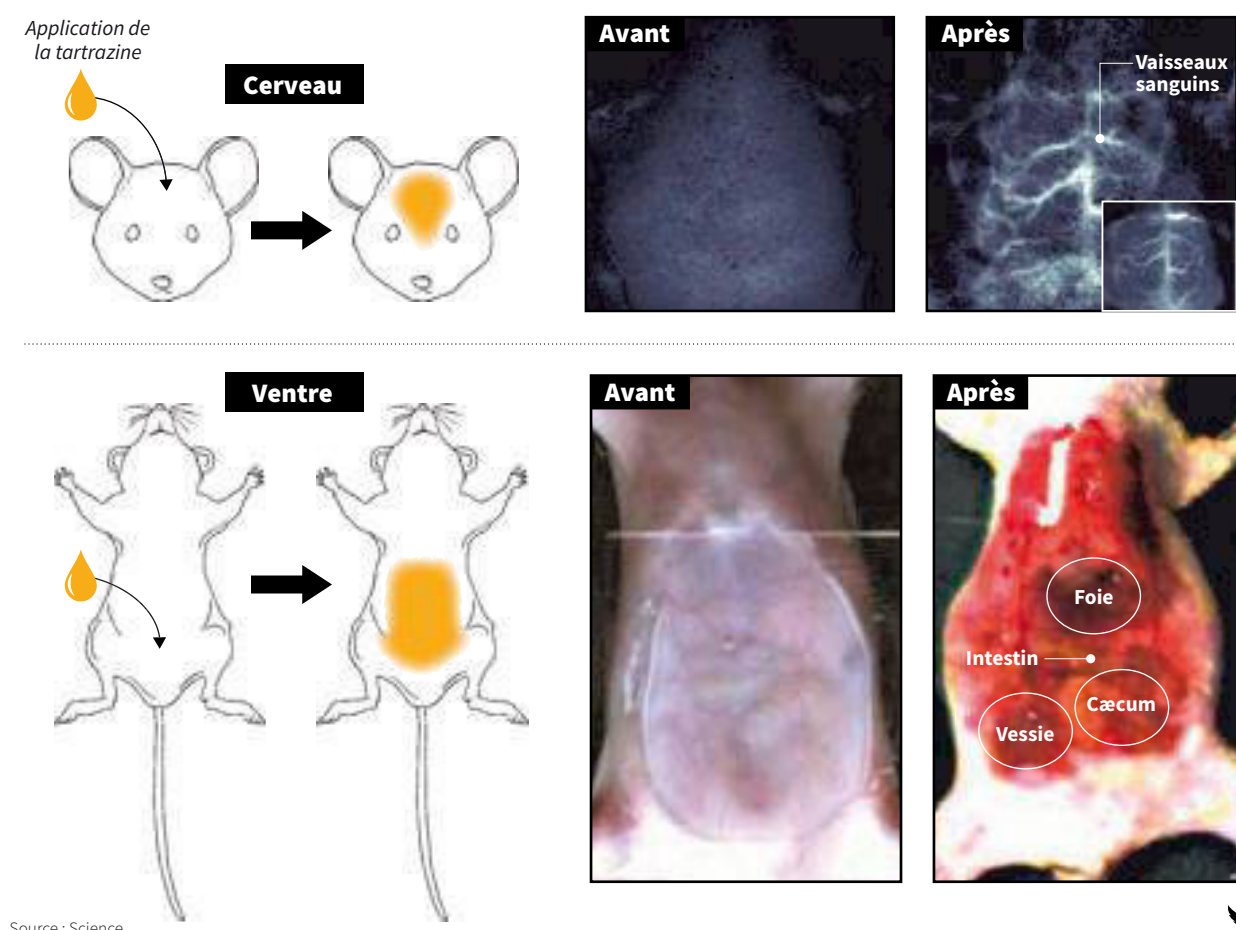
Des vaisseaux sanguins qui pulsent pour faire circuler le sang ; les organes de l'abdomen qui bougent au rythme de la digestion ; des cellules musculaires qui se contractent... Tout un univers bruisse sous l'opacité de notre peau, dont seuls le scalpel ou l'œil de machines sophistiquées peuvent percer les mystères. Du moins jusqu'à aujourd'hui : des chercheurs ont réussi à rendre transparente la peau de souris en les badigeonnant d'un simple colorant alimentaire, la tartrazine, couramment utilisé par l'industrie pour doter des sodas ou des chips d'une belle teinte rouge orangée.

Un double bond dans les techniques de transparenisation : elles impliquent d'ordinaire de traiter les tissus ou organes avec des produits toxiques et, souvent, de les déshydrater ; elles sont donc irréversibles et ne s'appliquent qu'à des tissus morts. Mais les souris des chercheurs de Stanford étaient, elles, bel et bien vivantes.

Un résultat obtenu en quelques minutes

« C'est ce qu'on attendait », s'enthousiasme Romina D'Angelo, biologiste, ingénieur Inserm au centre de recherche en cancérologie de Toulouse et coordinatrice du groupe de travail transparenisation au CNRS. « À l'apparition de chaque avancée, venait la question : "À quand le vivant ?" ». Autre avantage de la technique présentée dans la revue *Science* : son coût et sa simplicité d'utilisation. « La transparenisation, c'est un business, on utilise des produits chers et dont on ne connaît pas vraiment la recette, et la transparence met parfois très longtemps à apparaître », explique Philippe Labrot, ingénieur de recherche en microscopie et histologie de la plateforme d'imagerie cellulaire et tissulaire MicroPICell (unité BioCore, Inserm, CNRS, université et CHU de Nantes). Ici, la tartrazine est simplement diluée dans de l'eau puis mélangée avec un produit issu de l'agar-agar pour en faire un gel facilement applicable, et la transparence est obtenue en quelques minutes. « Je trouve cela assez fascinant, d'autant que c'est plutôt contre-intuitif d'utiliser un colorant pour rendre quelque chose transparent ! », s'enthousiasme le chercheur, qui a déjà prévu de com-

Voir à travers la peau grâce à la tartrazine



Source : Science

mander un lot de tartrazine pour tester la technique.

C'est pourtant un tout autre domaine que les chercheurs exploraient au départ, raconte un communiqué de la US National Science Foundation. Ils étudiaient la façon dont les micro-ondes interagissent avec les tissus biologiques. Dans de vieux livres d'optique, ils sont alors tombés sur deux concepts de mathématique et de physique (les relations de Kramers-Kronig et l'oscillateur de Lorentz), qui permettent de prédire comment la matière « résonne » lorsque des photons passent à travers et comment manipuler cette propriété. Si des matériaux peuvent être rendus « transparents » aux micro-ondes, on doit aussi pouvoir les rendre transparents à la lumière visible, ont-ils alors pensé. Car si notre peau est opaque, c'est parce que les photons

« rebondissent » sur les molécules d'eau, protéines et lipides qui la composent, et sont renvoyés dans des directions différentes ; c'est ce que l'on appelle l'indice de réfraction. La tartrazine harmonise les indices de réfraction des molécules composant la peau comme elle dissiperait un brouillard.

« Les chercheurs apportent un cadre théorique qui permet d'expliquer la transparenisation, loue Philippe Labrot. Les techniques que nous utilisons sont souvent assez empiriques, il nous manquait le travail de chimistes et de physiiciens pour véritablement comprendre ce qui se passe lorsque l'on rend un tissu transparent. » Grâce à ce cadre théorique, les auteurs ont pu prédire quelles molécules auraient le pouvoir de rendre la peau des souris transparente et identifié la tartrazine, mais aussi d'autres qui semblent plus puissantes. Et rendre

ainsi réel le processus imaginé à la fin du XIX^e siècle par H.G. Wells dans *L'Homme invisible*...

Pour prouver la validité de leurs travaux, ils ont appliqué leur mélange sur la peau du crâne, de l'abdomen et des cuisses des souris, et ont pu observer à l'œil nu ou via un microscope laser les vaisseaux sanguins cérébraux, les mouvements intestinaux ou les sarcomères, des cellules responsables de la contraction des fibres musculaires. Avec cependant plusieurs limites. D'abord, appliquée sur la peau, la tartrazine n'offre pas une transparence très profonde, pas plus de quelques millimètres. Les chercheurs s'interrogent sur la possibilité de l'injecter directement dans des tissus plus profonds, mais se posera alors la question de l'innocuité du produit. Autre limite, la tartrazine « ne permet de voir que dans le spectre rouge, il faudra

donc trouver d'autres colorants qui permettent la même transparence dans d'autres spectres lumineux », note Romina D'Angelo. Le rouge est toutefois intéressant parce que « ce sont des longueurs d'onde qui pénètrent loin dans la matière », note Philippe Labrot. Il faudra aussi s'assurer que le tartrazine ne « parasite » pas les produits fluorescents traditionnellement utilisés pour pister au microscope des cellules particulières, par exemple des cellules tumorales.

Adapter la technique à l'homme

Dernier défi, il faudra adapter la technique à l'homme. « La peau humaine est environ dix fois plus épaisse que celle de la souris, ce qui signifie que le temps de diffusion (de la tartrazine, NDLR) sera probablement plus long, quelques minutes pour la souris deviendraient plusieurs centaines de minutes pour l'homme », explique au journal *Scientific American* Zihao Ou, premier auteur de l'étude. Le chercheur espère que d'autres se saisiront de ses résultats pour adapter la technique à l'homme, peut-être avec d'autres colorants.

Mais l'on se prend déjà à imaginer toutes sortes d'applications à cette découverte. Dans la recherche, bien sûr, en appliquant au vivant (animal ou végétal) les techniques de transparenisation. Les auteurs ont ainsi pu observer le système nerveux entierique au sein du système gastro-intestinal, impliqué dans des pathologies comme le syndrome du côlon irritable ou Parkinson. En combinant l'utilisation de tartrazine et de diverses techniques d'imagerie, « il est raisonnable de s'attendre à une amélioration de la profondeur d'imagerie d'un facteur dix si la pénétration du colorant est suffisante », espèrent Christopher Rowlands et Jon Gorecki, de l'Imperial College de Londres, dans un commentaire accompagnant l'article dans la revue *Science*. En médecine, la technique pourrait faciliter le diagnostic ou certains gestes médicaux, par exemple la localisation d'une blessure interne ou d'une veine. « On peut aussi imaginer des applications cliniques en dermatologie, et notamment un diagnostic précoce permettant de détecter un mélanome primaire en voyant en profondeur sans avoir à faire une biopsie », estime Romina D'Angelo. Christopher Rowlands et Jon Gorecki l'assurent : « Des prouesses (...) pourraient devenir possibles. » ■

Dans la Drôme, un fossile nous renseigne sur la fin de Neandertal

Vincent Bordenave

Une mâchoire presque complète mise au jour dans la grotte Mandrin appartiendrait à une lignée restée isolée jusqu'à l'extinction de l'espèce.

Ce n'est pas le site paléolithique le plus connu de France. Il n'a pas la splendeur des grottes de Chauvet, Lascaux ou encore Cosquer. Pourtant d'année en année, les publications scientifiques se succèdent sur ce petit trou perché dans les montagnes de la Drôme. La grotte Mandrin s'impose peu à peu comme un lieu unique, d'une richesse archéologique rare. Fouillée depuis plus de trente ans sous la direction de Ludovic Slimak, chercheur au Centre d'anthropobiologie et de génomique de Toulouse, elle a été fréquentée par des humains depuis 120 000 ans et jusqu'au Néolithique. Parmi ses occupants, des *Homo sapiens* qui sont parmi les premiers de leur genre à occuper l'Europe il y a 54 000 ans. Mais également beaucoup de néandertaliens, ce groupe humain cousin du nôtre qui a disparu il y a un peu plus de 40 000 ans. Un fossile découvert dans la grotte en 2015 (le premier mis au jour en France depuis plus de cinquante ans) vient de nous livrer son génome, éclairant un pan très important de l'histoire de cette branche humaine, celui des derniers instants de son existence (*Cell Genomics*, 11 septembre 2024).

« Nous disposons maintenant de l'ADN de deux néandertaliens en France, alors

que c'est le pays où l'on a découvert le plus grand nombre de sites livrant des fossiles appartenant à la lignée néandertalienne, analyse Bruno Maureille paléanthropologue au CNRS (UMR PACEA, université de Bordeaux). Pouvoir bénéficier d'un nouveau génome est donc en soit une grande avancée scientifique. » Il a fallu plus de sept ans aux équipes de Ludovic Slimak pour extraire le fossile désormais baptisé Thorin, en l'honneur du roi nain, de J.R.R. Tolkien, qui régnait sous une montagne.

« Les ossements étaient prisonniers dans une couche archéologique datée de 50 000 et 40 000 ans, explique Ludovic Slimak. Mais quand nous avons commencé à étudier l'ADN du fossile, les premiers résultats étaient totalement différents. Selon les modèles statistiques, Thorin aurait vécu il y a plus de 100 000 ans. On a repris l'ensemble de nos analyses et on retombait toujours sur ces deux nombres irréconciliables. » Comment trancher ? L'une des réponses pouvait venir du climat. Il y a 100 000 ans, il était assez tempéré, alors qu'il était glaciaire 60 000 ans plus tard. Les scientifiques ont donc analysé la composition chimique des os et des dents de Thorin afin de déterminer le climat associé. Les résultats sont très nets : « Thorin

vivait dans un environnement froid, explique Ludovic Slimak. Les datations archéologiques sont donc les bonnes. En reprenant les données génétiques, nous avons découvert qu'il y avait une possibilité de faire converger les résultats. Mais cela impliquait de revoir les datations d'autres sites néandertaliens. Ce que nous avons fait. »

« Nous disposons maintenant de l'ADN de deux néandertaliens en France, alors que c'est le pays où l'on a découvert le plus grand nombre de sites livrant des fossiles »

Bruno Maureille
Paléanthropologue au CNRS

Verdict, Thorin appartient en réalité à une lignée néandertalienne qui s'est séparée des autres il y a environ 105 000 ans et dont les plus proches similitudes ont été découvertes chez un individu exhumé à Gibraltar. « Thorin ou ses ancêtres ont probablement migré depuis Gibraltar jusqu'au Rhône, mais sont restés totalement isolés, estime Ludovic Slimak. Car l'ADN de Thorin ne permet pas de suppo-

ser l'existence de mélanges génétiques durant près de 50 000 ans ! Cela peut paraître surprenant sur une période aussi longue, mais ces résultats viennent confirmer une hypothèse que je défends depuis plusieurs années en analysant la production lithique de Mandrin. Les sociétés néandertaliennes de cette grotte n'ont rien à voir avec les autres populations de la même période ! »

Autre particularité, Thorin a quatre paires de molaires, un indicateur de consanguinité, quand Neandertal, comme sapiens, n'en ont que trois. « Les phénomènes de consanguinité sont souvent documentés pour Neandertal, analyse Isabelle Crévécœur, paléanthropologue à l'université de Bordeaux. Il est tout à fait crédible que ce soit le cas ici, mais l'ADN de Thorin reste très parcellaire. Les résultats s'appuient en grande partie sur l'ADN mitochondrial, transmis par la lignée maternelle, et sur le chromosome Y. L'hypothèse d'un isolement sur une période si longue est plausible, mais cela ne peut pas être considéré comme la seule, selon moi. Rien n'indique que des parties du génome non conservées ne portent pas la marque d'échanges génétiques. »

En biologie, l'isolement est généralement considéré comme un inconvénient. Il fragilise la population qui n'a pas les

ressources génétiques pour s'adapter en cas d'épidémie ou de changements climatiques brutaux. Sur le plan social, l'absence d'interaction avec d'autres groupes est aussi un facteur limitant, puisqu'il n'est pas possible de bénéficier de leurs éventuelles innovations techniques ou culturelles. Savoir que les communautés néandertaliennes étaient petites et « insulaires », comme le suggèrent ces résultats, pourrait expliquer leur disparition. « Ces travaux rajoutent un point sur une carte très parcellaire, juge Isabelle Crévécœur. Nous manquons encore beaucoup de données génétiques dans le sud de la France, qui a servi de zone refuge pendant la glaciation et donc dans les derniers instants néandertaliens. Je ne serai pas étonnée que cet aperçu se complexifie encore plus dans les années à venir et que différentes lignées de ce type soient découvertes. »

« Pour comprendre l'extinction néandertalienne, il y a deux éléments à maîtriser, juge Ludovic Slimak. D'une part, il faut comprendre qui était Neandertal, comment est-ce qu'il appréhendait le monde. Ce à quoi contribue ce type d'étude. Et d'autre part, il faut comprendre sapiens... C'est-à-dire nous-mêmes. » C'est peut-être cette part du travail qui sera la plus difficile à réaliser. ■

LE CARNET
DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de **9h à 13h** et de **14h à 18h** (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de **9h à 13h**.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel
carnetdjour@media.figaro.fr

Téléphone
01 56 52 27 27

sur notre site
carnetdjour.lefigaro.fr

Tarif de la ligne € TTC :

Du lundi au jeudi
26 € jusqu'à 25 lignes
24 € à partir de 26 lignes
Vendredi ou samedi
29 € jusqu'à 25 lignes
27 € à partir de 26 lignes

Réduction à nos abonnés :
nous consulter

Reprise des annonces sur :
carnetdjour.lefigaro.fr
www.dansnoscoeurs.fr

conférences

Le Cercle France-Amériques organise une conférence

Juristes d'entreprises et secret professionnel : un débat à forts enjeux, regards croisés franco-américains,

le lundi 23 septembre 2024, de 8 h 45 à 11 h 30. Accueil petit-déjeuner à partir de 8 heures.

La rencontre sera animée par M. Jean-Luc Fournier, président d'honneur Cercle France-Amériques, président de la section Finances (Ceacc).

Intervenants : M. Rémy Heitz (introduction), procureur général près la Cour de cassation, M^e Stéphane Bonifassi, avocat au barreau de Paris, M. Guillaume Daieff, premier vice-président au tribunal judiciaire de Paris, M^e Stephen L. Dreyfuss, avocat au barreau du New Jersey et de New York, ancien substitut du procureur de l'état de New York, Mme Julia Noir, directrice juridique, M. Vincent Nioré (conclusion), ancien vice-bâtonnier du barreau de Paris.

Modératrice : M^e Bénédicte Querenet Hahn, avocate au barreau de Paris.

Participation à prévoir. Inscription par mail à manifestations@france-ameriques.org

Cercle France-Amériques, 8, avenue Franklin-D.Roosevelt, Paris (8^e).

deuils

Céline et Fiston, Laure, Émilie et Nicolas, ses filles et gendres,

Tiphaine, Alexane, Josselin, Timothée, Barthélémy, Albéric, Lucile, Guéranger, Nathanaël, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Bruno BAHIN

survenu à Monthyon, le 7 septembre 2024, à l'âge de 72 ans.

La messe d'obsèques aura lieu le vendredi 13 septembre 2024, à 14 h 30, en l'église Saint-Médard, à Thieux (Seine-et-Marne).

Paris (7^e).

Mme Vincent Bourgoing Dumonteil, née Marie-Antoinette Giscard, son épouse,

M. Nicholas Davidson et Mme, née Pauline Bourgoing Dumonteil, Mlle Charlotte Bourgoing Dumonteil, Mme Clémence Bourgoing Joly, M. et Mme Maxence Bourgoing Dumonteil, ses enfants,

Lucie, Louis, Gabrielle, Esther, Espérance, Céleste, Adélaïde, Melchior, Thaïs, Hélié, ses petits-enfants,

ses frères, belles-sœurs et beau-frère, ses neveux et nièces

vous font part du rappel à Dieu du

colonel (e.r.) Vincent BOURGOING DUMONTEIL avocat à la cour, chevalier de l'ordre national du Mérite, commandeur de l'ordre national de la République de Côte d'Ivoire,

le 7 septembre 2024, dans sa 87^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 16 septembre, à 10 h 30, en la chapelle Saint-Louis de l'École militaire, 1, place Joffre, Paris (7^e).

L'absoute aura lieu le mercredi 18 septembre, à 11 heures, en la collégiale Saint-Martin de La Canourgue (Lozère), suivie de l'inhumation.

Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône). Mont-de-Marsan (Landes). Avord (Cher). Villacoublay (Yvelines). Nouméa (Nouvelle-Calédonie).

Mme Marie-José Cambuzat, son épouse,

Jean-Charles, Alexandra, Eve-Elisabeth et Thibaut, ses enfants, et leurs conjoints,

Alix, Adriana, Valerian, Quentin, Gabriel, Armand, Maylis et Léopold, ses petits-enfants,

parents et alliés

ont l'immense tristesse de vous faire part du décès, survenu le 9 septembre 2024, du

colonel Jean CAMBUZAT officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite.

Ses obsèques seront célébrées le samedi 14 septembre 2024, à 12 h 30, au crématorium de Montoussan (Gironde), où l'on se réunira.

Fleurs naturelles uniquement, pas de plaques ni de couronnes.

Françoise Brunet de La Charie, son épouse,

Marc et Sophie, ses enfants, et leurs conjoints,

Suèva et Baptiste, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Alain BRUNET de LA CHARIE

survenu le 8 septembre 2024.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 14 septembre, à 14 h 30, en l'église de Meigné-le-Vicomte (Maine-et-Loire).

Michel Demarest, son époux,

Marie-Sylvie et Serge, François-Xavier et Maria, Emmanuelle et Etienne, ses enfants et leurs conjoints,

Simon, Cyprien, Pierre, Florent, ses petits-enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Madeleine DEMAREST

le 5 septembre 2024, dans sa 93^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 13 septembre, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris (6^e).

Sillars (Vienne).

Bénédicte de la Fouchardièrre, son épouse,

Sophie et Julien Pagès, Guillaume de la Fouchardièrre, Anne de la Fouchardièrre et Charles Devaux, ses enfants,

Mayeul, Ronan et Soline, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Philippe de la FOUCHARDIÈRE

survenu à l'âge de 71 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 13 septembre 2024, à 15 heures, en l'église de Lussac-les-Châteaux (Vienne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Danièle Girodon, son épouse, Grégory, Ludovic, Lorraine, ses enfants, Côme, Adèle, Alma, Archibald, ses petits-enfants,

ont la douleur de vous faire part du rappel à Dieu de

Éric GIRODON

le 8 septembre 2024, à l'âge de 71 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 13 septembre, à 14 heures, en la basilique Sainte-Clotilde, Paris (7^e).

Solange Gros de Beler, son épouse, ses enfants et petits-enfants

ont la douleur de faire part du décès de

Michel GROS de BELER

survenu le 9 septembre 2024, à l'âge de 94 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Germain de Saint-Germain-en-Laye, le mardi 17 septembre, à 14 h 30.

michelgrosdebeler@orange.fr

Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

Mme Jean-Pierre Page, son épouse,

Philippe et Cédric (†), ses fils,

sa famille et ses amis

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre PAGE ancien président de la Société française de transports pétroliers à Paris, ancien président du Comité scientifique de la flotte de commerce, ancien directeur du Lloyd's Register pour la France, le grand-duché de Luxembourg et la principauté de Monaco, officier de l'ordre national du Mérite, chevalier de l'ordre du Mérite maritime,

survenu le 7 septembre 2024, à l'âge de 87 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la chapelle haute de l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, 1, boulevard Jean-Mermoz, le vendredi 13 septembre 2024, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anne de Rivière, ses enfants et petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

Bernard de RIVIÈRE

survenu le 6 septembre 2024, à l'âge de 86 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-Bellecombe, à Lyon (6^e), le vendredi 13 septembre, à 11 heures.

Ses belles-sœurs, ses neveux et nièces, ses amis

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu, le 7 août 2024, du

docteur Jean-Pierre ROULAUD

dans sa 97^e année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale.

Une messe d'action de grâce, associant le souvenir de son épouse, Christiane, née Gravas, rappelée à Dieu le 14 juin 2024, sera célébrée le samedi 14 septembre 2024, à 10 h 30, en la chapelle haute de l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, 1, boulevard Jean-Mermoz.

Yann Saint-Yves, Gilles Saint-Yves et son épouse Ludivine, ses enfants,

Arthur et Nicolas, ses petits-fils,

Patrick et Arabelle Saint-Yves, son frère et sa belle-sœur, et leurs enfants

ont la douleur de faire part du décès de

Jean SAINT-YVES

survenu le 9 septembre 2024, à l'âge de 85 ans, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Sauveur, à l'île d'Yeu, le vendredi 13 septembre, à 10 h 30.

Une messe aura lieu ultérieurement à Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

Pierre VEILLAS

survenu le 3 septembre 2024.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Courbevoie (Hauts-de-Seine).

M. Philippe Vidon, son époux,

Anne, Erwan, ses enfants, et leurs conjoints, ses petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Marie-Claude VIDON née Didier,

chevalier des Palmes académiques,

survenu le 9 septembre 2024, à l'âge de 86 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Maurice de Bécon, à Courbevoie, le mardi 17 septembre 2024, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Croupette (Calvados).

Pauline Wautier, sa fille, Jean-Baptiste et Claudine Wautier, son fils et sa belle-fille,

Matthieu, Marie, Thomas, ses petits-enfants,

Maryvonne et Jean-Claude Lemaire, sa belle-sœur et son beau-frère,

Marc et Sylvie Séguinot,

ses neveux et nièces, toute la famille et ses amis

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Jean-Luc WAUTIER professeur émérite de médecine,

survenu le 6 septembre 2024, à La Croupette, à l'âge de 81 ans.

Un recueilliement aura lieu le vendredi 13 septembre, à 15 heures, en l'église de Livarot (Calvados), suivi de l'inhumation au cimetière de La Croupette.

Que des fleurs naturelles.

Que soient remerciées toutes les personnes qui partagent notre peine.

messes
et anniversaires

Souvenez-vous dans vos prières du

comte Olivier de LA BIGNE

décédé le 4 janvier 2023, et de la

comtesse Olivier de LA BIGNE née Anne d'Aboville,

décédée le 9 novembre 2022.

Une messe sera célébrée à leur intention en la chapelle Saint-Vincent-de-Paul, Paris (6^e), le mercredi 18 septembre 2024, à 18 h 30.

souvenirs

Il y a cinq ans,

Béatrice TRANCHANT née Deletang,

nous quittait entourée des siens.

« Tu n'es plus là où tu étais, mais tu es partout là où je suis. » Victor Hugo.

disparition

Didier Roustan, le dernier romantique du football



Didier Roustan en 2023. JOEL SAGET/AFP

Laurent Louët

C'est le maire de Cannes, David Lisnard, qui a été le premier à annoncer le décès de Didier Roustan, à l'âge de 66 ans, ce mercredi 11 septembre. Emporté par un cancer foudroyant du foie, le journaliste est décédé dans la nuit de mardi à mercredi, après plusieurs semaines de lutte contre la maladie.

Au fil de sa carrière, Didier Roustan était devenu un acteur médiatique incontournable du football français. Sa longue silhouette dégingandée s'est baladée sur les terrains du monde entier pendant près de quarante ans. Didier Roustan aimait le ballon rond à la folie. Ultime défenseur du jeu et des joueurs, ce Cannois bon teint était guidé par une passion qui l'a d'abord conduit sous le maillot du club de sa ville avant de devenir journaliste. Son regard empreint de poésie et de bienveillance, ses analyses pertinentes et ses critiques parfois sans concession ont construit une forte popularité chez les supporters.

Né en 1957 à Brazzaville (Congo), le jeune Roustan grandit entre un père travaillant pour le Fonds monétaire international et une maman journaliste. Très tôt, le gamin turbulent ne vit que pour le foot. « *Je ne pensais qu'à taper dans le ballon* », racontera-t-il dans le premier tome de son autobiographie, *Puzzle*, parue en 2023 chez Marabout. Adolescent, Didier Roustan porte le maillot rayé blanc et rouge de l'AS Cannes, où sa famille s'est établie et où il s'assoit souvent sur la balustrade du stade des Hespérides. À l'âge de 16 ans, il s'entraîne avec les professionnels du club, mais l'entraîneur le met vite à l'écart en raison de son comportement parfois insolent. Fou dingue des dribbles du « Roi Pelé », son idole, il remplit ses cahiers d'école de commentaires sur les matchs de la Coupe du monde de 1970 au Mexique, qu'il écoute à la radio. En 1974, le jeune Didier vénère le génie de Johan Cruyff, que l'on surnomme le « Hollandais volant », magnifique perdant du Mondial face au « Kaiser » Franz Beckenbauer. Il en conservera le goût immodéré des cheveux longs lâchés dans le vent...

Bac en poche, celui qui affiche des faux airs du Stéphanois Jean-François Larios a déjà tiré un trait sur une carrière de footballeur lorsqu'il monte à Paris et décroche un stage à TFI. Arrivé sur la

pointe des pieds dans la rédaction au milieu des années 1970, il se fait vite remarquer par ses idées originales. « *Moi, j'aimais la glandouille et le foot. Je n'avais pas de grandes ambitions.* » La patte Roustan va se forger en douceur. Didier apprend quotidiennement aux côtés de Pierre Cangioni, Christian Quidet, Daniel Pautrat, Marc Menant, Georges Dominique, Pierre Fulla ou Michel Denisot. Jean Raynal le prend sous son aile dans cette rédaction dirigée par Georges de Caunes.

Empreint d'idéal

Au milieu des costumes-cravates de rigueur à l'époque, son style étonne... mais séduit. En 1976, la première chaîne lance « Téléfoot », une émission dont Didier Roustan devient l'un des piliers avant d'en prendre la direction de 1986 à 1989. Toujours pertinent, le journaliste ose : il déguise les footballeurs professionnels en Lucky Luke ou en Zorro, les met en scène dans des reportages scénarisés inédits. Cette imagination débordante le conduit sur Canal+, où il présente « Mag Max », avant qu'Antenne 2 le recrute. Didier Roustan cultive sa différence lors des commentaires de matchs en direct, au sein du duo qu'il forme avec l'ancien sélectionneur Michel Hidalgo, un homme et un technicien auquel il voue une réelle admiration. « *Les années Michel, c'était ma génération* », écrira-t-il.

Empreint d'idéal, Didier Roustan quitte le journalisme au milieu des années 1990 pour fonder l'Association internationale des joueurs professionnels (AIFP), le premier syndicat mondial des footballeurs. Ses soutiens se nomment Diego Maradona et Éric Cantona. Connus pour son amour des chemises à fleurs et sa collection de maillots de football - il avait même pas savoir combien il en possédait exactement -, Didier Roustan incarne un parfait « président à vie » de « L'Équipe du soir » depuis qu'il avait rejoint la troupe de chroniqueurs entourant Olivier Ménard sur la chaîne L'Équipe. L'occasion pour celui qui reconnaissait sans effort « *être plus guévariste que trumpiste* » de partager et de confronter ses idées avec des téléspectateurs plus jeunes que ses fidèles admirateurs. « *« Téléfoot » a marqué une génération* », nous confiait-il lors du « Buzz TV Magazine » en novembre 2023. Celle-là même qui voit s'envoler avec sa disparition les rêves d'un éternel romantique du football. ■

LE FIGARO
le carnet du jour

Les Triplés ont 40 ans cette année et toujours un esprit d'enfant

Publiez votre annonce de naissance et recevez en cadeau*
l'album de bébé des Triplés illustré par Nicole Lambert

carnetdjour@media.figaro.fr - 01 56 52 27 27

* Offre valable du 07/09/24 au 31/12/24, dans la limite des albums disponibles

Offre
exclusive



Hugo Auradou et Oscar Jegou (à droite), le 3 septembre à l'aéroport de Buenos Aires, avant de prendre un avion pour la France.

GUSTAVO GARELLO / AP

Jegou-Auradou : retour sur une affaire qui ternit l'image du rugby



PAR
David Reytrat

La décision, la semaine prochaine, est attendue avec fébrilité par les deux parties. La juge Eleonora Arenas va statuer sur la demande de non-lieu des rugbymen français Hugo Auradou et Oscar Jegou, mis en examen en Argentine pour « viol aggravé en réunion » sur une femme de 39 ans. C'est à l'issue de cette audience à huis clos, avec les avocats et le procureur argentin (qui s'est prononcé en faveur de cet abandon des charges), que les deux internationaux seront fixés sur leur sort, même s'il est fort probable que l'avocate de celle dont on ne connaît que le prénom - Soledad -, fasse aussitôt appel en cas de décision favorable aux deux jeunes hommes de 21 ans.

Cette attente, les deux joueurs la vivront depuis la France. Après cinquante-huit jours passés en Argentine - en détention, de leur arrestation, le 8 juillet, à leur placement en résidence surveillée avec bracelet électronique, neuf jours plus tard, avant d'être remis en liberté avec interdiction de quitter le pays le 12 août -, ils ont en effet été autorisés par la justice locale à rentrer en France le 4 septembre (tout en restant inculpés). Dès le lendemain, ils atterrirent à Roissy, qu'ils ont quitté par une porte dérobée pour éviter la trentaine de journalistes faisant le pied de grue. Un retour en France vécu comme un signe très positif par leurs avocats, M^{es} Rafael Cuneo Libarona et Antoine Vey. « *Je suis confiant et j'espère de tout mon cœur qu'Hugo et Oscar verront bientôt un cauchemar de deux mois se terminer. Leur vie est loin d'être finie. L'important, c'est qu'ils se reconstruisent* », avait commenté le premier nommé, par ailleurs frère... du ministre argentin de la Justice.

L'avocate de la plaignante, Natacha Romano, avait un tout autre avis. Sentant se profiler une décision n'allant pas dans le sens de sa cliente, elle avait demandé la récusation des deux procureurs chargés de l'enquête pour « violence mentale et manque d'objectivité », pointant, selon elle, « un scandale institutionnel jamais vu ». Elle avait également, une fois de plus, fourni aux tabloïds argentins, friands de ce scandale, une nouvelle diatribe de sa cliente. « *J'ai l'impression que la France est corrompue. (...) La Fédération française de rugby investit tant d'argent dans cette affaire juridique pour faire libérer ses joueurs, comme s'ils étaient des héros qui n'avaient rien fait.* » « *Une énième manœuvre dilatoire* », avait répliqué l'avocat français des joueurs. Un avis partagé par le ministre public de Mendoza qui, vingt-quatre heures plus tard, avait débouté la demande de récusation, arguant que « *l'hypothèse alléguée, c'est-à-dire la perte d'objectivité des magistrats impliqués, n'a pas été prouvée* » par les requérants.

Un épisode de plus dans la guerre médiatique à laquelle se livrent les deux parties. À ce jeu nauséabond, il convient de reconnaître que M^{me} Romano est une experte. Elle use depuis le début de l'affaire de ses relais

Les deux joueurs du XV de France, mis en examen début juillet en Argentine pour viol aggravé, sauront la semaine prochaine s'ils bénéficient d'un non-lieu. La version de la plaignante a été mise à mal...

médiatiques pour influencer l'opinion publique et les magistrats. Pas une semaine sans un nouveau récit de la victime présumée. Elle répète sa version terrible, horrible, intolérable, de ces trois heures passées dans la chambre 603 de l'hôtel Diplomatique de Mendoza où résidait le XV de France. Évoque « *des animaux* », rajoute de nouveaux détails sordides. « *Hugo Auradou m'a déshabillée comme une brute. Et il m'a tirée hors du lit alors que j'étais nue et m'a soulevée par le cou, à tel point que je n'avais plus d'oxygène. (...) J'ai préféré me laisser faire après tous les coups que j'ai reçus. Si cela n'était pas le cas, je ne serais peut-être pas en vie aujourd'hui. Ils m'ont brutalisée et m'ont considérée comme un morceau de viande.* » Entre deux interviews de sa cliente, son avocate s'applique à signaler qu'elle est régulièrement hospitalisée pour raisons tantôt médicales, tantôt psychologiques, qu'elle aurait fait une tentative de suicide.

Évidemment, des faits d'une telle sauvagerie poussent à partager la détresse de la victime et à réclamer la plus lourde des peines (20 ans de prison) pour les deux auteurs de ces actes barbares. Une posture que les féministes et quelques personnalités, comme la ministre des Sports, Amélie Oudéa-Castéra (« *une atrocité sans nom* »), ou la députée EELV Sandrine Rousseau, s'étaient empressées de prendre sans délai, quelques heures à peine après l'arrestation des deux rugbymen. Faisant fi de la présomption d'innocence au motif qu'il faut prendre en considération la parole des victimes. Certes. Mais il faut également laisser aux enquêteurs et à la justice le temps de mener son travail de vérification. Et c'est là que le bât blesse. Les premiers témoignages ont rapidement infirmé la version de Soledad. Du chauffeur de taxi l'ayant pris en charge au petit matin à l'hôtel des Bleus, évoquant une cliente sou-

riante, sans trace visible de coups au visage, aux messages envoyés à l'une de ses amies dans lesquelles elle la remercie de l'avoir incitée à sortir ce soir-là dans cette boîte de nuit où elle a rencontré ce « *beau jeune homme* » qui lui a procuré un plaisir sexuel inégalé (ses mots sont beaucoup plus crus et directs...), en passant par les videurs de la boîte de nuit qu'elle affirme avoir alerté de l'empressement d'Hugo Auradou, ce dont ils n'ont aucun souvenir.

Car le noeud de cette affaire est le consentement. La victime présumée affirme avoir été contrainte. Toutes les vidéosurveillances récupérées par les enquêteurs semblent indiquer le contraire, conformément aux dires des joueurs. On la voit quitter la discothèque main dans la main avec Auradou. Ils se bécotent et prennent le taxi avec un autre joueur accompagné, lui aussi, de sa conquête d'un soir. Qui dira aux policiers que Soledad n'était nullement rétive. Il y a aussi ces quatre minutes passées à attendre devant la porte de la chambre du deuxième ligne de la Section paloise. Son badge ne fonctionne pas. Il descend le changer à la réception et celle qui se présente dans les auditions comme un « *ancien mannequin* » et une « *reine du vintage* » l'attend sagement en se remaquillant. Il y a ces clients et le personnel qui l'ont croisée dans l'ascenseur ou le lobby à son départ et qui n'ont rien relevé d'anormal dans son comportement.

Il y a également le rapport médico-légal, qui estime incompatibles les traces sur son corps avec la violence des coups et des actes sexuels qu'elle affirme avoir subi. Un hématalogue estime même que ces lésions superficielles peuvent être la conséquence de la maladie dont elle souffre, le syndrome von Willebrand qui entraîne un dysfonctionnement de la coagulation. Les auditions soulignent enfin des contradictions dans le témoignage de la victime, qu'elle corrigera. Mais, à

Que des joueurs internationaux se mettent dans un tel état, mais aussi que l'encadrement les laisse partir sans la moindre surveillance dans ces virées sans limite, interroge. Toutes les autorités du rugby français ont assuré qu'ils allaient y remédier, instaurer des mesures drastiques

chaque révélation d'un élément en faveur des mis en examen, son avocate réplique par une nouvelle interview à la presse argentine, peu regardante sur la véracité des éléments distillés. « *Je déplore et dénonce fermement l'utilisation des médias par les défenseurs de la plaignante, qui a confié à M^{me} Vey au Figaro mi-août. On a aussi eu à gérer cette problématique d'image.* » Et d'ajouter : « *Il y a également une volonté de dissimulation de certains éléments. On regrette, par exemple, que la plaignante n'ait pas remis à la justice ses deux téléphones portables.* » Une possibilité accordée par le droit argentin.

Le verdict judiciaire de cette affaire, aussi sensible que complexe, va donc être rendu ce jeudi. S'il était en

faveur du Rochelais Oscar Jegou et du Palois Hugo Auradou, il n'effacerait cependant pas la faute morale. Si le consentement était établi - Jegou affirme, quant à lui, qu'il était dans son lit (les Bleus sont deux par chambre) et que c'est la plaignante qui l'a rejoint pour réclamer un acte sexuel, ce qu'elle nie -, cela n'éteindrait pas l'indignation. Comment de tels excès ont-ils pu survenir ? Le 6 juillet, ils avaient honoré leur première sélection sous le maillot du XV de France lors d'un test-match contre l'Argentine. Le soir, avec leurs coéquipiers, ils sont sortis célébrer la victoire, la fameuse troisième mi-temps, culturellement attachée au rugby. Sortir oui, mais être encore en boîte de nuit à plus de 5 heures du matin, dans un état d'ébriété avancé, alors qu'il reste deux rencontres à disputer en une semaine ? Incompatible avec les devoirs de joueurs professionnels qui représentent leur pays.

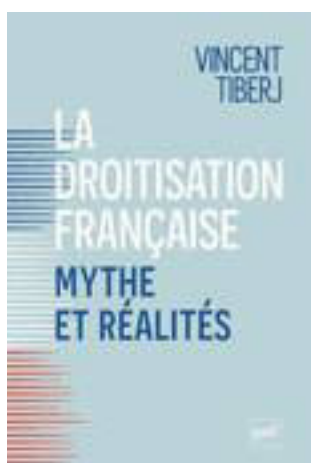
Cette soirée a d'ailleurs fait d'autres dégâts. Un autre joueur, Melvyn Jaminet, a posté sur les réseaux sociaux une vidéo où, très éméché, l'arrière aux 20 sélections éructe : « *Le premier Arabe que je croise, je lui mets un coup de casque...* » Le Toulonnais s'est justifié en parlant d'un « message trivial » destiné à un ami maghrébin et diffusé publiquement par erreur. Ce qui n'a pas empêché la FFR et son club, le RCT, de le punir avec sévérité pour son inadmissible dérapage : 34 semaines de suspension, une sanction financière de 30 000 euros et un avenir sous le maillot du XV de France plus que compromis.

Que des joueurs internationaux se mettent dans un tel état, mais aussi que l'encadrement les laisse partir sans la moindre surveillance dans ces virées sans limite, interroge. Toutes les autorités du rugby français ont assuré qu'ils allaient y remédier, instaurer des mesures drastiques, qu'il y aurait « *un avant et un après* » (Florian Grill, le président de la FFR) cette nuit en enfer. Il serait plus que temps. Il est également permis de penser que ces jeunes hommes sont majeurs et devraient, d'eux-mêmes, avoir conscience de leurs responsabilités. Quoi qu'il en soit, le mal est fait. Selon un récent sondage Odoxa pour Winamax et RTL, 64 % des Français et 72 % des passionnés estiment que l'image du rugby a été dégradée par ces affaires. Pire, 34 % et 29 % se déclarent susceptibles de se détourner définitivement de la discipline. M^{me} Vey mesure pleinement les conséquences sur ses clients. « *Désormais, il nous faudra gagner le combat de leur réhabilitation médiatique. Ce qui passe par leur retour sur les terrains sportifs.* » Mais quid d'une sanction fédérale (ou de leur club) envers les deux joueurs ? Curieusement personne n'a, pour l'instant, évoqué cette possibilité.

Hugo Auradou a repris le chemin de l'entraînement ce lundi, cinq jours après son retour d'Argentine. « *Une évaluation de son état de forme et une première séance de préparation physique* », selon une source à la Section paloise. Il suivra un travail individualisé pendant plusieurs semaines, en marge du groupe. Oscar Jegou en fera certainement de même avec le Stade Rochelais. Aucune date sur leur retour à la compétition n'est fixée. Pas plus que le jour où les deux joueurs prendront enfin la parole. Antoine Vey a prévenu : il y aura « *une phase de régime médiatique* ». Quelle que soit sa durée, elle ne suffira pas à laver Oscar Jegou et Hugo Auradou de l'opprobre. ■

La France est-elle vraiment de droite ?

Le sociologue Vincent Tiberj s'évertue sur 300 pages à réfuter la droitisation de notre pays. Selon lui, les Français seraient secrètement de gauche mais influencés par des discours politiques et médiatiques imposant certains thèmes dans le débat. Peu convaincant.



■ LA DROITISATION FRANÇAISE, MYTHE ET RÉALITÉS de Vincent Tiberj, Presses universitaires de France, 144 p., 15 €.



CHRONIQUE Eugénie Bastié

« La France est de droite, sans doute comme elle ne l'a jamais été », affirmait Nicolas Sarkozy dans nos colonnes à la fin de l'été. N'en déplaise aux amis du Nouveau Front populaire qui ont cru au grand soir le 7 juillet dernier, l'opinion du Français moyen semble plus se rapprocher de celle de Michel Barnier que de celle de Lucie Castets. De sondages en enquêtes d'opinion, le retour de l'autorité, le besoin de sécurité, l'inquiétude quant à l'immigration incontrôlée sont des préoccupations constantes des Français.

Face à cette réalité difficile à digérer, la gauche universitaire oscille entre deux stratégies : gonfler l'hydre fasciste jusqu'à y englober le « printemps républicain » et la gauche laïque afin de se mettre dans la position de la citadelle assiégée devenue minoritaire (syndrome Bellanger). Ou bien minimiser au contraire cette droitisation, dire qu'elle n'est qu'une bulle médiatique sans fondements réels dans la société. C'est l'option qu'a choisie le politologue Vincent Tiberj dans son livre *La Droitisation française. Mythe et réalités* (PUF). Il pratique avec maestria cet art de démontrer que ce que l'on voit n'existe pas qu'on appelle « sociologie ».

Ce chercheur à Sciences Po Bordeaux conteste tout simplement l'existence d'une « droitisation par le bas ». Jamais Vincent Tiberj ne prend la peine de donner une définition claire de ce qu'est la droite. Il sous-entend qu'être de droite, c'est être raciste et intolérant, et a donc beau jeu de dire que, les Français ne l'étant pas, ils ne sont donc pas « de droite ». « Les préjugés sont les échos des mondes anciens, notamment celui où la notion de race et le racisme biologique faisaient partie des évidences », écrit-il avec l'aplomb du progressiste. Car, c'est bien connu, le moderne, lui, n'a aucun préjugé.

Il n'a pas tort cependant de souligner que le libéralisme économique et le conservatisme sociétal

sont loin d'avoir le vent en poupe dans la société française. Que le pouvoir d'achat et l'environnement constituent des préoccupations majeures des Français. En réalité, c'est vrai, la droitisation s'effectue seulement sur les sujets d'identité, d'insécurité et d'immigration. Mais c'est déjà trop. Il attribue cette « droitisation par le haut » non pas à un souhait sincère de l'opinion confrontée aux dérives du multiculturalisme, mais à une manipulation des élites politiques et médiatiques. Il regrette l'époque bénie des années 1980-1990 où l'immigration et l'intégration étaient « hors du champ des débats acceptables ». Selon Vincent Tiberj, les innombrables sondages montrant le soutien des Français à des mesures fortes de contrôle de l'immigration sont biaisés. En revanche, il estime que concernant la réforme des retraites, « les opinions mesurées étaient de bien meilleure qualité ». Ben voyons. Sa partialité éclate à chaque ligne.

Par exemple, il souligne que les téléspectateurs de droite sont deux fois plus nombreux sur CNews que leur poids dans la population, et concède

Pour Jean-Jacques Rousseau, l'homme naît naturellement bon, c'est la société qui le rend mauvais. Pour le sociologue de gauche, le Français naît naturellement de gauche, ce sont Twitter et la télé qui le rendent de droite

qu'on retrouve un tel déséquilibre dans le public de France Inter : « Parmi les auditeurs de cette station, les électeurs de gauche pèsent 2,25 fois leur poids dans la population, tandis qu'à droite ils sont quatre fois moins nombreux. » Pourtant, selon lui, on ne peut pas comparer. Non pas parce que l'un est payé avec nos impôts et pas l'autre. Mais parce que « France Inter a une culture forte de pluralisme interne ». On rit. Mais pourquoi les électeurs de gauche écoutent-ils donc davantage cette station ? Pour Vincent Tiberj, être de gauche, c'est être neutre, objectif ; être de droite, c'est être partisan, biaisé. Il se permet d'ailleurs de qualifier d'« engagés » des journalistes de CNews et du *Figaro*, mais lui-même est un sociologue on ne peut

plus engagé. Dans *L'Obs*, il se permet même de dispenser ses conseils au NFP pour gagner un nouvel électorat...

Cette forme argumentée de déni est désormais répandue. La droitisation, phénomène qu'on retrouve dans l'ensemble des pays occidentaux, ne serait pas le produit d'une réalité, mais le fruit d'un discours. Des « paniques morales » agitées par les conservateurs. Pour Jean-Jacques Rousseau, l'homme naît naturellement bon, c'est la société qui le rend mauvais. Pour le sociologue de gauche, le Français naît naturellement de gauche, ce sont Twitter et la télé qui le rendent de droite. Il suffirait donc d'imposer un autre discours (par la censure ?) pour que subitement les Français changent d'avis.

Mais si la droitisation est imposée par le bas, si elle est le fruit de « cadrages » médiatiques, pourquoi la gauche, qui dispose d'un grand nombre de médias et d'institutions culturelles, ne parvient-elle pas à imposer aussi ses thèmes dans le débat ? Pourquoi un certain nombre de Français des classes moyennes et populaires, malgré les promesses dithyrambiques de La France insoumise sur le pouvoir d'achat, s'abstiennent-ils à voter pour le RN ? Pourquoi, pour reprendre le titre de l'ouvrage de Thomas Frank, les pauvres votent-ils à droite ? Tiberj récuse toute explication matérielle à cette évolution. La montée en puissance de la guerre culturelle (le fait que le débat se situe sur les valeurs culturelles plutôt que sur les options économiques) lui semble profiter à la droite. Il oublie que la gauche aussi n'a cessé de mettre en avant le sociétal au détriment de l'économique et que Marine Le Pen a fait campagne sur le pouvoir d'achat.

Autre manière pour notre politologue de relativiser la victoire idéologique de la droite : noyer le poisson. Selon lui, l'abstention, qui en effet est un phénomène majeur de notre époque, fausse le résultat des élections qui ne refléterait pas la tendance profonde du pays réel. Ce qu'il appelle la « grande démission » des citoyens qui ne votent plus est une réalité indubitable. Et en effet, il y a peut-être dans ce gisement de déçus de la politique, qu'on retrouve en particulier chez les défavorisés ou chez les jeunes, un vivier électoral pour la gauche qu'elle ne parvient pas à attirer. Il lui suffirait, selon lui, d'assumer ses valeurs et de ne pas se laisser dicter ses thèmes par la droite pour reconquérir du terrain. On ne demande qu'à voir. ■

La cavalerie blindée à cœur ouvert

Guillaume Leuenberger a convaincu les auteurs de ces récits de raconter leurs combats à bout portant en Afghanistan ou au Mali. L'armée a enfin cessé d'être « la grande muette ».



TÊTE-À-TÊTE Charles Jaigu

Les nations ont pour les définir une langue, une religion, un roi parfois, et quelques traditions. La France n'a plus de roi, et en matière de religion la laïcité lui interdit la référence catholique. Il lui reste quelques traditions. On pourrait la créditer d'une certaine persévérance dans la haute cuisine et l'habillement. Osons avancer ici que l'escargot au beurre persillé, le service public de la poste et des impôts ou le tailleur Chanel la définissent moins que son armée. Elle n'applaudit pas par hasard chaque année le défilé militaire entre l'Arc de triomphe et la Concorde, le jour de la fête nationale. Son grand homme du XX^e siècle s'appelle le général de Gaulle. Ce n'est pas non plus un hasard. Il a lié l'armée au président, et c'est le legs le plus important de la V^e République. Sans aucun doute, l'armée est la part non dite, ou pas assez dite, de la France. La Révolution s'est forgée par elle. Bonaparte l'a continuée. Au bout de plus de cent ans de guerre continuée, la relation s'est grippée. La France a eu honte de la défaite de son état-major en 1940, et vingt ans plus tard, c'est l'armée qui s'est sentie trahie par un retrait imposé par la politique, alors qu'elle avait gagné sur le terrain. Enfin, la bombe atomique lui retira en partie sa vocation dissuasive. Avec la disparition du service militaire en 1998, les forces combattantes sont sorties de la tête des Français.

Le livre collectif coordonné par le lieutenant-colonel Guillaume Leuenberger est une aubaine qui illustre un changement d'époque. Ces récits immersifs, écrits à plusieurs mains et à la première personne, donnent une idée précise des combats menés depuis vingt ans sur tous les théâtres d'opérations extérieures. Ces officiers de cavalerie s'adressent au grand public, même si le lecteur doit de temps en temps se reporter au glossaire pour maîtriser les dizaines d'acronymes utilisés, tels que ALI, BMP, ERC 90, ou NRBC. Ils parlent à une jeunesse démilitarisée qui a oublié les métiers de la guerre. Ce sont des histoires d'hommes, de paysages, d'attente du combat, de fierté de l'avoir livré. « Si l'entraînement est indispensable, seule la guerre

apprend la guerre », rappelle l'un des narrateurs. Or ce n'est pas toujours possible. Depuis cinquante ans, les occasions de monter au feu ont été rares. Moins rares au XXI^e siècle.

Guillaume Leuenberger a eu l'idée de ce livre écrit à plusieurs mains au retour d'une cérémonie autour des anciens combattants d'Afghanistan. « Je me suis dit que nous devons raconter à un public nouveau ce que nous avons vécu », nous confie-t-il depuis Strasbourg où il est chef d'équipe du quartier général de la force de réaction rapide sur le front est de l'Europe. Il a demandé à ses camarades de Saint-Cyr, promotion 2007, qui avaient été envoyés comme lui dans divers théâtres d'opérations de raconter un épisode marquant. Certains ont décliné, mais plusieurs ont dit oui. Cuirassiers, hussards, dragons, spahis, mais aussi les marsouins et les légionnaires sont les personnages de ces histoires dont les patrouilles combattantes couvrent un arc qui va de l'Afghanistan au Sahel. On compte soixante-treize tués en treize ans pour quatre mille hommes détachés du côté de Kaboul, et cinquante-neuf tués pour plus de cinq mille soldats mobilisés entre 2013 et 2023 du côté du Tchad, du Niger et du Mali.

L'entraînement, planche de salut

C'est peu en comparaison des guerres d'avant, mais c'est beaucoup plus que les autres pays de l'Union européenne. Nous avons connu la violence des engagements sur le terrain plus que nos prédécesseurs », note-t-il. Avec ses treize régiments, l'arme blindée a participé à toutes les récentes opérations aux marches de notre dispositif de défense depuis les débuts du XXI^e siècle, écrit Benoît Aumônier, commandant de l'école de cavalerie. Les soldats engagés ont gagné la bataille ponctuelle du terrain, mais pas celle de sécurisation de ces territoires impossibles à quadriller. La formation des armées locales en Afghanistan ou au Mali n'a pas donné, loin de là, le résultat espéré. Elles n'empêcheront pas le retour des talibans ou des adversaires de la France en Afrique. Nous sommes fiers de nos missions, nous avons toujours atteint nos objectifs », nous répond Leuenberger. Il cite notamment en avril 2011 la bataille d'Abidjan pour imposer au président Gbagbo le résultat des urnes, ou la libération de Tombouctou au Mali, en janvier 2013. Le lieutenant Hude raconte l'attente de l'ordre d'assaut de la résidence présidentielle de Gbagbo : « Ce n'est pas spécialement de la mort que j'ai peur. Je sais que si je me fais tuer, je ne laisserai ni femme ni enfant. Ça me fera juste de la peine pour mes parents. Ce dont j'ai vraiment peur, c'est l'inconnu. Nous transpirons abondamment.

Mon pilote ressent des nausées. Il urine dans sa bouillotte toutes les dix minutes. Et puis l'ordre d'attaque est confirmé. Enfin. Panique et calme. C'est comme si j'étais au-dessus de mon char et que je comprenais tout ce qui se passe », écrit-il.

Il y a aussi, dans ces histoires d'avant-postes, un syndrome du désert des Tartares qui menace le guetteur de l'ennemi qui ne se montre jamais, ou qui, tout simplement, a cessé d'être un ennemi. « C'est aussi ça la vie de soldat, souvent il ne se passe rien », nous répond Leuenberger. En ce cas, la discipline de l'entraînement est la planche de salut. « Il faut se tenir prêt, pour partir à tout moment. C'est ce que font nos forces prépositionnées au Liban, au Tchad, à Djibouti, aux Émirats arabes unis, mais aussi en Roumanie et en Estonie. Notre crédibilité repose sur cette capacité de projection rapide. » Récemment, l'armée française a multiplié les opérations multinationales sous l'égide de l'Otan face à la frontière russe. « Au début, les échanges en anglais avec des Portugais ou des Roumains pendant les entraînements n'ont pas été faciles, nous avions jusque-là l'habitude d'agir en solo, relève Leuenberger. Aujourd'hui, nous avons trouvé nos marques, et nous sommes prêts. »

Depuis son retrait d'Afghanistan et du Sahel, la France a en partie replié ses hommes loin des théâtres de guerre. « La cinquième génération du feu depuis 1944 », celle qui succède aujourd'hui aux auteurs de ce livre, connaîtra-t-elle des épisodes de guerre aussi loin de l'Hexagone ? Imposable de le dire à l'avance. Ceux qui se racontent ici nous transmettent le goût des équipages et des paysages au loin. De la camaraderie et l'esprit d'aventure. Dans sa préface, Étienne de Montety rappelle que le roman a commencé de ce côté-là, il y a bien longtemps : « Le cavalier sait-il qu'il a donné naissance au genre romanesque ? Pour le plus magnifique et le plus utopique, Amadis de Gaule ou Don Quichotte, le premier roman est de chevalerie. » Ces récits d'officiers patrouilleurs ne prétendent pas s'élever si haut, mais on est content d'avoir fait leur connaissance. ■



■ AUX AVANT-POSTES. DE L'AFGHANISTAN AUX PORTES DE L'EUROPE. RÉCITS DE LA CAVALERIE BLINDÉE dirigé par Guillaume Leuenberger, Tallandier, 336 p., 21,50 €.

L'instauration de la proportionnelle serait le dernier clou sur le cercueil de la Ve République



JEAN-ÉRIC SCHOETTL

Alors que l'idée d'élire l'Assemblée nationale à la proportionnelle suscite désormais un large accord dans la classe politique, il ne faut pas perdre de vue les conséquences négatives que pourrait avoir ce mode de scrutin, rappelle l'ancien secrétaire général du Conseil constitutionnel.

Certains voient dans l'élection des députés à la proportionnelle un remède à la crise politique que nous traversons. Il y a, à ce sujet, quelques confusions à ne pas commettre et quelques illusions à dissiper.

Commençons par les premières. Veut-on un système correctif ou, plus ambitieusement, un scrutin de liste au niveau national, avec répartition des sièges à la plus forte moyenne, comme c'est le cas des eurodéputés élus en France ? Veut-on un scrutin intégralement proportionnel, mais au niveau départemental ? Si l'on veut qu'une partie seulement des députés soient élus à la proportionnelle, comment articuler leur élection avec le scrutin majoritaire qui resterait la règle pour les autres ?

Le mode de scrutin proportionnel envisagé en 2018 était à la fois simple et limité dans ses effets (d'où le terme d'« instillation ») : scrutin de liste national, avec répartition à la plus forte moyenne, seuil de 5 % et vote double. Combinée à un effectif modeste de députés élus selon ce mode de scrutin (une soixantaine), la solution limitait significativement le coup de pouce donné à la représentation des sensibilités minoritaires.

L'introduction d'une dose de proportionnelle dans le système actuel ne suffirait pas à assurer la fidèle représentation des courants d'opinion. Or, pour une bonne partie de nos compatriotes, la concordance la plus exacte possible entre pourcentages des voix et pourcentages des sièges est l'unique critère d'une bonne représentation. C'est oublier que les modes de scrutin servent aussi à faire émerger des majorités cohérentes. D'où la « prime majoritaire » attribuée à la liste arrivée en tête du second tour pour les élections municipales dans les communes de 1000 habitants et plus.

L'introduction d'une dose de proportionnelle présenterait en outre l'inconvénient de faire coexister deux catégories de députés : les uns ayant obtenu, sur leur personne, la confiance d'une majorité d'électeurs et les autres n'ayant été que suffisamment bien placés par un parti sur une liste nationale. La « volonté générale » peut-elle s'exprimer avec la même force au travers d'élus présentant un lien si différent avec les citoyens ?

Quant à la proportionnelle intégrale (dans le cadre national ou, comme en 1986, départemental), outre qu'elle distendrait encore ce qui reste du lien de proximité entre élus et électeurs, elle ne ferait qu'augmenter les risques de majorité introuvable et de tyrannie des groupes charnières, comme le montrent les exemples étrangers (Espagne, Belgique, Israël).

L'application de la proportionnelle intégrale aux résultats du 7 juillet eût produit une Assemblée non moins fracturée que l'actuelle, avec un peu moins de sièges à la gauche et au « bloc central » et nettement plus au RN et à ses alliés. Rappelons qu'avec le tiers des voix, ceux-ci n'ont remporté que le quart des sièges : conséquence impitoyable du scrutin majoritaire à deux tours combiné avec l'activation efficace du « front républicain ».

« Il est naïf de croire que la nécessité et le sens de l'intérêt national font émerger naturellement une majorité en forçant aux compromis »

L'éclatement de la représentation nationale est bel et bien un obstacle à la formation de majorités. Il est naïf de croire que la nécessité et le sens de l'intérêt national font émerger naturellement une majorité en forçant aux compromis. On le voit aujourd'hui en France, avec trois blocs et onze groupes. Quant à l'expérience des pays voisins, elle nous enseigne que, même avec une « culture de compromis » et une marginalisation des extrêmes, la construction d'une majorité peut être laborieuse et s'avérer bancal à l'usage (Allemagne). Par ailleurs, certaines coalitions, qui paraîtraient raisonnablement s'imposer pour débloquent une situation politique, peuvent se heurter à des antinomies inexpiables.

Ajoutons que, avec la proportionnelle, coalitions et plateformes de gouvernement doivent être négociées après le scrutin, loin du regard des électeurs. Que gagne au change la démocratie par rapport au système actuel, dans lequel l'électeur sait pour quel coalition il vote ?

On nous explique que la proportionnelle aurait le mérite de rendre aux partis leur autonomie stratégique. Ainsi, le PS n'aurait plus besoin de vendre son

âme à La France insoumise avant le scrutin. Mais, d'une part, la proportionnelle serait un prix bien fort à payer pour un enjeu somme toute conjoncturel ; d'autre part, s'agissant des socialistes, l'attrait d'une coalition conclue après le scrutin – au nom sacré de l'« unité de la gauche » – joint à un rapport de force défavorable aux modérés, pourrait reproduire l'inféodation actuelle des sociaux-démocrates à l'extrême gauche.

Il n'empêche que ce serpent de mer est en passe de s'incarner. L'idée suscite un large accord dans la classe politique. Qui plus est, l'instauration de la proportionnelle est une des conditions mises par le RN à la non-censure du gouvernement Barnier. Enfin, comme elle relève de la loi ordinaire, elle est procéduralement plus facile à mener à bien qu'une révision constitutionnelle.

L'instauration de la proportionnelle pour l'élection des députés n'est pas, pour autant, chose faite. D'abord parce que ce n'est pas la priorité des priorités du pays (il y a des choses plus urgentes à faire passer, notamment un budget) ; ensuite parce que le premier ministre a d'ores et déjà annoncé une large concertation entre formations politiques et que celle-ci prendra du temps ; enfin, parce que le choix du type de proportionnelle sera âprement discuté : l'extrême gauche, par exemple, aurait intérêt à obtenir la proportionnelle intégrale au niveau national plutôt que départemental.

Notons en passant que la préférence persistante du RN pour la proportionnelle interroge : elle lui garantirait certes une forte présence à l'Assemblée, mais lui fermerait durablement l'accès à la majorité absolue des sièges, condition à laquelle Jordan Bardella avait pourtant, entre les deux tours des dernières législatives, subordonné son installation à Matignon. C'est une exigence d'opposant éternel ou de futur membre d'une coalition plutôt que de parti aspirant à exercer seul le pouvoir.

Si elle se réalise, l'instauration de la proportionnelle serait l'une des conséquences chaotiques de la dissolution. Elle affecterait profondément notre système politique, compromettant les chances d'un retour aux alternances bipolaires de majorité qui avaient fait la force des institutions de la Ve République. Ce pourrait être la dernière pelletée de terre sur le cercueil de cette dernière. ■

Michel Barnier aura-t-il le courage de mener les réformes fiscales qu'il promettait en 2021 ?



BENOÎT PERRIN

Lors de la primaire des Républicains, le premier ministre promettait une baisse massive des impôts de production, une diminution des charges sociales sur les salaires intermédiaires et une meilleure orientation de l'épargne des Français vers le financement de l'économie réelle. Autant de réformes qu'il serait bien inspiré de remettre à l'ordre du jour, estime le directeur de Contribuables associés*.

La percée inattendue du Nouveau Front populaire aux dernières élections législatives et le dérapage prévisible des comptes publics ont ravivé pendant plusieurs semaines la crainte d'une explosion de la cocotte fiscale. Déjà largement mis à contribution par les gouvernements précédents, des millions de contribuables ont craint, à juste titre, de nouvelles hausses d'impôts que leurs défenseurs ne cherchaient même pas à dissimuler. Certes, après les hypothèses Jean-Luc-Mélenchon, Lucie Castets ou encore Bernard Cazeneuve, la nomination de Michel Barnier comme premier ministre peut sembler rassurante. Mais c'est oublier que les responsables politiques se succèdent en jurant la main sur le cœur que « trop c'est trop » pour finalement voir leurs bonnes résolutions disparaître après quelques mois d'exercice du pouvoir.

En 2021, Michel Barnier, alors candidat aux primaires des Républicains, prônait des « réformes courageuses », parmi lesquelles une baisse massive des impôts de production, une meilleure orientation de l'épargne des Français vers le financement de l'économie réelle et enfin une baisse des charges sociales sur les salaires intermédiaires (de 1,6 à 2,5 smic) pour stimuler l'activité économique et le retour au travail. Espérons que le premier ministre s'inspirera de ses propres promesses pour rassurer les Français. « Je ne m'interdis pas une plus grande justice fiscale », a-t-il d'ailleurs récemment déclaré. Gageons donc qu'il s'attaque aux dépenses publiques excessives tout en prenant par exemple trois engagements de nature fiscale.

Tout d'abord, l'engagement clair de réduire enfin massivement les impôts. Un tel engagement s'avère nécessaire dès lors que la France est redevenue en 2022 championne de l'OCDE des impôts avec un taux de prélèvements obligatoires représentant 46,1 % du PIB, contre 45,2 % en 2021, détrônant ainsi de sa première place le Danemark. Ce taux astronomique résulte de la multitude des prélèvements (il en existe plusieurs centaines) et des taux d'imposition marginaux très élevés. L'impôt sur le revenu du travail peut ainsi atteindre jusqu'à 49 % avec la « contribution exceptionnelle pour les hauts revenus ». D'après le second baromètre des prélèvements fiscaux et sociaux publié par le Conseil

des prélèvements obligatoires le 30 janvier 2024, le niveau des impôts en général est jugé trop élevé par 75 % des contribuables interrogés. Or, les propositions de création et de hausse d'impôts ont continué de pulluler au cours des dernières semaines, ce qui n'est pas sans inquiéter les contribuables, qu'ils soient propriétaires, entrepreneurs, investisseurs ou simples travailleurs. Il est temps de mettre fin à ce climat fiscal particulièrement anxiogène.

« Les propositions de création et de hausse d'impôts ont continué de pulluler au cours des dernières semaines, ce qui n'est pas sans inquiéter les contribuables, qu'ils soient propriétaires, entrepreneurs, investisseurs ou simples travailleurs. Il est temps de mettre fin à ce climat fiscal particulièrement anxiogène »

Outre l'accalmie fiscale réclamée par tous les contribuables, le premier ministre pourrait aussi envoyer des signaux positifs en facilitant, par exemple, les donations intrafamiliales. L'épargne financière des Français atteint plus de 6 000 milliards d'euros dont les deux tiers « dorment » sur des comptes bancaires ou sont placés en épargne peu rémunérée (fonds euros des contrats d'assurance-vie, livret d'épargne). Cette épargne, trop peu mobilisée, vers l'économie réelle s'explique par plusieurs facteurs et notamment par une fiscalité particulièrement dissuasive en matière de donation.

En effet, les donations sont très lourdement taxées, y compris celles entre membres d'une même famille. Un parent peut aujourd'hui seulement donner jusqu'à 100 000 euros par enfant tous les quinze ans sans qu'il y ait d'impôt à payer. Les donations consenties par les grands-parents aux petits-enfants ne bénéficient, quant à elles, que d'un abattement de 31 865 euros, et celles consenties aux arrière-petits-enfants de 5 310 euros. Il va sans dire que le montant de ces abattements est bien trop faible. Il conviendrait de les augmenter significativement et de réduire

le délai entre deux abattements à dix ans voire moins. Cette mesure permettrait aux familles dotées d'un certain patrimoine de pouvoir gratifier plus largement leurs enfants, petits et arrière-petits-enfants. Cet argent transmis serait alors réinjecté rapidement dans l'économie réelle, notamment dans la consommation qui représente aujourd'hui près de 50 % du PIB de notre pays. D'autres utiliseraient cet argent pour créer ou financer des entreprises. À l'heure où les crédits aux sociétés sont difficilement accordés par les banques, ce serait une source de financement bienvenue. La perte provisoire en droits de mutation serait de la sorte largement compensée par les recettes en TVA, impôts sur les sociétés, etc. Un cercle vertueux serait ainsi enclenché.

Enfin, le nouveau premier ministre devrait en urgence réduire les cotisations sociales des salariés pour qu'en travaillant autant, ceux-ci gagnent plus. La formule n'est certes pas nouvelle puisque, déjà en 2018, face à la pression sociale, le gouvernement avait supprimé les cotisations salariales d'assurance-chômage et maladie pour augmenter le net à payer. Mais le gain pour le salarié fut vite amoindri par une hausse de la CSG... Un mauvais jeu de vases communicants dont nous sommes malheureusement coutumiers en France. L'écart est abyssal entre ce que coûte le salarié à son entreprise et ce qu'il touche réellement, dû à de multiples ponctions destinées à financer notre système social. Au-delà des charges patronales importantes, les cotisations coûtent cher aussi aux salariés qui en paient plus de 20 % alors qu'en 1986, leur montant n'était que de 13 %. Comment s'étonner ensuite que le travail ne « paie » plus ? Ceux qui travaillent doivent financer le vieillissement de la population qui se traduit par des besoins de pension et des soins médicaux de plus en plus coûteux. Cassons cette spirale infernale et menons collectivement une réflexion sur « Qui doit financer notre système social ? ». Doit-on le faire reposer de plus en plus sur ceux qui travaillent ou devons-nous trouver d'autres sources, comme celles de la fiscalité sur la consommation par exemple ? Le pouvoir d'achat est devenu une préoccupation majeure des Français. Le nouveau gouvernement ne doit avoir aucun tabou. ■

* Benoît Perrin est directeur de Contribuables associés, association de défense des contribuables.

Un grand dessein et trois chantiers urgents



CHRONIQUE
Luc Ferry

La France étant massivement à droite, la nomination de Michel Barnier est sans doute la meilleure chose qui pouvait arriver au pays. Bernard Cazeneuve et Xavier Bertrand ne manquaient ni d'expérience ni de talent, mais ils risquaient d'être censurés dans le quart d'heure. À défaut de grandes réformes, impossibles sans majorité, si Barnier parvient à s'entourer de personnalités compétentes d'horizons différents, il pourra au moins calmer le jeu, d'autant que son directeur de cabinet, Jérôme Fournel, est le meilleur budgétaire de la place de Paris.

Je suis malgré tout étonné de voir les politiques continuer à se présenter devant leurs concitoyens sans porter quoi que ce soit qui ressemble à un grand dessein. À gauche, Glucksmann voulait rassembler son camp autour de quelques mesures sans doute défendables, mais sans qu'à aucun moment elles ne soient réunies au sein d'une vision du monde globale qui leur donnerait du sens. Même chose à droite où le sacro-saint « pragmatisme » est devenu pour elle le gage de ce souci d'en rester « avec sérieux » à la gestion de l'économie pour répondre à quelques « préoccupations » des Français certes légitimes - sécurité, pouvoir d'achat, santé, immigration - mais qui sont perçues comme un dû, pas comme un projet.

Dans une précédente chronique, j'ai tenté d'expliquer pourquoi un grand dessein me semblait pourtant possible après l'effondrement de l'idée révolutionnaire à gauche et du nationalisme à droite, en s'appuyant sur le souci des générations futures. Je suis convaincu que pour leurs enfants, c'est-à-dire pour l'humanité qui vient, les Français seraient prêts à faire des sacrifices afin de ne

pas leur laisser un monde plus hostile que celui dans lequel nous avons eu la chance de vivre.

Il est temps de comprendre que ce n'est plus, comme au temps des guerres mondiales, la vie privée qui est soumise à la raison d'État, mais l'État qui doit désormais servir l'épanouissement des familles, ce qui n'est nullement un signe de déréliction mais au contraire la meilleure nouvelle du millénaire. C'est désormais le seul foyer de sens solide si nous voulons faire accepter les efforts indispensables pour enrayer le déclin dans lequel notre pays s'est maintenant engagé. Si j'avais le moindre pouvoir politique, c'est dans cet esprit, en les situant dans cet horizon de sens, que je m'attaquerais à trois chantiers urgents.

« Il est temps de comprendre que ce n'est plus, comme au temps des guerres mondiales, la vie privée qui est soumise à la raison d'État, mais l'État qui doit désormais servir l'épanouissement des familles »

C'est d'abord, j'y reviens depuis des années, la question de la dette qui pourrait enfin trouver un sens concret alors qu'aujourd'hui elle n'intéresse à peu près personne. Il est grand temps de faire comprendre à nos concitoyens qu'il ne s'agit pas d'une misérable affaire comptable, mais que l'avenir de leurs enfants en dépend comme jamais !

Je m'attacherais ensuite à repenser de fond en comble le rôle de l'Éducation nationale à l'heure

des réseaux sociaux et de l'intelligence artificielle (IA), un monde radicalement inédit, impensable il y a vingt ans encore, un univers où nos enfants, pour trouver une place à leur mesure dans la société qui vient, devront être complémentaires et non victimes de l'IA et de la robotique. Il serait urgent, dans cette perspective, de revoir de A à Z les programmes d'instruction civique pour les adapter à l'heure des réseaux sociaux, des jumeaux numériques et des deepfakes. Par ailleurs, il est évident qu'il faut enfin revenir à un enseignement massif des fondamentaux au primaire en remettant en place les dédoublements de cours préparatoires que j'avais installés dès mon arrivée au ministère et que Jean-Michel Blanquer a eu l'excellente idée de remettre en service avant d'être lâché en rase campagne par son président à cause de son antiwokisme.

C'est enfin la question du pouvoir d'achat qu'il est temps d'affronter en proposant une grande réforme gaullienne sur l'intéressement et la participation, seuls moyens non seulement d'augmenter le pouvoir d'achat des salariés sans plomber les entreprises, mais, là encore, de donner du sens au travail en montrant que patrons et salariés sont dans le même bateau. Il y a bien entendu d'autres sujets - l'hôpital, la transition écologique, la lutte contre l'immigration illégale. Ils entrent eux aussi fort bien dans le cadre d'un grand dessein orienté vers le monde que nous, les adultes, nous prendrons la responsabilité de laisser à nos enfants. Il n'est pas question de les oublier, mais pour l'année qui vient, la seule qui soit assurée de ne pas connaître l'absurdité d'une nouvelle dissolution, les trois premières tâches s'imposent comme des urgences absolues. ■

Le tandem Barnier-Macron condamné à une politique de rigueur à contretemps



ANALYSE
Jean-Pierre Robin

Lors de la cérémonie de passation de pouvoirs avec Gabriel Attal, Michel Barnier s'est engagé à « dire la vérité sur la dette financière et la dette écologique ». La vérité est toujours bonne à dire ; encore faut-il trouver les mots pour l'exprimer. Lorsque les technos de Bercy nous informent d'un risque de dérapage du déficit public à « 5,6 % du PIB » en 2024 (le produit intérieur brut étant l'ensemble des ressources du pays) au lieu des 5,1 % envisagés précédemment, croient-ils vraiment sensibiliser ainsi les Français ? Il serait déjà plus compréhensible de dire que ce déficit risque d'atteindre 157 milliards d'euros cette année, soit encore 2308 euros en moyenne pour chacun des 68 millions de Français. À chacun de nous de juger d'une telle somme.

Espérons que le nouvel hôte de Matignon saura trouver les termes appropriés pour faire comprendre qu'un déficit public équivaut à un nouveau crédit annuel au bénéfice de chaque citoyen, lequel doit en savoir les limites. Quant à la dette publique, qui n'est rien d'autre que l'accumulation des déficits annuels depuis un demi-siècle, il est devenu habituel d'en donner la valeur absolue, 3160 milliards d'euros, ce qui représente 111 % du PIB et 46 470 euros par Français.

De tels chiffres sont-ils de nature à frapper l'opinion ? On peut en douter tant les grands équilibres économiques du pays sont devenus abstraits et sans conséquences pratiques sur la vie des gens. Ainsi, le déficit commercial français de 99 milliards d'euros en 2023 n'a aucun impact sur notre monnaie, l'euro, contrairement à ce qui se passait avec le franc menacé de dévaluation. En 1983 le gouvernement avait dû opérer le « tournant de la rigueur », expression restée fameuse. Le contrôle des changes avait été durci, limitant les voyages et les achats des particuliers à l'étranger. Le déficit public était pourtant deux fois moindre alors qu'il ne l'est aujourd'hui en pourcentage du PIB.

Ces réalités comptables sont niées quotidiennement par les députés de l'NFP qui dénoncent la politique « austéritaire » (sic), un néologisme qui plaît à ses locuteurs, sans doute parce qu'il rime avec « autoritaire ». Comment dans une telle atmosphère de déni persuader les Français que trop, c'est trop ? Les marchés des changes ne

jouant plus leur rôle de lanceur d'alerte, les autorités européennes font office de juge de paix. Bruxelles a placé la France « en procédure de déficit excessif » en juin dernier, à charge pour le gouvernement d'y répondre par des mesures d'assainissement. C'est tout l'enjeu du plan pluriannuel que le ministère des Finances devait faire parvenir le 20 septembre mais dont l'envoi a été différé sine die dans l'attente du projet de loi de finances 2025.

Bercy connaît parfaitement l'effort à accomplir. Selon une note du Trésor rendue publique, « un retour dès 2027 du déficit sous les 3 % du PIB supposerait de réaliser environ 110 milliards d'économies d'ici à 2027 », un peu moins de 40 milliards par an. « C'est brutal, c'est difficilement faisable politiquement, peu acceptable socialement et économiquement guère cohérent », a commenté le week-end dernier Pierre Moscovici, le premier président de la Cour des comptes dans une interview au *Parisien*.

Voilà qui peut paraître paradoxal venant de la vigie de nos comptes publics, et qui contredit ses appels répétés à la rigueur des trimestres précédents. Mais Moscovici parle en expert, au sens étymologique du terme de « celui qui a l'expérience ». En tant que ministre des Finances de François Hollande, il avait reconnu le « ras-le-bol fiscal » des Français en août 2013. Rappelons les chiffres : sous les deux premières années du quinquennat les prélèvements obligatoires ont été accrus de 51 milliards d'euros, un tiers supporté par les entreprises et les deux tiers par les ménages (de l'alourdissement de l'ISF à la fiscalisation des heures supplémentaires). Les conséquences en furent massives sur l'économie, réduisant de 0,8 point de PIB la croissance annuelle pendant trois ans selon les calculs de l'OFCE et reportant à n'en plus finir l'« inversion de la courbe du chômage », l'objectif prioritaire du quinquennat. Le « matraquage fiscal », selon le terme admis à l'époque, fut d'autant plus nocif qu'il intervenait dans un environnement dépressif lié à la crise des dettes souveraines de l'Europe du Sud.

Cet exemple d'un programme de rigueur à contretemps constitue un cas d'école dont Pierre Moscovici a des raisons de se souvenir. La conjoncture française actuelle et son environnement européen marqué cette fois par la quasi-ré-

cession de l'Allemagne est, elle aussi, particulièrement fragile. Malgré une croissance du PIB de 1,1 % en moyenne 2024, l'Insee prévoit un recul au quatrième trimestre de cette année, après l'« effet JO » du troisième trimestre. L'Institut national de la statistique note par ailleurs que l'impact économique positif des Jeux aura été du même ordre que les mauvaises récoltes céréalières de cette année, qui devraient amputer de 0,1 point de pourcentage le PIB de cette année ! Voilà un aléa avec lequel on est obligé de compter.

Invoquer les risques conjoncturels à court terme pour différer encore l'assainissement des comptes publics relève à l'évidence de la procrastination, terme remis au goût du jour par Emmanuel Macron tardant à nommer un premier ministre. La seule solution pour remettre de l'ordre dans nos comptes publics serait d'établir un véritable plan de 7 à 12 ans, comme le préconise le Conseil d'analyse économique de Matignon et François Bayrou en tant que haut-commissaire au Plan. Reste à savoir si l'Assemblée nationale actuelle prédispose à telle vision. ■

LES RENCONTRES DU FIGARO



YASMINA REZA
Le 4 novembre, à 20h, Salle Gaveau.
SYLVAIN TESSON
Le 2 décembre, à 20h, Salle Gaveau.
Tarif : 28 €.
Réservations : 01 70 37 18 18
ou www.lefigaro.fr/rencontres.

P. VICTOR/ARTCOMPRESS VIA OPAL PHOTO, F. BOUCHON/LE FIGARO

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95%)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Charles Edelstenne
Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélie (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,
Photo, Révision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Bertrand de Saint-
Vincent (Culture, Télévision),
Yves Thérard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midit Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h :
sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end
Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. **Taux de fibres recyclées** : 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen
sous le numéro FI/011/001. **Eutrophisation** : Ptot 0.002 kg/tonne de papier.



Ce journal se compose de :
Édition nationale
1^{er} cahier 22 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous 10 pages
Cahier 4 Littéraire
8 pages

Sonia Mabrouk : « Dire qu'on est assimilé, c'est encourir un reproche en trahison »



PAR
Eugénie Bastié

Dans « Et si demain tout s'inversait » (Fayard), la journaliste imagine le scénario d'une inversion des flux migratoires de l'Occident vers le Maghreb. L'occasion d'offrir une réflexion subtile sur le sentiment d'appartenance.

LE FIGARO. - Dans votre livre, vous racontez l'uchronie d'une inversion des flux migratoires des Occidentaux vers les pays du Maghreb...

D'où vous est venue cette idée ?

SONIA MABROUK. - C'est une idée que je mûris depuis longtemps. Il y a de nombreuses années, j'ai été marquée par la lecture du *Camp des saints*, de Raspail. Et un jour, en observant la Méditerranée métamorphosée en cimetière à chaque naufrage de migrants, je me suis dit : et si demain tout s'inversait ? Et si le réfugié devenait l'Européen ? Fuyant une guerre, des centaines de familles traquées par les bombardements se retrouvant confrontées à la douleur de l'exil, à la précarité des camps, et devant faire face à des nations préservant à tout prix leur identité arabo-musulmane. D'une manière que j'espère singulière, j'ai cherché à appréhender les sujets majeurs de l'appartenance à une nation,



« L'islam promet à l'oumma stabilité et richesse intérieure face au nihilisme des sociétés occidentales, qui promet déracinement et errance », déclare Sonia Mabrouk.

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

du dilemme entre cette appartenance et l'attachement à ses origines, à sa culture et à sa civilisation. Ce livre tente de répondre à une question fondamentale à mes yeux et que les peuples ont comprise d'instinct mais pas encore les gouvernants : comment fait-on aujourd'hui pour assimiler des individus parfois très éloignés de la culture du pays d'accueil ? Les pays du Sud ne s'embarrassent pas de préjugés. C'est ce que je décris dans mon récit. Craignant un scénario de « submersion » migratoire, ces pays vont exiger, pour préserver leur modèle, une assimilation à marche forcée des déplacés européens. Dans une telle situation, deux chemins sont possibles : la résistance ou l'allégeance...

Vous-même êtes d'origine tunisienne. Vivez-vous une forme de déchirement identitaire ou vous décrivez-vous comme une personne totalement assimilée à la culture française ?

Pour savoir si je suis assimilée ou pas, il faudrait d'abord que l'on se mette d'accord sur la définition de l'assimilation. La France s'est construite sur l'assimilation, parfois brutale, comme pour les petites nations locales qu'étaient les Normands, les Bretons, les Provençaux, sous la III^e République. Mais depuis quarante ans, l'assimilation a été déconstruite et ce concept est aujourd'hui totalement dévoyé et ramené à la période coloniale, qui n'est plus. D'une définition autrefois à visée universaliste qui suppose que

l'étranger peut parfaitement partager les mêmes mœurs et codes culturels que l'habitant du pays d'accueil, on est passé à une notion teintée de racisme. Je pense qu'être antiraciste, aujourd'hui, c'est justement vouloir et assumer l'assimilation. Être assimilé suppose une adhésion à une culture sans toutefois oublier ou effacer ses origines, contrairement à ce qui est martelé. En s'éloignant de cette exigence, de plus en plus de personnes sont désormais naturalisées mais pas acculturées en France. Je le regrette, comme je regrette que la notion d'assimilation soit associée à l'extrême droite. De nos jours, lorsqu'on est d'origine maghrébine, dire qu'on est assimilé, c'est encourir un reproche en trahison.

Avez-vous subi ce reproche ?

Très souvent, mais je n'y prête pas attention car je connais trop bien le jeu des soi-disant antiracistes et autres indigénistes qui ne supportent pas que l'on puisse affirmer haut et fort son attachement à la France. J'ai toujours considéré que c'est au nouvel arrivant de s'adapter à la société d'accueil et non pas à la société de se transformer pour être le réceptacle de la diversité des cultures et des coutumes. Je ne crois pas au slogan « Venez comme vous êtes ». Dans le livre, je montre que les pays du Maghreb, très fiers de leur identité, n'acceptent pas une superposition des communautés ni une exacerbation du droit à la différence. Il y a des scènes très dures car la réalité l'est tout autant. Il suffit de voir ce qui se passe aujourd'hui - et qu'il faut condamner - avec les migrants subsahariens qui sont refoulés souvent de manière inhumaine par les pays du Sud sans que les ONG occidentales ne trouvent rien à redire alors qu'elles sont si promptes à dénoncer la brutalité à leurs yeux des politiques migratoires européennes.

Vous mettez en contraste la décadence de l'Occident avec la vitalité de la culture musulmane...

Oui, c'est ce que je ressens profondément. Un épuisement, une véritable usure. Nous ne sommes plus dans un simple changement de période, aujourd'hui, mais dans un changement définitif d'époque. Le temps des patries est fini, la phrase de Drieu la Rochelle suppose de mon point de vue que l'amour de son pays, la sanctuarisation de son passé n'a plus d'importance pour l'Européen contemporain qui est devenu amnésique de sa propre histoire. Et ça rejoint la question de l'assimilation : à quoi assimile-t-on ? Quand on ne se pense plus comme une langue, comme une culture, comme une nation, on ne peut pas avoir un projet assimilationniste. Quand on ne dit plus rien du passé, du patrimoine d'un pays, comment embarquer des milliers voire des millions d'individus dans un imaginaire commun ? Quand on entretient le vide, il ne faut pas s'étonner qu'il soit occupé par d'autres héros, d'autres références, et, in fine, une autre identité et culture. De l'autre côté de la Méditerranée, tous ces héros, toutes ces fiertés et ces gloires existent et sont mis en avant pour préserver une unité

culturelle. L'islam promet à l'oumma stabilité et richesse intérieure face au nihilisme des sociétés occidentales, qui promet déracinement et errance.

N'idéalisiez-vous pas la culture islamique, qui est elle-même en crise ?

Oui, la culture islamique est malade de son extrémisme et du terrorisme qui en découle. Alors que la civilisation occidentale est davantage malade de ses faiblesses et de ses dénis. Une grande partie de l'Occident n'ose plus défendre son modèle. Or un pays a parfaitement le droit, et je dirai même le devoir, de défendre ses mœurs, de vouloir sanctuariser son identité et d'être attaché à ses fiertés. Hélas, les wokistes et leurs comparses ont fini d'enfermer l'homme occidental dans son privilège blanc. Pris au piège, il n'ose même plus prononcer le mot d'assimilation pour tenter de refaire peuple. On est passé de l'assimilation à l'intégration et finalement à l'inclusivité. Une telle dépossession favorise les frustrations nationales, qui ne peuvent déboucher que sur une flambée des extrémismes.

« Il faut le dire clairement : la barrière, c'est le nombre. Tout projet d'assimilation est impossible sans une maîtrise stricte des flux migratoires »

« C'est ça, votre problème à vous, Occidentaux, vous ne croyez plus en rien », dit l'un de vos personnages.

C'est ce manque de transcendance qui est au cœur de la décadence de l'Occident ?

Je parle souvent de la laïcité du vide, non pas que la laïcité soit vide de sens mais je trouve qu'aujourd'hui elle est accommodée à toutes les sauces. Pour ne pas prononcer le mot « assimilation », on parle de laïcité. Il me semble pourtant que la dernière loi contre le séparatisme culturel concerne davantage l'assimilation que la laïcité. C'est un exemple parmi d'autres qui met en lumière la peur de se raccrocher à tout ce qui fonde une nation. La laïcité est la garantie d'une neutralité indispensable, mais que dit-elle des valeurs que nous sommes censés partager ? Ce n'est pas uniquement avec la laïcité que nous allons contrer le sentiment de désassimilation et de désaffiliation à la France qui va grandissant. Qu'est-ce qu'on transmet ? Quel héritage spirituel et civilisationnel ? On ne peut pas simplement transmettre une dette et un PIB !

Vous avez eu un beau parcours individuel. Mais l'assimilation fonctionne-t-elle quand ce sont des peuples entiers qui débarquent ?

Non. Il faut le dire clairement : la barrière, c'est le nombre. Tout projet d'assimilation est impossible sans une maîtrise stricte des flux migratoires. Le dire, ce n'est pas rejeter l'autre mais permettre au contraire d'offrir une chance d'assimilation à des millions d'individus en France. Nous faisons face à deux phénomènes majeurs : une immigration sur laquelle nous n'avons plus de prise et qui empêche de fait l'assimilation ; et une démocratie affaiblie qui écrase toutes les formes d'autorité. Cet effet ciseaux fait dangereusement basculer la France vers un destin incontrôlable.

Vous êtes musulmane. Pensez-vous qu'il existe une pratique de l'islam tout à fait compatible avec les lois de la République et les mœurs françaises ? Je pense qu'on ne peut pas franciser l'islam ni prétendre le réformer. Mais d'un point de vue personnel, j'estime que cette compatibilité est possible quand elle relève du choix et de l'intime, ce qui est mon cas. Je me suis toujours définie comme une musulmane d'un point de vue culturel et pas dogmatique. Ma religion a structuré mon identité, mais ce n'est pas pour ça que je l'ai exposée, ou que j'en ai fait un fer de lance dans la sphère publique. Je suis arrivée à fixer cette limite. La France est pour moi un pays de racines chrétiennes. Je n'ai pas de désir de conquête. Si on arrive dans un pays en conquérant, alors il y a incompatibilité. Pour ma part, j'ai posé mes bagages culturels il y a vingt ans sans rien renier de ce que je suis et puis j'ai fait miens d'autres idéaux, d'autres héros, une autre histoire. ■

NOUVEAU

LE FIGARO
MAGAZINE

présente

FIG
MAG
JEUX

100%
Laclos
42

40 GRILLES DE MOTS CROISÉS
DE MICHEL LACLOS

UNE ÉDITION COLLECTOR DE GRAND MAÎTRE

Grille n° 25

Édition collector

Le Figaro Magazine rend hommage au pape des verbicrucistes. Une compilation de 40 de ses meilleures grilles pour vous faire découvrir ou apprécier à nouveau l'art de croiser les mots.

7€
7,50

EN VENTE ACTUELLEMENT
chez tous les marchands de journaux
et sur www.figarostore.fr

LE FIGARO économie



BANQUE
L'ITALIEN UNICREDIT PART
À L'ASSAUT DE L'ALLEMAND
COMMERZBANK **PAGE 28**

TRAVAIL
LA RÉFORME DES RETRAITES
A DOPÉ L'EMPLOI
DES SENIORS **PAGE 26**



Les adieux de Bruno Le Maire à Bercy, en pleine tempête budgétaire

Le ministre de l'Économie fait jeudi au ministère « un discours de remerciements », où il aura à cœur de vanter son bilan devant plus de 1500 personnes. Mais si, sur les volets de l'emploi, de l'industrie ou encore de l'attractivité, Bruno Le Maire a de solides arguments à faire valoir, les finances publiques et la dette risquent de rester un point noir pendant longtemps. **PAGE 25**

le PLUS du FIGARO ÉCO

AMAZON
Le directeur d'AWS détaille sa stratégie face au boom de l'IA **PAGE 29**

LA SÉANCE

DU MERCREDI 11 SEPTEMBRE 2024

	CAC 40	7396,83	-0,14%
	DOW JONES	40259,60	-1,17%
	ONCE D'OR	2439,00	(2330,00)
	PÉTROLE (Brent)	70,420	(69,740)
	EUROSTOXX50	4762,16	+0,32%
	FOOTSIE	8193,94	-0,15%
	NASDAQ	18760,32	-0,37%
	NIKKEI	35619,77	-1,49%

L'HISTOIRE

Andros sauve le chocolat Poulain d'une disparition annoncée

Le chocolat Poulain doit sa survie à un géant français du petit déjeuner. Le groupe Andros, également propriétaire de Bonne Maman et de Mamie Nova, est sur le point de racheter l'usine historique de Poulain, implantée près de Blois (Loir-et-Cher). Plus de 170 ans après sa création, à Villebarou, celle-ci était visée par un plan de fermeture. Cela aurait d'une part coûté leur emploi aux quelque 110 salariés de l'usine, et d'autre part sonné le glas de la marque. Carambar & Co, propriétaire de Poulain depuis 2017, a trouvé « les bases d'un accord de reprise » avec Andros. Le projet comprend « la reprise de l'ensemble des salariés du site, le maintien sur plusieurs années de l'ensemble des productions Poulain du site



à Blois et des projets d'élargissement de l'activité avec le repreneur ». Détenu par la société d'investissement Eurazeo, Carambar & Co est victime de la hausse des coûts de l'énergie, du sucre et surtout du cacao, dont le prix du tonnage a plus que quadruplé en cours d'année, avec un record de 12 000 euros la tonne en avril. Il n'a pu rivaliser avec les géants de l'agroalimentaire (Nestlé, Lindt...), davantage capables d'absorber cette hausse des coûts. Grâce à Andros, l'une des plus anciennes marques de chocolat français va donc survivre. Et, de son côté, le roi des confitures, qui s'est déjà diversifié dans les compotes, les biscuits et les yaourts, pourra désormais produire du chocolat sous l'une de ses marques. ■

ANNA GROSZ

Les tarifs régulés de l'électricité baisseront d'au moins 10 % en février 2025

La facture d'une majorité des clients résidentiels et des petites entreprises va diminuer.

Bonne nouvelle pour les consommateurs. « La Commission de régulation de l'énergie (CRE) prévoit une baisse d'au moins 10 % des tarifs régulés de l'électricité (TRVE) au 1^{er} février 2025 », explique sa présidente, Emmanuelle Wargon, dans un entretien au Figaro. Ce qui concerne 57 % des clients résidentiels et des petites entreprises.

Il faudra néanmoins attendre la fin de l'année pour un chiffrage précis de la baisse du TRVE. « Nous entrons dans le monde post-crise de l'énergie de 2022 », affirme Emmanuelle Wargon, qui travaille avec les fournisseurs sur la mise en place de « règles de bonne pratique, visant notamment à clarifier les offres commerciales ».

PAGE 27

La BCE en passe de vaincre le combat contre l'inflation

L'inflation en zone euro est tombée en août à 2,2 %, son plus bas niveau depuis trois ans. Tout près de la cible de 2 % de long terme fixée par la BCE, c'est donc le signe tangible que le dur combat contre la hausse des prix est en passe

d'être gagné. Après avoir appliqué le durcissement monétaire le plus brutal de son histoire, la Banque centrale européenne s'apprête, ce jeudi, à une deuxième baisse des taux, après celle opérée en juin.

PAGE 24

> FOCUS

LES EUROPÉENS SURÉVALUENT LES FONDS POUR LE CLIMAT

Le plan de relance post-Covid de l'Union européenne à 750 milliards d'euros devait, en priorité, accélérer le verdissement et la numérisation des économies du continent. Les investissements consacrés à la transition climatique doivent représenter au moins 37 % des sommes allouées par le premier grand emprunt mutualisé européen. Or, selon un rapport de la Cour des comptes européenne publié lundi, une partie de ces fonds ferait l'objet de « greenwashing ». À savoir faire passer pour « verts » des projets qui n'en ont pas grand-chose.

La surévaluation de ces investissements verts atteindrait « au moins » 34,5 milliards d'euros, selon la cour, sur un total de 275 milliards consacrés à la transition climatique. Le plan de relance « souffre d'un niveau élevé d'approximation dans les programmes, ainsi que de décalages entre les plans et leur mise en œuvre, et au bout du compte fournit peu d'indications sur la part de l'argent qui profite directement à la transition verte », cingle Joëlle Elvinger, membre de la Cour des comptes, auteur du rapport. Le document cite l'exemple d'un projet d'assainissement des eaux en Croatie dont les fonds attribués ont été uniquement utilisés pour un système informatique qui n'a guère de rapport avec l'environnement. « Pour atteindre leurs objectifs, certains pays allouent des estimations de coûts à leurs projets qui ne font pas l'objet de vérification dans leur mise en œuvre », poursuit la cour. Elle recommande un audit plus approfondi des sommes massives qui sont distribuées par l'exécutif européen.

FLORENTIN COLLOMP

Fausse publicités Barrière : la justice hausse le ton contre Meta

Le bras de fer opposant le groupe de casinos Barrière à Meta (Facebook, Messenger, Instagram) à propos de fausses publicités n'en finit pas. En avril, la justice française avait condamné le géant américain à faire cesser leur diffusion, estimant qu'elles usurpent l'image de la marque Barrière. Ces publicités incitent les joueurs à s'inscrire et à jouer sur des plateformes proposant des activités de jeux en ligne illégales. En France, le casino en ligne est interdit. Seuls les paris sportifs et hippiques ainsi que le poker sont autorisés. « Constatant l'absence d'exécution des obligations », le juge d'exécution du tribunal judiciaire de Paris vient d'assortir la mesure d'avril d'une astreinte provisoire de 10 000 euros par jour de retard « dans un délai d'un mois suivant la notification de sa décision ». Celle-ci, la troisième à l'encontre de Meta dans cette affaire, est susceptible d'appel. Depuis près d'un an, le groupe

Barrière se déclare victime d'une campagne massive d'utilisation frauduleuse de ses marques, de l'image de ses établissements de casino et de certains de ses salariés sur différents canaux en ligne. En janvier, une première décision du tribunal judiciaire de Paris avait ordonné à Meta de mettre en œuvre des mesures de filtrage permettant de prévenir la diffusion de ces publicités. La plateforme américaine avait fait valoir que, en tant qu'hébergeur, elle n'avait pas l'obligation de le faire. Pourtant, « la plupart des plateformes ont pris des mesures efficaces » pour venir à bout de ces publicités, souligne le groupe Barrière. Se félicitant de la décision de justice, le premier casinotier de France rappelle que « le droit s'applique à tous, et que les plateformes comme Meta ne bénéficient d'aucune impunité et doivent s'y conformer ». Une procédure pénale est par ailleurs toujours en cours.

MATHILDE VISSEYRIAS

Florentin Collomp

La hausse des prix a retrouvé son niveau d'il y a trois ans. Une nouvelle baisse de taux attendue jeudi.

Au mois d'août, l'inflation dans la zone euro atteignait 2,2 %, son plus bas niveau depuis trois ans. À une fraction de l'objectif à moyen terme de la Banque centrale européenne (BCE) de 2 %. Un seuil déjà franchi en France (1,9 % selon l'indicateur Insee), en Italie (1,3 %) au Portugal (1,8 %) ou en Irlande (1,1 %), tandis que l'Allemagne était à 2 %. Mission accomplie ? Le Conseil des gouverneurs de la BCE, qui se réunit depuis mercredi à Francfort, peut se satisfaire d'avoir dompté la bête. Avec un traitement de choc : le durcissement monétaire le plus brutal de son histoire.

Ce constat devrait justifier la décision attendue d'une seconde baisse de taux d'un quart de point ce jeudi, après une première en juin. Ce qui ramènerait le taux de dépôt à 3,5 %, contre 4 % il y a trois mois. Une bouffée d'oxygène pour l'économie européenne, dont la croissance patine. Mais, malgré ces chiffres, il est encore un peu trop tôt pour que les grands argentiers puissent crier victoire. De plus, on peut se demander si ce repli de l'inflation par rapport à son pic de 10,6 % en octobre 2022 doit leur être attribué en intégralité ou s'il serait arrivé mécaniquement quoi qu'il en soit. Au contraire, certains s'interrogent même a posteriori sur le fait que le remède ait pu être pire que le mal, en tuant la croissance.

Un atterrissage en douceur

« La victoire contre l'inflation est en vue », annonçait la semaine dernière le gouverneur de la Banque de France dans *Le Point*. Il se félicitait de voir que, « des deux côtés de l'Atlantique, la politique monétaire a été efficace » pour la combattre, « en évitant tant la récession que la crise financière ». Il serait donc « jus-

La BCE a-t-elle vraiment vaincu l'inflation ?



Le Conseil des gouverneurs de la BCE se réunit depuis mercredi, à Francfort.

FLORIAN GAUL/MAGOG/CREATIF VIA REUTERS CONNECT

te » de réduire à nouveau les taux ce jeudi, plaide François Villeroy de Galhau.

Même constat aux États-Unis, où le président de la Réserve fédérale a ouvert la voie cet été à une première baisse de taux le 18 septembre. « *L'inflation a décliné significativement* », argumentait Jerome Powell, au séminaire des banquiers centraux de Jackson Hole, fin août. Avec le même sentiment du devoir accompli : « *Nos efforts pour atténuer la demande et ancrer les anticipations (d'inflation) ont fonctionné pour remettre l'inflation sur une trajectoire qui semble durable vers notre objectif de 2 %.* »

L'Américain peut à juste titre se féliciter d'avoir réussi à provoquer un atterrissage en douceur (« soft landing ») de l'économie américaine, qui connaissait une vraie surchauffe liée à la politique de relance budgétaire massive de Joe Biden et de fortes tensions sur le marché de l'emploi, sans avoir provoqué de récession ni de chômage massif.

Ce n'était pas gagné : pendant des mois, les économistes n'ont eu de cesse d'annoncer une contraction de l'économie américaine qui n'est, jusqu'ici, pas arrivée.

Une prudence de chat

Dans la zone euro, le résultat de la même politique de relèvement drastique des taux directeurs semble plus nuancé. « *Il n'y a jamais eu de tension inflationniste liée à un surplus de la demande en Europe*, estime François Geerolf, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). *Il n'y a pas eu non plus de "boucle" prix salaires. La BCE a pesé inutilement sur la croissance, alors que l'inflation aurait pu redescendre par elle-même.* » Selon lui, les responsables de la BCE ont agi par peur de commettre une erreur monétaire s'ils n'emboîtaient pas le pas à la Fed. Et restent aujourd'hui trop timorés pour desserrer l'étau, en attendant que la banque centrale améri-

caine amorce son propre mouvement de baisse.

À la différence de la Fed, censée prendre en compte la croissance et l'emploi, la BCE n'a qu'un mandat : la stabilité des prix. « *Ses dirigeants ont les mains liées par ce mandat*, constate Éric Dor, professeur d'économie à l'Esseg. *On peut cependant s'interroger sur l'efficacité de la politique monétaire, qui a cassé le marché immobilier et a eu des effets délétères sur l'économie, sans beaucoup contribuer à faire diminuer l'inflation : celle-ci a essentiellement reflué en raison du repli des prix de l'énergie.* »

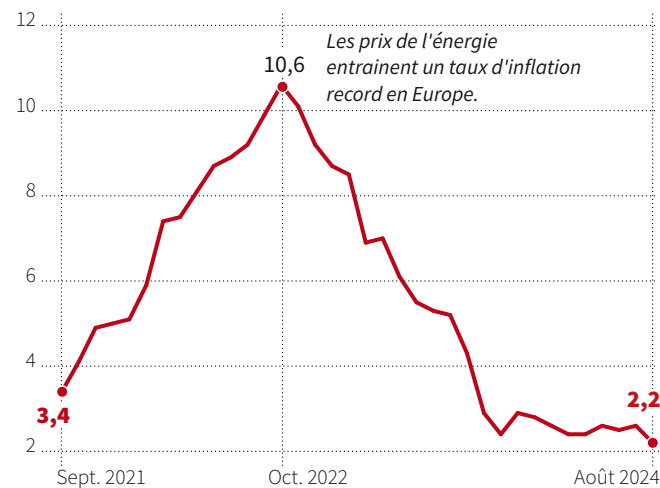
Par ailleurs, on ne peut pas encore complètement tourner la page de la crise inflationniste. Si les chiffres sont encourageants dans l'ensemble, ils cachent des réalités différentes. Les prix des services, tirés par les hausses de salaires, continuent à grimper : +4,2 % en août dans la zone euro, contre +4 % en juillet. C'est ce facteur, surveillé comme le lait sur le

feu à Francfort, qui devrait continuer à justifier la prudence de chat de la BCE. Les dernières tendances semblent indiquer une atténuation du phénomène. L'indicateur des rémunérations négociées dans la zone euro s'est assagi à 3,55 % au deuxième trimestre, contre 4,74 % au premier. Les revendications légitimes de rattrapages salariaux ne sont pour autant pas terminées : en Allemagne, le syndicat IG Metal réclame une nouvelle hausse de 7 %.

En parallèle, la productivité diminue, ce qui pourrait « constituer un vivier d'inflation potentielle parce que les entreprises vont vouloir reconstituer leurs marges face à la hausse de leurs coûts », prévient Éric Dor. Il est donc encore trop tôt pour affirmer que la flambée des prix est bel et bien éteinte. Et, « *historiquement, l'inflation remonte souvent un an après la dernière baisse de taux des banques centrales* », rappelle John Plassard, chef économiste de la banque Mirabaud. ■

La baisse de l'inflation dans la zone euro...

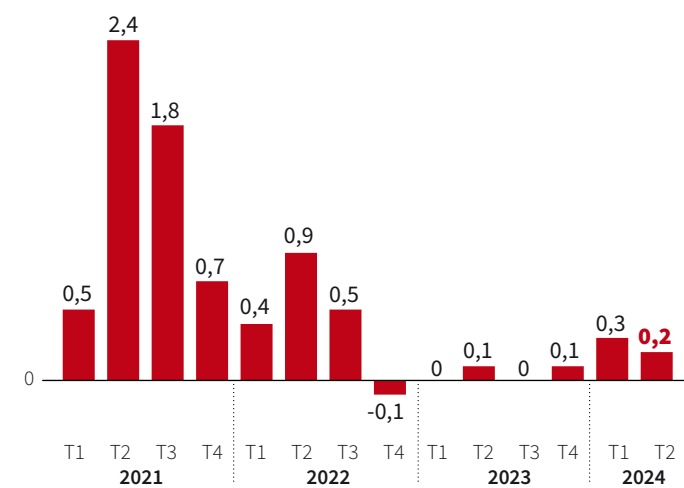
Taux d'inflation dans la zone euro en %



Sources : Eurostat, BCE

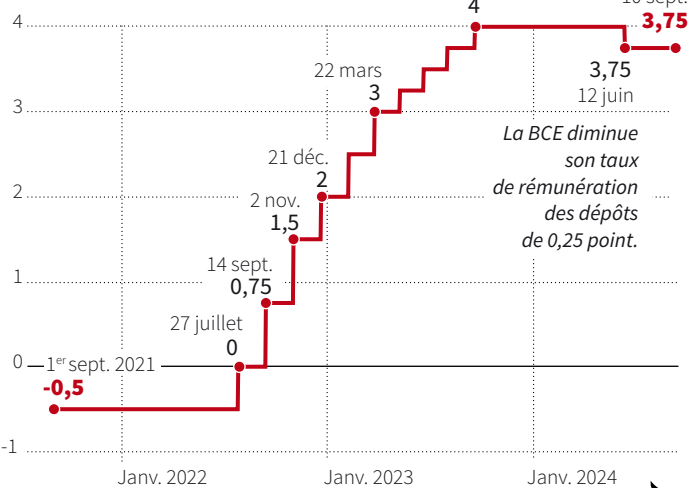
... et le ralentissement de l'économie

Taux de variation du PIB par trimestre dans la zone euro, en %



... justifient une baisse des taux de la BCE

Taux de dépôt de la BCE, en %



« La majorité des Français n'est pas prête à la déconsommation »

Franck Lehuède, directeur d'études et de recherche au Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc), expose les principales conséquences de la crise inflationniste sur la consommation des ménages.

LE FIGARO. - Comment la crise inflationniste a affecté la consommation des ménages ?

FRANCK LEHUEDE. - L'inflation que nous avons connue en 2022 et 2023 a été un épisode inédit pour beaucoup de consommateurs. La dernière crise inflationniste remonte aux années 1970. Dans un premier temps, les ménages ont cherché à résister à ces flambées des prix visibles sur l'énergie puis sur l'alimentaire, avant de commencer à limiter leurs achats. En particulier, dans le secteur de la grande distribution alimentaire, ils ont été nombreux à descendre en gamme en se tournant vers les marques des distributeurs (MDD) et les produits premiers prix. Les ménages ont toutefois cherché à préserver certaines



JIM WALLACE

Le marché de l'occasion, qui avait commencé à se développer il y a plusieurs années, est un nouveau mode de consommation qui est désormais bien établi

dépenses. Les loisirs ont bien résisté, et notamment les vacances. Les ménages n'ont pas voulu se restreindre dans ce domaine après les nombreux confinements durant la période du coronavirus.

La crise est désormais derrière nous. Ces modifications de comportements sont-elles durables ?

Bon nombre de Français vont toujours chercher l'achat malin. Dans l'alimentaire, les MDD devraient continuer à gagner des parts de marché, tout comme les magasins discount. Lidl va progresser au cours des prochaines années car leur offre est plus intéressante que celles proposées dans les supers et hypermarchés des distributeurs plus traditionnels. Les magasins type Action et Normal que je classe dans les « solderies » vont également poursuivre leur croissance. Enfin, les plateformes de vente en ligne type Temu et Shein qui vendent des produits à très bas prix, devraient continuer de séduire durablement les consommateurs. Ce n'est pas un effet de mode. Même sans la crise, ces plateformes auraient connu un certain succès.

Qu'en est-il des achats de vêtements à l'heure où les enseignes traditionnelles traversent une crise sans précédent ? Le secteur du textile fait face à un désintérêt relatif depuis plus longtemps.

Depuis 2008, les Français achètent moins de vêtements, une tendance lourde qui s'explique par le vieillissement de la population. Dès 30 ans, on observe que ces dépenses baissent. Par ailleurs, le vêtement ne façonne plus autant notre identité qui passe d'avantage par les produits de soin, la téléphonie mobile et les nombreux réseaux sociaux. Dans ce contexte, la crise inflationniste a un peu plus accéléré cette tendance.

À l'inverse, dans quelle mesure le marché de la seconde main a profité de l'inflation ?

Le marché de l'occasion, qui avait commencé à se développer il y a plusieurs années, est un nouveau mode de consommation qui est désormais bien établi. La crise inflationniste a permis d'amener de nouvelles catégories de consommateurs sur ce marché où les achats deviennent habituels. Chez les jeunes et les plus diplômés, le recours aux produits d'occasion ne fait plus débat. Au contraire, l'achat d'articles de seconde main est devenu un moyen de

se distinguer. La crise a donc joué le rôle d'accélérateur.

Plus largement, estimez-vous que nous entrons dans une phase de déconsommation ?

À ce stade, on ne peut pas parler d'une période de déconsommation importante qui découlerait de la crise inflationniste. 80 % de la population a modifié sa consommation en réaction à cette crise. Et, aujourd'hui, 5 % des Français prévoient de continuer à réduire ses achats pour des raisons environnementales, en plus des 5 % qui le faisaient déjà avant l'inflation. Donc, seulement 10 % des consommateurs sont décidés à moins consommer de façon volontaire. La majorité des Français n'est pas prête à la déconsommation et veut revenir à la situation d'avant. Elle ne veut plus se priver mais entend consommer différemment. On assiste donc à un changement durable dans les modes de consommation. Même le marché de la seconde main n'est pas synonyme de déconsommation. Les gens achètent principalement toujours du neuf pour revendre ensuite en occasion. ■

Bruno Le Maire quitte Bercy à l'orée d'une tempête budgétaire

Anne de Guigné et Julie Ruiz Perez

Les finances publiques resteront un point noir du bilan du ministre de l'Économie qui risque de masquer ses réussites sur les volets de l'emploi et de la réindustrialisation.

« Je ne fais de procès à personne. » Alors qu'il s'expliquait lundi sur le dérapage du déficit prévu pour 2024 devant les députés, Bruno Le Maire a répété la phrase à plusieurs reprises. Dans les rangs de l'opposition, cette magnanimité n'a pas fait sourire. Pour nombre des élus de la commission des finances, le responsable de la dérive des finances publiques françaises se tenait devant eux. Patron de Bercy depuis plus de sept ans, Bruno Le Maire transmet en effet à son successeur des comptes en bien piètre état. Cette année, le Trésor mise sur un déficit de 5,6 % du produit intérieur brut (PIB) pour une dette de 112 %. En 2017, ces indicateurs s'élevaient à respectivement 2,8 % et 97 %. « On pourrait vous surnommer "Monsieur 1000 milliards", puisque, depuis votre arrivée dans vos fonctions, la dette publique va s'accroître de 1000 milliards », tançait encore récemment le rapporteur général du budget, Charles de Courson.

Un reproche facile mais efficace, qui risque fort de lui coller à la peau. Le ministre quitte en effet Bercy au pire moment. Sur les volets de l'emploi, de l'industrie, des nouvelles technologies, de l'attractivité du territoire national ou encore de l'énergie, notamment du redéploiement nucléaire, Le Maire a de solides arguments à faire valoir. Mais alors que les discussions autour du budget 2025 s'annoncent dantesques sous la pression de Bruxelles et des marchés, l'ombre de la dette menace d'assombrir tout le reste. Pour tenter de préserver l'avenir, qu'il veut politique, l'ancien élu de l'Eure a donc chorégraphié avec soin sa sortie. Ce jeudi, il reçoit très largement à Bercy agents du ministère, parlementaires, collaborateurs des autres ministres, patrons, journalistes... pour un « discours de remerciement ». Jusqu'à 1500 personnes sont attendues.

« Bruno Le Maire aurait voulu inscrire un retour du déficit sous les 5 % dès 2024, mais cela aurait supposé des coupes drastiques »

Un conseiller gouvernemental

« Après sept années à Bercy, soit le plus long ministère de la V^e République, nous ne pouvions pas nous contenter d'une simple passation de pouvoirs », justifie son entourage. La cérémonie devrait ressembler aux vœux quasi présidentiels que Le Maire donnait chaque année depuis 2017, en janvier. Discours à large horizon, bain de foule et caméras à foison. Ensuite, il ne lui restera plus qu'à faire ses cartons en attendant la passation la semaine prochaine, selon la promesse de Michel Barnier. D'ici là, le ministre démissionnaire pourra aussi noter les mots doux et félicitations de ses invités. Une fois son successeur installé, le ton pourrait changer et les discussions entre les murs de Bercy faire siffler ses oreilles. L'atterrissage de la prochaine loi de finances s'annonce si délicat qu'il faudra à la prochaine équipe une bonne dose d'abnégation pour ne pas céder à la facilité d'incriminer tant que possible les prédécesseurs.

Dire que Le Maire se moque des finances publiques serait pourtant injuste. Ces derniers mois, il s'est même montré très actif sur cette question. « Le dérapage des recettes fin 2023, lui a vraiment mis un coup sur la tête », confiait en début d'année un parlementaire qui le connaît bien, évoquant quasiment un chemin de Damas du ministre sur ce sujet. Les 13 milliards d'euros d'impôts manquants lui ont coûté cher : l'ancien élu LR, chantre du redressement des comptes publics, a dû assumer l'annonce d'un déficit 2023 abyssal de l'ordre de 5,5 % du PIB, bien éloigné des 4,9 % promis en loi de finances. « On a eu un accident. Je le reconnais bien volontiers. En 2023, tout le monde nous est tombé dessus. Il y a eu un accident de recettes », assumait-il, il y a quelques mois. La séquence fut en effet épique :

Olivier Marleix, le chef de file des députés LR, avait accusé le gouvernement d'avoir « menti aux Français », et Fabien Roussel, la tête d'affiche du PC dénoncé un exécutif d'« escrocs en col blanc ».

Conscient que son bilan se jouerait en grande partie sur ces chiffres, Bruno Le Maire n'a alors pas ménagé ses efforts pour tenter de reprendre en main le bateau ivre. Dès les premières alertes sur le plongeon des recettes, il a tenté de sauver les meubles avec un plan sévère d'économies de 10 milliards imposées aux différents ministères. Dans le même temps, il pesait afin d'imposer une trajectoire budgétaire ambitieuse pour l'année suivante. « Il aurait voulu inscrire un retour du déficit sous les 5 % dès 2024, mais cela aurait supposé des coupes drastiques », confie un conseiller gouvernemental. « Macron ne lui a pas fait ce cadeau de le laisser s'ériger en redresseur des comptes », s'amuse une autre source au gouvernement.

La tension entre l'Élysée et Bercy s'est cristallisée autour de l'opportunité de passer un collectif budgétaire pour 2024, qui aurait ouvert la voie à davantage d'économies. « Il s'est battu » pour convaincre le président d'avoir recours à ce dispositif, assure un membre de son entourage, « et il a pris des coups ». Réunions tendues, convocation, fuites calculées dans la presse, Bruno Le Maire a perdu son arbitrage. Le président n'a pas caché son agacement de voir son ministre jouer les Cassandra à l'orée de la campagne des européennes, alors même qu'il refusait de prendre la tête de la liste de la majorité. La cible de déficit pour 2024 sera fixée à 5,1 % et l'idée d'un collectif budgétaire sèchement écarté. Sur le point de quitter ses fonctions, le ministre met en scène cette défaite en rappelant dès qu'il en a l'occasion qu'il avait plaidé pour ce collectif budgétaire au printemps.

Avant cet épisode, Bruno Le Maire s'était surtout contenté de jouer son rôle

de vigie de Bercy – bien conscient qu'en tant qu'homme de droite, un discours carré sur les finances publiques était attendu de sa part –, sans mettre tellement les mains dans le cambouis. Il promettait ainsi à la sortie des « gilets jaunes », de tailler dans les aides aux entreprises et d'imposer une taxe sur les Gafa, bataillait en 2020 pour une réforme budgétaire des retraites, avertissait que la « cote d'alerte » sur les finances publiques était atteinte, et que le pays se trouvait « à l'euro près ». Depuis deux ans, des revues de dépenses pour trouver des coupes à faire dans les budgets étaient aussi régulièrement annoncées. Beaucoup de promesses suivies de peu d'effets.

Au départ, le travail semblait pourtant aisé. À Matignon, Édouard Philippe faisait du rétablissement des comptes sa priorité et la croissance tenait bon. Conséquence : en 2018, le déficit public diminuait à 2,5 %. Dans le fond, Le Maire

semblait assez aligné avec le diagnostic du président, favorable à une résolution de l'équation de la dette par le dénominateur, c'est-à-dire l'augmentation de la croissance économique. « Nous devons avoir des dépenses publiques qui augmentent moins vite que la production », avait ainsi résumé lors d'un déjeuner de presse l'ancien diplomate. D'où les lancements réguliers de vastes plans d'investissement public (plan d'investissement de Jean Pisani-Ferry, plan de relance, France 2030...) censés donner un coup de fouet à l'activité, et réindustrialiser le pays. On comprend le biais : pour un ministre, comme un président, il est bien plus séduisant d'inaugurer des usines, de visiter des start-up et de distribuer des subventions que de bâtir d'impopulaires plans d'économies, ou pire, d'imaginer une difficile réforme de l'État.

« Le fond du problème, c'est que depuis la crise sanitaire, on a habitué les Français à la perfusion en termes d'aides, sans contrebalancer les chèques par un discours solide sur les finances publiques »

Gilbert Cette Économiste

Ces plans ont porté leurs fruits : selon les calculs de Bercy, en 2023, la France comptait 500 usines de plus qu'en 2016. L'emploi s'est redressé. Des franges entières de la population, qui s'étaient marginalisées, ont retrouvé le chemin du travail. Fin 2022, le chômage a ainsi retrouvé son niveau le plus bas depuis 1982, à 7,1 % de la population active. Aujourd'hui à 7,5 %, il demeure inférieur de 3 points à son pic de la mi-2015. Mais, ces nombreuses créations d'emplois ont eu très peu d'effet sur l'activité économique. Un point que les économistes peinent à expliquer. Le projet de s'attaquer à la dette par la face de la croissance n'a donc pas fonctionné.

D'autant que l'économie française s'est heurtée de plein fouet à une succession de crises depuis les « gilets jaunes » de 2018. Le Covid a d'abord provoqué en 2020 une récession digne d'un temps de guerre. La décision de protéger « quoi qu'il en coûte » les vies et l'économie fera aussi lourdement plonger les finances publiques. La facture s'élèvera à 140 milliards d'euros. Face à l'inflation, deux ans plus tard, ce sont 100 milliards qui seront à nouveau mobilisés afin de protéger le pouvoir d'achat des ménages et la rentabilité des entreprises les plus fragiles. « Le fond du problème, c'est que depuis la crise sanitaire, on a habitué les Français à la perfusion en termes d'aides, sans contrebalancer les chèques par un discours solide sur les finances publiques », jugeait à l'époque l'économiste Gilbert Cette. Aujourd'hui encore, nombreux sont ceux qui s'inquiètent de cette habitude prise de se tourner vers l'État, et à son carnet de chèques, au moindre problème.

D'où la grande difficulté qui échoit au prochain gouvernement : faire passer un budget de rigueur dans une assemblée éclatée et alors que les Français, obnubilés par les questions de pouvoir d'achat, ne semblent pas prêts aux sacrifices qui s'annoncent inévitables. Vu le contexte, beaucoup, comme le président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici, pensent qu'il serait judicieux de mettre de côté la trajectoire budgétaire que Bruno Le Maire ne cesse de réaffirmer depuis des mois. « Pour y parvenir, il faudrait faire une centaine de milliards d'euros d'économie en trois ans », a déclaré le président de l'institution gardienne des comptes dans un entretien au Parisien. « C'est brutal, c'est difficilement faisable politiquement, peu acceptable socialement et économiquement guère cohérent. » Le ministre le jure pourtant : « Nous pouvons et nous devons tenir nos 3 % en 2027. » « C'est uniquement une question de choix politiques », martèle-t-il admettant, en creux, qu'il n'a pas su faire, ou imposer, lui-même ces choix pendant ses sept ans de mandat à Bercy. ■



Bruno Le Maire prononcera, jeudi, un discours en forme de bilan de son action à Bercy, avant la nomination du nouveau gouvernement, la semaine prochaine.

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Thomas Engrand

Malgré de nets progrès, la France reste à la traîne de ses voisins européens.

Les Jeux de Paris ont, certes, pris fin dimanche dernier, mais les bonnes nouvelles, elles, jouent les prolongations. Mercredi, la Dares (ministère du Travail) a annoncé que le taux d'emploi des 60-64 ans a poursuivi sa progression en 2023 pour atteindre 38,9 %. C'est son niveau le plus élevé depuis 50 ans. La situation est encore meilleure pour les 55-59 ans avec plus de trois seniors sur quatre toujours en activité - un record historique.

« L'origine de l'embellie actuelle se trouve en premier lieu dans les réformes des retraites successives jusqu'à celle de 2023 », rappelait récemment Vladimir Passeron, responsable du département de l'emploi et des revenus d'activité de l'Insee. La France en a connu trois au cours des deux dernières décennies. Un allongement de la durée d'indemnisation et deux reculs de l'âge de départ. D'abord à 62 ans sous Nicolas Sarkozy, puis à 64 ans l'an dernier. Ce dernier n'est entré en vigueur qu'en septembre 2023 et va progressivement monter en puissance. « En prenant en compte les effets de la réforme des retraites mise en œuvre à compter de 2023, le taux d'activité des seniors augmenterait encore nettement en France au cours des prochaines années, en

« Les tensions de recrutement poussent les entreprises à garder leurs salariés expérimentés en emploi, motivés et productifs. Mais également à élargir leur palette à l'embauche vers des profils plus âgés »

Frédérique Jeske Présidente de l'association Senior4Good

particulier jusqu'au milieu des années 2030. Le taux d'activité des personnes âgées de 60 à 64 ans atteindrait alors 61 % et 71 % en 2070 », prévoit ainsi l'Insee.

La baisse du chômage permise, entre autres, par la politique de l'offre, joue également en faveur des seniors. « Les tensions de recrutement poussent les entreprises à garder leurs salariés expérimentés en emploi, motivés et productifs. Mais également à élargir leur palette à l'embauche vers des profils plus âgés », pointe Frédérique Jeske, présidente de l'association Senior4Good.

Malgré ces progrès, le taux d'emploi des seniors en France se situe encore 5,5 points sous la moyenne de l'Union



En France, la part des 60-64 ans en poste est de 12 points inférieure à la moyenne de l'UE.

HAL POINT/STOCK ADOBE.COM

La réforme des retraites fait bondir l'emploi des seniors

européenne - 58,4 % pour les 55-64 ans contre 63,9 %. Par rapport aux pays de l'UE les meilleurs en la matière, la comparaison est cruelle : l'Allemagne et le Danemark dépassent les 74 %, la Suède les 78 % et l'Islande, championne d'Europe sur le sujet, les 81 %.

La situation de l'Hexagone cache toutefois un paradoxe. Il fait en effet légèrement mieux que la moyenne des Vingt-Sept sur la catégorie des 55-59 ans, mais connaît un décrochage au-delà. La part des 60-64 ans en poste est de 12 points inférieure à la moyenne de l'UE. Le signe notamment

d'un âge de départ à la retraite longtemps plus précoce que chez nos voisins.

Autant qu'une question d'intégration des aînés, le taux d'emploi des seniors est un enjeu budgétaire. « L'amélioration du taux d'emploi est la première solution pour résoudre le problème du déficit public », souligne Stéphane Carcillo, chef de la division emploi et revenus à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). « Si nous avions un taux d'emploi équivalent à celui de l'Allemagne, nous n'aurions plus de problème de déficit, notre dette se réduirait beaucoup plus rapidement », estimait pour sa part cet été Bruno Le Maire. C'est pourquoi le président de la République s'est fixé des objectifs ambitieux sur le sujet. Dans la lettre de cadrage envoyée l'an dernier, l'État demandait aux partenaires sociaux de trouver des pistes pour « doubler le taux d'emploi des 60-64 ans, de 33 % à 65 % d'ici 2030 ».

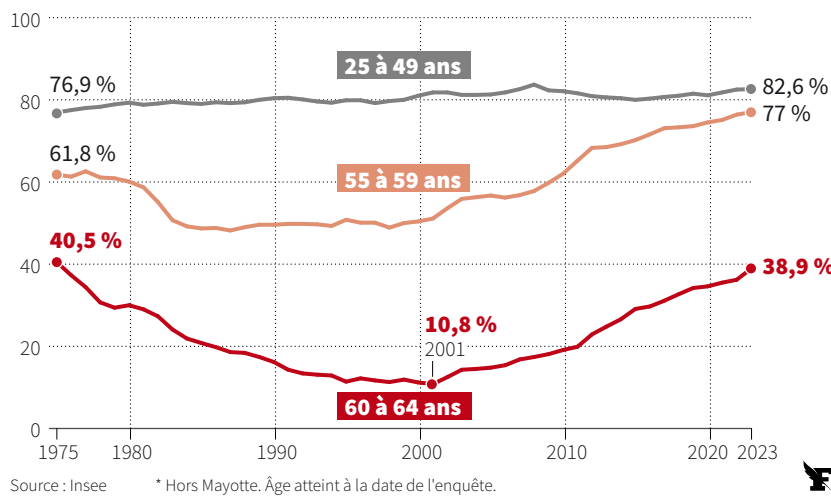
Outre la montée en puissance de la réforme des retraites, cet objectif nécessite un éventail de mesures incitatives. C'était le projet de la nouvelle réforme de l'assurance-chômage élaborée par le gouvernement et dont le décret devait être publié le 1^{er} juillet. Au menu, une baisse de la

durée d'indemnisation des demandeurs d'emploi de plus de 55 ans, historiquement plus longue. Ainsi que la création d'un « bonus emploi senior ». Celui-ci aurait permis à un chômeur de 57 ans ou plus, qui acceptait de reprendre un emploi moins bien payé que son poste précédent, de cumuler une partie de son indemnité avec son nouveau salaire. Las, l'entrée en vigueur ne cesse d'être repoussée et paraît dorénavant plus hypothétique que jamais.

Ce renoncement témoigne de la détermination politique nécessaire pour obtenir de fragiles progrès sur l'emploi des seniors. La dernière réforme des retraites menées par Emmanuel Macron avait déclenché 14 journées de mobilisation. Et le Rassemblement national (RN) comme le Nouveau Front populaire (NFP) n'ont pas caché leur intention de revenir à un âge de départ à 62, voire 60 ans. Ses défenseurs chiffrent le coût d'une telle mesure à 20 milliards d'euros par an dans le premier cas et 50 milliards dans le second. Une telle option a été balayée par le nouveau premier ministre, Michel Barnier, lors de son intervention au journal de 20 heures. Il s'est dit toutefois prêt à « ouvrir le débat sur cette loi ». ■

Depuis vingt ans, trois fois plus de seniors au travail

Taux d'emploi par âge, en France*



Javier Milei déroule le tapis rouge aux investisseurs étrangers

Fabien Palem Buenos Aires

Le président argentin a instauré un régime fiscal et douanier attractif ciblant les secteurs stratégiques, dont l'énergie.

En ce mardi pluvieux de fin d'hiver austral, le moral des troupes est au beau fixe dans le hall du Musée d'art latino-américain de Buenos Aires (Malba), sur la très chic avenue Libertador, dans la partie nord de la capitale argentine. C'est ici qu'a lieu le premier congrès de RepensAR, un think-tank en pleine gestation, impulsé par les fonds d'investissement Americas Capital Investment et Bunker.

L'objectif : dresser un état des lieux du pays et de ses capacités à attirer les investisseurs étrangers. Hier encore, l'Argentine était dans une situation d'isolement quasi total en matière de finances, de commerce et de production. Depuis son arrivée au pouvoir, l'ultralibéral Javier Milei a remis de l'ordre dans les comptes, permis une relative stabilité du peso (la monnaie nationale) et contribué à faire baisser le risque pays, cet indicateur qui mesure le risque qu'un État ne recouvre pas sa dette auprès de ses créanciers.

Est-ce suffisant pour faire de l'Argentine un aimant à investissements directs étrangers (IDE) ? « Il faut se re-

faire une réputation à l'international, car nous avons accumulé plusieurs décennies de méfiance », avertit d'emblée Ramiro Julia, PDG d'Americas Capital Investments. La sévère crise de 2001 et la banqueroute du pays qui en a suivi ainsi que l'expropriation des entreprises étrangères surtout sous l'ère Kirchner

« Pour que les investisseurs étrangers viennent ici, une partie du capital argentin présent à l'étranger doit être investie en Argentine ! »

Ramiro Julia PDG d'Americas Capital Investments

ont laissé des traces. « Cela ne se fait pas du jour au lendemain, mais je reste optimiste. Pour que les investisseurs étrangers viennent ici, une partie du capital argentin présent à l'étranger doit être investie en Argentine ! », poursuit-il.

Le premier capital « étranger » attendu est donc celui détenu par les Argentins eux-mêmes, qui ont jusqu'au

30 septembre pour injecter jusqu'à 100 000 dollars dans l'économie nationale, sans pénalité ni obligation d'en expliquer l'origine. C'est le fameux « blanqueo » (littéralement blanchiment), à travers lequel Milei, comme plusieurs ses prédécesseurs, tente de faire les yeux doux aux fraudeurs fiscaux. L'enjeu est de taille, puisque les spécialistes évoquent le montant de 250 milliards de dollars qui échappent autant au fisc qu'à l'économie. Une somme considérable, qui équivaut à 40 % du PIB national. Les Argentins sont les Latino-Américains qui accumulent le plus de dollars dans des comptes offshore.

Sur l'estrade de l'amphithéâtre du Malba, la prudence se joint à l'optimisme. Questionnée sur la vision des potentiels investisseurs étrangers de l'Argentine de Milei, Sofia Gutiérrez, spécialisée en investissements immobiliers, tempère les ardeurs de l'audience : « Ils en sont encore au wait and see. » Matias Peire estime de son côté que « l'effet Milei en Silicon Valley est d'ores et déjà encourageant ! ». « Bien sûr, il est encore trop tôt pour tirer des

conclusions, considère le cofondateur de Gridx, un accélérateur de start-up du secteur des biotechnologies. Du reste, l'Argentine n'inspirera jamais complètement confiance. Mais on sent déjà que le pays a une carte à jouer, notamment sur les nouvelles technologies. »

L'économiste Alan Clutterbuck insiste sur la nécessité du « consensus politique », afin que les mesures d'aujourd'hui ne soient pas balayées d'un revers de la main au prochain gouvernement. « D'une certaine manière, Milei a placé sur la table des sujets qui font consensus, explique le créateur de la fondation Réseau d'action politique (RAP), qui réunit plus de 200 élus de diverses tendances politiques. Augmenter les exportations, fluidifier les importations, réduire le coût de l'administration... Une grande majorité de la population est favorable à tout ça. Les différences apparaissent quant à la manière de s'y prendre. »

L'un des piliers de l'ère pro-IDE, censée s'ouvrir avec Milei, est le régime d'incitations aux grands investissements (Rigi, en espagnol), entré en vigueur fin août. Il cible les secteurs stratégiques, tels que le pétrole et le gaz, l'énergie, la

sidérurgie, les technologies, les mines, les infrastructures ou encore le tourisme. Le Rigi offre de meilleures conditions en matière d'impôts, de frais de douanes et de taux de change pour les investissements dépassant les 200 millions de dollars. « C'est une bonne chose, considère Sebastian Gurmendi, responsable pour le Crédit agricole en Argentine et en Uruguay. À long terme, il faudrait étendre la logique du Rigi à tous les pans de l'économie, pas seulement aux grands investissements, pour accompagner l'arrivée de capitaux et garantir la sécurité juridique. On voit que certains secteurs souffrent, comme les hôteliers, qui pâtissent de la baisse du tourisme. Mais, en parallèle, d'autres, tels que la construction ou l'automobile, se réveillent. » Buenos Aires est-elle déjà sur les bons rails ? Certainement, selon Gurmendi, qui évoque toutefois la principale faiblesse structurelle du pays : « À mes yeux, la seule façon d'attirer les dollars des investisseurs, c'est de mener une réforme monétaire crédible. Car le peso n'est pas en mesure de remplir les trois fonctions de la monnaie : réserve de valeur, moyen d'échange et unité de compte. » ■

Vers une baisse d'au moins 10 % des tarifs régulés de l'électricité au 1^{er} février 2025

Elsa Bembaron

« Nous entrons dans le monde post-crise de l'énergie de 2022 », estime Emmanuelle Wargon, la présidente de la Commission de régulation de l'énergie, dans un entretien au « Figaro ».

Les consommateurs ont un rendez-vous implicite deux fois par an avec la Commission de régulation de l'énergie (CRE), les 1^{er} août et 1^{er} février, dates de révision – généralement à la hausse – des tarifs régulés de vente de l'électricité (TRVE). Sauf cet été. « Le gouvernement nous a demandé de surseoir la délibération du tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (Turpe), qui représente environ le tiers de la facture d'électricité des Français », explique au Figaro Emmanuelle Wargon, la présidente de la CRE. Conséquence, il n'y a pas eu d'augmentation au 1^{er} août. Cette bonne nouvelle en cache une autre.

« La CRE prévoit une baisse d'au moins 10 % des tarifs régulés de l'électricité au 1^{er} février 2025 », explique sa présidente. Ce qui concerne 57 % des clients résidentiels et des petites entreprises. La baisse annoncée par la CRE correspond à ce que Bruno Le Maire, alors ministre de l'Économie avait demandé, la situant entre 10 % et 15 %. « Cela démontre qu'il a confiance en nos méthodes de calcul », confirme Emmanuelle Wargon, qui détaille le pourquoi de ce résultat. La CRE a mené une nouvelle délibération ce mardi, aboutissant à une confirmation de l'actualisation du Turpe au 1^{er} novembre 2024. Elle aurait dû se traduire par une hausse de 1 % du TRVE. « C'est un calcul mécanique, identique chaque année, qui permet de tenir compte des dépenses des gestionnaires de réseau (RTE et Enedis) qui ont augmenté, du fait de l'inflation et de la nécessité d'opérer de nouveaux raccordements », explique Emmanuelle Wargon. Mais cela nous semblait peu pertinent de procéder à une hausse de 1 % en novembre, avant une baisse significative en février ! » Et ce, même si le futur gouvernement décide de remonter à son niveau d'avant-crise une autre taxe, le Ticfe rebaptisé « accise » depuis. « Nous l'avons intégré à nos scénarios. »

Il faudra néanmoins attendre la fin de l'année pour un chiffrage précis de la baisse du TRVE. « Pour le calculer, nous prenons en compte les prix de marché des vingt-quatre derniers mois. Le dernier trimestre manque encore », mentionne Emmanuelle Wargon, confiante sur la tendance. Nous entrons dans le monde post-crise de l'énergie de 2022, avec des prix stabilisés au-dessus de ceux

d'avant-crise. » Les prix de marché trimestriels ou annuels se situent dans la zone des 60 euros à 80 euros du mégawattheure (MWh), quand ils étaient aux alentours de 40 à 50 euros du MWh avant la crise. Les coûts comptables de l'électricité nucléaire ont, eux, été réévalués autour de 60 euros du MWh. « EDF doit faire face à des chantiers lourds, avec les visites décennales et le grand carénage (le chantier lié au prolongement de la durée de vie des centrales, NDLR). Le prix de fonctionnement du parc nucléaire n'est plus à 42 euros. En sortant de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique (Arenh), dont la fin est programmée au 1^{er} janvier 2026, on acte aussi la sortie de ce prix-là », ajoute Emmanuelle Wargon.

La présidente de la CRE alerte aussi sur le besoin de certains textes législatifs, qui auraient dû être votés pour certains dès 2023. Ils sont nécessaires « pour passer au marché post-Arenh, portant notamment sur une extension des pouvoirs de régulation, tant en intervention qu'en sanction de la CRE auprès

des fournisseurs ». Il manque aussi un texte portant sur « le reversement des recettes nucléaires en cas de hausse des prix », comme stipulé dans l'accord passé entre l'État et EDF. Sur le marché de gros, la CRE voudrait notamment pouvoir intervenir en cas de manque de liquidités. Sur le marché de détail, concernant les particuliers et les petites entreprises, le gendarme du secteur travaille avec les fournisseurs sur la mise en place de « règles de bonne pratique, visant notamment à clarifier les offres commerciales et à garantir qu'ils disposent bien des quantités d'électricité

« Nous voulons inciter les gens à consommer de l'électricité quand elle est moins chère, et donc plus abondante. C'est aussi un moyen de faire baisser la facture »

Emmanuelle Wargon
Présidente de CRE



« La France se place toujours dans l'hypothèse d'une hausse nette de la consommation d'électricité », estime Emmanuelle Wargon, présidente de la CRE. SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

qu'ils revendent. Les lignes directrices ont été publiées mi-juillet et nous rendons publique la liste des fournisseurs qui y adhèrent et celle des autres à la fin du mois de septembre. » Sachant qu'un fournisseur qui ne tient pas ses engagements pourra être épinglé par la DGCCRF pour pratiques commerciales trompeuses.

La clarification des pratiques est d'autant plus importante que l'électrification des usages devrait se poursuivre, dans le cadre de la transition énergétique. La décarbonation de la France passe par là. Soucieuse d'inciter les utilisateurs à mieux consommer, la CRE planche aussi, avec Enedis, sur une redéfinition des heures pleines et des heures creuses. « Nous voulons inciter les gens à consommer de l'électricité quand elle est moins chère, et donc plus abondante. C'est un moyen de lisser les pointes de consommation et donc de maîtriser le dimensionnement des moyens de production et des réseaux. C'est aussi un moyen de faire baisser la facture », souligne Emmanuelle Wargon.

Deux chantiers sont en cours. Le premier concerne « la place des heures creuses dans la journée ». Les plages de 17 à 18 heures, par exemple, pourraient être pleines et non plus creuses. La deuxième innovation sera « de différencier les plages horaires entre l'été et l'hiver, pour prendre en compte la "cloche solaire", période de la journée pendant laquelle la production des panneaux solaires est la plus élevée ». L'écart de tarification entre les heures pleines et les heures creuses devrait être renforcé, afin de rendre ces dernières plus attractives. L'application pourrait commencer fin 2025, avec une mise en place progressive sur deux ou trois ans.

« La France se place toujours dans l'hypothèse d'une hausse nette de la consommation d'électricité. L'objectif est d'orienter cette consommation nouvelle vers les usages les plus nécessaires pour aborder la transition énergétique avec sérieux. Cela signifie aussi que nous aurons besoin de plus de nucléaire et de plus de renouvelables. Il faut aussi agir sur les usages qui sont pilotables, typiquement, la charge d'un véhicule électrique. Tout le monde n'a pas besoin d'avoir une batterie à 100 % tout le temps », résume Emmanuelle Wargon. Le but n'est pas de revenir en arrière sur l'effort de sobriété mais bien d'avoir de nouveau usages s'inscrivant dans la sobriété. « En 2050, selon la stratégie nationale bas carbone (SNBC) la consommation d'énergie devrait avoir baissé de 40 %, mais s'orienter massivement vers l'électricité. La consommation de gaz aura été divisée par deux et le solde restant sera composé de biogaz. »

Une part croissante de la production d'électricité en France proviendra des renouvelables, même si le nucléaire reste prédominant. Pour atteindre ces objectifs, il faut continuer à déployer des capacités de production. La CRE tire d'ailleurs un premier bilan des appels d'offres lancés sur la période 2021-2023, correspondant à la première moitié de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) en cours. Elle prévoyait 28 gigawatts de photovoltaïque et d'éolien terrestre entre 2021 et 2026. « Nous avons lancé des appels d'offres pour 14 GW, mais seuls 10 GW ont été attribués. Je pense qu'il est important d'avoir conscience de cet écart, même si nous avons les moyens d'atteindre les 28 GW d'ici à la fin de la période. » ■

La stratégie d'expansion contrariée du chinois Geely en Europe

Valérie Collet

Le groupe évoque des discussions avec Renault pour produire localement ses voitures.

Marché de l'automobile en berne en Europe, taxes douanières alourdies pour les modèles électriques importés de Chine... Pas de quoi décourager Geely, bien décidé à poursuivre son expansion internationale, y compris sur son marché favori : l'Europe. Les dirigeants du constructeur chinois ont choisi de venir sur le Vieux Continent pour y célébrer leur attachement. Mais, au lieu d'exposer ses tout nouveaux modèles à Paris au Mondial de l'auto qui ouvre ses portes dans un mois, Geely a opté pour Automechanika, à Francfort, un salon professionnel dédié aux équipementiers et fournisseurs automobiles (pièces de rechange, systèmes électroniques, équipements de diagnostic, accessoires, technologies liées aux véhicules électriques...).

Au premier étage de l'un des nombreux halls du parc des expositions, Geely et ses compatriotes BYD, JAC, Hongqi, Avatr... ont créé un mini-salon de l'auto de Francfort ignoré par la plupart des visiteurs. Ils y exhibent de manière assez confidentielle leurs voitures vedettes. Et les dirigeants de Geely y mènent leur lob-

bing contre les taxes européennes : « Même si certains en Europe se retournent contre nous, nous ne nous retournerons jamais contre le marché européen », a lancé mardi Victor Yang, vice-président de Geely Holding Group en charge des affaires publiques devant les journalistes. L'Union européenne est un marché majeur pour beaucoup de nos marques (Volvo, Zeekr spécialisé sur l'électrique, Lynk & Co sur abonnement, NDLR), avec un volume de ventes combiné supérieur à 300 000 unités en 2023. Au premier semestre 2024, elles sont estimées à environ 200 000 unités », précise le dirigeant.

Le groupe, pionnier dans la conquête du marché européen, a choisi il y a quinze ans de s'y infiltrer plutôt que d'imposer sa marque chinoise totalement inconnue hors de Chine. Geely s'est glissé dans le paysage en prenant le contrôle de belles marques européennes : le suédois Volvo Cars, racheté en 2010 à Ford, Manganese Bronze, le fabricant des « black cabs » londoniens, visibles à Paris sous la marque CaoCao, le malaisien Proton, lui-même propriétaire des voitures de course anglaises Lotus. C'est encore Geely qui a racheté à Daimler la moitié du capital de

Smart, ces voitures autrefois fabriquées en Moselle et désormais produites en Chine. Il est aussi le deuxième actionnaire de Mercedes Group avec 9,69 % du capital depuis que BAIC (9,98 %), un groupe automobile chinois détenu par l'État, lui a ravi la première place.

Des véhicules chinois surtaxés

Plus récemment, Geely a pris une participation de 45 % dans Horse (soit autant que Renault, tandis que le saoudien Aramco s'est engagé à hauteur de 10 %), la filiale de Renault devenue un équipementier automobile dans les technologies thermiques et hybrides, bannies en Europe à partir de 2035 mais promises à un bel avenir sur les autres continents. Selon Renault, plus de la moitié des véhicules produits dans le monde devraient encore être équipés de moteurs essence, diesel ou d'autres carburants d'ici à 2040. Horse s'intéresse aussi aux carburants alternatifs, comme le méthanol vert, l'éthanol, l'hydrogène et les e-fuels. « Certains des fruits de ce partenariat avec Renault sont déjà exposés ici, utilisés par les nouveaux modèles hybrides de Lynk & Co et Geely Auto », se félicite Victor Yang.

Mais comme ses concurrents chinois, Geely s'interroge sur la marche à suivre pour déployer ses modèles électriques en Europe fabriqués en Chine, qui seront bientôt surtaxés. Il avait prévu de lancer sa marque électrique premium Zeekr dans six pays d'Europe – dont la France – d'ici à la fin de l'année. Il se contentera de la Suède et des Pays-Bas, déjà défrichés. « Nous n'allons pas poursuivre ce déploiement tant que la décision européenne n'est pas finalisée. En novembre, nous analyserons l'impact des taxes. Différents scénarios sont à l'étude, dont une production locale », explique Lothar Schupet, le directeur des opérations commerciales de Zeekr en Europe. La marque, « pure électrique » à l'origine, va s'hybrider pour « mieux répondre aux attentes des clients ». Mi-2025, un SUV hybride rechargeable et une version équipée d'une extension de recharge seront commercialisés.

Plus généralement, les dirigeants de Geely phosphorent sur la stratégie à poursuivre en Europe. « Nous étudions plusieurs possibilités pour garantir nos marges et notre rentabilité », explique Victor Yang. Nous pourrions utiliser les capacités de production de nos partenaires lo-

caux Volvo ou Renault. Nous sommes en discussion actuellement », dit-il. L'option d'ouvrir une usine en Europe est aussi sur la table, sans que les dirigeants aient donné de précisions. Geely va redéployer sa marque Lynk & Co dont le business model reposait à l'origine sur une formule d'abonnement mensuel avec la possibilité de partager son véhicule en réduisant ses mensualités. Désormais Lynk & Co devient une marque classique. Une nouvelle version de son modèle phare, le 01 hybride rechargeable, est lancée non plus seulement en noir et bleu marine mais en couleurs. Un petit SUV 100 % électrique calqué sur le EX30 de Volvo va aussi étoffer la gamme : le lancement est prévu dans un mois à Milan. Mais sans option d'abonnement. « Il y a trop d'incertitude sur la valeur résiduelle des modèles 100 % électriques », explique Nicolas Lopez Appलगren, le patron de Lynk & Co International.

Après l'infiltration, l'importation en masse en Europe se heurte désormais aux réalités géopolitiques et écologiques. L'Union européenne laisse peu d'espoir d'adoucir sa politique face aux géants chinois de l'automobile. ■

La concentration bancaire européenne, attendue de longue date, vient-elle de débuter ? UniCredit a surpris tout le monde mercredi en annonçant détenir 9 % du capital de l'allemand Commerzbank. La première banque italienne a racheté la part de 4,49 % de sa concurrente cédée ces jours-ci par l'État allemand (702 millions d'euros). Et elle a acquis le solde de sa participation (4,5 %) en Bourse. Au total, UniCredit a déboursé environ 1,4 milliard d'euros pour devenir le deuxième actionnaire de Commerzbank, derrière l'État allemand (12 %). Celui-ci avait dû voler au secours de la deuxième banque du pays lors de la crise financière de 2008-2009. Pour lui éviter la faillite, en 2009, il avait pris 16,5 % de son capital, engageant 18 milliards d'euros. Le 3 septembre dernier, Berlin a annoncé son intention de se désengager progressivement du groupe, dont la santé économique « s'est constamment améliorée depuis 2021. (...) C'est à nouveau un établissement stable et rentable. »

UniCredit a saisi la balle au bond et envisage de poursuivre son offensive sur Commerzbank, à la fois banque des particuliers et gros financeur du Mittelstand, le tissu des PME allemandes. L'établissement italien a d'ores et déjà annoncé qu'il compte « demander l'autorisation de dépasser le cas échéant 9,9 % » du capital de l'établissement « si et quand cela sera nécessaire ». Ces propos ont alimenté les spéculations sur un rachat intégral de la banque allemande et son action s'est envolée de 17 % en Bourse. Andrea Orcel, le PDG d'UniCredit depuis 2021, aurait « passé un coup de fil de courtoisie à Commerzbank mercredi, sans aborder les questions stratégiques telles qu'une éventuelle reprise », indique l'AFP, en citant une source proche du dossier. UniCredit est déjà très bien implanté en Allemagne, depuis le rachat en 2005 de Hypo-

« Le rachat de Commerzbank serait source d'importantes synergies. Et il permettrait à UniCredit de créer un géant de la banque de détail et d'entreprises dans la première économie européenne »

Jérôme Legras
Responsable de la recherche chez Axiom AI

Vereinsbank (HVB). Ironie de l'histoire, la banque italienne avait été conseillée pour ce qui était à l'époque la plus grande fusion bancaire transfrontalière du Vieux Continent, par Andrea Orcel, alors spécialiste des fusions et acquisitions chez Merrill Lynch.

Mercredi, les dirigeants de Commerzbank ont simplement indiqué « avoir pris note » de l'entrée au capital d'UniCredit : « Cela témoigne de l'importance de la banque et des progrès qu'elle a réa-



Le siège de la banque allemande, à Francfort.
RALPH ORLOWSKI/REUTERS

L'italien UniCredit se lance à l'assaut de l'allemand Commerzbank

Danièle Guinot

Il vient d'acheter 9 % de l'établissement allemand et prévoit de grimper au capital.

lisés. » La deuxième banque allemande serait ouverte à des discussions sur un éventuel rapprochement avec UniCredit, selon le Financial Times. Son conseil d'administration devait se réunir mercredi soir. Mais, dans une interview aux Échos, Stefan Wittmann, secrétaire du syndicat Verdi et membre du conseil de surveillance de Commerzbank, a affiché son opposition à ce projet. « L'exemple de HypoVereinsbank (HVB) a clairement montré ce qui se passe quand UniCredit achète une banque en Allemagne, a-t-il déclaré. Elle est démantelée et perd toute son influence. Avant d'être rachetée par UniCredit, HVB comptait près de 30 000 employés. Ils sont aujourd'hui moins de 10 000 et les compétences clés ont été transférées à Milan. » Le syndicat Verdi a demandé mercredi au gouvernement allemand d'arrêter la vente des actions de Commerzbank.

Sur le papier, un rapprochement avec Commerzbank serait pertinent pour UniCredit, qui se porte très bien, avec des bénéfices au zénith, dopés par la hausse des taux d'intérêt. La banque

transalpine, dont la valorisation boursière a été multipliée par 4 depuis 2021, dispose en outre d'un trésor de guerre compris entre 9 et 10 milliards d'euros (en mars). « Le rachat de Commerzbank serait source d'importantes synergies. Et il permettrait à UniCredit de créer un géant de la banque de détail et d'entreprises dans la première économie européenne », souligne Jérôme Legras, responsable de la recherche chez Axiom AI. En difficulté pendant de nombreuses années, Commerzbank avait envisagé en 2019 de se marier avec Deutsche Bank, la première banque allemande alors elle aussi mal en point. Mais le projet, suscitant les doutes des investisseurs et l'hostilité des syndicats, a été vite enterré. Des rumeurs avaient aussi couru d'un rapprochement avec Société Générale. Commerzbank est désormais sur de bons rails. Les lourdes restructurations (plans d'économies, suppression de milliers de postes...) mises place depuis 2021 portent leurs fruits. L'établissement au logo jaune, qui emploie 36 500 person-

nes a également beaucoup profité depuis deux ans de la hausse des taux, ce qui lui a permis de dégager en 2023 son meilleur bénéfice annuel depuis 15 ans (2,2 milliards d'euros). Et il s'attend à faire encore mieux en 2024. Pour autant, en Bourse, Commerzbank reste l'une des banques européennes les moins chères avec une capitalisation boursière de 17,5 milliards d'euros. Ce qui fait d'elle une proie attractive.

L'offensive d'UniCredit a relancé les rumeurs de fusions bancaires en Europe, que les superviseurs appellent de leurs vœux depuis longtemps. Même si des freins subsistent - l'Union bancaire européenne est notamment encore loin d'être achevée et les transferts de capitaux restent difficiles en Europe -, la période paraît plus favorable qu'il y a quelques années. De fait, grâce à la hausse des taux, la majorité de ces établissements sont devenus rentables et leurs bénéfices sont au plus haut. « Les banques européennes ne se sont jamais aussi bien portées en 26 ans de suivi du secteur », soulignait récemment un

analyste de JPMorgan. Or, paradoxalement, les banques ont toujours mauvaise presse en Bourse et restent sous-valorisées. Ce qui les rend abordables. « Par ailleurs, la finalisation des nouvelles réglementations internationales (Bâle 4) apporte de la visibilité aux banques et cela est favorable aux opérations de fusion », explique Jérôme Legras. La clarification de l'environnement réglementaire aurait d'ailleurs encouragé BNP Paribas à racheter fin juillet le gestionnaire d'actifs d'Axa, Axa IM. En Espagne, le géant bancaire BBVA a, lui, lancé une offre hostile d'acquisition sur sa concurrente de plus petite taille, Sabadell. L'opération a obtenu lundi le feu vert de la BCE.

Certains voient Société Générale comme une cible potentielle. Malgré la mise en œuvre d'un plan stratégique visant notamment à renforcer le capital de la banque, son action reste l'une des moins chères au sein de l'Europe bancaire, et elle n'est valorisée que 17,69 milliards d'euros... Soit autant que Commerzbank. ■

Face à l'ultra-fast fashion, Zara monte en gamme avec succès

Mathilde Visseyrias

L'enseigne phare du géant espagnol signe de nouveaux résultats trimestriels records, alors que le prêt-à-porter milieu de gamme traverse la pire crise de son histoire.

Un record de plus. Inditex, maison mère de Zara, a confirmé son statut de leader mondial du prêt-à-porter, en publiant ce mercredi un résultat net semestriel historique de 2,8 milliards d'euros, en hausse de 10,1 %. Alors que le milieu de gamme s'enfonçait dans la crise, le géant espagnol continue au contraire sa marche en avant.

Les ventes ont progressé de 7,2 %, à 18,1 milliards d'euros. Et les perspectives restent positives, grâce à un bon démarrage de la collection automne-hiver. « Le design et la qualité de notre proposition de mode, l'expérience que nous offrons à nos clients, conjugués à l'efficacité de nos opérations, sont les clés de la solidité de nos résultats », affirme Oscar Garcia Maceiras, PDG d'Inditex, qui possède des marques comme Pull and Bear, Massimo Dutti ou encore Berska, en plus de Zara.

Pour garder son incroyable dyna-

misme, le champion espagnol, qui a toujours son fief à La Corogne, a su faire évoluer sa marque phare tout en restant fidèle à son ADN. Ses vêtements sont dans l'air du temps, ils ont un excellent rapport qualité-prix et sont de plus en plus durables.

On doit à Zara d'avoir fait le succès de la fast-fashion : une mode qui se renouvelle en permanence, dont les énormes consommations d'eau et d'énergie font en permanence l'objet de critiques. Mais Zara n'est pas venu alimenter l'ultra-fast fashion, dont l'essor est fulgurant. Les plateformes chinoises Shein et Temu grossissent à vue d'œil en cassant les prix (chemisiers à 5,99 euros, pyjamas à 8,49 euros...). Pas Zara. La marque n'est pas rentrée dans la spirale des prix riquiqui. Au contraire, elle a pris le parti inverse de monter en gamme. Avec succès.

Les prix ont augmenté sans faire fuir les clients. Grâce à une expérience de

« Le design et la qualité de notre proposition de mode, l'expérience que nous offrons à nos clients, conjugués à l'efficacité de nos opérations, sont les clés de la solidité de nos résultats »

Oscar Garcia Maceira
PDG d'Inditex

shopping toujours améliorée et des produits « design, de qualité, à un prix accessible », selon Oscar Garcia Maceiras, le géant espagnol continue de gagner des parts de marché, tout en augmentant ses profits.

« Zara n'avait aucun intérêt à vouloir rivaliser en frontal avec les géants de l'ultra-fast fashion », estime un expert de la mode, rappelant que Shein et Temu sont des pure players d'inter-

net, alors que Zara a plus de 1800 magasins répartis dans le monde.

« Le modèle économique de Zara est très résilient, car il tire parti du meilleur des mondes, en ligne et dans ses points de vente, appuie Claire Gourlier, associée chargée du pôle digital, data & tech chez Kéa, un cabinet de conseil en stratégie. Il se distingue des géants de l'ultra-fast fashion en investissant dans une expérience client sans cesse réinventée, une stratégie digitale ambitieuse et des moyens technologiques extrêmement maîtrisés. »

En fonction des tendances, Zara est capable d'ajuster les collections en cours de saison dans des boutiques qui n'ont jamais été aussi léchées. Fini les petites surfaces. Le géant espagnol privilégie désormais les grands magasins afin de mettre en avant ses (larges) collections. Plus spacieux, dotés aussi des meilleures technologies (caisses automatiques, réservations de cabines d'essayage en ligne, retrait automati-

que des commandes passées sur internet), les nouveaux points de vente offrent une expérience de shopping rarement égalée dans le prêt-à-porter milieu de gamme. Ils sont en plus idéalement placés. Comme à Paris, où un flagship de 2700 mètres carrés a été inauguré l'an passé.

Si Zara réussit ce tour de force, c'est grâce à l'incroyable force de frappe financière de sa maison mère. Inditex soutient la montée en gamme des magasins, mais pas seulement. Le groupe investit lourdement dans la logistique (900 millions d'euros cette année, pour augmenter les capacités). Il peut s'appuyer sur une armée de designers, chefs de produits, des informaticiens et des développeurs, capables d'orchestrer la montée en gamme de la marque. Et alimenter les nouveautés. Dans cet esprit, Zara lancera dans les prochaines semaines une expérience de live shopping dans plusieurs pays européens (dont la France), qui fait déjà un carton en Chine. ■

AWS : « Les besoins en énergie de l’IA deviennent un challenge »

Ingrid Vergara

Arrivé à la tête de la filiale cloud d’Amazon en juin, Matt Garman détaille sa stratégie.

Il est arrivé chez AWS comme stagiaire en 2005, au moment où Amazon s’apprêtait à lancer cette nouvelle branche d’activité : un concept d’infrastructures baptisé « cloud », et qui allait révolutionner l’informatique. Dix-huit ans plus tard, Matt Garman est aux commandes de cette filiale qui contribue pour 60 % au résultat opérationnel du géant américain, après le départ surprise de son prédécesseur, Adam Selipsky, annoncé en mai. Entre les deux, cet ingénieur de formation a occupé de nombreux postes dans la société, dont celui de vice-président des ventes mondiales et du marketing. « Grâce à la combinaison de tous ces points de vue, j’ai acquis une bonne expérience des difficultés rencontrées par les clients, de leurs attentes, ainsi que des possibilités qui s’offrent à nous pour continuer à innover », confie le dirigeant au Figaro.

Ce changement à la tête du leader mondial du cloud intervient à un moment charnière pour cette industrie, en pleine effervescence depuis l’arrivée fracassante de l’intelligence artificielle générative. « L’IA générative est un de ces changements technologiques comme il ne s’en produit pas si souvent et qui ont le potentiel de révolutionner à la fois la façon de travailler et les modèles économiques de nombreuses entreprises. Nous ne sommes qu’au début, mais je crois sincèrement qu’elle transformera absolument tous les secteurs d’activité. »

« Un énorme coup de pouce »

Ces nouvelles technologies accélèrent d’ores et déjà nettement la demande en cloud, comme le montrent les taux de croissance de l’activité d’AWS ces derniers trimestres. D’une part, les start-up qui développent des grands modèles de langage, dans le sillage d’OpenAI, exigent une puissance de calcul que seul le cloud peut apporter. De l’autre, pour exploiter le plein potentiel de ces modèles, les entreprises ont besoin de centraliser toute la richesse de leurs données et d’y accéder de manière sécurisée, simple, souple et rapide. « Les données et la propriété intellectuelle qu’elles apporteront à l’IA générative afin d’améliorer leurs activités seront l’élément différenciateur pour les entreprises. C’est l’une des choses qui accélèrent l’adoption du cloud. Il s’agit donc d’un énorme coup de pouce pour l’activité d’AWS », se félicite son PDG. Il a vu les attentes des direc-

tions d’entreprise évoluer. « Avant, leurs préoccupations portaient principalement sur l’économie et la priorité pour tout le monde était très axée sur la réduction des coûts ou, pour ceux qui opéraient déjà dans le cloud, de réduire leur empreinte environnementale. A partir du moment où ChatGPT a été lancé, presque toutes les conversations ont rapidement basculé sur la façon dont leur entreprise devrait envisager l’IA générative. »

Or, seuls environ 15 % des flux de données des entreprises sont aujourd’hui dans le cloud au niveau mondial, ce qui offre de belles perspectives de croissance pour tous les fournisseurs... « C’est une période importante pour l’industrie du cloud. Nous ressentons l’urgence d’agir vite, de continuer à innover pour nos clients, de nous développer à l’échelle mondiale et de mettre en place de nouvelles capacités. »

Ces derniers mois, AWS multiplie donc les investissements à plusieurs dizaines de milliards de dollars pour construire davantage de centres de données (data centers) à travers le monde. Dernier en date : le Royaume-Uni, qui va bénéficier d’un plan de 9,5 milliards d’euros sur cinq ans. Au printemps, la filiale d’Amazon annonçait 18 milliards d’euros en Allemagne, près de 16 milliards en Espagne ainsi que plusieurs projets dans la région Asie-Pacifique. « Nous voulons qu’AWS soit le moteur de l’innovation mondiale dans le domaine de l’IA pour tous ses clients. Concrétiser cette vision exige d’étendre rapidement nos infrastructures, d’innover nous-mêmes tant au niveau des puces qu’au niveau des services et des capacités, et c’est ce que nous faisons. »

Le nouveau PDG veut accélérer sur une stratégie différente de celle de son rival Microsoft, qui a beaucoup misé sur la société OpenAI. Bedrock, la plateforme IA d’AWS pour les entreprises, a choisi dès le départ d’offrir, entre autres, le plus large choix possible de modèles de langage, y compris ceux en open source. « Les éléments fondamentaux qui intéressent les clients ne changent pas : ils veulent s’assurer que leurs applications et leurs données soient sécurisées, qu’il n’y aura pas de fuite. Nous avons donc pris un peu de temps pour créer une plateforme vraiment robuste, ainsi que des services qui, selon nous, pourraient aider les clients à créer des applications utilisant l’IA générative apportant une réelle valeur ajoutée, par opposition à des actions



Après avoir débuté comme stagiaire chez AWS, Matt Garman dirige désormais cette filiale qui contribue pour 60 % au résultat opérationnel du géant américain. JOSH EDELSON/AFP VIA AMAZON

de marketing tape-à-l’œil qui n’ont pas beaucoup de substance. »

AWS a également investi 4 milliards de dollars dans Anthropic, une start-up concurrente d’OpenAI qui a développé la gamme de grands modèles de langage Claude, qui alimenteront bientôt Alexa, l’assistant vocal d’Amazon. « Anthropic est un élément clé dans notre proposition, mais ce n’est qu’un élément parmi d’autres. Nous apprécions leur équipe et nous avons pensé que c’était un bon investissement pour nous », commente-t-il.

« Cloud souverain » européen depuis l’Allemagne

Depuis quelques mois, certains observateurs s’inquiètent d’une possible « bulle » autour de ces nouvelles technologies, au vu des montants d’investissements qui peuvent sembler démesurés comparés aux espoirs de monétisation. « C’est vrai que l’entraînement de ces modèles est coûteux et nécessite un investissement massif que seuls quelques acteurs peuvent se permettre, reconnaît le dirigeant. C’est un pari. Il y a une chance pour qu’il ne soit pas payant, mais le potentiel est si grand que je pense qu’il y a une bonne chance pour qu’il le soit. En revanche, dans le domaine de l’inférence (l’utilisation de l’IA générative par les entreprises, NDLR), je pense qu’il s’agit

d’un problème temporel. Le coût de l’inférence a déjà été divisé par plus de cent au cours des deux dernières années, et je pense qu’il continuera à baisser rapidement au fur et à mesure que nous développerons de nouvelles techniques, de nouveaux processeurs, des modèles de plus petite taille mais aux capacités plus élevées. Et au fur et à mesure que l’inférence deviendra moins chère, elle ouvrira la voie à davantage de cas d’usage. »

Autre grande inquiétude : l’énergie. Les technologies d’IA générative sont extrêmement énergivores, et, pour les grands fournisseurs de cloud, sécuriser l’approvisionnement devient une priorité. « S’assurer que nous disposons de suffisamment d’énergie, et d’énergies renouvelables, pour répondre aux exigences de l’IA devient un vrai challenge », admet Matt Garman. En mars dernier, Amazon a racheté au fournisseur d’énergie américain Talen Energy un campus directement alimenté par une centrale nucléaire en Pennsylvanie afin d’y construire un immense centre de données. Va-t-on assister à d’autres mouvements similaires à l’avenir ? « Je ne peux pas annoncer si nous allons en voir plus ou pas, mais je pense que oui. Le rythme auquel de nombreuses entreprises du secteur de l’énergie peuvent construire de nouveaux parcs éoliens et solaires n’est probable-

ment pas suffisant pour répondre à la demande d’énergie. En attendant la promesse des petits réacteurs modulaires, nous continuerons à investir dans les projets nucléaires existants qui ont un sens pour nous, tout en investissant dans d’autres projets d’énergie renouvelable. »

D’ici la fin 2025, AWS lancera aussi son offre de « cloud souverain » européen depuis l’Allemagne, avec un investissement de 7,8 milliards d’euros. Contrairement aux exigences posées par la France en matière de souveraineté sur certaines données critiques des États et des entreprises, l’Allemagne n’impose pas un critère juridique, à savoir que la société opérant l’infrastructure soit détenue majoritairement par un acteur de l’UE. « Il a été plus facile de travailler avec les environnements réglementaires dans d’autres pays », reconnaît Matt Garman. AWS n’a pas voulu passer, comme l’ont fait Microsoft et Google Cloud, par des coentreprises avec des sociétés françaises. « Nous voulons que les clients puissent se conformer à toutes les réglementations du pays dans lequel ils opèrent sans avoir à renoncer à toutes les capacités qu’ils sont en droit d’attendre. Et si nous ne pouvons pas faire les deux, nous préférons travailler plus longtemps pour trouver une solution », conclut le dirigeant. ■

LA SÉANCE DU MERCREDI 11 SEPTEMBRE

LE CAC													
	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12		JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12
ACCOR	38,07	+0,85	38,1	37,51	0,3	+10,03	LVMH	607	-0,88	619,3	602,4	0,091	-17,26
AIR LIQUIDE	169,12	+0,08	170,9	168,52	0,106	-3,97	MICHELIN	35,29	-0,51	35,68	35,06	0,187	+8,72
AIRBUS	130,22	-0,17	131,24	128,82	0,139	-6,84	ORANGE	10,77	-0,05	10,81	10,68	0,193	+4,52
ARCELORMITTAL SA	19,68	-0,1	20,08	19,66	0,26	-23,35	PERNOD RICARD	126,55	+1,4	126,7	124,5	0,226	-20,78
AXA	35,3	+0,97	35,53	35,06	0,169	+19,7	PUBLICIS GROUPE SA	94,7	-0,11	95,3	94,2	0,12	+12,74
BNP PARIBAS ACT.A	62,61	+0,69	63,06	61,76	0,151	+0,03	RENAULT	38,5	0	38,93	37,62	0,254	+4,32
BOUYGUES	31,57	-0,22	31,8	31,33	0,155	-7,47	SAFRAN	196,2	+0,03	197,35	194,3	0,154	+23,04
CAPGEMINI	190,4	+0,21	192	189,3	0,178	+0,87	SAINT GOBAIN	76,86	-0,67	77,9	76,42	0,137	+15,3
CARREFOUR	15,06	+0,03	15,19	15,035	0,287	-9,09	SANOFI	104,56	-0,97	105,6	104,52	0,1	+16,49
CREDIT AGRICOLE	14,19	+0,21	14,315	14,075	0,116	+10,41	SCHNEIDER ELECTRIC	220,05	+0,07	222,85	217,65	0,102	+21,05
DANONE	65,78	-0,45	66,18	65,38	0,167	+12,1	SOCIETE GENERALE	21,79	-0,07	22,365	21,55	0,372	-9,3
DASSAULT SYSTEMES	35,42	+2,25	35,6	34,5	0,154	-19,93	STELLANTIS NV	13,628	-0,37	13,928	13,504	0,067	-35,55
EDENRED	36,83	-2,95	38,06	36,8	0,163	-31,97	STMICROELECTRONICS	25,16	-0,14	25,7	24,99	0,407	+44,39
ENGIE	16,025	+0,38	16,035	15,825	0,251	+0,67	TELEPERFORMANCE	97,14	+0,29	98,04	96,2	0,341	+26,44
ESSILORLUXOTTICA	209,3	-0,48	210,9	209	0,1	+15,25	THALES	145,85	-0,21	147,3	144,95	0,054	+8,88
EUROFINS SCIENT.	52,48	-0,98	53,06	52,2	0,152	-11,02	TOTALENERGIES	60,19	+0,53	60,46	59,64	0,147	-2,29
HERMES INTL	1904	+0,42	1929,5	1892,5	0,054	-0,77	UNIBAIL-RODAMCO-WE	75,58	-1,23	76,7	75,04	0,198	+12,94
KERING	229,8	+0,22	235,15	228,7	0,179	-42,41	VEOLIA ENVIRON.	29,47	-0,14	29,53	29,17	0,199	+3,19
L'OREAL	367,7	-2,35	379,05	367,7	0,122	-18,41	VINCI	109,9	+0,05	110,9	109,15	0,155	-3,34
LEGRAND	98,7	+0,9	100,05	97,84	0,16	+4,89	VIVENDI SE	10,065	+0,83	10,065	9,952	0,15	+4,02

LES DEVISES	MONNAIE	1 EURO=
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,656 AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,4997 CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8438 GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	8,6106 HKD
JAPON	YEN	156,6 JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9358 CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,1043 USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,363 TND
MAROC	DIRHAM	11,103 MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	37,557 TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	53,3719 EGP
CHINE	YUAN	7,8534 CNY
INDE	RUPIE	92,743 INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	146,0578 DZD

L'OR	VEILLE	31/12
Lingot 1KG	73 392,4	+22,08 %
Lingot 100g	7 350,24	+22,04 %
Lingot 50g	3 681,12	+21,1 %
Lingot ONCE (31,10g)	2 294,86	+21,95 %
Lingot 10g	744,12	+21,71 %
Lingot 2,5g	193,21	+20,74 %
20FF NAPOLÉON	457,92	+22,09 %
20FF SUISSE	452,81	+22,09 %
SOUVERAIN	572,57	+22,01 %
KRUGGERAND	2 441,28	+22,09 %
50 PESOS	2 916,16	+22,09 %
10 DOLLARS	1 192,43	+22,09 %
20 DOLLARS	2 385,86	+22,09 %



Accédez au cours instantané

LA VALEUR DU JOUR

Safran lorgne un réparateur américain de moteurs d’avions

Safran Aircraft Engines, la division spécialisée dans l’étude et la fabrication de moteurs pour l’industrie aéronautique et spatiale du groupe français, a annoncé vouloir s’offrir la société américaine CRT (Component Repair Technologies), « acteur mondial de premier plan de la réparation de pièces de moteurs aéronautiques ». CRT est spécialisé dans la réparation de pièces de grande dimension (carters ou pièces tournantes) pour les moteurs CFM56, Leap et les moteurs de forte puissance. « Ce projet acquisition s’inscrit pleinement dans le plan de montée en capacité de notre réseau mondial de la maintenance et de réparation », souligne Jean-Paul Alary, président de Safran Aircraft Engines. Ce plan comprend, d’une part, des investissements sur l’ensemble des sites existants et, d’autre part, la création de nouveaux sites. Récemment, le groupe français a ainsi annoncé la construction d’un nouvel atelier à Querétaro (Mexique).

Le rachat de CRT va permettre d’accompagner la « forte croissance des activités de services du Leap », ajoute Safran Aircraft Engines. Avec plus de 10 600 moteurs en carnet de commandes, le moteur Leap a déjà été livré à plus de 7 500 exemplaires. Ce turbo-réacteur a été sélectionné par près de 170 opérateurs dans le monde entier. Safran est en grande forme financière : son chiffre d’affaires a grimpé de 19,2 % au premier semestre, à 13,05 milliards d’euros, et son bénéfice net a progressé de 37 %, à 1,4 milliard. Le dynamisme de ses activités services et maintenance a largement participé à cette performance. En raison des retards de livraisons d’avions neufs, les compagnies prolongent en effet l’exploitation de leurs appareils plus anciens qu’elles doivent donc entretenir. Le titre Safran a terminé pratiquement à l’équilibre mercredi (+0,03 %, à 19,20 euros). Mais, depuis le début de l’année, tandis que le CAC 40 fait du surplace, il grimpe de 22,8 %. ■

L'édition part en guerre contre Z-Library, la plus grande plateforme de livres piratés

Claudia Cohen

Le tribunal judiciaire de Paris doit se prononcer sur le blocage de 98 sites miroirs de ce géant russe du piratage.

« **L**a triste réalité est qu'un ouvrage disponible aux aurores en librairie peut se retrouver quelques heures plus tard sur ce site pirate », se désole auprès du *Figaro* la directrice générale d'une grande maison d'édition française. Tenir debout de Mélissa Da Costa (Albin Michel), les dix derniers lauréats du prix Goncourt, l'œuvre presque complète d'auteurs de best-sellers comme Guillaume Musso, les classiques de Rabelais... Parmi les dix millions de titres présents sur Z-Library, la plus grande plateforme de livres numériques piratés, les auteurs français ne sont pas plus épargnés que leurs pairs internationaux. « *Les manuels universitaires un peu trop chers, quelques BD... j'ai dû déjà aller chercher une vingtaine d'ouvrages sur cette bibliothèque fantôme* », confie timidement Alexandra, étudiante passionnée de mangas. « *C'est une guerre sans fin, puisque le site ferme d'un côté et ouvre le lendemain sous un autre nom*, souffle Patrice Locmant, directeur général de la Société des gens de lettres (SGDL). On pense que le manque à gagner pour les auteurs français est significatif. » Après les États-Unis et le Royaume-Uni, c'est au tour de l'Hexagone de partir en guerre contre ce site pirate, fondé il y a plus de dix ans par Anton Napolsky et Valeriia Ermakova. L'arrestation par le FBI de ce couple de jeunes Russes, il y a quelques mois dans une petite chambre d'un hôtel de Cordoba, en Argentine, avait eu tout d'un scénario de film d'action...

Ce jeudi, le tribunal judiciaire de Paris devrait se prononcer sur le blocage de 98 noms de domaines liés à Z-Library, qui s'est transformé en une organisation criminelle internationale à logique industrielle. En 2022, le Syndicat national de l'édition (SNE), à l'origine de cette nouvelle plainte contre le site pirate, avait déjà obtenu l'interdiction de 209 autres noms de domaine. Le régulateur français, l'Arcom, avait ainsi dû procéder au blocage par les principaux fournisseurs d'accès à internet (Orange, SFR, Bouygues Telecom et Free) de toutes ces adresses identifiées et rattachées à Z-Library.

Dans le détail, le syndicat s'appuie une nouvelle fois sur l'article L. 336-2 du code de la propriété intellectuelle : « *En présence d'une atteinte à un droit d'auteur (...) occasionnée par le contenu d'un service de communication au public en ligne, le président du tribunal judiciaire (...) peut ordonner à la demande des titulaires de droits sur les œuvres et objets protégés, de leurs ayants droit, (...) toutes mesures propres à prévenir ou à faire cesser une telle atteinte à un droit d'auteur ou un droit voisin.* »

Z-Library a connu à travers le monde une seconde vague de popularité auprès des jeunes générations, par le biais notamment de TikTok où les utilisateurs se partagent des liens de redirection vers le site pirate. Le hashtag #ZLibraryBooks totalise à ce jour plusieurs millions de vues.

Selon une récente étude de l'Authors Guild, le piratage de livres électroniques aurait fait baisser de 14 % les ventes de livres aux États-Unis. En France, où le marché du livre numérique est bien moins

développé, il n'existe à ce jour aucune donnée disponible. « *Il reste difficile pour l'édition d'évaluer les volumes de ventes qui nous échappent à cause du piratage, notamment car notre secteur repose sur une économie de prototypes* », explique Marie-Christine Conchon, directrice générale adjointe du groupe Editis, numéro deux français. Les professionnels du livre ne s'appuient pas sur des projections de revenus publicitaires, à l'inverse par exemple des diffuseurs de match de football qui voient leurs audiences se déporter vers des sites illégaux de streaming...

14 %
Baisse des ventes de livres
provoquée par le piratage aux États-Unis

« *Il n'y a pas de remontée d'information systématique à l'auteur que son livre est présent sur un site pirate*, poursuit-elle. En tant qu'éditeur, nous avons surtout au cœur de nos responsabilités vis-à-vis des auteurs qui nous confient leurs droits, de faire en sorte que ces exploitations illégales disparaissent au plus vite. »

Les grands éditeurs s'aident donc, depuis la pandémie de Covid-19, de robots capables de détecter, presque en temps réel, les ouvrages de leur catalogue qui apparaissent sur les sites pirates. « *Editis s'appuie sur un prestataire, spécialisé dans les contenus culturels, dont la technologie scanne tous les jours des centaines de milliers de domaines pour identifier des versions illicites de nos contenus* », précise Raphaël Musitelli, responsable distribution numérique d'Editis.

Une fois les contenus pirates détectés, les équipes juridiques s'activent pour que les géants de la tech comme Google retirent rapidement de leur mo-

teur de recherche grand public tous les liens qui pointent vers ces contenus piratés. « *Il y a un vrai enjeu de référence sur le web pour notre secteur, car parfois les sites pirates sont mieux référencés, via des mots-clés spécifiques, que les sites officiels de ventes de livres* ! glisse Raphaël Musitelli. Ces quatre dernières années, Editis a fait supprimer près de 70 millions de liens pirates. »

« Editis s'appuie sur un prestataire, spécialisé dans les contenus culturels, dont la technologie scanne tous les jours des centaines de milliers de domaines pour identifier des versions illicites de nos contenus »

Raphaël Musitelli
Responsable distribution numérique d'Editis

« *Avec la Société française des intérêts des auteurs de l'écrit, nous avons récemment mis en place un système pour démocratiser l'accès à ces outils de détection en permettant aux petits éditeurs de souscrire à un tarif beaucoup plus faible* », précise de son côté Patrice Locmant. Les actions des maisons d'édition sont désormais complétées par les évolutions de l'arsenal juridique français, qui offre de nouvelles voies d'actions et des temps de décisions de plus en plus rapides pour lutter contre la visibilité de ces sites pirates. « *On espère une décision positive du Tribunal de Paris contre Z-library, pour marquer encore une fois le coup* », glisse un éditeur.

Selon nos informations, le SNE a d'ores et déjà dans ses tuyaux de nouvelles procédures judiciaires. Pour les éditeurs, la prochaine bataille sera de prouver que les géants de l'intelligence artificielle (IA) générative ont aspiré illégalement leurs ouvrages pour nourrir leurs modèles, par le biais de ces sites pirates... Pour rappel, pirater des livres électroniques est passible en France de trois ans de prison et de 300 000 euros d'amende. ■



Le propriétaire de GB News rachète le prestigieux « The Spectator »

Carla Plomb

Figure des fonds spéculatifs, Paul Marshall confirme ses ambitions dans les médias conservateurs britanniques.

Nouveau coup de maître pour celui qui ambitionne de devenir un grand patron de presse de droite. L'hebdomadaire *The Spectator* a été vendu pour 100 millions de livres sterling au groupe de média Old Queen Street (OQS), propriété de Sir Paul Marshall, figure des fonds spéculatifs et propriétaire de la chaîne GB News, surnommée par certains la « Fox News britannique ». Le multimillionnaire de 65 ans a battu une vingtaine d'autres candidats dans cette course, dont le groupe de presse allemand Axel Springer, éditeur du tabloïd *Bild*.

Les titres *The Spectator* et *The Telegraph* ont été mis en vente l'année der-

nière après avoir été saisis par Lloyds Banking Group auprès de leurs propriétaires de longue date, la famille Barclay, criblée de lourdes dettes. Le fonds américano-émirati Redbird IMI, soutenu par le cheikh Mansour Ben Zayed al-Nahyan, vice-président des Émirats arabes unis, a repris la dette de 1,2 milliard de la famille. En contrepartie, 600 millions de livres de ce prêt devaient être convertis en propriété du *Telegraph* et du *Spectator*.

Cette possible prise de contrôle avait ému la classe politique, inquiète que d'influents quotidiens britanniques puissent tomber sous la coupe de fonds étrangers. Londres a ainsi annoncé en mars qu'il modifierait la loi pour interdire aux États

étrangers de posséder des journaux britanniques. Face à cette pression, Redbird IMI a finalement jeté l'éponge et les deux journaux ont été remis en vente en avril.

Dans la presse depuis 2017

La fortune de sir Paul Marshall est estimée à 875 millions de livres sterling, mais il reste peu connu en dehors des milieux financiers et politiques. Ancien candidat-député, fait chevalier pour ses services à l'éducation et à la philanthropie, ses premiers pas dans la presse remontent à 2017. Cette année-là, il finance la création du « *site d'informations et d'opinion* » UnHerd. Longtemps partisan des libéraux-démocrates, l'homme d'affaires a

finallement rallié le Parti conservateur et fait campagne pour le Brexit.

Très influent auprès de la droite britannique, *The Spectator* se revendique comme l'hebdomadaire le plus ancien au monde, publié sans interruption depuis 1828. L'ancien premier ministre Boris Johnson en a été le rédacteur en chef de 1999 à 2005 et il fut un tremplin pour nombre de personnalités conservatrices.

En lice pour acquérir le *Daily Telegraph* et le *Sunday Telegraph* qui restent en vente, Paul Marshall est déjà comparé à Rupert Murdoch, le fondateur du plus important groupe de presse anglophone, News Corp, qui compte la chaîne de télévision Fox News et le *Wall Street Jour-*

nal aux États-Unis, ainsi que le *Times* et le *Sun* au Royaume-Uni, et 60 % des journaux australiens. Ce dernier est aussi candidat au rachat des deux titres britanniques. À ses côtés figurent d'autres concurrents de poids comme Jonathan Harmsworth, président du *Daily Mail*, le deuxième journal britannique en nombre de ventes quotidiennes, et Mathias Döpfner, patron du groupe Axel Springer.

L'acquisition du *Spectator* a entraîné le départ d'Andrew Neil, son directeur. Il avait annoncé qu'il démissionnerait en cas de rachat par des fonds spéculatifs, dénonçant le risque de conflit d'intérêts. ■

LE FIGARO
Billetterie

Théâtre

Humour

Musique

Tous vos spectacles sur billetterie.lefigaro.fr

LE FIGARO et vous



STYLE

DE LA VALISE EN ALU AU SAC
EN VUE, LE VOYAGE AU PAYS
DU LUXE DE RIMOWA **PAGE 33**



RENTÉE MUSICALE

À L'OPÉRA, RETOUR DE SPECTACLES
LÉGENDAIRES. CÔTÉ ROCK, LES GÉANTS
TIENNENT L'AFFICHE **PAGE 35**

Design : retour vers la nature

Brique, verre, porcelaine blanche, bois... Au salon Maison&Objet, les matériaux bruts gagnent les faveurs des créateurs. Une tendance forte. **PAGE 32**



Alli Sha Gallefoss



Aurélien Veyrat

Valerie Objects

Sophie Lévy prend la barre du Voyage à Nantes

Thibault Dumas Nantes

Passée par la direction de grands musées, la quinquagénaire a la lourde tâche de succéder à Jean Blaise à partir du 1^{er} janvier prochain.

Nantes, ville à l'identité floue, va décidément bien à Sophie Lévy. La directrice du Musée d'arts depuis 2016 grimpe les échelons. À partir du 1^{er} janvier 2025, elle barrera le paquebot Voyage à Nantes, qui est tout à la fois festival estival (750 000 visiteurs en 2023) et société publique touristico-culturelle aux moyens conséquents : 390 salariés, 34 millions d'euros de budget (dont 58 % de subventions). « Je me plais dans cette ville dépeinte par Jacques Demy ou Julien Gracq. Le mélange des genres, entre le bourgeois et le populaire, l'institutionnel et l'interlope. Tout change d'un bâtiment à l'autre dans la même rue », confie la Nantaise d'adoption, née à Genève, mais à la généalogie

nordiste autant que pied-noir.

C'est à la tête du LaM (Musée de Lille Métropole), à partir de 2008, que se fait connaître cette diplômée de l'Institut national du patrimoine et d'HEC. « Je l'ai longtemps caché. Car ça passait mal dans le milieu culturel », sourit-elle. En 2016, elle prend la tête du Musée des beaux-arts de Nantes, embourbé dans d'interminables travaux et une vacance de direction. Six ans de fermeture au lieu de deux, pour une facture de 85 millions d'euros.

La pression s'avère immense quand le rebaptisé Musée d'arts rouvre ses portes. Près de 1000 œuvres exposées, du XIII^e siècle à nos jours. Le succès populaire parle pour Sophie Lévy : 255 000 visiteurs en six mois pour l'exposition « Hyper

sensible », sur la sculpture hyperréaliste. Près de 430 000 en tout en 2023, un record.

« Expérience partagée »

« Il y a toujours une part de mystère, mais ça reste un succès collectif », déclare celle qui aime varier les expositions temporaires. Entre « le près, en lien avec le territoire, et le plus lointain ». Ce qui donne des installations contemporaines l'été (pour le Voyage à Nantes, déjà), James Turrell par exemple. Du thématique ou du monographique le reste de l'année : Suzanne Valadon, Charlie Chaplin et les avant-gardistes ou les « Paquebots 1913-1942 » (à venir). « La culture, ce n'est pas seulement un acquis, un avoir. C'est une expérience partagée qui touche l'âme, donne de la joie à

des êtres spirituels », théorise la néodirectrice du Voyage à Nantes. « Sophie Lévy a plutôt fait du bon boulot au Musée d'arts mais ce jeu de chaises musicales nantaises m'interroge. Il aurait peut-être fallu ouvrir les portes et les fenêtres dans le recrutement », juge Laurence Garnier, la sénatrice de Loire-Atlantique (LR).

Sophie Lévy aura la lourde tâche de succéder à Jean Blaise. Un « monstre sacré » du « renversement de la ville par l'art » : Les Alumières, Le Lieu unique, le VAN, Nuit blanche à Paris. Avec une part d'ombre. Sa mise en examen pour favoritisme dans la construction d'une attraction des Machines de l'île. Ou la polémique du Voyage en hiver 2023, accusé de brader la symbolique de Noël. ■

CULTIVEZ L'ART DE VOYAGER

Avec Arts et Vie
le n°1 du voyage culturel

- Voyages accompagnés en petits groupes
- Programmes culturels de qualité
- Guides francophones expérimentés
- 98% de voyageurs satisfaits
- Engagés pour un tourisme responsable

DEMANDE DE BROCHURE

Recevez gratuitement notre brochure de voyages Evasion 2025 :

► Par téléphone au 01 64 14 52 97

► Sur internet : en scannant le QR Code

www.artsetvie.com



ARTS ET VIE
VOYAGES CULTURELS



DIOR



DIOR

COLLECTION *MY DIOR*
Or jaune, or blanc, or rose et diamants.

À Maison&Objet, la création se veut vertueuse

Elsa Cau

Le salon annuel de la décoration et du design a mis en lumière des designers responsables qui, tout en imaginant des formes futuristes, misent sur la naturalité.



1



2



3



4



5

Terra Cosmos, c'est la thématique empliée de mystère de cette 30^e édition du salon Maison&Objet qui vient de fermer ses portes au parc des expositions de Villepinte. L'idée ? Décrypter les nouveaux désirs des consommateurs en quête d'innovation, de sens, d'avenir. Une exploration au propos profondément optimiste qui donne carte blanche à l'imaginaire lié au cosmos, comme synonyme d'avenir prometteur. Derrière le terme de Terra, il faut aussi comprendre la matière, source infinie de recherche, allant du matériau brut à la technologie. S'en dégagent des tendances phares, qui irradiant le monde de la décoration. Réflexion écologique intelligente et ludique, formes étonnamment futuristes, mais s'inspirant de la nature la plus brute, ultraluxe vertueux et transparence des matières, étaient au cœur de cette édition. Prêts à réenchanter votre quotidien ? Passage en revue de 6 réalisations qui invitent à la réflexion et suscitent l'émerveillement dans nos intérieurs.

■ Lionel Jadot, le feu sacré du designer de l'année

Il aurait sans doute entretenu des débats passionnés avec William Morris. Designer, décorateur, artiste, maître récupérateur, Lionel Jadot est sans conteste le symbole d'une ère en pleine mutation – notamment écologique. Une transition dont les codes lui sont intuitifs. Né dans un atelier de chaises à Bruxelles, où sa famille fabrique des assises depuis six générations, tout jeune, il transforme déjà la totalité de ce qui lui tombe sous la main. Son âme d'enfant est toujours là, dans les décors qui prennent vie sous sa main ou sa direction. Au Mix, toujours à Bruxelles, on se sent pénétrer dans la gueule d'un monstre joyeux où chaque meuble prend vie. Ce projet, Lionel Jadot l'a concrétisé avec une cinquantaine d'artistes et d'artisans, la plupart d'entre eux hébergés et travaillant dans son atelier de Zaventem, ancienne papeterie reconvertie en pépinière de designers. «Radical», le terme revient souvent dans la bouche de ce fédérateur de talents : réunir une communauté aux profils radicaux et, pour cette édition de Maison&Objet consacrée à des thématiques qui lui sont chères, livrer un pavillon central (4) qui soit l'«illustration de (m) a philosophie de l'hospitalité, mais de façon plus radicale et expérimentale». Loin du greenwashing, accompagné de ses jeunes designers, Lionel Jadot ouvre la voie d'un design écologique à la réflexion profonde, à coups de techniques diverses dans le traitement de la matière recyclée, d'esthétiques expérimentales, et non sans humour.

■ Valerie_objects et White Dirt, le «futur antérieur»

Fondée à Anvers par Axel Van Den Bossche et par la directrice artistique Veerle Wenes, Valerie_objects fonctionne comme une petite maison d'édi-

tion, collaborant avec des designers, des architectes ou des artistes pour des collections d'objets du quotidien à l'esthétique recherchée. «Artifacts» représente selon eux leur projet le plus sculptural. Le studio de design White Dirt, basé à San Francisco et créé en 2020 par Dana Harel, a ainsi réalisé pour la marque une série de vases (3) et de carafes au style «brut, terreux et poétique», formant une sorte d'objet-patchwork, d'archéologie du futur, comme un conte de science-fiction aux accents historiques. Mais peut-être est-ce simplement le souvenir de Tel-Aviv, où grandit cette artiste en formant son oeil aux ruines anciennes et à l'architecture Bauhaus mêlée en un même paysage...

■ Aurélien Veyrat, une brique pour l'avenir

À la tête de son propre studio depuis 2008, Aurélien Veyrat travaille entre Lille et Roubaix. Toujours à mi-chemin entre les disciplines, le design et l'art, l'objet et l'installation, la technique et le concept, il collabore avec Jean Nou-

vel, pour qui il crée notamment le mobilier (édité par Ligne Roset) de la Philharmonie de Paris, ainsi qu'un système de cloisons murales pour l'entreprise italienne Methis. Le designer commence véritablement à s'exposer en son nom propre à partir de 2021, lorsque le Mobilier National acquiert l'une de ses pièces, le Module L, une étagère en hêtre modulable. La même année, il présente pour la première fois ses totems de briques rassemblés sous le projet Fragments (2). Conservant et archivant toutes leurs chutes liées à la découpe au jet d'eau, il leur offre un nouvel usage en les associant à d'autres matériaux, très disparates. L'ensemble est aggloméré par du ciment, du mortier ou des plâtres bruts ou teintés, selon les couleurs souhaitées. «La brique est le plus ancien matériau de construction créé par l'homme», nous rappelle-t-il, évoquant au passage une «esthétique de l'archéologie». Universelle, aussi bien antique qu'avant-gardiste, objet originel de la tour de Babel il y a 3 000 ans, questionnant par son ambiguïté les fondements de notre architecture contemporaine

dans les années 2020... Pour le designer, ce matériau témoigne de l'état charnière de notre époque. Ses colonnes sculptées semblent alors les points de départ de nouveaux mondes.

■ La Romaine Éditions, poésie de l'ordinaire

D'abord acheteuse pour les Galeries Lafayette, puis directrice de la boutique de design de la Fondation d'entreprise Lafayette Anticipations, Pauline Vincent lance sa maison d'édition en 2020. Elle propose en ligne des objets toujours colorés, joyeux et poétiques pour la maison autour de plusieurs collections annuelles, dont les pièces artisanales sont créées par différents artistes et artisans. À chaque fois, elle rend hommage à une couleur, une humeur ou une saison. Vase Pompon, bougie Pivoine en verre de Murano et autres assiettes en barbotine (1) complètent cette année la collection des «Iconiques» de la marque. À cela il faut ajouter des pièces plus importantes pour le décor de la maison, comme des lampes de chevet rondes et colorées et des suspensions en verre.

■ Les Rising Talent Awards, cap au nord

Les lauréats sélectionnés n'avaient pas 35 ans et un studio créé il y a moins de cinq ans. En revanche, cette année, le jury de Maison&Objet se concentrait sur les pays scandinaves (Suède, Danemark et Norvège), la Finlande et l'Islande. De-reen O'Sullivan, responsable des Rising Talents Awards pour Maison&Objet, le souligne : «Les pays nordiques font preuve d'un grand dynamisme, soutenu par une riche histoire et un savoir-faire considérable. Il y a dans le nord de l'Europe un rapport différent au temps et aux matières naturelles, souvent laissées à l'état brut. La jeune génération affirme un nouveau langage souvent proche du Craft et Collectible Design.» Le jury a mis en lumière sept jeunes talents. Trois d'entre eux, dont un duo, ont particulièrement retenu notre attention. Le Norvégien Ali Shah Gallefoss, 35 ans, diplômé de l'Academy of Art and Design de Bergen puis de l'Academy of the Arts d'Oslo, et son mobilier en métal et céramique aux formes futuristes. «Le design scandinave est très bien fait, subtil, mais un peu ennuyeux. Pourquoi n'y sent-on pas la pluie, les couleurs du temps, la rugosité des montagnes?», constate-t-il. Se situant également à la croisée du design et de l'art, le duo Lab La Bla, formé par Axel Landström et Victor Isaksson Pirtti, a grandi près du cercle polaire, en Suède. À 31 ans, ils sont tous deux diplômés de l'institut florentin Lorenzo de Medici en Jewelry Art and design et en design industriel. Sous des dehors amusants, jouant de l'absurde, les jeunes créateurs portent en réalité le poids de leur génération. «Le designer a une grande responsabilité : il est au carrefour de la recherche, de la matière première, de la façon dont nous produisons. Il réfléchit à la création d'un système vertueux et pérenne.» Leur ville natale, Luella, est le siège d'une importante usine sidérurgique fournissant une grande partie de l'acier européen. Lab La Bla s'en sert, recycle, réinvente, colore et fait parler les meubles (5), quand il ne récupère pas du bois ou du verre. On ne peut s'empêcher de penser, pour chacun de ces talents, au design postindustriel iconoclaste allemand des années 1980 ou même aux radicaux italiens de la décennie précédente. Preuve que la création est un éternel recommencement. ■

L'ultraluxe met cartes sur table

L'univers du luxe ne semble jamais avoir été aussi créatif qu'en ces temps de remise en question. Point de cuir animal ? Vous prendrez bien un peu de peau de pommes ? Trêve de plastique ? Revenons simplement à l'ancien modèle artisanal. Dans un monde où l'on privilégie de plus en plus le fameux cercle vertueux de fabrication, on réapprend la lenteur et l'art de la collection. L'occasion pour de beaux projets de voir le jour où le design est léché et le storytelling, bien maîtrisé. Après deux ans de recherche, le «maître cartier depuis 1848» Grimaud dévoilait à Maison&Objet sa nouvelle identité avec une première collection de cartes à jouer (bridge, patience, belote...) et d'arts

divinatoires (tarot de Marseille, oracle Belline) conçue comme un ensemble de belles pièces agrémentées d'accessoires haut de gamme, tous personnalisables.



5

Deux artistes françaises ont travaillé à leur création. Julie Serre actualise les figures parisiennes historiques des cartes à jouer tandis que Margot Reverdy propose une nouvelle version du tarot de Marseille. Objectif : proposer de très beaux jeux, joliment illustrés, aux finitions artisanales – et français, s'il vous plaît –, pour que la carte soit non seulement jouée, mais aussi exposée chez soi au même titre que le fameux «coffee table book». L'artisanat est mis en avant à chaque étape de fabrication et les cartes sont produites dans les anciens locaux de l'Imprimerie nationale française. Derrière Grimaud se cache l'incursion pour la partie ultraluxe de la société Cartamundi, leader mondial des jeux de cartes, qui possède aussi quelques mai-



L'Original Bag de Rimowa a nécessité deux ans de mise au point. RIMOWA, ED AKED



« Avec son allure tout-terrain, le sac Rimowa va à rebours des habitudes de la maroquinerie »

Propos recueillis par **Valérie Guédon**

Le géant allemand de la valise en aluminium se lance dans l'it-bag de luxe. Rencontre avec son PDG français, Hugues Bonnet-Masimbert.

Tout le monde n'a pas les moyens de s'offrir une valise cabine à 1180 euros, mais tout le monde connaît le bagage en aluminium de Rimowa, créé en 1927 et encore aujourd'hui de toutes les premières classes au sol et en l'air. Rachetée il y a huit ans par LVMH, l'entreprise allemande se plie désormais à la culture du groupe français en lançant... son premier sac (la maroquinerie au sens large reste le nerf de la guerre du luxe). Évidemment l'idée n'est pas de faire comme les autres, d'où cet Original Bag, aux airs de mini-valise en alu, destiné aux femmes et aux hommes, et qui a vocation à traverser toutes les modes (comme sa bagagerie) mais aussi tous les moments de la vie. Il aura fallu deux ans à ce fleuron de l'industrie installé depuis 1898 à Cologne, pour intégrer le savoir-faire maroquinier et mettre au point ce fermoir qui se manipule (vraiment) d'une seule main. Rencontre avec son PDG Hugues Bonnet-Masimbert, pas peu fier de présenter ce sac à main « *atypique qu'on peut porter dans le métro comme à un mariage* ».

La mise au point de ce sac vous a demandé plus de deux ans de travail. Pourquoi ? En lançant cet Original Bag, nous arrivons sur un terrain de jeu très concurrentiel. Il y a beaucoup, beaucoup de marques très talentueuses qui créent et lancent beaucoup, beaucoup de produits. Il a fallu d'abord nous demander quel était notre angle, ce que voulait dire de fabriquer un sac Rimowa. Nous avions un



Dans nos métiers, il faut être obsédé par le produit, et non par le marketing

Hugues Bonnet-Masimbert
PDG de Rimowa

brief précis, des attentes élevées sur l'esthétique qui devait nous définir et être intemporelle - valeurs propres au design allemand. Le design pour le design ne nous intéresse pas : nous sommes une marque de luxe fonctionnelle. Or, ce sac à bandoulière qu'on porte à l'épaule, s'ouvre et se ferme d'une seule main. Une option essentielle quand on est à vélo en ville. Ce développement peut sembler simple et trivial mais dans notre contexte semi-industriel, il a des conséquences plus importantes qu'on ne le pense. Avoir réussi à internaliser toute la fabrication de notre Original Bag dans notre usine de Cologne, à acquérir les techniques d'assemblage sur des objets de cette taille, à développer ce savoir-faire artisanal que requiert la maroquinerie haut de gamme, notamment pour l'intérieur de ce sac entièrement en cuir, fait de nous une marque plus riche aujourd'hui.

Le succès du Personal Bag, sorte de trousse de toilette en aluminium à bandoulière, lancé en 2020, vous a-t-il inspiré pour ce nouveau sac ? Il est certain qu'il a nourri cette réflexion. Le Personal Bag a été un franc succès, il l'est encore aujourd'hui, notamment auprès des hommes. Sans doute parce qu'il répond à un certain

nombre des promesses de la marque en alliant des lignes minimalistes finement pensées à une fonctionnalité très précise. Mais je crois que l'Original Bag va encore plus loin.

Destinez-vous ce sac à un public spécifique ?

Ma longue expérience me force à garder une grande humilité par rapport à la cible visée par tel ou tel modèle car j'ai toujours été surpris. Nous pensions au départ que le Personal Bag séduirait la gent féminine alors qu'il est devenu un best-seller chez les hommes. Dans nos métiers, il faut être obsédé par le produit et non par le marketing. Rimowa est une marque de luxe universelle, qui plaît autant aux hommes qu'aux femmes, en Asie qu'en Europe, aux jeunes qu'aux plus âgés. C'est notre force et notre privilège. Contrairement à la plupart des sacs qui sont destinés à un moment particulier de la journée - le jour, le soir, le bureau, le week-end, etc. - le nôtre a vocation à faciliter la vie de nos clients dans toutes les occasions. Un homme peut le porter dans le métro pour aller travailler et une femme à un cocktail. Avec son allure tout-terrain, il va à rebours des habitudes du secteur... ■

Modèle Original Bag de Rimowa en aluminium argent ou noir, 1750 € sur www.rimowa.com

Passe-temps d'exception

Judikael Hirel

Remises au goût du jour, les horloges de table sont devenues des objets de design et d'art de vivre contemporains.



On les croyait reléguées dans les boutiques d'antiquités et les maisons silencieuses de nos arrière-grands-parents. Pourtant, les horloges ont su se réinventer pour traverser le temps. De murales, elles sont devenues décoratives, et luxueuses. Ainsi, la marque suisse Vulcain vient de rééditer le modèle monumental inauguré en 1962 au sein du terminal TWA de l'aéroport JFK, symbole architectural de l'âge d'or de l'aviation : un chef-d'œuvre à trois faces signé du célèbre Eero Saarinen. La maison helvète avait probablement été choisie parce que sa montre Cricket créée en 1947 avait été portée par plusieurs présidents américains. Si elle reste fidèle au design original (en acier et finition gris or irisée), cette nouvelle version Table Clock passe de l'échelle hors norme d'un terminal à celle d'un bureau (12,6 cm de haut pour 8,3 cm de diamètre). Ses trois cadrans permettant d'afficher trois fuseaux horaires différents sont animés par trois mouvements à quartz Ronda 712. Comptez 1290 euros pour la faire trôner chez vous.

Inspirée de Jules Verne

De son côté, la manufacture suisse MB&F, fondée en 2005 par Max Büsser (dont Chanel vient d'acquérir un quart du capital), imagine des créations horlogères depuis déjà une décennie. Pour sa quinzième collaboration avec L'Épée 1839, reine des horloges d'exception récemment rachetée par La Fabrique du Temps Louis Vuitton, MB&F propose un incroyablement abordable Albatross en acier, laiton et aluminium conçu par le designer Eric Meyer. Affiché à 127 000 euros hors taxe, ce dirigeable en édition très limitée s'inspire du roman *Robur le conquérant*, du pionnier nantais de la science-fiction Jules Verne. D'une dimen-



De haut en bas : la Table Clock de Vulcain et l'Albatross de MB&F.

COREY CRAWFORD/VULCAIN ; ALEX TEUSCHER/MB&F

sion imposante (17 kg, 60 cm de long, 60 cm de haut, 35 cm de largeur) et constitué de 1520 composants, il est doté d'une sonnerie marquant les heures, avec une frappe pour chaque heure et demi-heure. À cela s'ajoute une première mondiale : une complication « hélices au passage ». Un automate composé de 32 hélices entrant en action pendant sept secondes à chaque heure... Pour s'animer, cette étrange machine volante abrite deux systèmes de remontage afin d'alimenter horloge et sonnerie via deux barillet distincts. Les hélices servent au remontage de l'automate, deux boutons discrets activant la sonnerie et/ou les hélices à la demande. Cet aéronef horloger propose environ huit jours d'autonomie. Spectacle garanti ! ■

SCALA PRODUCTIONS ET TOURNÉES PRÉSENTE

LE MAGE DU KREMLIN

GRAND PRIX DU ROMAN DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

UN SPECTACLE DE ROLAND AUZET LIBREMENT ADAPTÉ DU ROMAN DE GIULIANO DA EMPOLI



« J'ai appris à marcher et à reconnaître les odeurs en même temps ! s'amuse Jacques Cavallier-Belletrud. Mon grand-père et mon père étaient créateurs de parfums, et ma mère, assistante d'Edmond Roudnitska, le plus grand parfumeur de l'époque. À la maison, à Grasse, je les écoutais décrire l'odeur de la rose, du jasmin, du mimosa, de la tubéreuse et parler de "suavité", de "fruité", d'"épice". » À l'instar de bien d'autres confrères et consœurs (en particulier grasseois), le maître parfumeur de Louis Vuitton est un enfant de la balle. Tout comme sa fille Camille. « J'ai été baigné dans cette culture et ce langage qui m'a permis de développer une curiosité olfactive quasiment innée, provoquée, à coup sûr, par atavisme, poursuit-il. Cela a été la même chose pour Camille, puisque avec ma femme Claire, qui vient de l'univers du design, on discutait à la fois de parfum, de forme de flacon, de tolérance de verre... Dès qu'elle a eu 11 ans, elle m'a demandé des cours de parfumerie. » Aujourd'hui, Camille Cavallier-Belletrud a 28 ans et vient de signer avec son père et Pharrell Williams (rien que ça) le dernier masculin de Louis Vuitton LVERS.

Le dernier parfum de Chloé est, lui aussi, l'œuvre d'un duo familial : Michel et Romain Almairac. Chez Robertet, producteur d'extraits naturels pour la parfumerie, le père et le fils ont souvent travaillé sur des projets communs, le premier comme parfumeur, le second en tant que commercial. Mais c'est leur première composition à quatre mains. Et elle fait particulièrement sens lorsqu'on sait que « cette Eau de Parfum Intense, pensée autour d'une rose puissante est une "petite-fille" du parfum original composé par mon père en 2008. Et que Chloé est une maison qui s'est construite dans le temps et l'idée de filiation », explique Romain Almairac. De complicité filiale, il est aussi question dans le récent From the Garden, de la maison Margiela, réalisé par Olivier et Sébastien Cresp. « Mon père me faisait sentir les plantes du jardin et j'ai fait de même avec mon fils. Ces notes de terre et

Parfumeurs de père en fil(le)s

Pauline Castellani

Chez les grands nez actuels, nombreux sont ceux issus de familles grasseois où sensibilité et expertise olfactives se transmettent au fil des générations. Une filiation aujourd'hui revendiquée par les marques de luxe.



de verdure me rappellent ces moments de transmission », raconte le patriarche Olivier, né lui aussi dans le sérail grasseois.

Grandir au contact des matières premières, suivre les récoltes d'iris et de jasmin, sentir les fumées d'alambic dans l'air... De ce cadre propice à l'éveil de la

sensibilité olfactive, Jean-Claude Ellena - grand amateur de Giono - en fait la description dans son ouvrage *L'Odeur des jours* (Arthaud) à travers les notes qui ont imprimé sa mémoire d'enfant : « Grasse avait des odeurs de ciste, de lichen d'immortelle, de lavande, de pyrèthre, de verveine, de rose, de foin, de citronnelle (...). Quand on arrivait de nuit de Draguignan, de Nice ou de Cannes, bien avant de voir les lumières, le parfum de la ville, porté par la brise et l'humidité du soir, vous frappait le nez à vous étourdir. C'était la composition de ce qu'elle cultivait, distillait, exprimait, enflerait. Et, quels que soient les jours, le parfum ne changeait pas, il restait le même, persévérant, lancinant dans son discours. » Comme pour mieux souligner son attachement à ces racines, le parfumeur d'indiquer, un peu plus loin, le relevé du registre de l'état civil de sa famille paternelle en remontant, jusqu'à la moitié du XIX^e siècle, le fil de ses aïeux tour à tour ouvriers en parfumerie, parfumeurs, directeur des achats... Une lignée somme toute assez classique dans la région où les compétences olfactives se transmettent souvent d'une génération à l'autre. Prolongeant cette tradition, l'ancien parfumeur d'Hermès a d'ailleurs rejoint une fois à la retraite l'atelier NeZeN fondé en 2010 par sa fille Céline, elle aussi parfumeur, où tous deux composent régulièrement à quatre mains.

« Être parfumeur, c'est bien sûr la création, mais c'est aussi la connaissance précise des ingrédients, assure Aurélien Guichard, dont le père était parfumeur et les grands-parents producteurs grasseois. J'ai des souvenirs très urbains de mon père, s'isolant le week-end dans son bureau pour travailler ses formules, comme pour le Loulou de Cacharel, dont j'ai senti

les effluves pendant plusieurs mois dans les couloirs. Mais j'ai aussi en mémoire ces étés passés dans les champs de fleurs avec les ouvriers agricoles, ces voitures remplies de caisses de roses tout juste cueillies, cette odeur des mains de mon grand-père après la récolte de jasmin. Cette manière de vivre en contact direct avec la matière première m'a forcément marqué et influence encore ma façon de créer. » Matière Première est d'ailleurs le nom qu'il a donné à sa marque de fragrances fondée

« Au moment où mes grands-parents arrivaient en fin de vie, j'avais besoin de perpétuer un savoir-faire familial, de continuer cette relation avec les greffeurs, tailleurs, ramasseurs auprès desquels j'ai grandi et qui restent essentiels à une conception, quasi séculaire, de la parfumerie »

Aurélien Guichard Parfumeur, fondateur de Matière Première

après qu'il a acheté une exploitation agricole à Grasse... et dont son père s'occupe désormais au quotidien. « Au moment où mes grands-parents arrivaient en fin de vie, j'avais besoin de perpétuer un savoir-faire familial, de continuer cette relation avec les greffeurs, tailleurs, ramasseurs auprès desquels j'ai grandi et qui restent essentiels à une conception, quasi séculaire, de la parfumerie. »

L'historienne Elisabeth de Feydeau, auteur du livre *Le Roman des Guerlain*,

parfumeurs de Paris (Flammarion) le confirme : « Le métier a été organisé en corporations de maîtres gantiers et de parfumeurs dès le Moyen Âge, et les ateliers étaient alors des entreprises purement familiales, avec un savoir artisanal transmis de père en fils. Si la Révolution française instituera plus tard, la libre entreprise et permettra à tout le monde d'exercer le métier de parfumeur, les grandes familles du XIX^e siècle, comme les Briard, les Gervais Chardin, les Houbigant, les Lubin, vont prolonger cet esprit d'Ancien Régime, de réseaux et d'alliances. Les notions d'apprentissage et de savoir-faire filial ont longtemps perduré dans le milieu grasseois. » Citons, par exemple, au XX^e siècle, la famille Robert derrière les fragrances de D'Orsay, Coty, Chanel et Rochas, mais aussi les Fraysse, qui ont collaboré, entre autres, avec Lanvin et Caron. Pourtant, si ces dynasties ont toujours existé, la filiation n'était jusqu'alors pas vraiment revendiquée par les marques.

« Que Françoise Caron, qui a notamment composé Eau d'Orange Verte pour Hermès et Acqua Di Gio pour femme d'Armani, soit la sœur aînée d'Olivier Cresp, ou que Patricia de Nicolai, qui a fondé sa marque de fragrances, fasse partie de la sixième génération de la famille Guerlain, personne n'y prêtait vraiment attention, continue Elisabeth de Feydeau. Alors qu'aujourd'hui les marques de luxe valorisent l'artisanat, le geste de la main et l'unicité de la réalisation, la transmission familiale deviendrait presque un argument marketing. Et l'on observe le même phénomène avec les producteurs de matières premières qui travaillent souvent la terre, à la manière des vignerons, de génération en génération. C'est le cas de la famille Biancalana qui perpétue depuis les années 1930 les récoltes de roses et de jasmin - aujourd'hui réservées aux parfums Christian Dior - ou la famille Mul, cultivateurs de fleurs à parfum depuis cinq générations et partenaire de Chanel depuis 1987. »

Chez Chanel, justement, le passage de témoin, en 2013, entre Jacques Polge, parfumeur de la maison depuis 1978, et son fils Olivier qui, au sein d'IFF à New York puis Paris, était déjà l'auteur de nombreux best-sellers (de Dior Homme à La Vie Est Belle de Lancôme) a fait beaucoup parler. « Que le fils prenne le relais était probablement, pour les Wertheimer (les propriétaires de Chanel, NDLR) un signe d'excellence et la garantie de conserver un patrimoine unique », ajoute l'historienne. Si l'intéressé concède avoir été éveillé au sens olfactif au sein de sa famille, il nuance toutefois : « Mon père ne m'a pas appris le métier, il n'était pas très bavard sur le sujet lorsque j'étais enfant ; la transmission n'est pas toujours affaire de filiation, la réalité est souvent moins pittoresque. Je me suis véritablement intéressé à cet univers au détour d'un stage. » À l'inverse, chez Louis Vuitton, Jacques Cavallier-Belletrud assure préparer l'avenir olfactif de la maison en continuant à former sa fille : « Mon rôle est autant de lui donner un bagage technique que de révéler sa propre personnalité créative. » ■



Opéra : la rentrée des grands retours

Thierry Hillériteau

Reprise de spectacles légendaires et prises de rôle attendues... L'automne lyrique regorge de pépites. Notre sélection.

L'opéra, ce sont d'abord de grandes voix. Celles-ci ne font pas défaut en cette rentrée. À Paris, la reprise imminente du *Domino noir* d'Auber, dans la mise en scène imaginative de Valérie Lesort et Christian Hecq (du 20 au 28 septembre à l'Opéra Comique), permet de célébrer l'un des plus grands ténors de notre temps, encore trop mésestimé : Cyrille Dubois. En région, Stéphane Degout marquera de son baryton tellement incarné l'ouverture de saison de l'Opéra de Lyon (du 2 au 14 octobre), dans le rôle si exigeant de *Wozzeck* d'Alban Berg, avec une nouvelle mise en scène de Richard Brunel. On guettera également la *Didon* de Sonya Yoncheva (Opéra royal de Versailles du 18 au 20 octobre), ou les prises de rôle d'Adèle Charvet en *Ariodante* (du 6 novembre au 1^{er} décembre à l'Opéra du Rhin) et Catherine Hunold en Abigaille (*Nabucco* au Capitole de Toulouse, du 24 septembre au 8 octobre). Mais l'opéra, ce sont aussi des titres que l'on se languit de redécouvrir et des spectacles iconiques. Sélection jusqu'à l'hiver, entre attentes et coups de cœur.

Des retours attendus

Trente ans qu'ils n'avaient pas braqué la Grande Boutique. La dernière fois, c'était emmenés par les Bonny et Clyde de l'opérette, Jérôme Deschamps et Macha Makeïeff. Du 21 septembre au 12 octobre, *Les Brigands* d'Offenbach reprennent l'Opéra de Paris. Le casse est cette fois orchestré par le prince des illusions Barrie Kosky. Dans un esprit inspiré des Marx Brothers, celui-ci promet de mettre Garnier sens dessus dessous. À l'heure où wokisme, bien-pensance et sobriété sont devenus monnaie courante à l'opéra, l'irréverence du « petit Mozart des Champs », avec son érotisme débridé, son amoralité et ses excès (360 costumes et 150 perruques) devrait faire plaisir à voir. La bande à Barrie rassemblera, sous la baguette de Stefano Montanari, tout ce que le monde de l'opéra et du théâtre français compte de virtuoses. De la piquante Marie Perbost au vétéran Laurent Naouri, en passant par Yann Beuron, Philippe Talbot, Mathias Vidal... Des cadors du chant français dont la présence est taillée pour Offenbach. Pour compléter la joyeuse troupe, Kosky s'est adjoint les services de l'humoriste Sandrine Sarroche et de Doris Lamprecht, qui jouait Fragoletto en 1993 et fera son retour sous les traits de Madame la Marquise. Tout va très bien !

Claude Terrasse, lui, n'a pas bénéficié du même retour en grâce que Jacques Offenbach. Pourtant, celui dont on commémora (trop peu) l'an dernier le centenaire de la disparition, en partageait la verve parodique. Le culte de l'irrévérence. Cette autre figure de l'opérette, qui sut s'attacher la complicité de Courteline ou Tristan Bernard, est au cœur de la prochaine « recréation » des Frivolités parisiennes. Sous le regard aiguisé de Pascal Neyron, elles s'attaquent à l'œuvre qui révéla le compositeur. Et quelle œuvre ! C'est en effet avec *Ubu Roi* d'Alfred Jarry, qui lui avait commandé une vaste musique de scène pour sa pièce, que Claude Terrasse se fit connaître du grand public en 1907. Du 10 au 20 octobre, les Frivolités en exhumant la partition originale au Théâtre de l'Athénée (reprise les 23 et 24 novembre à l'Opéra de Reims), pour rendre au texte mythique de Jarry – et tellement actuel – son ambition musicale.

D'immanquables reprises

L'esthétique papier glacé de Bob Wilson à l'Opéra, on adore ou on abhorre. Ses rideaux de lumière bleutée. Son absence de décor. Ses personnages évoluant de profil avec la lenteur de danseurs de kabuki... À la longue, tout ce lisse lasse mais les images demeurent. De toutes ses approches lyriques, celle de *Madame Butterfly* reste la plus iconique. La production, créée à l'Opéra de Paris en 1993, est devenue tellement indissociable de l'Opéra Bastille qu'elle en est déjà à sa dixième reprise in situ. On la chérira (du 14 septembre au 25 octobre) pour la Suzuki



Les Brigands d'Offenbach, orchestrés par Barrie Kosky (ici, de dos, animant une répétition), reprennent l'Opéra de Paris.

glissées les meilleures coloratures du moment, ont démontré que le spectacle savait galvaniser par son sens du rythme et sa virtuosité gaguesque. La plus belle réussite comique de Pelly à l'opéra, que l'on se réjouit de retrouver du 17 octobre au 20 novembre à Bastille avec Julie Fuchs dans le rôle-titre.

Elle vient de fêter ses 10 ans. La production du *Dialogues des carmélites* dans la mise en scène d'Olivier Py, est encore dans toutes les mémoires. Il peut bien être l'un des derniers vrais grands opéras du XX^e siècle, l'ouvrage de Poulenc adapté de Bernanos n'en reste pas moins un casse-tête scénique. Y trouver le juste équilibre entre ferveur religieuse, sentimentalisme et souffle contre-révolutionnaire tient de l'art du funambule. L'odyssée de Py se déroule sur ce fil. Toujours d'une grande sobriété, mais d'une profonde humanité. Difficile de résister à la nouvelle résurrection de ce carmel salé qui verra le retour de la Blanche des origines : Patricia Petibon, cette fois en Mère Marie. Sur la scène du Théâtre des Champs-Élysées, du 4 au 12 décembre. ■

d'Aude Extrémo. Mais aussi la direction de Speranza Scappucci, dont les expériences avec l'Orchestre de l'Opéra ont prouvé qu'elle pouvait être une candidate sérieuse à la direction musicale de l'institution.

Elle aussi a valeur de production iconique. *La Fille du régiment* par Laurent Pelly a été créée en 2007 à Covent Garden. Elle a depuis fait le tour des capitales du monde entier, dont Paris. On sait ce que le triomphe de l'original doit

à Natalie Dessay et Juan Diego Florez. La première par son jeu d'une drôlerie à nulle autre pareille. Le second par son mélange involontaire de gaucherie et de panache. Les innombrables reprises qui ont suivi, dans lesquelles se sont

Robert Plant, Dylan, McCartney... Des concerts de géants

Olivier Nuc

À peine achevée la saison des festivals, les concerts reprennent dans les salles parisiennes. La rentrée est placée sous le signe de l'éclectisme, avec le retour d'immenses stars comme Janet Jackson, Mylène Farmer et Paul McCartney, ainsi qu'un riche éventail de propositions. Voici notre sélection.

Richard Hawley

Crooner magnifique et guitariste exceptionnel, le natif de Sheffield n'est pas venu régaler le public parisien depuis longtemps. Ce qui donne encore plus de sel à ces retrouvailles, avec en prime Tom McRae en première partie. *Le 16 septembre au Trianon (Paris 18^e).*

Thomas Dutronc

Armé des chansons de son nouvel album tout juste paru, *Il n'est jamais trop tard*, le chanteur et guitariste s'appuie sur un groupe de musiciens virtuoses pour revisiter un répertoire riche d'une vingtaine d'années déjà. Bonne humeur et plaisir de jouer au programme. *Le 17 septembre à la Cigale (Paris 18^e).*

Janet Jackson

Amorcée au printemps 2023, la tournée de la chanteuse fait une escale parisienne. Intitulé *Celebration*, le show met l'accent sur ses 40 ans de carrière et les multiples tubes qu'elle a interprétés, soit 37 chansons au programme !

Le 25 septembre à l'Accor Arena (Paris 12^e).

Arthur Teboul et Baptiste Trotignon

Le chanteur de Feu ! Chatterton et le grand pianiste de jazz déroulent un répertoire de chansons françaises choisies avec soin. Une belle histoire d'échange, d'improvisation et de plaisir, par deux artistes passionnés. *Les 26 et 30 septembre et le 4 décembre à la Salle Pleyel (Paris 8^e).*

Mylène Farmer

La reine de la pop française investit enfin le Stade de France, un an après les dates prévues et annulées qu'elle devait y donner. On peut s'attendre à un show démesuré et épique, bien dans la manière de cette chanteuse culte. *Les 27 et 28 septembre et le 1^{er} octobre au Stade de France (93).*

The Pretenders

Et si Chrissie Hynde était la plus grande chanteuse de l'histoire du rock. Active depuis la fin des années 1970, flanquée de jeunes musiciens, la dame continue d'être une bête de scène, défendant un répertoire gorgé de tubes comme de nouvelles chansons. *Le 3 octobre à la Salle Pleyel (Paris 8^e).*

The Stranglers

Désormais emmené par Jean-Jacques Burnel, dernier membre fondateur, ce fleuron de la scène britannique des années 1970 célèbre ses cinquante ans d'existence cette année avec une formation impeccable et une belle énergie. *Le 9 octobre à l'Olympia (Paris 9^e).*

Bob Dylan

La légende vivante du rock américain poursuit son Never Ending Tour amorcé à la fin des années 1980. À 83 ans, Bob Dylan offre principalement des chansons récentes, quand tant d'autres se contentent d'un best-of. *Les 24 et 25 octobre à La Seine musicale (92).*

Robert Plant

Le vieux lion de Led Zeppelin continue de rugir. Après une tournée à succès avec la chanteuse américaine Alison Krauss, l'Anglais présente une nouvelle formation, Saving Grace. *Le 29 octobre à la Salle Pleyel (Paris 8^e).*

Marisa Monte

Cette excellente chanteuse brésilienne, très rare en France, revient déployer son charme et son répertoire qui croise MPB, soul, funk et jazz, pour le plus grand plaisir de ses fans français. *Le 3 novembre au Grand Rex (Paris 2^e).*

Alain Souchon

C'est accompagné de ses deux fils, Charles et Ours, que le jeune octogénaire revisite cinquante ans de chansons qui ont raconté mieux que personne l'évolution de la société française et les affres sentimentales. *Du 12 au 15 novembre au Casino de Paris (Paris 9^e).*

Nick Cave & the Bad Seeds

Avec *Wild God*, l'Australien a signé l'album de la rentrée (*lire nos éditions du 2 septembre 2024*). Le voici avec son groupe exceptionnel dans une salle qu'il n'avait jamais encore investie à Paris. Certainement un des meilleurs moments de l'année. *Le 17 novembre à l'Accor Arena (Paris 12^e).*

Paul McCartney

Après six ans d'absence, le grand génie de la pop des soixante dernières années revient interpréter un des répertoires les plus puissants du siècle. Âgé de 82 ans, McCartney continue de porter haut le flambeau des Beatles. *Les 4 et 5 décembre à Paris La Défense Arena (92).* ■



ALDARA ZARRAOA/REDFERNS



BACKGRID USA/BESTIMAGE

Janet Jackson.



Paul McCartney.

CHRIS PUTNAM/FUTURE PUBLISHING VIA GETTY IMAGES

À Biarritz, la danse s'offre avec générosité



Don Quichotte, du chorégraphe taïwanais Po-Cheng Tsai.

STÉPHANE BELLOCCO

Ariane Bavelier

Avec ses 57 spectacles et son éclectisme, le festival Le Temps d'aimer la danse ne ressemble à aucun autre. Reportage.

Le temps passe aussi sûrement que les rouleaux, personne ne les compte cette semaine à Biarritz. C'est festival : Le Temps d'aimer la danse est né voici trente-quatre ans et voilà son ambition accomplie. Dans ce pays de particularismes où entre pas de basque, surf et trinquet, on entretient facilement une flamme d'aficionado, le public débordé des salles : « *Tout est complet mais en vous pointant une heure avant, vous pourrez peut-être trouver une place!* », dit-on sur le promenoir de la Grand Plage, où plusieurs centaines de danseurs amateurs exécutent pliés et ports de bras sous un insistant crachin. Xénia West, chorégraphe directrice du ballet X Schwerin, lauréate du concours des jeunes chorégraphes d'écriture académique né à Biarritz, donne la classe.

Le Temps d'aimer la danse, c'est un drôle de nom pour un festival. La forme de générosité qu'il traduit est véridique. On l'a vécue samedi 7 septembre sur la terrasse du Casino. En plein soleil et gratuitement, comme quelques manifestations, le chorégraphe Marco da Silva Ferreira donne *Fantaisie Minor*. Ce duo sur la musique éponyme de Schubert est un bijou ciselé qui saute de l'aspect mélodique à l'aspect percussif du piano. Le

tout mené comme une course de fond. Les deux interprètes font le tour de la scène, et sautent à pieds joints successivement sur ses quatre côtés. Ils y reprennent des séquences de pas qu'ils étoffent à mesure jusqu'à ce qu'elles deviennent aussi complexes, frénétiques et virevoltantes qu'un duo de Fred Astaire et Ginger Rogers. Nulle glissade cependant et pas de claquettes à bord, mais quel jeu de jambes! Les pas fusent joyeusement, ne s'interrompent que pour un petit jogging puis reprennent. Les deux danseurs surenchérissent jusqu'à l'épuisement. En contre-haut, depuis la route, les passagers des bus descendent pour admirer et ovationner.

La générosité du Temps d'aimer se pratique aussi dans la programmation. Avec cinquante-sept spectacles, celle de Biarritz ne ressemble à aucun autre festival. « *On veut privilégier les ballets : les grandes formes ont besoin de soutien, même s'il n'est pas facile de les faire venir pour des raisons de coût et de date : début septembre, moment de la rentrée,*

est un mauvais timing », dit Thierry Malandain, chorégraphe directeur du Ballet de Biarritz qui cautionne également la programmation du festival. Celle-ci tournait pour le week-end d'ouverture à l'auberge espagnole. Le *Don Quichotte* du chorégraphe taïwanais Po-Cheng Tsai a autant d'intérêt chorégraphique et musical qu'un jeu vidéo. Les danseurs du Ballet de Berne la défendent pourtant avec un engagement total et une virtuosité éblouissante. Cela fait le spectacle mais Cervantès doit se retourner dans sa tombe.

Le soir suivant, la Compania Manuel Linan a peut-être fait un tabac à la Biennale de Séville : loin de travailler sur les

Le vrai bijou de ce premier week-end d'ouverture est le duo qui interprète *Crocodile* : Martin Harriague et Émilie Leriche

ambiguïtés queer qui ouvrent bien des champs, ce spectacle de flamenco mené par des travestis semble aussi démodé que les Ballets Trockadero de Monte Carlo ou les shows de chez Michou. Les danseurs sont pourtant excellents, campent des personnalités, se battent pour surenchérir, mais les habiller de robe à volants n'apporte rien. Ils attaquent la danse avec une puissance du talon qui fait couler les fards, mais ne dépassent pas cette dimension caricaturale de l'espagnolade qui est tout ce que l'on fuit dans le flamenco. Dimanche soir *Mont Ventoux* par la compagnie Kor'Sia ouvre un autre registre : sur les traces de Pétrarque, neuf danseurs inventent une danse capable de régénérer par les sensations un paysage dévasté par la pollution. Peu à peu, la rédemption s'opère. Mais à la hache. Les dentelles de Montmirail sont bien loin...

Le vrai bijou de ce premier week-end d'ouverture est le duo qui interprète *Crocodile* : Martin Harriague et Émilie Leriche. Harriague est un enfant de

Bayonne, entré dans la danse sur un coup de foudre après avoir vu vers 18 ans son premier spectacle de Malandain. Aujourd'hui chorégraphe, il travaille souvent en Allemagne et vient de prendre la direction du ballet de l'Opéra d'Avignon. Son écriture est subtile, drôle, profonde. *Crocodile*? Le titre en dit long pour un duo d'amour. Autant sur ce que l'on cache sous la peau que sur l'envie de dévoration. Harriague accorde son écriture au son velouté des deux marimbas, xylophones disposés de part et d'autre de la scène, sur lesquels Simeon Ten Holt et son comparse jouent *Canto Ostinato*. Avec une délicatesse et une invention infinie, Harriague écrit ce duo où les gestes s'envoient de l'un à l'autre des protagonistes, et se répondent. Le temps de leur rencontre, les deux ne se touchent pas mais les gestes de l'un résonnent dans l'autre, et l'espace laissé entre les deux danseurs vibre de ce dialogue mené d'abord à distance, et qui se noue en dessinant les contours d'une intimité, pleine d'autant d'ardeur que d'écoute. Une joie légère et contagieuse irradie de ce duo où les amoureux semblent aller comme on gambade sur les chemins de la vie. Le public applaudit debout. ■

Le Temps d'aimer la danse, à Biarritz (64), jusqu'au lundi 16 septembre.

« Le Mage du Kremlin » au théâtre : difficile montagne russe

Anthony Palou

À La Scala, à Paris, Roland Auzet adapte librement le livre à succès de Giuliani da Empoli. Un spectacle souvent confus sauvé par les dialogues.

En toute objectivité, ce spectacle adapté par Roland Auzet du *Mage du Kremlin* - roman de Giuliano da Empoli qui fit à sa sortie un certain barouf - n'est pas de tout repos. Il faut tenir sur la bête. L'histoire n'est guère compliquée, mais la façon dont elle est ici agencée demande une certaine concentration et quelques rasades de vodka bien frappée. Voici l'histoire en deux mots : faire comprendre - sous l'influence de quelques hommes dont Vadim Baranov (il s'agit en fait, dans la réalité, du fameux Vladislav Sourkov) - comment un homme insignifiant (en l'occurrence Poutine appelé ici « le Tsar ») a pu accéder au pouvoir suprême. Vadim Baranov (interprété par Philippe Girard, cynisme parfait) fut comme on dit le « spin doctor » du Tsar. Ancien producteur d'émissions de télé-réalité, cet homme cultive l'art de la rhétorique et c'est cette rhétorique qui, paradoxalement, affaiblira le propos de cette adaptation. Ce mage bavard, vous verrez, sait vous laver la cervelle.

Sur la grande scène de La Scala, les actrices et acteurs sont déjà là avant le début de la pièce. Il y en a même un qui passe le balai. Sur chaque côté, des fauteuils et canapés blancs. Aussi un minibar et un téléphone. Sans oublier un buste de Lénine. Quelque chose de cli-

nique se dégage de ce décor sans âme. Une rampe de projecteurs aveugle violemment le public qui, déjà soumis, baisse les yeux. Sur le mur du fond, on peut lire : « *Cette histoire est inspirée de faits et de personnages réels, à qui nous avons prêté une vie privée et des propos imaginaires. Il s'agit néanmoins d'une véritable histoire russe.* » Olga, une collaboratrice du Tsar, annonce la couleur : « *Qu'est-ce que je peux vous dire de plus... La première fois que j'ai entendu parler de Vadim Baranov, c'est com-*

me tout le monde. Par les médias. Quand on avait appris sa démission comme conseiller politique du Tsar. Il avait passé quinze ans à son service. C'est lui qui l'avait fait. C'est ce qu'on dit. »

Ce sont ces quinze années agitées et glaciales que raconte *Le Mage du Kremlin*. Un personnage servira plus ou moins de colonne vertébrale à l'histoire. Il s'agit de Pierre Barthélemy (Stanislas Roquette), un ambitieux journaliste français qui effectue des recherches sur l'écrivain Evgueni Za-

miatine, auteur d'une dystopie fumeuse. Ce garçon est quelque peu exaspérant. Lui aussi n'a de cesse de causer et de théoriser, et tous ces flots de paroles nous laissent perplexes. S'ajoute à ce tableau un autre personnage, sans aucun doute le plus intéressant : Boris Berezovsky interprété par l'excellent Hervé Pierre. Berezovsky, propriétaire de média, est un oligarque survolté - lui aussi faiseur de Tsar - qu'on dirait tout droit sorti d'un film dialogué par Michel Audiard. Une grande gueule dont les apparitions sauvent souvent le spectacle de la pesanteur. Ses conversations sans filtre avec Baranov feraient à elles seules un formidable sketch.

Goût amer de la complaisance

Berezovsky est en disgrâce depuis la mort de Boris Elstine. C'est lui qui a eu la mauvaise idée de propulser Poutine, chef du FSB (ex-KGB), au pouvoir. À l'époque, on appelait ce blondinet décoloré « le mégot ». Et ce « mégot », tchékiste de la pire espèce, fit de la Russie le grand barnum qu'on connaît, ce grand théâtre dans lequel évoluera Baranov. Le Mage est devenu le caniche de son maître. Le spectateur pourra reprocher au metteur en scène de ne pas avoir davantage creusé le portrait de Poutine qui, comme dit Berezovsky, a

« *transformé la Russie en ce qu'elle a toujours été : une putain de prison!* »

Ce portrait pas assez approfondi du Tsar laissera peut-être un goût amer, celui de la complaisance envers les nationalistes. Le message serait-il qu'il y a autant de noblesse à se dévouer pour la cause du mal que pour celle du bien et que la neutralité ne mène à rien? À mettre au crédit de ce Mage, la conversation cocasse entre Baranov et Limonov, écrivain « *intellectuel anarchiste, voyou à Kharkiv, SDF à New York, milicien pro-serbe, dissident dans l'ex-URSS et pro-Poutine avec l'annexion de la Crimée et du Donbass* ». Un grand moment bien éméché. Plus tard, on ne comprendra pas très bien la scène filmée où l'on voit Prigogine palabrer dans un cimetière. Est-ce son spectre? À vous de voir.

Dans ce grand bordel, où l'hôpital psychiatrique qu'est devenue la Russie, débarquent soudain deux chanteuses de rap. Elles envoient un *Gangsta's Paradise* bien senti qui détend. Que dire de plus? Ah, oui : au début, Ksenia Malich, ancienne journaliste TV et ex-maîtresse de Baranov, déclare : « *J'ai mal au crâne alors je fume.* » Baranov lui répond du tac au tac : « *Ça pourrait être le titre de cette histoire...* » Pas faux. ■

Le Mage du Kremlin, à La Scala (Paris 10^e), jusqu'au 3 novembre. Tél. : 01 40 03 44 30. www.lascala-paris.fr



Hervé Pierre (Boris Berezovsky) et Philippe Girard (Vadim Baranov) dans *Le Mage du Kremlin*. THOMAS O BRIEN

1999 : retour sur la tempête du siècle

Blaise de Chaballier

Un documentaire saisissant raconte en détail la catastrophe climatique qui ravagea la France, à quelques jours du passage à l'an 2000.

En ce jour de Noël 1999, la crainte d'un gigantesque bug informatique au moment du passage à l'an 2000 est dans tous les esprits. Mais c'est un choc d'une tout autre nature qui frappe de plein fouet les Français pendant le week-end de la Nativité. Une tempête totalement hors norme dévaste l'Hexagone entre le 26 et le 28 décembre. Un phénomène climatique d'une violence inouïe qui fera 140 morts en Europe, dont 92 en France, et des dégâts matériels considérables. Une catastrophe d'une ampleur jamais enregistrée jusque-là.

C'est le récit détaillé de ces journées dévastatrices que propose le documentaire saisissant de Viken Kantarci intitulé *Noël 1999 : au cœur de la tempête du siècle*. Ce film nous fait revivre cet épisode dramatique de notre histoire grâce aux témoignages de ceux qui l'ont vécu, des rescapés, mais aussi de spécialistes de la météorologie. Ces derniers expliquent pourquoi Météo-France a été dans l'incapacité de prévoir l'ampleur

d'un phénomène qui n'était, en réalité, pas composé d'une seule tempête, mais de deux. L'une et l'autre arrivées de l'océan Atlantique.

Comme un ouragan tropical

La première, baptisée Lothar, atteint avec fracas les côtes bretonnes le 26 décembre à 5 heures du matin. Pourquoi, à la surprise générale des prévisionnistes, la baisse de pression atmosphérique est alors vertigineuse ? Pourquoi les vents approchent l'incroyable vitesse de 200 km/h, alors que Météo-France avait simplement anticipé une tempête modérée ? Tout simplement parce qu'à l'époque, le superordinateur de Météo-France, aux capacités de calcul pourtant impressionnantes, ne donne ses pronostics que deux fois par jour. Or la vitesse de Lothar est telle qu'elle échappe à la vigilance informatique. Aujourd'hui, ces prévisions sont fournies toutes les heures.

C'est alors une tempête équivalente à un ouragan tropical de catégorie 2 qui s'apprête à dévaster le nord de la France.



En France, 92 personnes perdirent la vie et des milliers d'arbres et de toitures furent arrachés.
RMC DÉCOUVERTE

Des images d'archives sidérantes apparaissent à l'écran : arbres arrachés après que leurs troncs ont tourné en vrille - en particulier ceux du parc du château de Versailles - toitures arrachées, voitures écrasées... Dans le Calvados, Valérie Desclos, qui habitait alors dans un HLM, se souvient d'un réveil en enfer : « *La cheminée du toit est tombée dans ma chambre, je voyais le ciel !* » À Paris, vers 8 heures du matin, le capteur de la tour Eiffel cesse de fonctionner après avoir mesuré le vent à 216 km/h.

Comme si le chaos provoqué par Lothar ne suffisait pas, les météorologistes

stupéfaits observent, à 14 heures, toujours le 26 décembre, une autre dépression, tout aussi monstrueuse que la première ! Baptisée Martin, elle s'apprête à dévaster le sud de la France. Et c'est à 18 heures que cette nouvelle catastrophe frappe les côtes de la Charente-Maritime. Le vent atteint carrément les 238 km/h sur l'île de Ré. C'est bien simple, Martin rugit encore plus fort que Lothar.

Outre le vent, cette seconde tempête provoque le phénomène dit de « marée tempête ». De quoi s'agit-il ? Avec la baisse vertigineuse de la pression atmosphérique, la surface de l'océan remonte et l'eau envahit les terres. De quoi provoquer de terribles inondations. De quoi également faire disjoncter

le système d'alimentation en électricité du département. Quatre-vingt dix huit pour cent des habitants de Charente-Maritime sont alors privés d'électricité. Finalement, le calme après la tempête reviendra le 28 décembre dans la matinée. En 48 heures, Lothar et Martin ont ravagé deux tiers de la France...

Comment éviter autant que possible qu'une telle catastrophe ne se reproduise ? En continuant à lutter contre le réchauffement climatique, qui fait partie des éléments explicatifs d'un tel déchaînement de la nature. ■

« Noël 1999 : au cœur de la tempête du siècle »
À 22h 20, sur RMC Découverte
Notre avis : ●●●●

« Emily in Paris » s'offre des vacances salutaires

Constance Jamet

L'expatriée américaine délaisse la capitale pour Megève et Rome. Ses escapades revitalisent la série où Brigitte Macron fait une apparition.

Un bonheur sans nuage ne dure jamais en série. Surtout quand il s'installe en début de saison. Revenue sur Netflix mi-août pour cinq épisodes, *Emily in Paris* avait surpris en résolvant avec célérité le triangle amoureux entre l'expatriée américaine, son voisin et chef Gabriel, l'ex de ce dernier, Camille, et le soupirant britannique d'Emily, Alfie. Emily roucoulait si bien au bras de Gabriel, embrassait sans trop protester la perspective d'une coparentalité avec Camille qu'on finissait par s'ennuyer ferme. Les épisodes de ce jeudi bousculent ce statu quo.

Pour cause de Jeux olympiques, qui ont interrompu les tournages à Paris, ces cinq derniers volets de cette qua-

trième saison prennent la clé des champs, donnant à la comédie un coup de fouet salutaire. Megève sert de décor à un épisode de Noël électrique. Camille doit avouer n'avoir jamais été enceinte. Un séisme pour Gabriel et, par ricochet, Emily. Mais tout n'est pas perdu pour la jeune femme. Naufragée sur les pistes de ski de la station alpine en raison de petit problème d'équilibre, elle fait la connaissance d'un charmant héritier italien, Marcello, à la tête d'un groupe de luxe produisant des vêtements en cachemire. Elle gagne un client qui se verrait bien comme l'un de ses prétendants. Oui, encore un !

À l'agence, la vie n'est pas non plus un long fleuve tranquille avec l'arrivée d'une nouvelle recrue, Geneviève,

campée par la fille du réalisateur du *Cinquième élément*, Thalia Besson. Fille cachée franco-américaine du mari de Sylvie Grateau, elle suit l'exemple d'Emily à la lettre.

Instants de grâce

Aussi bien dans les initiatives professionnelles trop proactives que dans les marivaudages, Emily se voit rendre la monnaie de sa pièce, une jolie source de comédie dans une saison qui réserve des apparitions inattendues : Brigitte Macron dans son propre rôle, l'acteur anglais Rupert Everett en architecte extravagant installé à Rome.

Plus que Paris, la Ville éternelle est la vraie star de ces aventures. Telle Audrey Hepburn dans *Vacances romaines*,

Emily la découvre à Vespa, savoure un sorbet sur les marches de la place d'Espagne. La série multiplie les clins d'œil sur la ressemblance entre l'interprète de son héroïne Lily Collins et l'icône de *My Fair Lady*. Situations, costumes... Le showrunner Darren Starr s'amuse aussi de la rivalité entre les Français et les Italiens. Les premiers ont la meilleure cuisine mais les seconds sont les meilleurs amants. Ou serait-ce l'inverse ? Sa vision de nos voisins transalpins n'est pas dénuée de clichés. Le scénariste exalte, lors d'un décrochage champêtre dans la campagne romaine, la douceur, l'authenticité de l'art de vivre italien. Mais cette halte à Rome, qui pourrait ne pas être aussi brève que prévu, offre de beaux instants de grâce comme ce mor-

ceau de piano improvisé d'Ashley Park. La comédienne, qui joue la meilleure amie d'Emily, rappelle qu'elle est une peinture de Broadway. La saga fait aussi bon usage des racines italiennes de Philippine Leroy-Beaulieu, qui révèle une autre facette de Sylvie. En revanche, c'est la soupe à la grimace pour Gabriel. Tourmenté, boudeur, le cordon-bleu n'a pas le beau rôle. À l'image d'une coupe de cheveux qui ne met pas à son avantage le comédien, Lucas Bravo, dont la posture évoque celle de Ross, sympathique loser de *Friends*. ■

« Emily in Paris », partie 2
Cinq épisodes sur Netflix
Notre avis : ●●●○

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 6708

HORIZONTALEMENT

1. Rejoint le lit du voisin. - 2. Entonna le chant du départ. Architecte de la Cour. - 3. Îles flottantes. - 4. À l'extrême orient de la Sonde. Découverte de fin limier. - 5. Barre populaire. Le nouveau tonneau des Danaïdes. - 6. Se dit par l'odeur alléché. Réserve de blanc. - 7. Son canal sépare l'Italie de l'Albanie. - 8. Consolident l'ossature de la charpente. - 9. Il a le bras long mais ne donne pas de coup de pouce. Prêtresse en sabots. - 10. Négation. Plus connue sous son nom de guerre. - 11. Il est plus ou moins. Étendu dans l'espace ou dans le temps. - 12. Propre à rien.

VERTICALEMENT

1. Calcul de nombres irrationnel. - 2. Elle est censée aider le groupe à atteindre ses objectifs. - 3. Glande, lymphatique. Coupe de France. - 4. Des souris et des hommes, en version courte. Bord de l'assiette. - 5. Petits légumes à l'ancienne. Travailla au noir. - 6. Réacteur de troisième génération. Liquide à Forges-les-Eaux. Tombeau d'Homère. - 7. Réglerions un accord. - 8. Mariages de fils. Entre en méditation.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 6707

HORIZONTALEMENT

1. Calamité. - 2. Oraliser. - 3. Nivicole. - 4. Née. Alep. - 5. Anesse. - 6. Insu. Mai. - 7. SE. Stern. - 8. Béante. - 9. Été. Ute. - 10. Urbi. SMS. - 11. Roofs. Io. - 12. Superman.

VERTICALEMENT

1. Connaisseurs. - 2. Arienne. Trou. - 3. Lavées. Bebop. - 4. Ali. Suse. Ife. - 5. Micas. Tau. SR. - 6. Isolements. - 7. Télé. Artémia. - 8. Érepsine. Son.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION

SUDOKU

RCHJEUX

GRILLE 4846 MOYEN

GRILLE 4847 CHAMPION

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

MOTS À CASER

C	L	A	I	R	S	E	M	E	F	O	R	C	E
L	A	M	B	I	N	E	N	O	L	A	R	T	
O	B	I	A	A	C	A	R	I	E	N	I		
C	O	N	C	L	A	V	E	A	R	P	I	O	
H	U	E	E	B	E	N	O	I	T	E	S	C	
A	R	C	E	S	E	N	S	L	O	T	E		
R	E	C	I	T	E	R	D	O	S	E	R	L	
D	U	R	A	N	O	D	I	N	E	A	R	E	
E	R	U	D	I	T	I	O	N	C	E	L	E	

SOLUTION DU N° 4844

714286359
926453871
835917246
348792615
169534782
257861934
673149528
482675193
591328467

SOLUTION DU N° 4845

631827495
459316782
827594361
763958124
985241673
214763859
398472516
172635948
546189237

MOTS À MOT

En regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de trois lettres proposés, composez un troisième mot de six lettres.

TOT + GEL = G _ _ _ _

NEM + EGO = _ _ N _ _

COR + TET = _ _ _ _ T



Tous les programmes dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag

TF1
21.10
HPI
Série. Policière

Fra. 2024. Avec Audrey Fleurot, Bruno Sanches. 2 épisodes. Morgane vient d'annoncer à Karadec qu'elle était peut-être enceinte de lui. Les enquêteurs de la PJ de Lille traquent un mystérieux tueur en série, responsable de la mort de plusieurs jeunes femmes.

23.25 HPI. Série. Policière. 2 épisodes. Avec Audrey Fleurot.

CANAL+
21.09
Silo
Série. Dramatique

EU. 2023. Saison 1. Avec Rebecca Ferguson, Iain Glen. 2 épisodes. Juliette, malgré le fait d'être sous surveillance, poursuit ses investigations et découvre l'existence d'un étrange groupe, les Gardiens de la flamme.

22.38 Les génies de la nature. Documentaire. En Afrique du Sud.

france.2
21.05
Envoyé spécial
Magazine

Prés. : Élise Lucet. 1h50. Au sommaire : «Alerte aux moustiques tigres !». La dengue, une maladie jusqu'alors tropicale, frappe dans l'Hexagone. Le responsable ? Le moustique tigre. — «Alcool, sexe et troisième mi-temps». — «Quand l'Australie renaît de ses cendres».

22.55 Complément d'enquête. Mag.

arte
20.55
Mum
Série. Humoristique

GB. 2018. Saison 2. Avec Lesley Manville. 3 épisodes. Inédit. Pour célébrer les 60 ans de Cathy, toute la famille se rend au restaurant. Comme d'habitude, Pauline ne peut pas s'empêcher de faire la fine bouche.

22.15 Mum. Série. Humoristique. Juillet - Septembre - Novembre. Inédit.

france.3
21.05
Meurtres à...
Série. Policière

Fra. 2019. Saison 7. Avec Loup-Denis Elion, Annelise Hesme. Meurtres à Lille. Un célèbre sculpteur vient d'être assassiné à Lille. Une policière arrive de Paris pour enquêter en collaboration avec un inspecteur local qui en prend ombrage.

22.50 La France en vrai. Documentaire. **00.40** Archives secrètes. Doc.

6
21.10
Red 2
Film. Action

EU/Fra/Can/Rus. 2013. Réal. : Dean Parisot. 2h05. Avec Bruce Willis. Un agent de la CIA à la retraite réunit ses anciens amis et collègues afin de retrouver le Nightshade, un engin nucléaire portatif très convoité.

23.15 Red. Film. Action. Avec Bruce Willis, Mary-Louise Parker.

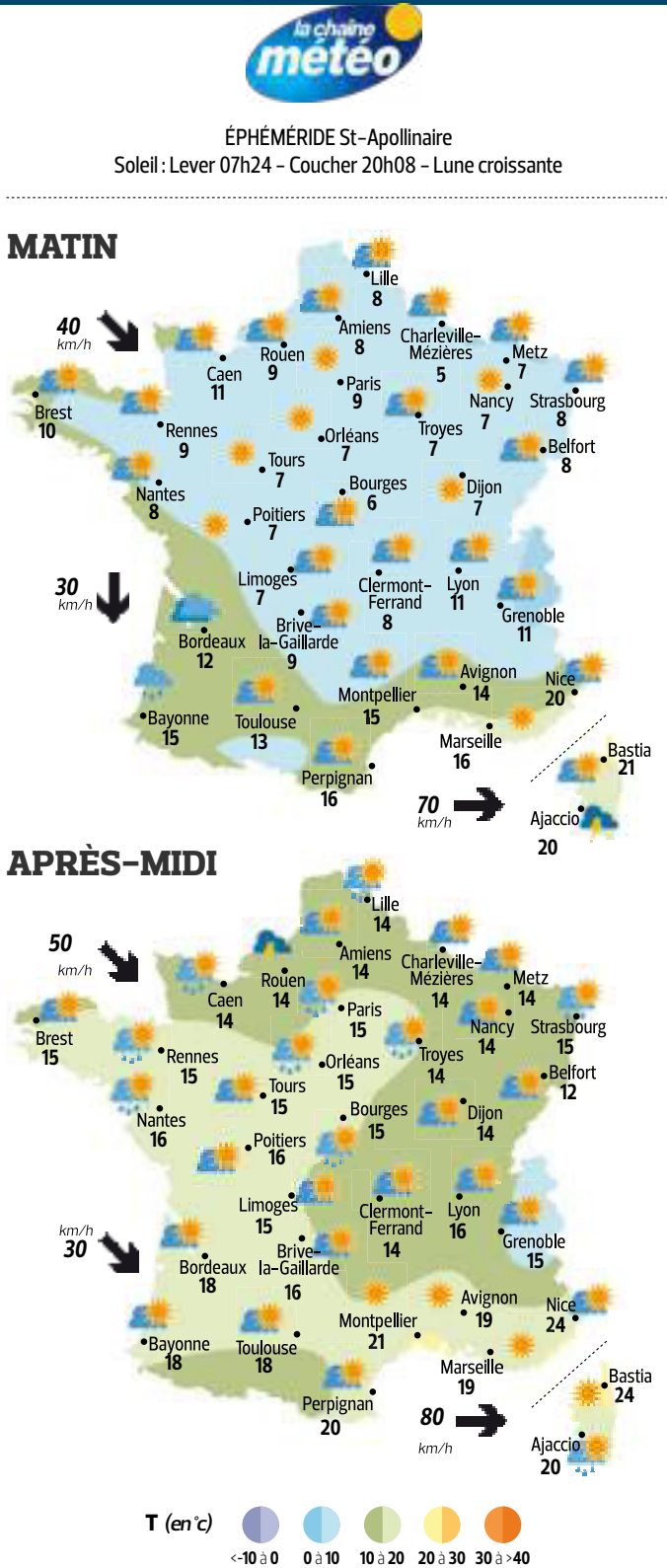
À LA DEMANDE
NETFLIX
Minuit au Pera Palace

Au légendaire hôtel Pera Palace d'Istanbul, Esra, une jeune journaliste a découvert par hasard que l'une des chambres du vénérable établissement permettait de voyager dans le temps. Revenue en 1919, elle a atterri au milieu d'une conspiration politique visant Mustafa Kemal Atatürk, le fondateur de la Turquie moderne. La première saison de cette série turque a marqué la critique par ses décors et ses costumes fastueux. L'intrigue, pleine d'aventures palpitantes, appelait une saison 2 et les fans seront ravis de la découvrir dès ce soir sur Netflix. Les autres ont encore la possibilité de rattraper leur retard sur la saison 1 et de plonger dans cette évocation rafraîchissante de la Turquie des années 20.

LE FIGARO TV
Île-de-France
12.00 Points de vue. **18.30** Le Buzz TV. Laurent Romejko, présentateur de «Merci Patrice!» sur France 3. Interviewé par Damien Canivez et Sarah Lecœuvre. **19.00** Bienvenue en Île-de-France. Présenté par Victoire Sikora.
21.00

Olivia Ruiz, «Bouches cousues»
Spectacle. Au Théâtre des Bouffes du Nord. **22.30** Le Club Le Figaro Idées. Eugénie Bastié reçoit, sur le thème «Chasser les écrans», l'essayiste Olivier Babeau et le chercheur en neurosciences cognitives Michel Desmurget.

Pour regarder le Figaro TV ?
Canal 34 de la TNT en Île-de-France ou sur les box
SFR 468 | Orange 345
Free 203 | Bouygues 247



C8
19.47 Touche pas à mon poste.
21.19 Y'a que la vérité qui compte
Magazine. Prés. : Pascal Bataille et Laurent Fontaine. 1h56. Première diffusion. Des retrouvailles, des excuses, des larmes ou des fous-rires, avec au final toujours le même suspense : le rideau va-t-il s'ouvrir ?
23.15 Y'a que la vérité qui compte.

france.5
20.05 C à vous la suite. Talk-show.
21.10 Expédition Pétra : sur la piste des Nabatéens
Doc. Fra. 2022. Réal. : Nathalie Laville, Agnès Molla. 1h35. L'archéologue Laila Nehmé mène une expédition dans les déserts d'Arabie Saoudite et de Jordanie pour retrouver le tracé exact de la route de l'encens.
22.45 C ce soir. Talk-show. En direct.

W9
19.50 Les cinquante. Jeu. Inédit.
21.10 Ne le dis à personne
Film. Thriller. Fra/GB. 2006. Réal. : Guillaume Canet. 2h20. Avec François Cluzet, Marie-Josée Croze. Huit ans après le meurtre de son épouse, un pédiatre replonge dans l'angoisse lorsqu'un mail lui laisse entrevoir que son épouse est peut-être vivante.
23.30 Enquête d'action. Magazine.

RMC
19.55 Wheeler Dealers France. Doc.
21.10 Alex, la tempête qui a choqué la France
Documentaire. Fra. 2021. 1h10. Le 30 septembre 2020, la tempête Alex déferle sur les côtes bretonnes. Mais c'est dans le Sud-Est, dans le département des Alpes-Maritimes, qu'elle va provoquer le plus de dégâts.
22.20 Hors de contrôle. Doc.

TMC
19.15 Quotidien. Inédit.
21.25 Le Hobbit : la bataille des cinq armées
Film. Fantastique. EU/NZ. 2014. 2h25. Avec Martin Freeman. Une bataille pour les richesses de la Montagne Solitaire se prépare entre les armées des Nains, des Elfes, des Humains, des Wargs et des Orques.
23.50 90' Enquêtes. Magazine.

HISTOIRE TV
20.20 Mystères d'archives. Doc.
20.50 Enquête au Vatican : le pape et le diable
Documentaire. EU. 2021. Réal. : Max Serio. 1h45. 2 épisodes. Inédit. Pie XII, surnommé le pape du Silence, était-il complice d'Adolf Hitler pendant la Seconde Guerre mondiale ?
22.35 Titanic : le naufrage aurait-il pu être évité ? Documentaire.

LE TEMPS AILLEURS...
ALGER 22/27 AMSTERDAM 8/14 ATHÈNES 22/29
BARCELONE 20/23 BELGRADE 14/25 BERLIN 8/16
BERNE 8/12 BRUXELLES 7/13 BUDAPEST 12/21
COPENHAGUE 10/15 DUBLIN 7/14 LISBONNE 17/25
LONDRES 7/14 MADRID 17/26 PRAGUE 10/13
RABAT 18/23 ROME 21/24 TUNIS 20/31

VENDREDI 8/15 8/16 6/14 6/16 8/17 12/19
SAMEDI 6/16 6/17 7/17 8/20 13/22
DIMANCHE 8/18 7/19 7/19 8/21 12/23

la chaîne météo **lachainemeteo.com**
Par téléphone : **3201** **LIVE 24/24** **CANAL+** **Sur L'APPLI GRATUITE** **La Chaîne Météo**

MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N°3933 **RCI JEUX**

VILLE DU MAGHREB	EAU-DEVIE APRÈS LE CAFÉ	CANTON EN SUISSE	RAPER FAIT DES BOULETTES	RÉSULTAT D'UNE INTENTION	BERCEAU DE FLEUVE	PASSE À MUNICH ET REJOINT LE DANUBE	RACE ANIMALE LIÉE LES CORDAGES	IL TOURNE EN ROND DANS SON BOCAL	PLOMBÉE À LA PORTÉE D'UN MÔME	FINESSES	TANK	BIEN FATIGUÉ DIVAGUER (S)
PIÉGES À SOURIS	LONG VER	ÉPANDU		SALES TOURS RELATIF AU NEZ	LOUPE			DÉCAP-SULER TENTE DE NOUVEAU		INACTIF	CÉSIMUM AULABO	
IL A LE CŒUR SENSIBLE ENVOYA						FOR-MATION RELATIVE À LA CUISSE						
		FERAIT UN BOUT DE CHEMIN			ON Y VEND DU POISSON PAGES			PART D'UN SEUL COUP			RAYON DE LUMIÈRE VIVIER DE L'ÉTAT	
TIGE DE TRANS-MISSION BANALE			FILLE DE LA FAMILLE		ADAPTÉ AU PUBLIC PRATIQUE D'ÉGLISE						SIGLE SUR LA BORNE DEUX A OSTIE	
		FLAN AUX LÉGUMES ÉTOILE DU SHOW-BIZ			GOUVERNANTES LAMES EN CAMPAGNE			ANCIEN BATEAU ARTICLE ANDALOU		REFUS RUSSE		
DÉCLEN-CHER UNE PROCE-DURE	INDIQUE UNE NOUVELLE RÉPÉTITION	AIMÉ EN ÉTÉ UN RIEN FAMILIER		AU NIVEAU DES PAQUE-RETTES (A)	CATÉGORIE A PROUVE SA GAÏÉTÉ		CITÉ DU MIDI INCONTES-TABLE		CONFECTIONNER FÉLIX AU CINÉMA			
				DU MIEL DE BEAUTÉ SAINT PYRÉNÉEN		BON POUR LE SAVON A ÉTÉ À MÊME		TERMINAI-SION DU PREMIER GROUPE			SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT	
IL SERT À MONTRER VITRE DE VOITURE		INTELLIGENCE ARTIFI-CIELLE	DESCENTE VERTIGI-NEUSE		EN-VELAY		GRAND CANAL D'ÉVACUA-TION		PREFIXE NOVATEUR			
					ÉVACUE PAR LES PORES							

B	C	T	B	P	S	S	M	I	A	C	P	L
N	O	M	I	N	E	R	O	P	E	R	E	
H	A	R	A	S	S	E	M	E	M	E	N	T
C	E	R	E	T	U	L	I	P	I	E	R	
M	A	R	I	R	E	M	I	G	E	C	A	R
I	I	T	S	E	V	R	I	E	N	S	A	P
E	C	R	E	M	E	T	R	E	M	O	L	O
I	N	H	E	R	E	N	T	E	S	A	U	T
N	E	G	A	T	I	V	E					
S	E	R	I	N								

P O R T R A I T

PAR
Ariane Bavelier

Victime d'un AVC, à 42 ans, il raconte dans un livre (1) comment il a remonté la pente et décidé de s'occuper plus des autres. Il lance prochainement une plateforme digitale proposant des formules de coliving pour retarder l'entrée à l'Ehpad des personnes âgées.

Retour au 11 décembre 2021. « J'ai eu tellement mal à la tête que j'ai cru que je ne supportais pas les deux verres de vin que je venais de prendre », se souvient-il. Samu, urgences, opération par un neurochirurgien à la Pitié. Bascule à 180 degrés. La veille, après un parcours dans la culture, du Centre Pompidou à la Monnaie de Paris, puis chez Chaumet, Guillaume Robic, 42 ans, était directeur du développement, de la communication et des événements à la Fashion Week. Le lendemain, en tâtant sa tête, il se découvre coiffé d'un bandage percé de deux tuyaux, déviations ventriculaires externes. « Ma couronne de la Haute Égypte », dit-il à moins que, par dérision, il ne préfère se portraiturer « en Télubbies »...

« Comment les soignants peuvent-ils faire quand ils ont la charge chacun de 40 à 50 patients ? Qu'ou les traite comme des êtres humains et ils redeviennent de grands professionnels »

Guillaume Robic Consultant

Pire, il ne comprend pas où il est : « On me rudoyait, on me parlait mal. Je pensais qu'on m'avait enlevé et que j'étais séquestré. Bizarrement, j'avais toujours mon portable. Il localisait pavillon Babinski, j'étais donc à Paris. Mais qu'attendait-on de moi ? Quand je demandais quelque chose, on serrait plus fort la sangle qui me tenait à mon lit pour me faire taire. Impossible de me douter que j'étais dans un hôpital. Jusqu'ici, je pensais que c'était un lieu où on prenait soin des gens, or j'étais maltraité. J'envoyais des messages de détresse à des amis dont je savais qu'ils avaient le bras long en les suppliant de venir me délivrer. Ils ont dû s'en mêler, j'ai été repéré comme patient signalé. Mon sort s'est aggravé : je suis devenu le souffre-douleur du service », se souvient Guillaume.

« Les emmerdes, ça vole toujours en escadrille », disait Jacques Chirac. Méningite aigüe attrapée à l'hôpital, carte de



« Écrire ce qui me hantait m'a rendu mes nuits », souligne Guillaume Robic.

Guillaume Robic, la chance de tout recommencer

paiement suspendue, banquier injoignable, amis fuyants, traitement antibiotique interrompu trop tôt, nouvelle opération, glande CTZ atteinte avec son cortège de vomissements, 25 kilos en moins... « Mon dernier rempart était ma famille : j'avais le sentiment d'avoir vécu quarante-deux ans et d'avoir fini mon tour de piste. J'ai donné à ma sœur de l'argent pour mes obsèques. Elle m'a fait transférer au centre de rééducation de Kerpape à Plomeur près de Lorient, auquel je dois ma résurrection », dit ce fils d'agriculteurs né dans un village tout proche.

Trois ans après, Guillaume Robic revit. Aucun autre stigmate de cet épisode qu'une longue cicatrice incisée de la nuque à la moitié du crâne. Il lui a cependant fallu se mettre en paix avec cette période : 300 pages publiées aux éditions de L'Harmattan et intitulées *Un AVC et devoir tout recommencer*. Il a écrit pour deux raisons : « La première, c'est que les encouragements d'un malade passé par le même genre d'épreuve sont plus efficaces que ceux prodigués par l'équipe médicale. À la fin de mon séjour en rééducation à Kerpape, j'ai conversé avec une femme attelée aux barres parallèles pour réapprendre à marcher. "J'étais à votre place il y a deux mois, j'ai réappris comme vous. Demain, cela vous semblera plus difficile encore, mais accrochez-vous, dans dix jours, ça ira mieux", lui ai-je dit. Quelque temps après, elle me confiait que je lui avais redonné espoir », assure Guillaume Robic. « L'autre raison d'écrire ce livre m'a été dictée par ma psy : mes nuits étaient agitées de cauchemars liés à mon séjour à la Pitié. Les cris cognaient dans ma tête, l'incertitude, la hantise de tout perdre du jour au lendemain, je ne

dormais plus. Le corps s'interdit d'oublier les passages difficiles. Écrire ce qui me hantait m'a rendu mes nuits. »

Un livre comme un exercice de rédemption pratiqué en solitaire, sous l'œil de son chat, dans sa maison de Bretagne. Mettre des mots sur ce qui l'a ravagé, manière d'appriivoiser ce qui fut si violent, plus près du cri que du dire. Mettre des mots aussi soigneusement choisis sur ces milliers de détails, d'attentions, qui l'ont ramené à la vie.

Ce livre où il se raconte descendant aux enfers et récupérant pas à pas lui a demandé de se mettre en scène. L'exercice ne lui a pas déplu. C'est un homme élégant qui soigne sa silhouette, sa garde-robe, ses regards, son vocabulaire. Il s'est raconté droit dans ses bottes, honnête jusqu'à confier ces moments où il se cachait du regard des autres pour ne pas offrir une version trop diminuée de lui-même. « Je suis à mon affaire lorsque je sers de passerelle.

J'aime être entre deux mondes, celui des artistes et de l'industrie lorsque je travaillais à la Monnaie, celui des sites et des créateurs à la Fashion Week, celui de la culture agricole - où je suis né - et parisienne où je vis. Certains éditeurs m'ont demandé de reprendre mon récit en noir-cissant le monde de l'hôpital. Ça n'était pas mon but. Comment les soignants peuvent-ils faire quand ils ont la charge chacun de 40 à 50 patients ? Leur métier est si dur. Qu'on les traite comme des êtres humains et ils redeviennent de grands professionnels. J'ai envie de demander aux patients de l'indulgence et aux soignants de retrouver la foi dans leur profession. »

Guillaume Robic aurait aimé intituler son livre *Le Temps de l'autre*, tant cet épisode a réveillé en lui une forme d'altruisme « éteinte, dit-il, par la vie parisienne ». Ses pages font la part belle aux conseils vécus pour croire à la guérison, envers et contre tout, même si le corps a besoin de temps pour se réparer. « Si on vit, on doit le faire pleinement, et ce qui m'a aidé à tenir, c'était de garder des petits plaisirs, au moins chaque jour. » Un courant d'air frais qui filtre entre les mauvaises odeurs de l'hôpital, un verre d'eau dont la fraîcheur dissipe une mauvaise pitance, la sensation claire du métal de la tête de lit, « où la technique du chat qui consiste à se caresser le bras pendant quinze minutes pour endormir le stress », dit-il.

À mesure de sa résurrection, les médecins se sont étonnés de ses progrès. Certains lui ont conseillé de changer de vie. Il ne les a pas écoutés, mais simplement fait un pas de côté pour redevenir un peu plus lui-même. Sous la casquette de consultant en communication et ingénierie culturelle, il soigne ses projets. Dans quelques semaines, il lancera Diwall, qui veut dire « prendre soin » en breton. Une plateforme digitale proposant des formules de coliving pour retarder l'entrée à l'Ehpad des personnes âgées qui ont une petite retraite. Très investi dans le développement durable, il développe Art of change 21, créé voici dix ans pour la COP21 afin de faire émerger une culture de l'environnement chez les artistes : promouvoir une douzaine d'entre eux chaque année. Eva Jospin par exemple. ■

(1) « Un AVC et devoir tout recommencer. Le temps de l'autre » (L'Harmattan).

LES Rencontres LE FIGARO

Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers recevront Salle Gaveau :

• YASMINA REZA

LUNDI 4 NOVEMBRE - 20H

Dramaturge, essayiste, romancière, scénariste, comédienne, Yasmina Reza est une des plus grandes figures de la littérature contemporaine. Renommée dans le monde entier depuis le succès international de sa pièce *Art*, elle sait décrire à la pointe extrêmement fine les comédies sociales, les mouvements de l'âme, les intermittences du cœur.



© Pascal Victor/Art/ComPees via opale photo

• SYLVAIN TESSON

LUNDI 2 DÉCEMBRE - 20H

A quelques jours de l'inauguration tant attendue de Notre-Dame de Paris, ce sera l'occasion pour l'écrivain d'évoquer la cathédrale sous toutes ses formes, esthétique, historique et spirituelle. Il parlera de celle qui fut et reste un décor familial, dont il grimpa plusieurs fois les flancs, qui fut le sujet de ses écrits (*Notre-Dame de Paris : ô reine de douleur*, Éditions de la Loupe, 2019), mais surtout à qui il dit devoir la vie.



© François Bouchon

Placement libre

Tarif : 28 € l'unité

45 € pour les 2 conférences

Abonnés : 22 € l'unité

35 € pour les 2 conférences

Réservez vos places sur
www.lefigaro.fr/recontres
ou 01 70 37 18 18

SALLE GAVEAU

45-47 rue La Boétie, 75008 Paris

LE FIGARO Vox



UN DERNIER MOT

Par Étienne de Montety

Chat (cha) n. m.
Adorable, mais pas à croquer.

Lors du débat avec Kamala Harris, Donald Trump a repris une accusation mensongère selon laquelle des migrants mangeraient les chats et les chiens aux États-Unis.

Le mot vient du latin *cattus* et désigne un animal domestique familier de tous. Est-ce parce que la politique conduit les deux adversaires à être comme chien et chat que l'ancien président propage cette histoire idiote ?

Évidemment, en l'entendant, on s'est étranglé ou on a ri à gorge déployée, l'essentiel étant d'en faire sortir le chat resté en travers.

On pensait qu'un candidat à la présidence de la première puissance du monde aurait d'autres chats à fouetter que ceux qui seraient selon lui mangés par des migrants. Mais non : Trump revendique le statut de celui qui parle vrai, appelle un chat un chat et un carnivore un carnivore.

Les gens sensés feront litière de cette histoire de chats aussi perchée que ceux qui en font foi. Toutefois, une question demeure : quelle est l'origine de l'in vraisemblable rumeur ? Là, on en est réduit à donner sa langue aux infortunés animaux. ■



DIOR

COLLECTION *MY DIOR*
Or jaune, or blanc, or rose et diamants.